

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DES
LETTRES MISSIVES

PROPRIÉTÉ - INVIOIABILITÉ - PREUVES

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(Sciences Juridiques)

Présentée et soutenue le mardi 13 décembre 1910, à 1 h. 1/2

PAR

Hubert PERSON

Président : M. LYON-CAEN.
Suffragants { MM. RENAULT, } *professeurs*
 { HITIER, }

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE
ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TÔULLIER, 13

1910



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DES
LETTRES MISSIVES

PROPRIÉTÉ ~ INVOLABILITÉ ~ PREUVES

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(Sciences Juridiques)

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le mardi 13 décembre 1910, à 1 h. 1/2

PAR

Hubert PERSON



Président : M. LYON-CAEN.

Suffragants : { MM. RENAULT, } *professeurs*
HITIER, }

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE
ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1910

A MES PARENTS

Témoignage de mon affection et de ma reconnaissance.

DES LETTRES MISSIVES

Propriété. — Inviolabilité. — Preuves

INTRODUCTION

SOMMAIRE. — 1-4. Définition de la lettre missive. — 5-6. La carte postale ; comparaison avec la lettre. — 7-8. Son histoire. — 9-12. Le télégramme ; comparaison avec la lettre. — 13-15. Son histoire. — 16-35. Histoire de la lettre missive proprement dite. — 36-37. Statistique. — 38-44. L'Instruction générale des postes, sa nature juridique et sa valeur à l'égard des particuliers. — 45-46. Objet de la présente étude. — 47. Plan.

1. — Une personne a une communication à faire à une autre ; Pierre veut annoncer une nouvelle à Paul, mais, soit qu'ils se trouvent éloignés, soit que Pierre n'ait pas trouvé Paul à son domicile, soit qu'il y ait eu tout autre empêchement, Pierre écrit à Paul ce qu'il a à lui dire. Son message est une lettre, et on voit de suite l'utilité et le but de la lettre : permettre de communiquer entre personnes qui, ne pouvant se rencontrer, sont dans l'impossibilité de s'entretenir verbalement. C'est ce que montre bien

une définition peu juridique d'ailleurs, qu'on a souvent attribuée à Bartole : *epistola absenti idem est quod sermo præsentibus et qui mittit alteri litteras intelligitur præsens præsenti loqui* (1).

De même, au xviii^e siècle, le poète Saint-Amant disait de la lettre en termes moins juridiques encore :

C'est la présence des absents,
C'est la muette aux hauts accents (2).

Nous dirons qu'une *lettre missive est un message écrit, adressé par une personne à une autre pour lui faire une communication*.

2. — On ajoute d'ordinaire quelque chose à cette définition pour la restreindre, et on dit qu'une lettre missive est un écrit que son auteur confie à un tiers avec mission de le remettre au destinataire. Une autre opinion, restreignant encore davantage, voudrait que ce tiers fût toujours

(1) De très nombreux auteurs attribuent cette phrase à Bartole ; elle se trouverait, selon eux, dans son commentaire sur le Digeste, l. XXXIX, t. 5, *de donationibus*, frag. 1. Mais malgré nos recherches, nous ne l'avons pas trouvée dans les différentes éditions que nous avons consultées. — V. notamment : *Bartoli a Saxoferrato in primam Digesti novi partem commentaria, quibus præter Alex(andri), Barb(atix), Seisell(ii), Pom(atis), Nicelli et aliorum adnotationes... accesserunt... Cassiani Putei... Guidonis Pancirollii et Bernardi Trotti... lucubrationes*. Augustæ Taurinorum, 1589, fol. 66 et suiv. et : *Bartoli a Saxoferrato in primam Digesti novi partem Commentaria, Joannis Nicolai Arelatensis. . solerti opera diligentique studio natali suo splendore tandem restituta*. Lugduni, 1537 ; *Super prima parte*, fol. 103 et s.

(2) *Œuvres complètes de Saint-Amant*, par Ch. Livet, 2 vol. in-16, Paris, 1855, t. II, épigramme XXXVIII, p. 64.

l'administration des postes. Les partisans de ces dernières formules font donc intervenir trois personnes : l'auteur de la lettre, son destinataire, et entre les deux, un intermédiaire chargé du transport.

3. — En réalité, il faut reconnaître que les choses se passent ainsi dans la plupart des cas : une lettre sert à correspondre entre personnes éloignées l'une de l'autre et elle est confiée à la poste. Il ne faudrait pas cependant prendre pour un fait nécessaire ce qui n'est qu'un fait très fréquent et refuser le caractère de lettre missive à l'écrit remis directement par son auteur au destinataire.

Il arrive notamment que des personnes en relations d'affaires et qui viennent de conclure un accord rédigent sur le champ chacune une lettre qu'elles se remettent réciproquement, afin d'avoir une preuve de leur arrangement. Ou encore : je vais voir un ami, mais je ne le trouve pas chez lui ; je laisse un mot pour lui faire part de l'objet de ma visite. Il peut même se faire enfin que l'auteur d'une lettre la remette lui-même à celui à qui il la destinait, parce qu'il l'a rencontré par hasard, ou pour toute autre cause. Dans ces différentes hypothèses, l'écrit est incontestablement une lettre, et il n'y a pas d'intermédiaire.

4. — Remarquons que dans ces cas une partie des difficultés qui s'élèvent à propos de la correspondance disparaîtra par le fait de la suppression du tiers. Celui-ci n'existant pas, il ne saurait, par exemple, être question pour lui de supprimer la lettre ou d'en violer le secret.

Néanmoins, un écrit destiné à faire une communication,

qu'il soit remis au destinataire directement par son auteur, ou que celui-ci ait eu recours à l'intermédiaire d'un tiers, conserve dans les deux cas les caractères d'une lettre missive, et ce sont les principes qui dominent la matière des lettres qu'il faudra lui appliquer.

C'est pour ce motif que nous nous proposons une définition plus compréhensive que celle que l'on donne généralement (1).

*
* *

5. — Cette définition, dans un sens large, comprend plusieurs modes de correspondance, mais le terme « lettre missive » est pris d'ordinaire dans un sens strict ; on désigne ainsi l'écrit contenu dans un pli fermé. Il est cependant deux autres systèmes de communication qui présentent avec la lettre une grande analogie : c'est la carte postale et le télégramme.

6. — La carte postale est un message écrit, mais qui circule à découvert ; il n'est pas fermé. Il s'ensuit qu'on appliquera aux cartes postales tout ce qui sera dit à propos des lettres missives, à l'exception des conséquences qui découlent du caractère secret de ces dernières. La carte postale n'étant pas secrète, il ne saurait être question de violer un secret qui n'existe pas ; il n'y a pas non plus de délit d'ouverture d'une carte postale. Certaines dispositions légales

(1) L'administration des postes a défini la lettre, mais sa définition se place uniquement au point de vue de l'application de la taxe postale. — V. Instr. gén. des postes du 10 juin 1899, art. 251.

semblent même indiquer que le législateur a considéré qu'une carte postale était très souvent lue par d'autres personnes que le destinataire, et que le fait d'exprimer une idée par écrit sur carte postale est suffisant pour donner à cette idée une certaine publicité ; c'est en se fondant sur ce motif que la loi du 11 juin 1887 punit la diffamation et l'injure faite par carte postale.

7. — La carte postale est d'origine récente ; elle fut créée pour répondre à un besoin : on voulut avoir un mode de correspondance plus simple et moins coûteux que la lettre. Celle-ci, que les convenances interdisent de trop abréger, n'est pas toujours compatible avec l'activité commerciale et la concision du langage des affaires. Pour obvier à cet inconvénient, un secrétaire d'Etat des postes de l'empire d'Allemagne, M. de Stéphan, proposa dès 1865, à la Conférence des administrations postales allemandes, réunie à Carlsruhe, l'émission de « feuilles-poste ». Ces feuilles devaient contenir au recto l'adresse du destinataire, au verso la correspondance ; on aurait établi pour elles une taxe réduite ; c'est la carte postale, telle que nous la connaissons aujourd'hui ; mais l'idée de M. de Stéphan fut repoussée.

Elle fut reprise quatre ans plus tard en Autriche où l'administration des postes l'adopta. L'Autriche est donc le premier pays où l'on vit circuler des cartes postales. Le succès fut très grand. Aussi presque tous les Etats européens s'empressèrent-ils d'imiter l'administration autrichienne. Durant la seule année 1870, on vit la carte pos-

tale introduite successivement dans les Etats de l'Allemagne du Nord, puis dans ceux de l'Allemagne du Sud, dans le Luxembourg, en Angleterre et en Suisse. La Belgique et les Pays-Bas l'adoptent le 1^{er} janvier 1871, le Danemark, le 1^{er} avril de la même année. En 1872, elle apparaît en Suède, en Norwège et en Russie.

8. — En France, la création de la carte postale fut proposée pour la première fois par M. Wolowski dans la séance de l'Assemblée nationale du 23 août 1871. On n'accueillit pas cette idée, dans la crainte que, venant à se généraliser, ce nouveau mode de correspondance à tarif réduit fasse diminuer le nombre des lettres et que cette diminution entraîne une baisse des revenus de la poste.

M. Wolowski ne se découragea pas ; il reproduisit sa proposition seize mois après, lors de la discussion du budget de 1873 à l'Assemblée nationale. Dans la séance du 19 décembre 1872, il défendit énergiquement son projet, montrant que son adoption ne diminuerait en rien les produits de la poste ; il cita à ce propos l'exemple de l'Angleterre, où l'administration des postes avait vu ses revenus augmenter subitement depuis la création des cartes postales (1).

Et l'Assemblée nationale, éclairée par l'exemple de l'étranger, se rallia à la proposition de M. Wolowski et vota son amendement qui devint l'article 22 de la loi de finances du 20 décembre 1872.

(1) V. *Journal officiel*, année 1872, p. 7949 et suiv.

C'est seulement depuis cette époque qu'existent en France ces cartes postales dont le nombre s'est prodigieusement multiplié depuis quelques années (1).

9. — Quant au télégramme, il s'éloigne bien davantage de la lettre missive. Pierre, qui est à Paris, a une communication urgente à faire à Jean qui se trouve à Marseille. Il pourrait lui écrire une lettre, mais celle-ci mettrait un certain temps pour franchir plus de huit cents kilomètres ; elle arriverait trop tard. Alors Pierre va s'adresser à un tiers, l'administration des télégraphes ; il lui indiquera ce qu'il veut faire savoir à Jean ; ce tiers, grâce à des procédés spéciaux, en avisera son correspondant de Marseille, lequel se chargera de faire la communication à Jean. Tout sera fait très rapidement, quelques heures à peine suffiront, parce qu'il n'y a pas transport de cet objet matériel qu'est la lettre.

C'est un procédé très pratique, mais on voit par cet exemple combien il diffère de la lettre missive.

10. — Tout d'abord la lettre était écrite ou pour le moins signée par son auteur ; la carte postale aussi. Au contraire, le télégramme que recevra le destinataire n'est ni écrit, ni signé de la main de l'expéditeur. Celui-ci remet bien un écrit à l'administration, et c'est bien un écrit qui sera distribué au destinataire, mais le papier qui est remis n'est pas

(1) La loi du 20 décembre 1872 fixait l'affranchissement à 0 fr. 40 pour la carte circulant dans la circonscription du même bureau ou dans l'intérieur de Paris, et à 0 fr. 45 pour les autres. L'article 2 de la loi du 6 avril 1878 a réduit uniformément à 0 fr. 40 la taxe de toutes les cartes postales.

celui-là même qui a été déposé ; il n'est qu'une copie. Par suite, la force probante d'un télégramme est bien moins grande que celle d'une lettre ou d'une carte postale ; la lettre, comme la carte, étant écrite par une personne pour son compte, fait preuve contre elle ; tandis que le télégramme, rédigé par l'administration sur la demande d'un inconnu, qui se donne un nom que personne ne vérifie, ne saurait être invoqué contre celui dont on a peut-être usurpé l'état civil dans cette circonstance (1). Le seul document qu'on pourrait opposer à l'expéditeur présumé, c'est l'écrit qu'il a remis au bureau de départ, si cet écrit est de sa main, et dans les conditions où il est permis de le rechercher (2). D'autre part, on reçoit une communication par lettre ; c'est, par exemple, un ordre de Bourse donné à un agent de change ; celui-ci l'exécutera de suite s'il reconnaît l'écriture de son client ; mais on peut concevoir ses hésitations si l'ordre lui est transmis par télégramme.

11. — En second lieu, tandis qu'en principe, la lettre ne nécessite, nous l'avons vu, que deux personnes seulement, l'auteur et le destinataire, il en faut nécessairement

(1) La loi du 3 juillet 1861 et le règlement de l'Union télégraphique internationale donnent seulement à l'administration la faculté d'exiger de l'expéditeur d'une dépêche qu'il établisse son identité. Mais dans la pratique, on ne le fait pas. L'expéditeur peut aussi faire légaliser sa signature et demander la transmission de la légalisation pour écarter tout doute sur l'origine du télégramme. — V. Renault, *Etude sur les rapports internationaux ; la poste et le télégraphe*, une brochure in-8°, Paris, 1877, p. 63.

(2) V. sur ces questions, *infra*, n° 458.

une troisième lorsqu'il s'agit d'un télégramme, c'est le tiers chargé d'effectuer la transmission.

12. — Enfin, tandis que la lettre est secrète, le télégramme est connu des personnes qui l'ont transmis. Un télégramme n'est donc pas absolument secret ; il l'est plus que la carte postale, mais il l'est moins que la lettre qui pourra n'être lue que par son auteur et par son destinataire (1).

On voit, d'après ce qui vient d'être dit, que le télégraphe a pour but de transmettre à distance des nouvelles importantes, avec un maximum de rapidité. Chez tous les peuples et à toutes les époques de l'histoire, on a tâché de parvenir à ce résultat.

13. — Le roi perse Darius avait organisé des postes télégraphiques par signaux pour correspondre plus facilement avec les satrapes. Les Grecs se servaient de feux allumés au sommet de tours sur les montagnes ; et c'est à cette habitude qu'Eschyle fait allusion dans la première scène d'*Agamemnon*, lorsqu'il nous montre un vieux serviteur épiant depuis deux années le feu qui, allumé sur le mont Ida et répété sur le mont Athos, doit faire connaître la prise de Troie.

Les Romains avaient des postes télégraphiques commandés par des officiers spéciaux (2), ils employaient des

(1) Les cartes-télégrammes dites « cartes pneumatiques » qui existent à Paris et dans la banlieue, sont de véritables lettres missives, que l'administration, moyennant une taxe plus élevée, transmet plus rapidement que les lettres ordinaires.

(2) Il est probable que ce sont ces officiers qu'on voit représentés sur un des compartiments les plus élevés de la colonne Trajane.

torches de résine suspendues au bout de longues perches et les signaux s'obtenaient au moyen de mouvements conventionnels.

César raconte dans ses Commentaires que les Gaulois avaient recours à des cris qui, répétés de proche en proche, transmettaient les nouvelles à distance (1).

14. — Néanmoins, la télégraphie resta très rudimentaire jusqu'à la fin du xvii^e siècle ; à cette époque, on employa des lunettes d'approche pour observer les signaux ; c'était un perfectionnement. Puis Claude Chappe inventa son fameux télégraphe aérien qu'il présenta à l'Assemblée législative le 22 mars 1792 ; le 12 juillet 1793, son frère et lui firent fonctionner leur appareil en présence des commissaires nommés par la Convention ; le succès fut complet, et un mois après, on établissait la première ligne entre Paris et Lille. On sait qu'une des premières dépêches transmises par le télégraphe aérien fut la nouvelle de la prise de Condé sur les Autrichiens (15 fructidor an II) : la ville s'était rendue le matin ; la dépêche parvint à la Convention à midi ; Carnot en donna lecture au moment de l'ouverture de la séance, à une heure ; et un message fut immédiatement adressé à Lille, qui contenait les félicitations de la Convention et un décret changeant le nom de Condé en celui de Nord-Libre. Avant la fin de la séance, la Convention reçut à son tour une réponse à sa dépêche annonçant que le décret allait être transmis immédiatement de Lille à Condé.

(1) César, *De bello gallico*, VII, 3.

Dès le 26 juillet 1793, le télégraphe aérien avait été érigé en service public et les lignes s'en étaient multipliées. Un rapport de Barrère du 15 août 1794 pouvait dire : « Les communications se font avec la rapidité de l'éclair et les ordres du comité de Salut public arrivent même à travers une armée assiégeante. »

15. — Ce mode de correspondance présentait un grand inconvénient : le télégraphe aérien ne pouvait fonctionner que le jour. On y remédia par l'emploi de l'électricité, qui permit de transmettre instantanément des signaux à tous moments, même la nuit. Il faut arriver à 1845 pour voir ces progrès se réaliser. A cette époque, Arago signale au gouvernement l'invention que Morse avait présentée à l'Académie des sciences en 1838 ; un crédit est voté pour établir une ligne d'essai entre Paris et Rouen, ces essais se poursuivent jusqu'en 1848, et les lois des 3 juillet, 18 et 26 novembre 1850 sont les premières à s'occuper de la correspondance télégraphique privée.

Depuis cette époque, les procédés de transmission furent sans cesse perfectionnés, on augmenta le nombre des lignes et les dépêches télégraphiques furent de plus en plus nombreuses chaque année. De nos jours enfin, un merveilleux progrès a été réalisé puisqu'on peut communiquer télégraphiquement à longue distance, sans qu'aucun fil ne relie le poste de départ au poste d'arrivée.

*
* *

16. — Il convient d'examiner plus spécialement l'his-

toire de la lettre missive proprement dite. Nous verrons quel usage on en fit et par quelles formes elle a passé depuis que des documents nous en signalent l'existence jusqu'au jour où un service public fut organisé pour en assurer la distribution.

17. — L'homme ne vécut jamais isolé ; Aristote a dit que c'était un animal fait pour vivre en société, mais il fut une époque où ces sociétés étaient de petites agglomérations étrangères les unes aux autres. En ces temps préhistoriques, la cause la plus efficace de ces groupements sociaux était vraisemblablement le désir de mieux se défendre contre les animaux sauvages et de trouver plus facilement de quoi subsister. On n'allait pas au delà ; dès lors, il est fort probable qu'il n'existait à ce moment rien qui ressemble à nos lettres missives. Ces peuplades primitives, dans les rares occasions où elles avaient à communiquer entre elles, devaient se servir d'un messenger, et dans le sein d'un même clan, on s'annonçait les nouvelles de vive voix.

18. — L'idée de faire connaître sa pensée par écrit suppose déjà un commencement de civilisation. Par contre, sitôt que cette civilisation paraît, il s'établit des relations entre personnes et entre peuples éloignés les uns des autres ; on est naturellement porté à chercher un moyen qui permette de faire une communication au loin. Mais on fut longtemps avant de connaître les lettres manuscrites ; les premiers messages consistaient en objets symboliques,

ayant un sens conventionnel, et on peut citer dans cet ordre d'idées le message des rois scythes à Darius, qui se composait d'un oiseau, d'un rat, d'une grenouille et d'une flèche (1).

19. — Mais il faut attendre l'apparition d'une écriture quelconque pour rencontrer de véritables lettres missives, écrites sur un feuillet ou gravées sur une tablette, que l'auteur remet ou fait remettre au destinataire. La première écriture en date est l'écriture idéographique, le type en est fourni par les hiéroglyphes. Les Egyptiens qui connaissaient ces signes, devaient s'en servir pour correspondre par lettres. Et en effet, l'historien Diodore de Sicile raconte qu'il a relevé dans les annales des prêtres d'Egypte que les premiers rois égyptiens prenaient connaissance, chaque matin, des lettres qui leur étaient adressées (2).

20. — L'apparition de l'écriture phonétique, plus simple et d'un emploi plus commode que l'écriture idéographique, devait faciliter la correspondance par lettres et augmenter le nombre des messages. Des fragments d'Hé-

(1) Des systèmes analogues se rencontrent encore de nos jours chez certaines peuplades sauvages, notamment chez les Esquimaux, les Iakoutes, les Macusis de la Guyane, etc. — V. sur ce sujet l'intéressant article de M. Deniker, dans la *Grande Encyclopédie*, V^o *Ecriture*.

(2) « Eveillé dès le matin, il (le roi) devait d'abord recevoir les lettres qui lui étaient envoyées de toutes parts, afin de prendre une connaissance exacte de ce qui se passait dans le royaume, et régler ses actes en conséquence. » Diodore de Sicile, livre I^{er}, n^o 70, édition Hoefer, t. I, p. 82.

rodote (1) et de Xénophon (2) nous montrent que l'échange des lettres fut suffisamment important en Perse pour justifier l'organisation de postes primitives.

21. — En Grèce aussi, les lettres étaient en usage; c'étaient des jeunes gens qu'on chargeait de leur transport. Un historien rapporte que Léonidas aux Thermopyles, désirant sauver de la mort un de ses parents qui combattait, voulut le charger d'aller porter une lettre à Sparte, ce qui lui valut cette fière réponse du soldat : « Je suis venu ici pour manier des armes, et non pour porter des messages. »

22. — A Rome, les lettres furent d'une grande utilité pour le gouvernement de l'empire; c'est par des ordres écrits envoyés à ses délégués que l'empereur, sans quitter sa ville, gouvernait les provinces; c'est aussi par lettres qu'il était exactement renseigné de ce qui s'y passait. Ces messages étaient transportés avec la plus grande rapidité : le rhéteur Aristide, qui avait voyagé en Italie, dit à ce sujet que les lettres n'étaient pas plus tôt écrites qu'elles étaient portées aussi promptement que si des oiseaux en eussent été les messagers.

(1) « Autant il y a de journées d'un lieu à un autre, autant il y a, dit-on, de postes avec un homme et des chevaux tout prêts, que ni la neige, ni la pluie, ni la chaleur, ni la nuit n'empêchent de fournir leur carrière avec toute la célérité possible. Le premier courrier remet ses ordres au second, le second au troisième; les ordres passent ainsi de suite, de même que chez les Grecs, le flambeau passe de mains en mains dans les fêtes de Vulcain. » Hérodote, VIII, 98.

(2) « Cyrus préposa sur chaque point un homme intelligent pour recevoir les lettres et les transmettre. » Xénophon, *Cyropédie*, VIII, 6.

23. — Les lettres privées existaient également, puisque nous avons conservé un grand nombre de celles qui eurent pour auteurs les écrivains les plus illustres de l'époque classique. L'importance de ces messages s'explique par ce fait qu'on n'avait pas alors des journaux de toutes sortes pour être informé de ce qui se passait. Le proconsul qui partait pour aller gouverner quelque province lointaine, ne pouvait se résigner à être privé de toute nouvelle de Rome ; il avait besoin de ce que Saint-Simon appelle « ce petit fumet des affaires dont les politiques ne se peuvent passer ». Et pour satisfaire sa curiosité, il demandait à ses amis de lui écrire des lettres afin de le renseigner. C'est dans ces documents que nous trouvons l'histoire la plus vivante et la plus vraie de cette époque.

24. — Toutefois, ces messages privés rencontraient des obstacles que ne connaissaient pas les *mandata* expédiées par l'empereur à ses fonctionnaires. C'est que l'empereur avait organisé, pour les besoins de son administration, un véritable service de postes d'Etat avec des chevaux spéciaux, *cursores regii*, spécialement entraînés à la course, et dont l'allure était très rapide. Mais les particuliers ne pouvaient pas envoyer leurs lettres par le courrier public, il leur fallait dépêcher un esclave, *stator* (1), avoir un facteur à eux et payer les frais d'un voyage plus ou moins long pour faire porter la lettre. Ou bien, il fallait avoir recours à l'obligeance d'un voyageur, à moins qu'il ne se

(1) *Litteras a te mihi stator tuus reddidit*. Cicéron, *Ep. fam.*, II, 17.

présente, de fortune, une occasion, comme le passage d'un ami auquel on pût se fier. C'est ainsi que, dans une de ses lettres, Cicéron recommande à un de ses correspondants dont il désirait avoir fréquemment des nouvelles, d'envoyer tous les jours un esclave sur le port, pour trouver des gens de sa connaissance qui voulussent bien, en partant, se charger d'une lettre (1).

Aussi, il se produisait souvent des retards et des inexactitudes dont les auteurs se sont plaints bien des fois : *Epistolam tuam accepi post multos menses quam miseram*, dit Sénèque à son ami Lucilius (2). De même Cicéron écrit à Marcus Cælius : « Voyez comment il se fait que les lettres ne viennent point jusqu'à moi ;... je vous assure que je n'en ai pas reçu une seule de vous, ce qui me fait craindre le même sort pour les miennes (3). »

Malgré ces obstacles, il nous est parvenu un grand nombre de lettres romaines, ce qui montre que l'usage de la correspondance privée était très développé à Rome. Il l'aurait été davantage encore, si la transmission de ces messages avait été facilitée.

25. — Il est intéressant de faire connaître sur quoi les Anciens écrivaient leurs lettres. Dès la plus haute antiquité, les Grecs et les Romains se servaient de petites tablettes de

(1) *Poteris igitur et facies, si me diligis, ut quotidie sit Ascatus in portu. Multierunt, quibus recte litteras dare possis, qui ad me libenter perferant.* Cicéron, *Epist. ad fam.*, XVI, 5.

(2) Sénèque, *Lettres à Lucilius*, L.

(3) Cicéron, *Epist.*, II, 10.

bois enduites de cire, *codex* (1) ; quand le *codex* est de petit format, on l'appelle *codicilli*. Le texte était gravé sur la cire avec un petit poinçon, *stylus*. Ce poinçon, qui était renfermé dans un étui, servait d'arme au besoin, aussi l'appelait-on parfois *pugillus* (petit poignard), et de là vient le nom de *pugillares*, sous lequel on désigne aussi les tablettes.

Ces tablettes étaient au nombre de deux ou de trois. Si elles étaient deux, elles étaient enduites de cire sur un côté seulement des planchettes, et on les mettait l'une contre l'autre, cire contre cire, pour les envoyer ; c'est le diptyque. Quand le message était plus long, on intercalait une troisième tablette entre les deux autres, celle-ci portait de la cire sur ses deux faces ; c'est le triptyque. Dans tous les cas, le bois nu paraît seul à l'extérieur.

Pour assurer le secret de la correspondance, le diptyque ou le triptyque était percé d'un ou deux trous ; on y passait un cordonnet qu'on enroulait autour des tablettes et qu'on fixait par un cachet (2).

(1) Homère mentionne ces planchettes dans l'*Iliade*, VI, 169 :

Γράψας ἐν πίνακι πενκτὼ θυμοφθόρα πολλά,

et c'est à ce passage que Pline fait allusion lorsqu'il dit : *pugillarum enim usum fuisse etiam ante Trojana tempora invenimus apud Homerum* (*Hist. nat.*, XIII, 21).

(2) Les fouilles pratiquées à Pompéi ont amené la découverte d'un grand nombre de diptyques. On en trouva notamment 127 en 1875 à l'emplacement de la maison de L. Cæcilius Jucundus.

Les écrivains font souvent allusion aux lettres gravées sur *codex*. — V. entre autres : Cicéron, *Ep. ad fam.*, IX, 26 ; Tibulle, *Elégies*, II, 6, 43-46.

Le destinataire, au reçu d'une telle lettre, en effaçait les caractères après les avoir lus, puis il gravait sa réponse sur la cire molle et retournait les tablettes à l'expéditeur. Le codex servait donc à deux fins, à la demande et à la réponse (1).

Ce matériel parut si commode qu'il fut employé partout dans l'antiquité, aussi bien dans l'empire romain qu'en Grèce et en Egypte ; il était même encore en usage, dit-on, au XVIII^e siècle (2).

26. — Il présentait cependant un inconvénient relativement lourd et volumineux, le codex était incommode lorsqu'il fallait le porter au loin. Aussi, quand l'emploi du papyrus, connu en Egypte depuis la plus haute antiquité, se répandit à Rome, on remarqua que ce papier était d'un transport bien plus facile que les *codicilli*. C'était une matière parfaitement appropriée à la transcription des lettres missives. Mais, par la force de l'habitude, et surtout à cause de la commodité que présentaient les tablettes de cire en servant à la fois pour la demande et la réponse, les *codicilli* continuèrent à être beaucoup employés. On s'en servait pour correspondre entre personnes

(1) C'est à cet usage qu'Ovide fait allusion, lorsqu'il recommande d'examiner avec soin les tablettes qu'on envoie, afin qu'il n'y reste plus trace du message qu'on y a reçu :

Et, quoties scribes, totas prius ipse tabellas

Inspice : plus multæ, quam sibi missa legunt.

Ars amatoria, II, 395-396.

(2) V. sur ce point : Du Méril, De l'usage non interrompu jusqu'à nos jours des tablettes en cire, dans *Revue archéologique*, 1860, II, p. 1-16, 91-100.

habitant la même ville : un esclave portait la lettre, il attendait chez le destinataire, puis il rapportait à son maître les tablettes après que la réponse y avait été inscrite.

Au contraire, lorsqu'on écrivait à une personne habitant une ville éloignée, comme on avait presque toujours recours à l'obligeance d'un voyageur, pour ne pas l'embarrasser de tablettes un peu encombrantes, on se servait de papyrus. De cet usage vient la distinction entre les *codicilli*, ou billets aux personnes habitant la même ville, par opposition aux lettres adressées à des absents, qu'on nomme *epistulæ*, ou lettres sur papier. C'est ce qui explique le passage de Sénèque où le philosophe écrit à son ami Lucilius : « *Adeo tecum sum, ut dubitem, an incipiam, non epistulas, sed codicillos tibi scribere* » (1).

27. — On écrivait d'ordinaire ces lettres sur un seul feuillet : on mettait la correspondance au verso, puis on le pliait et on inscrivait l'adresse au recto. On voit que ces messages se rapprochaient beaucoup de ceux qui sont en usage de nos jours. Quant à la fermeture, elle rappelait celle des *codicilli* ; avec une aiguille, on faisait passer un fil au milieu du papier, on l'enroulait deux ou trois fois autour du pli, et on scellait d'un cachet l'extrémité du fil. La lettre était donc secrète et il fallait que le destinataire brise le cachet pour avoir connaissance du contenu (2).

(1) Sénèque, *Epist.*, 55.

(2) Ovide nous montre dans les *Tristes*, une personne brisant le cachet d'une lettre qu'elle vient de recevoir. *Tristes*, IV, 7, 7-8.

Beaucoup d'auteurs de l'époque classique nous parlent dans leurs œuvres de ces lettres en papier de roseau, qu'ils appellent *charta* (χάρτης) (1), et nous en retrouvons encore la trace longtemps après que le parchemin eut été importé d'Asie, ce qui montre que les anciens donnaient leur préférence au papyrus.

28. — Si de Rome nous passons en Gaule, nous trouvons moins de documents. César nous dit cependant que les Gaulois, lorsqu'ils avaient une nouvelle à faire connaître, se servaient de l'intermédiaire d'un envoyé, *nuntius*, qui exposait le fait oralement (2); et nous avons déjà dit que, lorsqu'il s'agissait de faits particulièrement importants, on les annonçait aux contrées voisines par des cris qui se transmettaient de proche en proche (3).

29. — En Austrasie, dans les cas graves tout au moins, il arrivait qu'on se servît d'une lettre pour faire une communication. On chargeait alors un messager spécial de la remettre. Un passage de Grégoire de Tours nous montre le roi Childebert II envoyant « des gens munis de lettres » donnant ordre de confisquer les biens de son adversaire Rauching (4).

30. — Quelques siècles après, Charlemagne comprit la nécessité d'un moyen de correspondance pour gouverner

(1) V. notamment : Ovide, *Tristes*, V, 13, 30 ; Catulle, chant 48, 45-46.

(2) César, *De bello gallico*, VII, 8.

(3) V. *suprà*, n° 13.

(4) *Datis litteris et pueris destinatis*, Grégoire de Tours, l. IX, § 9 ; édition Collon, t. II, p. 98.

son vaste empire. Il eut d'abord recours aux services des *missi dominici*, qu'il envoyait dans toutes les régions, en les chargeant « de demander à chacun ce qu'il avait à lui rapporter ou à lui apprendre sur la partie du royaume dont il venait » (1). Puis, devant l'insuffisance de ce système pour correspondre d'une façon précise, il se servit de lettres missives et institua pour les transporter trois courriers, l'un pour l'Italie, l'autre pour l'Allemagne, le dernier pour l'Espagne.

31. — Un échange de lettres privées plus important que tous ceux qu'on avait vus jusqu'alors, procéda de la prospérité de l'Université de Paris. Un grand nombre d'étudiants y arrivèrent vers la fin du ^{xiii}^e siècle ; ils venaient de province, où était leur famille, et c'est par lettres qu'ils communiquaient. Ces personnes savaient écrire, chose rare à cette époque ; elles étaient de situation aisée, ce qui leur permettait de payer le prix du transport, et comme, d'autre part, l'Université avait chargé de ce transport des hommes honorables, remplissant ponctuellement leur mission, ces lettres furent nombreuses. Rabelais nous montre en termes pittoresques l'impatience de ces *escoliers* attendant le messenger qui devait leur apporter à la fois des nouvelles de leurs parents et aussi de quoi garnir leurs *marsupies exhaustées* (bourses dégarnies).

Si on fait abstraction de ces lettres remises par les messagers de l'Université, le nombre des missives particulières

(1) Hainemar, *lettre de l'an 782*, traduction Guizot, citée par Delamont, *op. cit.*, p. 19.

est des plus minime. Cela tient au défaut d'organisation de leur transport ; tout le monde hésitait à avoir recours aux services d'un envoyé spécial, ce qui était fort onéreux, ou à l'obligeance d'un voyageur, système offrant peu de garanties.

32. -- Ce qui manquait jusqu'alors fut bientôt créé : Louis XI, par un édit du 19 juin 1464 (1), institua une véritable administration des postes. Le but qu'il se proposait était de « sçavoir diligemment nouvelles de tous côtés et y faire quand bon lui sembleroit sçavoir des siennes ». Le service était exclusivement réservé aux besoins du roi et de son gouvernement, l'article 7 de l'Edit l'indiquait formellement ; mais il était organisé, c'était le principal. Il restait peu de chose à faire pour l'étendre et le mettre à la disposition de tous. Ce pas fut franchi par l'Edit de novembre 1576 : désormais, les particuliers pouvaient faire transporter par la poste officielle leurs lettres que, jusqu'alors, ils confiaient à peu près exclusivement à des messagers spéciaux et à ceux de l'Université.

C'était une réforme capitale ; n'importe qui put dorénavant, moyennant la somme de dix deniers tournois, envoyer un message d'une extrémité à l'autre du ressort d'un Parlement et en recevoir la réponse. Cette facilité de transport jointe au bon marché relatif d'une part, et d'autre part l'instruction qui commença à se répandre un peu plus, et qui faisait qu'un plus grand nombre de personnes

(1) V. Isambert, Jourdan et Decrusy, *Recueil général des anciennes lois françaises*, t. X, p. 487 et suiv.

savaient écrire, voilà les deux principales causes qui rendirent appréciable l'échange des lettres. La poste devint, comme l'a dit Voltaire, « le lieu de toutes les affaires, de toutes les négociations » (1).

Désormais, la lettre existe et peut circuler facilement. La suivre, depuis cette époque jusqu'à nos jours, serait faire l'histoire de la poste, ce qui sortirait de notre sujet. Nous avons voulu seulement montrer quels furent les modes de correspondance avant que la lettre existe, à quelle époque on la rencontre et par quelles phases elle a passé jusqu'au jour où fut organisé un service public pour en assurer le transport régulier. Nous avons vu ce service organisé en 1464 et 1576 ; il resterait à étudier les transformations nombreuses et les très importants perfectionnements dont l'administration des postes fut l'objet. Nous ne le ferons pas.

33. — Il convient cependant de remarquer que, ainsi qu'il est naturel, le nombre des lettres s'accrut à mesure que les postes se perfectionnèrent et augmentèrent le nombre de leurs lignes. Ces améliorations furent surtout sensibles depuis que le chemin de fer a rendu les communications plus faciles et a de beaucoup accéléré la rapidité des transports. Que ne dirait pas Voltaire si, revenant au monde, il voyait, dépassée comme elle l'est, la prédiction qu'il faisait au maréchal de Richelieu, quand il lui écrivait le 16 décembre 1771 : « Je suis sûr que, si

(1) Voltaire, *Dictionnaire philosophique*, V^o Poste.

j'étais plus jeune, je verrais le temps où l'on pourrait écrire de Paris à Pékin par la poste, et recevoir réponse au bout de sept à huit mois. »

34. — Une autre cause de cet accroissement fut l'abaissement successif de la taxe d'affranchissement et la création du timbre-poste. On use davantage de ce qui est bon marché que de ce qui est cher, et beaucoup de personnes qui n'écrivaient que dans des cas absolument nécessaires, lorsque le prix du transport était élevé, se montrèrent plus prodigues de lettres, après qu'on eût abaissé la taxe.

Cette taxe fut proportionnelle à la distance à parcourir jusqu'en 1848. Cette année là, une loi du 24 août établit un droit fixe de 20 centimes pour un message de 7 gr. 1/2. Deux ans après, on l'élève à 25 centimes (loi du 18 mai 1850); mais on devait bientôt, par la loi du 20 mai 1854, revenir à l'ancien tarif de 20 centimes. Puis, la loi du 18 juin 1861 permit de faire transporter pour ce prix une lettre un peu plus lourde, 10 grammes au lieu de 7 gr. 1/2; cet affranchissement resta en vigueur pendant dix ans, jusqu'à la loi du 24 août 1871, qui éleva à 25 centimes le prix du transport d'une missive de 10 grammes. Depuis lors, cette taxe d'affranchissement n'a pas cessé d'être abaissée. C'est d'abord la loi du 3 août 1875, qui donne droit, pour ce prix de 25 centimes, au transport d'une lettre de 15 grammes; c'est ensuite la loi du 6 avril 1878, qui abaisse l'affranchissement à 15 centimes; c'est la loi du 6 mars 1906, qui le réduit à 10 centimes. Enfin,

l'article 44 de la loi de finances du 8 avril 1910 fixe la taxe des lettres à 10 centimes jusqu'à 20 grammes au lieu de 15 grammes. D'année en année, la circulation des lettres devint plus intense.

35. — On pourrait, dans cette introduction, se plaçant au point de vue économique et social, examiner l'influence du développement de la correspondance, qui, selon le mot de saint Jean Chrysostôme, traverse les déserts et les mers, passe au milieu des cités populeuses et va porter au destinataire la pensée et le souvenir de l'expéditeur. A ce point de vue, les lettres missives ont été un agent de civilisation, elles ont coopéré à la diffusion des lumières, elles ont facilité et développé les relations scientifiques, commerciales, industrielles, littéraires et politiques ; elles ont resserré les liens de famille. C'est un côté de la question qu'il serait intéressant d'étudier, mais que nous n'aborderons pas.

*
* *

36. — Il n'est pas cependant hors de propos d'insister sur ce nombre toujours croissant. En effet, tant que les lettres furent peu nombreuses, elles donnaient rarement lieu à des difficultés ; il était peu fréquent de voir des questions d'ordre juridique se poser à leur sujet. Au contraire, celles-ci surgissent quand un très grand nombre de personnes ont des lettres entre les mains.

Voici, d'après le *Bulletin de statistique et de législation*

comparée (1), le nombre des lettres ayant circulé en France, de 1850 à 1875 :

1850.		159.500.000
1855.		233.517.000
1860.		263.500.000
1865.		313.506.795
1870.		281.351.580
1875.		367.443.837

A partir du 1^{er} janvier 1876, la France fait partie de l'Union postale universelle, et la *Statistique générale du service postal* publiée par le Bureau international de Berne, nous permet de donner un peu plus de détails. Voici, d'après cette statistique, un tableau montrant le nombre des objets de correspondance pouvant être compris sous la dénomination de lettres au sens large, qui ont circulé dans le service intérieur de France et d'Algérie depuis 1876, jusqu'en 1907. Il faut observer que ces chiffres ne comprennent pas les lettres remises par messenger particulier, ni les télégrammes ; nous n'avons pas tenu compte non plus des cartes postales avec réponse payée, dont le nombre peut être considéré comme négligeable (99.090 en 1907).

(1) *Bulletin de statistique et de législation comparée*, 1879, t. V, p. 309.

Lettres ayant circulé dans le service intérieur
France et Algérie.

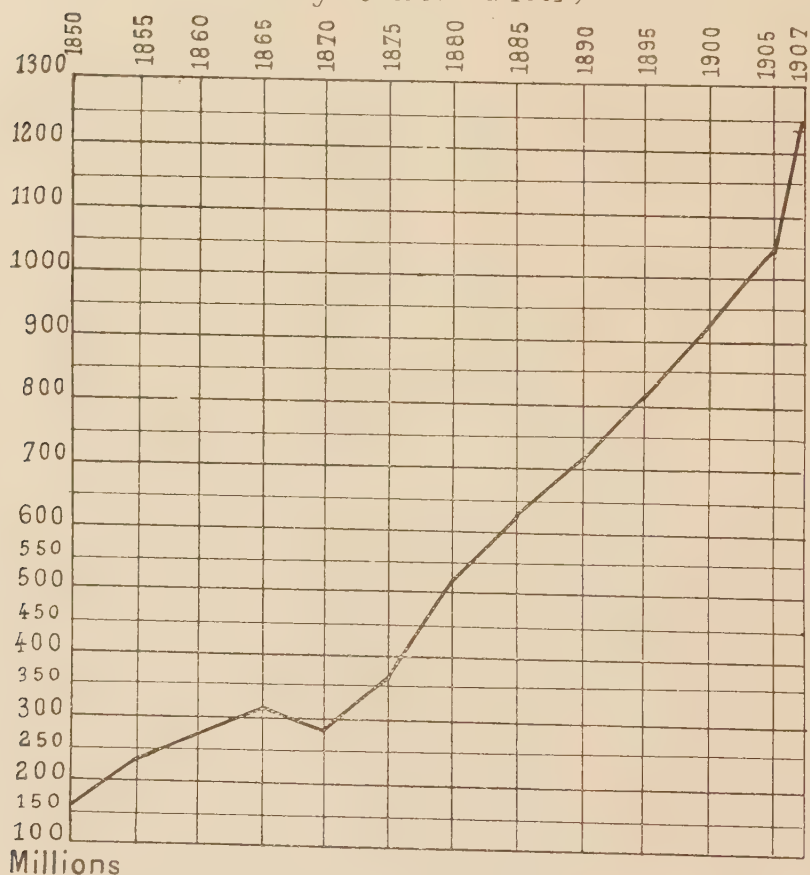
ANNÉES	LETTRES		Cartes postales sim- ples	Lettres admises à la franchise de port	TOTAL
	Affranchies	Non affranchies			
1876	303.552.000	6.810.000	26.005.000	56.000.000	392 367.000
1877	314.822.000	5.866.000	30.910.000	56.000.000	407.598.000
1878	363.167.000	5.605.000	29.567.000	56.000.000	454.339.000
1879	396.094.054	4.106.108	26.307.992	54.411.024	480.919.178
1880	430.190.447	3.861.292	27.540.065	54.411.024	516.002.828
1881	477.695.791	3.434.558	29.589.094	54.411.024	565.130.467
1882	494.202.881	3.217.830	30.781.000	54.411.024	582.612.735
1883	514.611.141	3.052.220	31.463.495	54.411.024	603.537.889
1884	521.406.639	2.947.040	32.507.730	54.411.024	611.272.433
1885	529.974.901	2.962.147	33.223.879	54.411.024	620.571.951
1886	538.436.042	2.957.644	34.211.290	55.000.000	630.604.976
1887	550.186.438	2.954.672	36.378.000	57.210.000	646.729.110
1888	569.439.481	2.953.548	38.101.000	58.255.164	668.740.193
1889	580.325.894	3.013.269	41.511.000	60.409.296	685.259.459
1890	608.493.607	2.996.279	42.514.500	61.400.302	715.404.688
1891	621.232.840	2.929.929	43.876.000	63.856.314	731.895.083
1892	625.261.848	3.169.911	45.315.500	63.856.314	737.603.573
1893	646.289.309	2.798.664	45.998.042	64.322.018	759.408.033
1894	668.531.407	2.713.826	45.932.390	64.853.127	782.030.750
1895	691.688.255	2.683.374	48.972.758	66.336.522	809.680.909
1896	692.044.866	2.587.161	49.823.264	66.972.560	811.427.851
1897	725.495.164	2.610.877	51.610.857	67.638.708	847.355.606
1898	750.435.850	2.858.724	52.838.853	68.308.331	874.441.758
1899	774.790.401	2.779.101	55.070.403	68.991.414	901.631.319
1900	808.160.836	2.920.940	57.408.035	66.500.000	934.989.811
1901	799.994.433	2.911.623	60.701.146	67.896.501	931.503.703
1902	828.714.650	3.080.035	64.625.333	69.332.328	965.752.346
1903	849.607.654	3.445.150	70.367.685	70.233.648	993.654.137
1904	866.567.477	3.530.549	74.663.690	71.708.554	1.016.470.270
1905	884.258.845	3.967.279	77.040.660	73.357.850	1.038.624.634
1906	1.022.478.270	4.662.452	39.849.370	74.678.291	1.141.668.383
1907	1.128.196.814	4.838.586	21.132.520	78.022.500	1.232.190.422

37. — Un diagramme est plus éloquent que des chiffres ; si nous représentons les totaux du tableau précédent par une courbe dont la montée est proportionnelle à l'augmentation du nombre des lettres, nous arrivons au résultat suivant qui est frappant.

Les chiffres de la ligne horizontale indiquent les années ;
ceux de la ligne verticale, le nombre des lettres en mil-
lions.

Diagramme montrant la progression du nombre des
lettres ayant circulé dans le service intérieur.

(France et Algérie de 1850 à 1907)



En voyant une telle progression monter d'année en
année, on comprendra qu'il soit de plus en plus fréquent

de voir s'élever des difficultés d'ordre juridique à propos des lettres missives (1). La tâche des tribunaux se trouve d'autant plus délicate que la loi est presque toujours muette sur cette matière.

*
* *

38. -- La loi fait défaut dans la plupart des cas lorsqu'il s'agit des lettres missives. Nous avons par contre un texte fort important, que nous citerons souvent au cours de nos développements, et dont il convient d'examiner la nature dès maintenant. C'est l'Instruction générale des Postes.

39. — La première en date a été publiée en 1792 ; on en a donné une nouvelle édition en 1808, une autre en 1832, d'autres encore en 1856, 1868 et 1876. Celle qui est actuellement en vigueur porte le titre d'Instruction générale sur le service des postes et télégraphes. Cette Instruction comprend sept parties et 2470 articles, elle forme trois volumes in-8° édités à l'Imprimerie nationale par les soins du sous-secrétariat d'Etat des postes et télégraphes.

40. — Quelle est la nature juridique de ce texte ? A qui s'impose-t-il et quelle est sa force ?

La forme de l'*Instruction générale* est celle d'un arrêté,

(1) Le nombre de lettres expédiées de France en 1907 donne une moyenne de 33 lettres ou cartes postales par habitant. D'autre part il y a en France 42.827 bureaux de poste (1907), ce qui fait un bureau pour 43 kilomètres carrés en moyenne et pour 3205 habitants en moyenne.

rendu par le sous-secrétaire d'Etat des postes en vertu d'une approbation du ministre ; cet arrêté ne contient dans sa formule l'indication d'aucune disposition législative en vertu de laquelle il pourrait être pris.

On peut donc immédiatement faire observer que l'*Instruction générale* n'est pas une loi et que ce n'est pas avec la force d'une loi qu'elle pourrait s'imposer aux particuliers.

Mais il n'y a pas que la loi qui soit obligatoire pour tous les citoyens, les règlements le sont aussi ; eh bien, l'*Instruction* sur le service des postes serait-elle un règlement ayant une portée générale et s'imposant à tous ?

La jurisprudence l'a jugé autrefois. Il s'agissait de l'hypothèse suivante : deux négociants habitant la même ville, portaient le même nom, les mêmes prénoms et exerçaient la même profession ; il en résultait des difficultés perpétuelles pour la remise de leur correspondance. Appelé à trancher la question, le tribunal de commerce de Saint-Dié avait cru pouvoir ordonner que, lorsqu'aucune indication extérieure ne permettrait de reconnaître lequel des deux commerçants était le véritable destinataire d'une lettre, celle-ci serait remise à celui qui était le plus anciennement établi dans la localité. Ce jugement était contraire à l'*Instruction* des postes de 1832, alors en vigueur, qui disposait, dans son article 521, que les lettres adressées à des homonymes seraient ouvertes au bureau de poste local, en présence du préposé et des intéressés. Le tribunal estimait donc que l'*Instruction générale* pouvait ne pas être opposée à tout le monde.

Mais ce jugement fut infirmé par la Cour de Nancy, qui décida qu'il y avait lieu, dans ce cas, de s'en tenir à l'Instruction générale, « attendu que le règlement de la poste est parfaitement légal, c'est-à-dire a été rendu dans les limites du pouvoir réglementaire ; qu'ainsi il doit être exécuté, sauf aux parties à s'entendre amiablement entre elles avec l'administration, pour en prévenir ou en diminuer les inconvénients mutuels » (1).

La Cour de cassation rejeta le pourvoi formé contre cet arrêt, « attendu que, dans l'espèce, la cour royale a pu, plaçant ces deux individus sur la même ligne, les renvoyer l'un et l'autre à se pourvoir en cas de difficulté, conformément au règlement de l'administration des postes, sans violer aucune loi » (2).

La Cour de Nancy a donc estimé que l'Instruction des postes était un règlement ayant une portée générale.

41. — Nous repoussons cette opinion. L'Instruction générale des postes n'est pas un règlement parce qu'elle émane d'un ministre et qu'un ministre n'a pas le pouvoir réglementaire. Seuls, le Président de la République pour toute la France, le préfet pour le département, le maire pour la commune peuvent, par décrets ou arrêtés, donner des ordres généraux en vue de l'exécution des lois, c'est-à-dire faire des règlements.

Un ministre n'a pas ce droit, mais il a celui de donner à tous les agents nommés par le chef de l'Etat ou par lui,

(1) Nancy, 10 janvier 1846, D. 46.2.119.

(2) Cass. req., 24 novembre 1846, D. 47.1.69.

et qui sont ses subordonnés, des instructions pour l'exécution des lois et règlements, instructions qui peuvent être générales. Or, ces instructions, on les appelle parfois, à tort, des règlements, et c'est de là que vient la confusion : on confond les règlements proprement dits, émanant du chef de l'Etat, et dont l'autorité s'impose à tous les administrés, avec les règlements d'ordre intérieur des administrations publiques, qui ne sont que des ordres hiérarchiques donnés à des subordonnés.

L'Instruction générale des postes entre dans cette dernière catégorie ; elle oblige les fonctionnaires publics à qui elle est adressée. Mais quelle que puisse être sa valeur doctrinale, à raison du soin avec lequel elle a été préparée, elle n'a rien d'obligatoire pour les citoyens et pour les tribunaux appelés à juger les contestations que l'exécution des lois et règlements peut soulever (1).

42. — Lorsqu'une difficulté s'élève à propos des lettres missives, c'est aux tribunaux, juges de fait, qu'il appartient de trancher le différend, et puisque la loi est muette, ils devront faire appel aux principes généraux de notre droit. Peu importe que l'Instruction générale des postes ait prévu le cas qui se présente, le tribunal ne sera pas tenu de conformer sa décision à la sienne.

La jurisprudence s'est ralliée à cette doctrine. Remar-

(1) Tous les jurisconsultes, spécialistes du droit administratif, s'accordent actuellement pour refuser le pouvoir réglementaire aux ministres. V. entre autres : Berthélemy, *Traité de droit administratif*, 5^e éd., 1 vol. in-8°, Paris, 1908, p. 117.

quons d'abord que l'arrêt de la Cour de cassation du 21 novembre 1846, qui a confirmé l'arrêt de Nancy, n'implique pas du tout que la Cour suprême ait considéré à cette époque que l'Instruction générale fût un texte obligatoire pour tous. « Attendu, dit-elle, que la cour royale a pu renvoyer les parties à se pourvoir conformément au règlement de l'administration des postes sans violer aucune loi » Nous sommes d'accord, la Cour de Nancy a pu le faire, si elle pensait que l'Instruction faisait une juste application des principes généraux, comme elle aurait pu ne pas le faire dans le cas contraire. Cette expression « a pu » montre bien que, dans l'esprit de la Cour suprême, les juges d'appel avaient le choix entre cette alternative. Mais si l'Instruction générale avait été obligatoire pour tous, non seulement on aurait *pu* renvoyer à se pourvoir selon ses dispositions, on aurait *dû* le faire.

C'est lorsqu'elle affirme que l'Instruction est un règlement rendu dans les limites du pouvoir réglementaire, que nous nous séparons de la Cour de Nancy. Or, l'arrêt de cassation est muet sur ce point, on ne saurait donc l'invoquer en faveur de l'opinion que nous combattons.

. 43. — Plus récemment, appelée à trancher cette même question de lettres dont la suscription portait un nom commun à plusieurs personnes, la Cour suprême a déclaré, le 22 mai 1889, « que les lettres missives doivent être remises à leur véritable destinataire ; qu'en cas de contestation sur la question de savoir quel est le véritable destinataire en l'absence de toute convention sur ce point, il

ne peut convenir qu'aux tribunaux, juges du fait et appréciateurs des documents et circonstances, de trancher le différend (1). »

Plus près de nous encore, un arrêt de la chambre des requêtes du 3 février 1909 statuait dans le même sens (2).

C'est la condamnation de la force obligatoire de l'Instruction générale des postes.

Au reste, l'Instruction actuellement en vigueur reconnaît elle-même, dans son article 811, qu'elle ne s'impose pas aux tribunaux, mais que c'est elle qui doit s'incliner devant leurs sentences.

44. — En résumé et pour conclure, l'Instruction générale des postes n'est ni une loi, ni un règlement. Elle ne vaut pas la jurisprudence, car celle-ci émane de citoyens régulièrement investis du pouvoir d'interpréter la loi ; elle crée souvent des précédents qui sont suivis de décisions rendues dans le même sens. L'Instruction générale des postes n'est qu'un ordre de service de l'administration ; comme son nom l'indique, c'est une instruction donnée par un supérieur hiérarchique à ses subordonnés ; seulement, on s'est efforcé de la conformer aux principes généraux du droit quand une question de droit était en jeu. C'est en somme l'interprétation et l'application des principes généraux par l'administration des postes.

(1) Cass. req., 22 mai 1889, D. 89.1.370.

(2) Cass. req., 3 février 1909, *Le Droit*, 27 février 1909, p. 191.
— V. notamment les conclusions de l'avocat général Feuilletoy.

Ce texte s'applique aux agents des postes et à eux seuls ; encore faut-il qu'aucun jugement définitif ne soit venu statuer contrairement à ses dispositions. En aucun cas, il n'est, par lui seul, obligatoire pour les administrés ; seulement, à cause du soin avec lequel cette Instruction fut rédigée, elle a, à leur égard, une grande autorité doctrinale. C'est en raison de cette valeur doctrinale que nous la citerons et qu'on peut s'y référer, de même qu'on consulte l'opinion d'un auteur éminent.

*
* *

45. — Les problèmes que soulèvent les lettres missives se rapportent aux différentes branches de la science du droit.

C'est d'abord le droit public : dans quelles conditions l'Etat se charge-t-il du transport des lettres ? Quels seront les rapports des particuliers et de l'administration ? Nous nous trouvons ici dans le domaine du droit administratif. Toute une série de questions est régie par une autre partie du droit public, le droit pénal ; ce sont toutes celles qui ont trait à l'inviolabilité du secret de la correspondance, aux tempéraments qu'il convient d'apporter à ce principe pour permettre à la justice répressive d'accomplir sa tâche et à l'usage qu'on peut faire des lettres devant les tribunaux criminels.

Mais c'est surtout au droit privé, droit civil et droit commercial, qu'il faut faire appel. La lettre est susceptible

d'appropriation, eh bien, qui en sera propriétaire ? D'autre part, le droit public pose le principe de l'inviolabilité et le fait fléchir devant les exigences de la justice criminelle, mais il y a une autre série de dérogations à cette règle, c'est lorsqu'il s'agit de déterminer le droit des incapables sur la correspondance qui leur est adressée ; dans quelle mesure et sous quelles conditions, la personne investie du droit de puissance peut-elle en prendre connaissance ? Nous sommes alors en plein droit civil. C'est encore au droit privé qu'il appartient de régler la production des missives en justice et de déterminer leur force probante. Autre question : lorsqu'une faillite est déclarée, le commerçant failli est dessaisi, c'est un syndic qui le remplace ; quels seront les droits respectifs du syndic et du failli sur les lettres adressées à ce dernier. Voilà du droit commercial.

Enfin, une lettre ne sert pas seulement à échanger des confidences, on l'emploie très souvent pour former un contrat. Pierre qui est à Paris fait une proposition de contracter en l'écrivant à Paul qui est à Marseille, c'est l'offre ; Paul fournit, également par lettre, son acceptation à Pierre. Le contrat est parfait. Mais quelles sont les conventions qui peuvent être conclues de cette manière et à partir de quand un tel contrat est-il formé ? Est-ce seulement lorsque le destinataire a reçu le message contenant l'acceptation ou est-ce avant ? C'est la question classique du contrat par correspondance.

46. — Nous n'avons pas la prétention d'aborder toutes

ces questions. Nous étudierons les lettres missives prises en elles-mêmes, abstraction faite des contrats qu'elles peuvent contenir ; c'est ainsi que nous laisserons de côté l'importante question des contrats par correspondance, dont la complexité et l'étendue fourniraient la matière d'un travail spécial ; on étudiera cependant la force probante des lettres missives, mais c'est en raison de la connexité qui existe entre ce problème et celui de la production en justice. Nous ne dirons rien non plus des questions d'ordre purement administratif qui se présentent à propos des relations entre la poste et les particuliers.

47. — Nous étudierons dans une première partie l'ensemble des questions qui se rapportent à la propriété et aux droits d'auteur ; à qui la lettre appartient-elle ? à partir de quand ? quels sont les droits du propriétaire, ceux de ses héritiers et de ses créanciers ? L'auteur conserve-t-il ses droits de propriété littéraire ? dans quelle mesure peut-il les céder au destinataire ?

Notre seconde partie sera consacrée à l'étude du principe de l'inviolabilité du secret des lettres ; nous verrons son fondement et son histoire, sa sanction, les exceptions qui y sont apportées et l'état de cette règle dans les législations étrangères.

Enfin, détermination de la force probante et production en justice des lettres missives tant en droit civil qu'en droit criminel, tel sera l'objet de notre troisième et dernière partie.

PREMIÈRE PARTIE

PROPRIÉTÉ DES LETTRES MISSIVES

SOMMAIRE. — 48. Place logique de l'étude de la propriété. — 49. Distinction entre l'élément matériel et l'élément intellectuel d'une lettre.

48. — La première question qui se pose, à propos des lettres missives, est celle de savoir à qui elles appartiennent, la plupart des difficultés qui s'élèvent sur cette matière supposent que le propriétaire de la lettre dont il s'agit a été préalablement déterminé. On ne doit pas violer le secret d'une lettre ; mais en faveur de qui cette règle est-elle établie ? Qui peut s'en prévaloir ? Celui qui a des droits sur cette lettre. Qui est-ce donc ? De même encore, on peut dans certains cas produire une lettre en justice, soit à l'appui d'une demande qu'on forme, soit pour établir un moyen de défense. On conçoit, avant tout examen de ces questions, que la détermination du propriétaire de la missive soit, à ce point de vue encore, d'une grande importance.

Il est donc logique de faire commencer ce travail sur les lettres missives par l'étude de leur propriété, par la recherche des personnes qui ont des droits sur elles et par la détermination de ces droits.

49. — Une lettre est un morceau de papier contenant des caractères écrits ; mais ces caractères expriment des idées ; il y a là deux choses distinctes ; elles peuvent donc avoir des propriétaires différents.

Au premier abord, il peut paraître singulier qu'une même lettre puisse appartenir privativement à plusieurs personnes. La propriété étant, d'après la définition de l'article 544 du Code civil, « le droit de jouir et disposer des choses de la manière la plus absolue », ou, d'après une autre formule préférable à celle de la loi, « le droit en vertu duquel une chose se trouve soumise d'une façon absolue et exclusive à l'action et à la volonté d'une personne (1) », n'y a-t-il pas contradiction dans les termes à dire qu'une chose est l'objet de deux droits de propriété, chacun d'eux étant exclusif ?

La contradiction n'est qu'apparente ; elle provient de ce qu'un même objet comprend deux éléments bien distincts, dont l'un est visible, tandis que l'autre ne l'est pas. Mais qu'on y réfléchisse un peu : une lettre c'est, d'une part, le manuscrit, chose matérielle, qui tombe sous les sens ; d'autre part, c'est l'exposé des idées, élément immatériel, élément intellectuel. Dès lors, il n'y a pas là une chose unique, il y a deux choses, et chacune d'elles est l'objet d'un droit de propriété différent. Il est en effet inexact de dire qu'il y a deux propriétaires d'un même objet ; il y a deux propriétaires, mais il y a aussi deux

(1) Aubry et Rau, *Cours de droit civil français*, t. II, § 490.

éléments sur lesquels porte leur droit respectif. Seulement, de ces deux éléments, un seul est apparent, l'autre est immatériel, et on ne peut les séparer que par la pensée. C'est ce qui cause la confusion.

Prenons un exemple pour plus de clarté : j'achète un livre chez le libraire. J'en deviens propriétaire ; je puis m'en servir, l'aliéner, le détruire. S'en suit-il que je puisse publier et tirer un profit matériel de l'ouvrage que mon volume contient ? J'ai acheté un volume, je n'ai pas acquis les droits de l'auteur. De ce qu'une lettre, objet corporel, vous appartient, vous ne pouvez conclure que les idées qui y sont exprimées soient également à vous.

Voilà pourquoi il n'y a pas de contradiction à dire que plusieurs personnes peuvent avoir des droits de propriété privative, juridiquement distincts, sur une même lettre.

Nous étudierons successivement chacun des éléments constitutifs de la lettre missive. On verra : 1° la propriété de l'élément matériel ; 2° la propriété de l'élément intellectuel.

TITRE PREMIER

ÉLÉMENT MATÉRIEL

CHAPITRE PREMIER

DU PROPRIÉTAIRE DE L'ÉLÉMENT MATÉRIEL.

SOMMAIRE. — 30-52. Intérêt qui s'attache à l'élément matériel d'une lettre. -- *Section I. L'auteur demeure-t-il propriétaire ?* — 53-54. Examen doctrinal. — 55. Jurisprudence. — 56-57. Examen critique de quelques opinions d'auteurs. — 58. Réfutation d'une objection. — 59. Résumé. — *Section II. L'auteur et le destinataire sont-ils propriétaires en commun ?* — 60-63. Examen doctrinal. — 64. Examen critique de l'opinion d'un auteur. — 65. Jurisprudence. — 66. Résumé. — 67. Droit allemand. — *Section III. Le destinataire devient propriétaire.* — 68-69. Existence d'un don manuel. — 70. Système adopté par le droit romain. — 71. Argument tiré de l'article 8 du Code de commerce. — 72. Le destinataire a le *jus abutendi*. — 73. Jurisprudence. — 74. Droit comparé. — *Preuve à fournir par le destinataire :* 75-80. Le destinataire, en tant que possesseur de la lettre, ne peut pas se prévaloir contre l'auteur de l'article 2279 du Code civil. — 81. Conséquences de sa qualité de possesseur.

50. — Une lettre, en tant qu'objet matériel, n'a, dans la plupart des cas, qu'une valeur minime ; mais il arrive souvent que tel chiffon de papier, insignifiant en apparence, présente un grand intérêt. L'auteur de la missive peut être un personnage célèbre, et son écriture a une valeur

vénale comme autographe ; parfois, et c'est un cas très fréquent, on attache à la lettre un intérêt d'affection, ou elle présente une grande valeur à titre de souvenir. D'autres fois encore, elle revêt un caractère scientifique ou littéraire qui lui donne une grande importance. Traite-t-elle d'un événement historique auquel son auteur a été mêlé, ce sera un document inappréciable à consulter pour l'historien. Qu'on ne vienne donc pas dire que la question de la propriété des lettres ne présente pas d'intérêt.

51. — Cette petite feuille de papier a un propriétaire. La Cour de cassation l'a fort bien dit : « La lettre missive, même lorsqu'elle ne renferme aucune valeur incluse, est un écrit qui peut, comme tous les autres objets mobiliers, être le sujet d'un droit de propriété auquel la loi doit accorder sa protection (1). » Et il en est ainsi que la lettre ait une certaine valeur à un point de vue quelconque ou qu'elle n'en ait aucune. Ce n'est pas en effet parce qu'une chose est sans valeur qu'elle n'est pas susceptible d'appropriation ; mais il va de soi qu'en pratique, la question de la propriété des lettres ne se posera que pour celles qui présentent quelque intérêt.

Aucun texte, ni dans notre Code civil, ni dans les lois postérieures, ne détermine les droits respectifs de l'auteur et du destinataire. C'est ce qui fait l'originalité et aussi la difficulté du problème ; il faut avoir recours aux principes généraux, et nous verrons qu'ils suffisent pour le résoudre.

(1) Cass. crim., 2 avril 1864, S. 64.1.428.

52. — Quel est donc le propriétaire de la lettre, objet matériel ? L'auteur conserve-t-il tous ses droits sur elle, ou bien en abandonne-t-il une partie au destinataire tout en en conservant quelques-uns, y a-t-il copropriété indivise entre eux ? Enfin, est-ce le destinataire seul qui devient propriétaire ? Tels sont les trois partis qu'on peut prendre et qu'il convient d'examiner.

SECTION I. — L'auteur demeure-t-il propriétaire ?

53. — J'écris une lettre, et sans mettre aucune condition à mon envoi, je l'adresse au destinataire. Celui-ci la reçoit ; suis-je toujours, malgré cela, propriétaire de ma lettre ?

A la question ainsi posée, nous ne croyons pas qu'on puisse répondre affirmativement. Si l'auteur a conservé la propriété de la lettre dont il s'est volontairement dépossédé, le destinataire, lui, aurait la détention sans la propriété, il détiendrait gratuitement pour le compte d'autrui. Il y aurait dépôt.

Peut-on dire vraiment qu'un contrat de dépôt se soit formé entre ces deux personnes. « Le dépôt volontaire, dit l'article 1921 du Code civil, se forme par le consentement réciproque de la personne qui fait le dépôt et de celle qui le reçoit. » Or, où est le consentement réciproque dans notre hypothèse ? On a supposé que l'auteur n'avait mis aucune condition à l'envoi de sa lettre. Quant au destinataire, comment aurait-il pu se douter qu'il ne recevait

qu'à titre de dépôt le message qu'on lui adressait ? Il n'a pas été prévenu, il s'en rapportera à l'usage, et l'usage n'est pas que le destinataire d'une lettre ordinaire n'en soit que le dépositaire, il n'y a donc pas convention tacite. Le contrat de dépôt n'a pas pu juridiquement se former pour cette raison que ce n'est pas un dépôt que l'auteur a offert au destinataire et que celui-ci n'a pu accepter une convention qu'il ne pouvait raisonnablement pas soupçonner. Or il n'y a pas de contrat sans concours de volonté des parties sur la nature même du contrat.

54. — Allons plus loin ; quels sont les effets du dépôt ? Aux termes de l'article 1915, « le dépôt, en général, est un acte par lequel on reçoit la chose d'autrui, à la charge de la garder et de la restituer en nature ». Mais personne n'a jamais songé à imposer ces conditions au destinataire d'une lettre adressée sans une stipulation formelle en ce sens. On a toujours admis qu'il pouvait, si bon lui semblait, détruire la lettre après l'avoir lue ; c'est donc qu'il n'est pas soumis à l'obligation de rendre, et puisque les effets du dépôt ne s'appliquent pas au destinataire, c'est qu'il n'est pas dépositaire.

Voilà des raisons de principe et de texte, examinons maintenant la jurisprudence.

55. — La seule décision qu'on a invoquée à l'appui de la thèse que nous combattons est fort ancienne ; c'est un arrêt de la Cour de Limoges du 17 juin 1824 (1). Il ne

(1) Limoges, 17 juin 1824, S. 26.2.177.

nous a pas convaincu ; sans doute, on y lit qu'une lettre « est la propriété de celui qui l'écrit et n'est qu'un dépôt entre les mains de celui qui la reçoit », mais on a commencé par poser en principe « qu'entre particuliers, une lettre est, par sa nature même, confidentielle » ; dès lors, cet arrêt prétend d'abord que toute lettre privée est confidentielle, il dit ensuite que toute lettre confidentielle est un simple dépôt entre les mains de celui qui l'a reçue, et c'est après avoir posé ces prémisses que la Cour de Limoges, disposant en termes généraux, décide que toute lettre particulière est un dépôt pour le destinataire. Mais nous verrons, quand nous étudierons les lettres confidentielles, qu'un message n'a pas toujours le caractère d'une confidence ; d'autre part, c'est une question controversée et qui sera examinée également, que celle de savoir si une lettre, lorsqu'elle est confidentielle, n'est remise au destinataire qu'à titre de dépôt.

En somme, cet arrêt ne résout pas la question, car il ne parle que des lettres confidentielles, et ce sont les lettres simples que nous étudions en ce moment.

56. — C'est en vain qu'on prétend trouver un autre argument dans les discussions qui eurent lieu à la commission de la propriété littéraire, réunie en 1825. Un orateur, il est vrai, a dit dans la séance du 13 février 1826 « que le principe qui tiendrait à faire considérer comme propriétaire d'une lettre celui qui l'aurait reçue serait contraire à ceux que l'assemblée a précédemment adoptés » (1).

(1) Collection des procès-verbaux de la commission de la propriété

Mais la commission, son nom l'indique, ne s'occupait que de la propriété littéraire, et c'est la propriété littéraire seule qu'avait en vue l'orateur qui prononça ces paroles ; il suffit pour s'en convaincre de lire ce qu'il dit ensuite : « Il a été reconnu en effet que celui qui avait pensé avait seul droit à la publication de sa pensée. A l'auteur seul appartient donc de manifester sa volonté sur la publication ; qu'on pense par une lettre ou autrement, le droit de publication subsiste toujours en faveur de celui qui a eu la pensée ; il n'est pas vrai de dire que la suscription d'une lettre constitue une transmission de propriété. L'intention de l'auteur, relativement à la publication, n'est pas implicitement exprimée par cet acte. » Et l'orateur ajoutait qu'il ne consentirait pas à ce que, qui que ce fût imprimât une de ses lettres sans sa permission.

On ne saurait être plus clair, c'est uniquement du droit de publication qu'il s'agit, et ceux qui prétendent tirer

littéraire de 1825, 1 vol. in-4°, Paris, 1826, p. 209.

Le nom du membre de la commission qui prononça ces paroles n'est pas indiqué au procès-verbal. Voici les noms des membres présents à la séance du 13 février 1826 : Vicomte de La Rochefoucauld, président ; Jules Mareschal, secrétaire ; Marquis de Lally-Tolendal, Comte Portalis, pairs de France ; Royer-Collard et Pardessus, députés ; de Vatimesnil, conseiller d'Etat ; Villemain et Delaville de Miremont, maîtres des requêtes ; Raynouard, Picard, Duval, Michaud, Baron Cuvier, Baron Fournier, membres de l'Institut ; Baron Taylor, commissaire royal près le Théâtre français ; Etienne, Moreau et Champein, auteurs dramatiques ; Talma, sociétaire du Théâtre Français ; Firmin-Didot et Renouard, délégués des libraires.

argument de ce passage pour soutenir que le destinataire d'une lettre n'est qu'un dépositaire, confondent l'élément matériel de la missive avec son élément intellectuel.

57. — Commettent la même confusion les auteurs qui prétendent faire une distinction entre les lettres d'affaires qui sont généralement banales, et les lettres présentant un intérêt scientifique ou littéraire. Les premières, selon eux, deviendraient propriété du destinataire. les autres, au contraire, ne seraient qu'un dépôt entre ses mains. « S'il s'agit non plus de relations d'affaires, dit M. Baudoin, mais de ces communications qui, par leur objet et leur mérite, donnent aux lettres la valeur d'une œuvre littéraire ou scientifique, une telle correspondance n'entre pas d'elle-même dans le domaine du destinataire. C'est l'auteur qui, par la création de la valeur même, a droit sur elle ; la connaissance qu'il transmet de son invention, la communication qu'il fait de son œuvre, n'est pas, sans sa volonté particulière, l'aliénation de son droit ; il ne transmet que ce qu'il abandonne. Le destinataire ne reçoit qu'un dépôt (1). » Ici, l'auteur sent bien, sans le voir distinctement, qu'il y a autre chose dans une lettre que la feuille de papier, objet matériel ; il soupçonne le caractère complexe de la lettre en tant que chose susceptible de propriété, mais il ne sépare pas nettement l'élément matériel de l'élément intellectuel, et il est obligé de sacrifier tantôt l'un, tantôt l'autre. Quand il s'agit d'une lettre

(1) Baudoin, *Lettres missives*, p. 11.

d'affaires, comme dans ce cas, la partie matérielle l'emporte de beaucoup, il attribue la lettre tout entière au destinataire. Mais quand cette lettre présente un caractère intellectuel, il sacrifie l'élément matériel, et c'est alors qu'il dit que l'auteur a conservé la propriété de son message et que le destinataire n'a reçu qu'un dépôt.

Mais, nous le répétons, cette opinion provient d'une confusion. Son auteur dit bien que le destinataire ne reçoit qu'un dépôt, mais, ce disant, nous ne pensons pas qu'il ait en vue l'élément matériel de la lettre. D'ailleurs, quand la correspondance n'a pas de valeur littéraire, il l'attribue au destinataire ; mais la solution doit être identiquement la même quand il s'agit d'une lettre présentant un intérêt scientifique ou littéraire, puisque nous faisons abstraction de ce caractère pour considérer la missive en tant qu'objet corporel et en laissant complètement de côté son contenu. Il semble bien qu'au fond, en parlant de dépôt, M. Baudoin n'ait pas voulu prendre ce terme dans son sens technique. Il a voulu simplement dire que le destinataire n'avait pas le droit de publier la lettre sans le consentement de l'auteur,

58. — Qu'on ne vienne pas non plus nous objecter que, dans le langage courant, l'auteur d'une lettre affirme son droit quand, parlant de son message, il dit au destinataire « ma lettre » et que celui-ci reconnaît ce droit en disant « votre lettre ». Les possessifs se rapportent à la production de la pensée ; « ma lettre » signifie « la lettre que j'ai écrite ». On ne veut pas montrer par là qu'on est

demeuré propriétaire de l'écrit. Un romancier qui voit son œuvre entre les mains d'une personne qui vient de l'acheter chez le libraire dira de même « mon roman », et si je parle à un peintre d'un tableau qu'il m'a lui-même vendu, je lui dirai « votre tableau ». Et qui viendra prétendre que je ne suis pas propriétaire de cette toile ?

59. — En résumé, toutes ces objections n'affaiblissent pas les arguments de principe qui ont été proposés. L'auteur ne demeure pas propriétaire de l'élément matériel d'une lettre qu'il a envoyée sans condition au destinataire, parce qu'il faudrait pour cela que celui-ci fût dépositaire, et nous avons montré qu'il ne l'est pas, attendu que ce n'est pas un contrat de dépôt qui lui a été proposé et qu'il a accepté.

SECTION II. — L'auteur et le destinataire sont-ils propriétaires en commun ?

60. — Si l'auteur ne conserve pas pour lui seul la propriété de l'élément matériel de la lettre qu'il a expédiée sans condition de restituer, conserve-t-il du moins certains droits sur cette feuille de papier couverte de son écriture ? Examinons, en d'autres termes, si la lettre n'est pas la propriété commune des deux correspondants.

61. — Pour que le destinataire n'acquière qu'une partie indivise de la lettre, encore faudrait-il qu'il en fût prévenu ; or, comment le sera-t-il ? Il reçoit une lettre ; on ne voit pas très bien ce qui pourra lui faire deviner

qu'il y a dans cet envoi une offre de donation pour une partie seulement du message. Si telle était la volonté de l'auteur, il aurait dû la manifester clairement, une volonté que rien ne fait connaître équivaut à l'absence de volonté. En se plaçant du côté de l'expéditeur, on voit donc qu'il n'a pas offert de transmettre *animo donandi* une part indivise seulement.

Il s'en suit immédiatement qu'en se plaçant du côté du destinataire, on voit que sa volonté fait défaut pour cette excellente raison qu'il n'a pas pu accepter une offre qui n'a pas été faite.

62. — D'autre part, si l'auteur et le destinataire sont copropriétaires, il y a indivision entre eux, on pourra dès lors leur faire application de l'article 815 du Code civil et opérer un partage ; mais quelle sera la part revenant à chacun d'eux ? Rien n'autorise à croire qu'elles doivent être égales et que celle de l'auteur ne doive pas être plus forte que celle du destinataire, parce que l'expéditeur a entendu retenir plus de droits qu'il n'en a transmis.

Et puis, comment s'opérera le partage ? Une lettre étant impartageable en nature, il faudrait avoir recours à la licitation, et c'est le prix de vente qui serait réparti entre les deux correspondants. Hypothèse invraisemblable et qui suffit à montrer combien ces conséquences de l'idée de copropriété étaient éloignées de l'esprit de l'auteur quand il a envoyé sa lettre.

63. — Il convient d'ailleurs de remarquer que notre législation considère l'indivision avec défaveur ; cette raison

suffirait pour faire écarter la doctrine que nous combattons, au cas où elle pourrait par ailleurs être soutenue avec des arguments aussi solides que les autres systèmes sur la propriété des lettres et qu'il faille choisir entre eux.

64. — L'auteur qui a le plus récemment soutenu ce système (1) le présente comme un moyen transactionnel : « Pourquoi prendre parti, dit-il, dans le débat qui s'élève entre l'auteur et le destinataire ? L'un et l'autre, on le sait, invoqueront des raisons également suffisantes pour revendiquer la propriété de l'écrit. » C'est, en somme, pour concilier les parties, couper en deux l'objet litigieux et leur en donner à chacune la moitié ; singulier raisonnement et que rien ne justifie, car nous avons vu, en ce qui concerne l'expéditeur, combien sont faibles les arguments qu'il peut faire valoir pour revendiquer l'élément matériel de la lettre.

D'autre part, l'auteur qui soutient cette thèse semble admettre que toute lettre est confidentielle ; ce n'est pas alors la question de la propriété des lettres en général qu'il résout, c'est celle de la lettre confidentielle seulement. Il y a là encore, cette confusion entre l'élément matériel et l'élément intellectuel, que nous avons déjà rencontrée.

Et même, abstraction faite de cette confusion, la doctrine de M. Cara-Costea n'est pas à l'abri de toute critique : « Pour conclure, dit-il, nous dirons que le destinataire peut garder la lettre confidentielle, la détruire, mais il ne

(1) Cara-Costea, *De la Correspondance privée*, p. 16 et suiv.

peut en divulguer le contenu sans le consentement de l'auteur, et c'est en cela qu'il partage la propriété de la lettre avec celui-ci. » Mais non, répondrons-nous ; l'auteur n'a pas voulu que le secret de la lettre qu'il a écrite fût divulgué ; cela ne veut pas dire que le destinataire ne soit pas propriétaire ; il l'est devenu, mais sous condition ; et cette condition mise par l'auteur à la transmission de sa propriété, c'est celle de garder le secret.

On reconnaît d'ailleurs que le destinataire peut détruire la lettre sans que l'expéditeur puisse s'y opposer, c'est donc que celui-ci n'a conservé aucun droit de propriété sur cette lettre ; autrement, l'un des copropriétaires n'aurait pas le droit de disposer de la chose commune sans le consentement de l'autre.

65. — Si on examine maintenant la jurisprudence, on remarque tout d'abord que les décisions invoquées sont anciennes. Et toutes commettent la confusion qui vient d'être signalée : elles ont en vue les lettres confidentielles et elles seules : « Attendu, dit la Cour de Nancy, le 11 mars 1869, que les lettres appartiennent au destinataire sans cesser d'appartenir encore à leur auteur et constituent entre eux une propriété commune de nature spéciale et exclusive du droit de chacun d'en user à son gré (1). » Mais la Cour a commencé par poser en principe « que les lettres particulières sont réputées confidentielles ».

De même la Cour de Rennes déclare, le 26 juin 1874, que

(1) Nancy, 11 mars 1869, S. 69.2.113.

« l'expéditeur et le destinataire d'une *pareille* lettre en sont seuls propriétaires » (1). Pareille lettre : il s'agit d'une lettre confidentielle que la Cour définit : « Toute lettre devant être remise à un individu déterminé pour n'être connue que de lui, et dont l'auteur se dessaisit dans ce but en la confiant à un tiers ou à la poste. »

66. — Nous pouvons donc conclure que l'auteur d'une lettre ordinaire ne conserve aucun droit de propriété sur l'élément matériel de cette lettre, parce qu'il l'a transmise au destinataire sans condition. Les auteurs et les arrêts qui ont voulu voir une copropriété entre les deux correspondants ne sont arrivés à ce résultat qu'à la suite d'une confusion entre l'élément matériel et l'élément intellectuel qu'ils ont toujours supposé confidentiel.

67. — Le droit allemand, au contraire, semble bien admettre cette copropriété entre l'auteur et le destinataire. Le Code civil est muet sur la propriété de la correspondance, mais le Code de procédure du 30 janvier 1877 contient un article 387 qui déclare communes aux intéressés les négociations écrites au sujet d'une affaire (2). Il en

(1) Rennes, 26 juin 1874, S. 75.2.34.

(2) Voici le texte de cet article :

ART. 187. — La partie adverse est tenue à la production de l'acte :

1° Lorsque, d'après les dispositions du droit civil, la délivrance ou la production de l'acte peut être demandée, même en dehors du procès par la partie qui poursuit la preuve.

2° Lorsque l'acte, d'après son contenu, est commun à la partie qui poursuit la preuve et à sa partie adverse.

Un acte est réputé commun entre plusieurs personnes, spécialement lorsqu'il a été dressé dans leur intérêt collectif, ou lorsqu'il constate leurs droits ou obligations réciproques. *Sont également ré-*

résulte donc que les lettres d'affaires tout au moins sont la copropriété de l'auteur et du destinataire.

SECTION III. — Le destinataire devient propriétaire.

68. — Une lettre est susceptible de propriété, et trois systèmes, étaient soutenable en ce qui concerne la détermination de son propriétaire ; nous en avons rejeté deux, c'est donc que le troisième est bon : l'élément matériel d'une lettre devient propriété du destinataire.

69. — L'auteur était libre de ne pas écrire, s'il l'a fait, c'est parce qu'il l'a voulu ; il a eu tout le temps et toute la liberté nécessaires pour réfléchir avant d'exprimer ses idées, il a pu mesurer ses termes, il a pu aviser le destinataire qu'il n'entendait pas lui faire acquérir la propriété de son manuscrit, il était maître d'exiger que la lettre lui fût retournée ou fût détruite. Après avoir écrit, l'auteur pouvait encore se raviser et ne pas envoyer sa lettre. Il n'a rien fait de tout cela, il a écrit et, après avoir mûrement réfléchi, il a expédié sa missive sans imposer aucune condition à son correspondant. Comment interpréter sa volonté ? Qu'est-ce qui peut faire croire qu'il a agi dans le but de revendiquer plus tard ? N'est-il pas logique et vrai-

putées communes aux parties les négociations écrites échangées au sujet d'une affaire entre les intéressés ou entre l'un d'eux et leur intermédiaire commun dans cette affaire.

V. *Code de procédure civile pour l'empire d'Allemagne* (30 janvier 1877), traduit et annoté par Glasson, Lederlin et Dareste, un vol. in-8°, Paris, 1887.

semblable de dire qu'il a voulu que la lettre devînt propriété du destinataire, qu'il a eu l'intention de la lui donner ?

Il y a donation, car l'auteur a envoyé sa lettre *animo donandi* et le destinataire l'a acceptée ; mais c'est une donation dans sa forme la plus simple, dégagée de tout élément accessoire et de toute condition. Elle revêt la forme du don manuel, qu'on a fort bien défini « la donation d'un meuble corporel réalisée par simple tradition (1) ».

Cette définition convient parfaitement quand on l'applique à l'expédition d'une lettre missive, faite sans condition. Il s'agit d'un objet mobilier corporel, puisque nous ne nous occupons actuellement que de l'élément matériel, il importe de ne pas l'oublier ; la tradition existe nécessairement, puisque la lettre est passée des mains de l'auteur entre celles du destinataire qui l'a acceptée ; enfin nous avons démontré l'existence de l'*animus donandi*. Il y a concours de volontés et tradition d'un meuble corporel, la libéralité existe donc indépendamment de toute autre forme, il y a transfert de propriété parfait. Le destinataire est devenu le seul propriétaire de la lettre.

70. — Cette solution était celle qu'admettait déjà le droit romain ; plusieurs fragments du Digeste le montrent. C'est ainsi qu'au siècle d'Auguste, Labéon déclare : « *Si epistolam tibi misero : non erit ea tua antequam tibi reddita fuerit* (2). » Il résulte clairement de ce texte que dans l'es-

(1) Planiol, *Traité de droit civil*, t. III, n° 2535.

(2) Digeste, liv. XLI, tit. 4^{er}, de *adquirendo rerum dominio*, fr. 65, pr.

prit de Labéon, une lettre devenait propriété du destinataire aussitôt qu'elle lui était remise. Un peu plus tard, au III^e siècle, l'un des plus éminents jurisconsultes de l'époque classique, Ulpien, se posait cette question : « *Quærendum est, cujus sit epistola : utrum ejus qui misit, an ejus ad quem missa est ?* » Et il répondait : « *Et si quidem dedi servo ejus, statim ipsi quæsita est, cui misi* (1). »

71. — Notre législation elle-même, à défaut de disposition spéciale réglant la question de la propriété des lettres missives, contient un article qui montre quelle était la pensée du législateur sur ce point. C'est l'article 8 du Code de commerce d'après lequel un commerçant « est tenu de mettre en liasse les lettres missives qu'il reçoit, et de copier sur un registre celles qu'il envoie ».

Ce texte, qui est la copie presque textuelle de l'article 7 du titre III de l'ordonnance du mois de mars 1673, montre bien que, dans la pensée de ses auteurs, une lettre devenait la propriété du destinataire. En effet, on ne peut conserver que ce qui vous appartient. Si le destinataire était un simple dépositaire, on ne pourrait pas lui ordonner de conserver la chose qu'il a reçue en dépôt ; ce serait lui dire d'enfreindre les dispositions de l'article 1944 du Code civil qui impose au dépositaire l'obligation de restituer à première réquisition, et si l'article 8 du Code de commerce avait pour effet de porter une exception à l'article 1944 du Code civil, on l'aurait dit comme on l'a

(1) Digeste, liv. XLVII, tit. 2, *de furtis*, fr. 14, § 17.

fait pour la saisie-arrêt. Or il n'en a jamais été question lors des travaux préparatoires (1).

S'il y avait propriété commune entre l'auteur et le destinataire, pourquoi ce dernier pourrait-il seul conserver la lettre ? Pourquoi aurait-il plus de droits que son copropriétaire ? Quels seraient donc les droits de l'auteur sur l'élément matériel d'une lettre qui n'est pas en sa possession et qu'on lui interdit de réclamer ? Ces droits se réduiraient à rien, ils sont donc inexistants ; c'est dire que le destinataire seul est propriétaire.

72. — Les travaux préparatoires montrent d'ailleurs qu'en écrivant cet article 8, on a voulu éviter qu'un commerçant ne détruise sa correspondance et ne puisse la représenter pour ce motif. Et nous pouvons tirer un nouvel argument de cette observation : le législateur considère que, d'une façon générale, un destinataire peut détruire la lettre qu'il a reçue ; mais il apporte une exception à ce principe lorsqu'il s'agit des commerçants, ceux-ci doivent mettre en liasse et conserver les lettres qu'on leur

(1) L'article 1944 du Code civil est ainsi conçu : « Le dépôt doit être remis au déposant aussitôt qu'il le réclame, lors même que le contrat aurait fixé un délai déterminé pour la restitution ; à moins qu'il n'existe, entre les mains du dépositaire, une saisie-arrêt ou une opposition à la restitution et au déplacement de la chose déposée. »

On aurait ajouté, par exemple : « sauf le droit pour les commerçants de conserver la correspondance qui leur est adressée ». Qu'on n'objecte pas qu'au moment où l'article 1944 a été fait, l'article 8 du Code de commerce n'existait pas encore. Il existait alors l'ordonnance de 1676 que le Code de commerce s'est borné à reproduire en ce qui concerne la correspondance.

a adressées ; cette exception doit s'interpréter restrictive-ment et s'appliquer aux commerçants seulement. Dès qu'il ne s'agit plus de commerçants, la règle générale reparait. Conclusion : un non-commerçant peut détruire les lettres qui lui sont envoyées.

Or, le droit de destruction est un des attributs les plus manifestes du droit de propriété. Si le destinataire a le *jus abutendi* sur la lettre, à plus forte raison a-t-il le droit de la conserver et de résister à la revendication de l'auteur en invoquant son droit de propriété.

73. — Les plus anciens monuments de notre jurisprudence consacrent cette opinion. On peut citer notamment un arrêt de la section des requêtes de la Cour de cassation du 12 juin 1823, qui déclare expressément « qu'une lettre est la propriété de celui à qui elle est adressée » (1) ; un peu plus tard, le 19 avril 1844, c'est la Cour de Limoges qui se prononce dans le même sens (2) ; c'est aussi la Cour de Paris, le 10 décembre 1850 (3).

Il convient d'insister un peu plus longuement sur un arrêt rendu par la Cour de Toulouse, le 6 juillet 1880, parce qu'après avoir examiné la question avec le plus grand soin, il formule le principe en termes excellents. L'avocat général Fabreguettes, tout d'abord, se prononça en ces termes : « Une lettre missive est la propriété de celui à qui elle est adressée. Elle n'est pas simplement en dépôt chez

(1) Cass. req., 12 juin 1823, S. 23.4.394.

(2) Limoges, 19 avril 1844, S. 45.2.654.

(3) Paris, 10 décembre 1850, S. 50.2.626.

le destinataire. Elle n'est pas l'objet d'une propriété commune entre l'auteur et le destinataire. Elle appartient à ce dernier. Le destinataire n'est pas tenu de restituer la lettre qu'il a reçue. »

Et la Cour, reconnaissant la justesse de ces conclusions, déclara « que la remise ou l'envoi d'une lettre par celui qui l'a écrite en transmet la propriété au destinataire, lorsque l'auteur de la lettre n'exige pas qu'elle lui soit renvoyée, ou n'impose pas au destinataire l'obligation de la détruire après l'avoir lue ; qu'en l'absence de cette condition ou réserve expresse, la possession matérielle de la lettre par le destinataire est la preuve et le titre de sa propriété ; que l'envoi pur et simple d'une lettre et la suscription qui la couvre, manifestent la volonté de l'auteur d'en transmettre au destinataire la possession irrévocable *animo donandi* ; qu'on ne saurait trouver dans ces faits les éléments d'un contrat de dépôt ; que le dépositaire s'oblige à restituer au déposant la chose qu'il a reçue en dépôt ; que, lors de la réception d'une lettre, le destinataire ne s'oblige pas à la rendre ; qu'il n'est pas exact non plus qu'une lettre soit la copropriété de l'auteur et du destinataire, puisqu'il est constant que l'envoi d'une lettre opère la transmission de propriété de cette lettre, et que le destinataire est saisi par la réception de la lettre d'un droit sur un objet indivisible de sa nature ».

La Cour de Toulouse déclare en outre « que cette propriété une fois reconnue au destinataire, il faut en conclure qu'il a le droit de conserver la lettre, et qu'il ne peut être

tenu de la remettre ; qu'on ne comprendrait pas une action en revendication dirigée par l'auteur d'une lettre contre celui auquel il l'a écrite sans condition ; que ces principes sont consacrés par la jurisprudence de la Cour de cassation et par la doctrine la plus constante » (1).

Ainsi, cet arrêt déclare nettement que c'est le destinataire d'une lettre missive qui en devient propriétaire, et il réfute en même temps les deux autres doctrines que nous avons précédemment exposées et rejetées. Nous réservons cependant le passage où il prétend « que la possession matérielle de la lettre par le destinataire est la preuve et le titre de sa propriété », car cette application de l'article 2279 du Code civil est sujette à controverse. Nous l'examinerons tout à l'heure.

Depuis cette époque, la jurisprudence se borne à énoncer le principe que le destinataire devient propriétaire de la lettre, et, estimant sans doute que cette règle est suffisamment établie, elle ne la justifie plus.

74. — Il convient de remarquer que les très rares législations qui ont prévu la question de la propriété de l'élément matériel des lettres missives, l'attribuent au destinataire ; c'est ce qu'a fait pour la Colombie l'article 23 de la loi du 26 octobre 1886, et pour la République de l'Equateur, l'article 24 de la loi du 3 août 1887.

Preuve à fournir par le destinataire. — 75. — L'auteur d'une lettre, en l'envoyant sans condition, en a transmis

(1) Toulouse, 6 juillet 1880, S. 81.2.113.

la propriété au destinataire. Mais quelle preuve celui-ci devra-t-il fournir pour démontrer qu'il en est propriétaire ?

Il convient de remarquer tout d'abord que, la plupart du temps, ce sera l'auteur ou ses ayants cause qui seront demandeurs en revendication, et c'est eux qui devront faire leur preuve, *probatio incombis ei qui agit*. Dans certains cas cependant, elle sera à la charge du destinataire qui soulèvera, par exemple, la question de propriété à titre d'exception. Comment fera-t-il cette preuve ?

76. — Le destinataire étant devenu propriétaire, parce que la lettre lui a été expédiée sans condition, n'aura qu'à prouver ce fait. Il résultera presque toujours du texte même de la correspondance et de sa suscription.

Pourrait-il se borner à dire : « Je suis en possession de la lettre et la lettre est un objet mobilier ; or, en fait de meubles possession vaut titre. Je vais me borner à prouver le fait de ma possession et j'aurai par là même montré que je suis propriétaire. » Pourra-t-il en d'autres termes invoquer en sa faveur, contre l'auteur, l'article 2279 du Code civil, et le juge devra-t-il, devant la présomption légale établie par cet article, refuser la preuve contraire à l'auteur revendiquant (art. 1352, C. civ.) ?

Beaucoup d'auteurs l'ont admis ; quelques arrêts paraissent aussi adopter cette manière de voir ; on peut citer notamment celui de la Cour de Toulouse du 6 juillet 1880, qui a été cité plus haut.

S'il en est ainsi, il importe de le remarquer, la question

de la propriété des lettres missives se trouve singulièrement simplifiée ; l'article 2279, en effet, dépasse le point de vue de la preuve, il résout à lui seul la question de fond du droit. Le destinataire sera toujours en possession de la lettre, et si, par le seul fait qu'il a cette possession, on déclare qu'elle vaut titre et on refuse à l'auteur qui revendique la preuve contraire, inutile d'aller plus loin. Le destinataire serait incommutablement propriétaire de par la toute puissance de l'article 2279. Le problème serait clairement résolu ; aller au delà serait discussions purement verbales, sans aucun intérêt pratique.

77. — Nous ne croyons pas que ce raisonnement soit exact ; il contient une méprise sur le sens et la portée de l'article 2279. Cet article est fait pour l'hypothèse suivante : le propriétaire d'un objet mobilier a perdu la possession de sa chose par suite d'un fait déterminé. Cette chose est entre les mains d'une personne que j'appellerai Paul, mais il n'y a pas eu aliénation, Paul n'est pas un acquéreur ou un donataire, il n'est pas devenu propriétaire ; Paul est un voleur, ou un locataire, ou un dépositaire, ou un emprunteur ; en un mot, il est tenu de l'obligation de rendre. Mais Paul est de mauvaise foi, il se présente à un tiers comme étant propriétaire de la chose qu'il doit restituer, et il l'aliène comme si elle était sienne. On suppose que le tiers acquéreur est de bonne foi, et s'il l'est, la loi vient à son secours ; elle refuse dans certains cas au propriétaire, victime d'un vol ou d'un abus de confiance de la part de Paul, le droit de revendiquer contre

ce tiers acquéreur, qui cependant a acquis la possession *a non domino*, et qui, en principe, ne devrait pas avoir plus de droits que son auteur.

Pour que l'article 2279 soit applicable, il faut qu'il y ait un intermédiaire entre le tiers qui s'en prévaut et le propriétaire qui revendique ; cet article est complètement étranger aux relations du propriétaire dépossédé avec le possesseur originaire qui tient la chose de lui directement.

Dans les hypothèses prévues par l'article 2279, il s'agit de protéger quelqu'un qui a cru acquérir la chose en vertu d'un titre régulier et qui en a été empêché par le défaut de propriété de son auteur. Pour appliquer ce principe à une lettre, il faut construire une hypothèse compliquée et supposer que celui qui a écrit la lettre l'avait encore en sa possession, lorsqu'elle lui a été volée. Le voleur a vendu cette missive qui pouvait présenter une valeur vénale comme autographe, et il l'a vendue à un acheteur de bonne foi, qui a cru que son vendeur était réellement propriétaire du manuscrit ; or, ce tiers acquéreur est à l'abri de tout reproche, sa bonne foi est entière, aussi pour ce motif, et afin d'assurer la sûreté des transactions, on rend efficace un contrat connu et prouvé qui a manqué son effet.

78. — Lorsqu'il s'agit des relations entre l'auteur et le destinataire d'une lettre, la question de la bonne foi de ce dernier ne peut pas se poser, on ne saurait rechercher s'il a cru acquérir d'un *verus dominus* ; il est absolument certain qu'il en est ainsi, puisque le précédent possesseur, auteur immédiat du possesseur actuel, était sans aucun

doute propriétaire de la lettre qui est son œuvre, qu'il a pensée et rédigée. Il s'agit de rechercher si, en fait, il a consenti à un acte d'aliénation.

C'est ce contrat qu'il faut établir, et dès qu'il est prouvé, il est certainement valable et efficace par lui-même, sans qu'on ait besoin d'invoquer la faveur établie par l'article 2279. Il y a lieu de rechercher si ce contrat existe, d'examiner si l'auteur de la lettre a eu l'intention de l'aliéner *animo donandi*. Tandis que, comme on l'a dit avec raison, la décision propre de l'article 2279 est uniquement la création d'une exception péremptoire contre la revendication d'un précédent possesseur qui était très certainement propriétaire et qui très certainement aussi n'a jamais consenti à aliéner son meuble : il devrait normalement pouvoir revendiquer, mais on lui retire son action pour des raisons d'utilité générale (1).

79. — C'est bien là le sens actuel de la formule « en fait de meubles possession vaut titre ». Si on s'en tenait à sa lettre, elle pourrait s'appliquer aux relations entre le propriétaire et son ayant cause immédiat, mais son histoire montre qu'elle avait autrefois la portée qui vient d'être exposée, et il est avéré que les rédacteurs du Code civil l'ont reproduite en lui conservant le sens qu'elle avait dans l'ancien droit. Au reste, le second alinéa de l'article 2279 montre bien qu'il s'agit de la revendication d'un propriétaire contre un sous-acquéreur.

(1) Comp. Planiol, *op. cit.*, t. III, n° 2543, ^{er}note.

80. — Il était nécessaire d'insister un peu sur l'application de cet article 2279 aux lettres missives, car il semble, au premier abord, fournir une solution séduisante en faveur du destinataire. Nous concluons donc que celui-ci ne saurait en aucun cas se prévaloir de la maxime « en fait de meubles possession vaut titre », parce qu'elle n'est pas faite pour s'appliquer aux relations entre un propriétaire et son ayant cause direct.

81. — Est-ce à dire que le fait pour le destinataire d'être en possession de la lettre ne lui sera d'aucune utilité au point de vue de la preuve ? Bien au contraire, la possession du destinataire fera présumer qu'il est propriétaire, car la possession établit une présomption de propriété, aucun texte ne le dit, mais la tradition l'a toujours admis parce que l'état de fait est généralement conforme à l'état de droit, et que dans la très grande majorité des cas, le possesseur est le propriétaire.

Elle assurera au destinataire la qualité de défendeur à la revendication, elle lui permettra de jouer un rôle passif. En un mot, elle règle une simple question de preuve en le dispensant de prouver qu'il est devenu propriétaire, mais en laissant à l'auteur la faculté de prouver qu'il ne l'est pas. Tandis que si on avait pu appliquer l'article 2279, l'effet produit aurait été bien plus efficace, il se serait agi d'une présomption légale contre laquelle la preuve contraire n'aurait pas été admise, la question de propriété aurait été ainsi définitivement tranchée.

CHAPITRE II

DU MOMENT OÙ S'OPÈRE LA TRANSMISSION DE PROPRIÉTÉ.

SOMMAIRE. — *Section I. Le principe.* — 82. Position de la question. — 83-84. L'auteur est propriétaire de la lettre tant qu'il l'a par devers lui. — 85-86. Curieuses solutions des Institutes de Justinien. — 87. Sort de la lettre en cours de transport. — 88. Situation juridique de la poste. — 89. Contrat de transport à l'égard de l'expéditeur. — 90. Stipulation pour autrui à l'égard du destinataire. — 91-92. L'auteur est, en général, propriétaire de la lettre en cours de transport. — 93. Jurisprudence. — 94. Exception à ce principe. — 95. Solution romaine. — 96. Conclusion. — *Section II. Conséquences du principe.* — 97. L'expéditeur peut réclamer le retrait de la lettre tant qu'elle n'est pas remise au destinataire. — 98-99. Différents systèmes adoptés par l'administration des postes. — 100. Hypothèse spéciale. — 101. La lettre voyage d'ordinaire aux risques de l'expéditeur. — 102. Elle est aux risques du destinataire lorsque le transporteur est son représentant.

SECTION I. — Le principe.

82. — Le destinataire d'une lettre missive en est propriétaire, mais à partir de quand le devient-il ? Il importe de déterminer avec précision le moment où son droit a pris naissance. Est-ce lorsque l'auteur s'est dessaisi de la lettre qu'il venait d'écrire, ou bien est-ce lorsque celle-ci est parvenue à destination ?

83. — Il est d'abord certain que l'auteur conserve la

propriété de sa missive tant qu'il la garde par devers lui ; le papier lui appartient, ce sont ses pensées qu'il a exprimées. Il avait peut-être eu l'intention d'envoyer cette lettre à un tiers, mais il a pu changer d'avis ; il en était parfaitement libre. Et puisqu'il n'a pas formulé son offre au destinataire, le consentement de ce dernier serait insuffisant à lui seul pour former le contrat de donation ; celui-ci ne pourrait pas revendiquer la lettre.

84. — Cette solution s'impose alors même que la suscription porterait le nom et l'adresse du destinataire. Il a été jugé en ce sens, qu'une lettre trouvée chez l'auteur après sa mort (c'est toujours après la mort de l'auteur que la question se posera) appartient de plein droit à ses héritiers, de même que tous les papiers de la succession (1). Le destinataire n'a pas le droit de s'en emparer sous le prétexte que la lettre lui est adressée.

Si on admet cette solution, ce n'est pas parce que l'auteur ayant gardé la lettre entre ses mains, rien n'indique qu'il ait eu l'intention de l'envoyer un jour au destinataire ; on ne s'appuie pas sur une intention présumée. Alors même qu'il serait certain que le défunt avait voulu que sa lettre fût remise après sa mort, ses héritiers ne seraient pas tenus en droit d'exécuter cette volonté. Il faudrait, pour qu'ils le fussent, qu'elle ait été manifestée dans un acte testamentaire, car on se heurte ici au principe qu'il n'y a qu'un acte solennel, le testament, qui puisse assurer, après

(1) Liège, 2 juin 1874, cité par Hanssens, *Du secret des lettres*, n° 177.

la mort d'une personne, l'exécution de sa volonté. On pourrait être tenté de dire : il y a offre à terme de la part du *tradens*, il ne manque plus que l'acceptation de l'*accipiens*, et dès que celle-ci est manifestée après l'échéance du terme, le contrat de donation est parfait, le destinataire est devenu propriétaire de la chose donnée, qui est la lettre. Un pareil raisonnement serait faux : d'une part, le destinataire, nous l'avons vu, acquiert la lettre par donation manuelle, or, le consentement des parties n'est pas à lui seul suffisant pour la perfection d'un tel contrat ; il faut de plus, tradition de la chose. D'autre part, le *tradens* aurait simplement offert la chose de son vivant, or, les héritiers d'une personne ne sont pas tenus légalement, sinon moralement, de maintenir ses offres ; ils succèdent à ses obligations, mais non à ses sollicitations. Ils ne peuvent être liés que par un acte testamentaire : celui-ci pourra consister en une suscription entièrement écrite, datée et signée par le défunt, indiquant son désir qu'on fasse parvenir sa lettre, après sa mort, au destinataire.

C'est donc l'auteur et lui seul qui a la propriété de la lettre tant qu'elle est encore en sa possession.

85. — Le droit romain admettait une exception à cette règle ; c'était dans le cas où le message était écrit sur une feuille appartenant à un tiers. « Si Titius, disent les *Institutes* de Justinien, a écrit des vers, une histoire ou un discours sur ton papyrus ou sur ton parchemin, ce n'est pas Titius qui est propriétaire de ces feuillets, c'est

toi (1). » Il faut remarquer que dans ce cas, Justinien décide que la lettre appartient non pas à celui à qui elle est adressée, mais au propriétaire du papier, de sorte que, pour qu'elle devienne propriété du destinataire, il aurait fallu que l'auteur l'ait écrite sur une feuille appartenant à ce dernier.

Cette solution est très critiquable ; les Romains ne s'étaient pas rendu compte qu'entre les signes matériels de la pensée, et la pensée elle-même, celle-ci devait l'emporter. La pensée, c'est le principal, la feuille de papier est l'accessoire, et *accessorium sequitur principale*, il faudrait donc attribuer la propriété du tout à l'auteur. C'est cette solution plus rationnelle qui, sans aucun doute, doit être adoptée en droit français, étant donné les dispositions du Code civil sur l'accession relative aux choses mobilières.

86. — Il est curieux de remarquer que Justinien, qui adoptait un aussi singulier système lorsqu'il s'agissait d'un écrit, était revenu de son erreur pour le cas où un peintre avait fait un tableau sur une *tabula* appartenant à autrui. Il décidait alors, comme notre droit moderne, que le tableau était propriété du peintre, « attendu qu'il serait ridicule de préférer une vulgaire toile à la peinture d'un Apelles ou d'un Parrhasius (2). » Ces deux dispositions

(1) *Institutes*, liv. II, tit. 1^{er}, fr. 33 : *Litteræ quoque, licet aureæ sint, perinde chartis membranisque cedunt, ac solo cedere solent ea, quæ inædificantur, aut inferuntur. Ideoque si in chartis membranisque tuis carmen, vel historiam, vel orationem Titius seripserit : hujus corporis non Titius, sed tu dominus esse videris.*

(2) *Institutes*, liv. II, tit. 1^{er}, fr. 34 : « *Si quis in aliena tabula pinxerit, quidam putant tabulam picturæ cedere ; aliis videtur, picturam,*

sont contradictoires ; il y a là un manque de logique singulier.

87. — Mais fermons cette parenthèse ; nous avons vu que, tant qu'il a la lettre entre ses mains, l'auteur en demeure propriétaire. Allons un peu plus loin, supposons qu'il s'en soit dessaisi pour la remettre à un tiers chargé de la transporter, ce tiers sera la plupart du temps, l'administration des postes. Eh bien, après que l'auteur s'est dessaisi de la lettre, mais avant qu'elle ait été remise au destinataire, qui des deux est propriétaire ?

88. — Avant d'examiner cette question, il est nécessaire de rechercher quels sont les rapports juridiques du tiers chargé de transmettre le message avec l'expéditeur d'une part, et d'autre part avec le destinataire. Ce tiers étant presque toujours l'administration des postes, c'est d'elle que nous parlerons plus spécialement (1).

89. — Entre l'expéditeur et l'administration, d'abord, on pourrait croire qu'il y a mandat ; mais ce n'est pas, le

qualiscumque sit, tabulæ cedere ; sed nobis videtur melius esse, tabulam picturæ cedere. Ridiculum est enim picturam Apellis vel Parrhasii, in accessionem vilissimæ tabulæ cedere.

(1) Il convient de remarquer que le contrat intervenant entre l'Etat et les particuliers est un contrat de droit privé et non de droit public. En effet, rien ne s'oppose rationnellement à ce que les lettres soient transmises par une entreprise privée. En opérant la transmission des correspondances, l'Etat ne remplit donc pas une de ces fonctions qui motivent son existence et que lui seul soit apte à remplir, comme lorsqu'il rend la justice. Il agit comme pourrait le faire un particulier, et s'il a érigé le service postal en monopole, c'est parce qu'il y a trouvé son intérêt.

Puisqu'il s'agit d'un contrat de droit privé, on pourra l'expliquer et l'interpréter en se servant de la théorie générale des conventions

mandataire accomplit un *acte juridique* pour le compte du mandant ; or, tel n'est pas le caractère des services rendus généralement par la poste.

L'opinion la plus plausible et celle qui rallie le plus grand nombre d'adhérents consiste à voir dont le contrat qui lie l'expéditeur à l'administration postale, une variété du louage d'ouvrage. C'est bien en effet, comme le dit l'article 1710 du Code civil, « un contrat par lequel l'une des parties s'engage à faire quelque chose pour l'autre moyennant un prix convenu entre elles ». Le prix du timbre est la rémunération du service promis, ce n'est pas une taxe. Et lorsque la poste se charge uniquement de la transmission des lettres (c'est l'hypothèse qui nous intéresse), on peut préciser davantage et donner un nom au contrat de louage d'ouvrage intervenu entre l'expéditeur et la poste : c'est un contrat de transport ; l'administration est donc assimilée à un voiturier ; elle en a, en principe, les droits et les obligations.

90. — Passons aux rapports entre la poste et la personne à laquelle la correspondance est adressée ; la détermination de leur nature est délicate et controversée.

Dans un premier système, on soutient qu'il n'y a aucun lien de droit entre le destinataire et la poste ; l'expéditeur, dit-on, a seul contracté avec l'administration, le destinataire est un tiers.

Dans un second système, on fait observer que la poste s'engage envers le public à faire parvenir à la personne dont le nom est écrit sur l'enveloppe, la correspondance

qu'on lui remet. Elle gère donc volontairement l'affaire de cette personne ; c'est dire qu'elle a la situation juridique de gérant d'affaires, qu'elle peut en exercer les droits, comme elle doit aussi en supporter les obligations. On ne saurait objecter que la gestion d'affaires suppose un acte spontané du gérant et que tel n'est pas le cas de la poste, attendu qu'elle n'agit que sur la demande de l'expéditeur. Si, il y a acte spontané de sa part, puisque c'est avant même qu'une lettre lui soit confiée qu'elle se déclare prête à remettre à toute personne la correspondance qui lui est destinée.

Enfin, si l'idée de gestion d'affaires ne suffit pas pour expliquer les rapports entre le destinataire et la poste, il en est une autre qui montre bien qu'il existe un lien juridique entre eux. « Lorsqu'une personne confie une missive à la poste, dit un auteur (1), elle entend que le destinataire puisse se faire remettre cette missive ; il y a donc là une stipulation pour autrui, stipulation pour autrui qui devient irrévocable dès que le destinataire, après en avoir eu connaissance, a manifesté l'intention d'en profiter, soit en recevant la missive, soit en la réclamant. Il est donc subrogé aux droits de l'expéditeur dans la mesure des avantages que celui-ci doit être présumé avoir stipulé à son profit. »

91. — En somme, entre l'expéditeur et la poste, il y a contrat de transport ; d'autre part, le destinataire est le

(1) Valéry, *Des contrats par correspondance*, p. 78

bénéficiaire d'une stipulation pour autrui valable dont la poste est le promettant ; enfin, nous avons précédemment montré qu'entre l'expéditeur et le destinataire, il y a don manuel.

92. — Ceci posé, revenons à notre question : qui est propriétaire de la lettre en cours de transport ?

C'est l'expéditeur qui a été trouver la personne qu'il a chargée de la transmission ; celle-ci agit donc pour son compte, elle est son représentant et le représentant tient la place du représenté ; il en résulte que les choses doivent se passer comme si l'auteur ne s'était pas dessaisi de la lettre et qu'il l'ait toujours en sa possession.

D'autre part, on vient de voir que le destinataire est le bénéficiaire d'une stipulation pour autrui ; or, l'article 1121 du Code civil permet au stipulant de révoquer la stipulation tant que le tiers n'a pas déclaré vouloir en profiter ; c'est donc que jusqu'à ce moment le stipulant est maître de l'affaire, et en précisant davantage, pour l'hypothèse d'une lettre donnée par voie de stipulation pour autrui, c'est dire qu'il est propriétaire de la lettre jusqu'à sa réception par le destinataire.

Enfin, nous avons dit que le contrat qui se formait entre l'auteur et le destinataire était une donation revêtant la forme du don manuel. Or, pour que ce contrat soit parfait, il faut offre du donateur, acceptation du donataire et tradition de la chose donnée. Tant que la lettre se trouve entre les mains d'un représentant de l'auteur, nous n'avons qu'une offre, il manque deux éléments essentiels pour que

la donation existe : il n'y a pas encore tradition, ni acceptation du destinataire, qui ne soupçonne même pas l'existence de l'offre.

93. — L'auteur reste donc propriétaire jusqu'à la remise de la lettre acceptée par le destinataire, et cela parce que le tiers chargé du transport est presque toujours son représentant. Il s'en suit que si le destinataire refuse la lettre, s'il refuse l'offre de l'expéditeur, ce dernier demeure propriétaire, car aucun contrat n'a pu se former. C'est ce que décide l'administration des postes (1), et la jurisprudence s'est plusieurs fois prononcée dans le même sens (2).

94. — Mais il n'en est pas ainsi dans tous les cas, il peut arriver que le tiers ait été chargé du transport par le destinataire ; c'est, par exemple, un domestique que celui-ci a envoyé pour chercher la lettre ; alors ce domestique représente son maître, et c'est à partir du moment où la lettre a été remise au porteur qu'elle est devenue propriété du destinataire. On peut dire encore dans ce cas que la correspondance appartient au destinataire dès le moment seulement où la remise lui en est faite, mais il faut consi-

(1) *Instruction générale sur le service des postes* du 10 juin 1899. — Art. 908. « Les lettres et cartes postales refusées par les particuliers sont renvoyées aux expéditeurs lorsqu'elles sont affranchies ; si elles ne sont pas affranchies, elles ne sont renvoyées aux expéditeurs que lorsqu'elles présentent de l'intérêt ou qu'elles renferment des valeurs. »

(2) En ce sens : Poitiers, 17 février 1885, *Gaz. Pal.*, 85.2.560 ; Trib. Tunis (référé), 2 février 1887, *Revue algérienne*, 87.2.259 ; Riom, 13 juillet 1891, *Gaz. Trib.*, 13 octobre 1891 ; Trib. Tunis, 12 mars 1904, *Gaz. Trib.*, 13-14 mai 1904, p. 1610.

dérer qu'il l'a reçue dès qu'elle a été livrée à son représentant ; c'est à ce moment que les trois éléments constitutifs du don manuel se trouvent réunis, il n'est pas nécessaire qu'il l'ait reçue lui-même personnellement.

95. — Cette solution a été très nettement adoptée par les jurisconsultes romains. « *Si epistolam tibi misero*, dit Labéon, *non erit ea tua antequam tibi reddita fuerit. Paulus : imo contra. Nam si miseris ad me tabellarium tuum, et ego rescribendi causa litteras tibi misero, simul atque tabellario tuo tradidero, tuæ fient* » (1). La contradiction entre Labéon et Paul n'est qu'apparente ; l'un se place dans l'hypothèse où le transporteur est représentant de l'auteur, et décide que la lettre n'appartient au destinataire qu'après qu'il l'a reçue ; l'autre suppose au contraire que la missive a été remise à un esclave du destinataire, et dit avec raison que ce dernier en acquiert la propriété aussitôt que son représentant l'a eu en sa possession. Ulpien expose de même, dans un fragment déjà cité, que la lettre appartient au destinataire dès qu'elle est remise à son esclave (2).

Ce sont les solutions que nous avons adoptées, elles constituent une application normale des principes généraux du droit.

96. — Nous concluons donc qu'une lettre missive ne

(1) Digeste, l. XLI, tit. 1^{er}, de *adquirendo rerum dominio*, fr. 65, pr.

(2) Digeste, l. XLVII, tit. 2, de *furtis*, fr. 14, § 17. — V. *suprà*, n° 70.

devient propriété du destinataire qu'à partir du moment où celui-ci l'a reçue et acceptée par lui-même ou par son représentant.

SECTION II. — Conséquences du principe.

97. — Etudions maintenant quelles sont les conséquences de ce principe.

L'auteur est un donateur et le donateur peut toujours retirer son offre de donation tant qu'elle n'a pas été acceptée ; d'autre part, il y a stipulation pour autrui, et l'article 1121 du Code civil permet au stipulant de révoquer la stipulation tant que le bénéficiaire n'a pas déclaré vouloir en profiter. Il en résulte que l'expéditeur d'une lettre pourra retirer cette lettre des mains du porteur auquel il l'avait confiée, du moment qu'elle n'aura pas encore été remise. Le destinataire ne saurait s'en plaindre, aucun lien de droit n'existant encore entre lui et l'expéditeur ; au reste il ignorera d'ordinaire qu'une lettre lui avait été adressée.

Quant au porteur, il n'a aucun intérêt à refuser de rendre la lettre qu'on lui a confiée. Ce porteur sera, dans la plupart des cas, l'administration des postes, or l'article 504 de l'Instruction générale du 10 juin 1899 prévoit le cas et dispose que « l'expéditeur d'un objet confié à la poste a le droit d'en réclamer le retrait et la remise entre ses mains tant que cet objet n'a pas été délivré au destinataire » (1).

(1) Sur les formalités à remplir, V. art. 505 à 520.

De même l'article 28 du décret du 7 février 1894 sur le service télégraphique dispose : « Tout expéditeur peut, en justifiant de sa qualité, annuler le télégramme déposé par lui, faire annuler ou arrêter, s'il en est encore temps, la transmission du télégramme qu'il a déposé. »

98. — L'administration n'a pas toujours admis ce système ; elle considérait autrefois que la correspondance appartenait au destinataire pendant le cours du transport ; et elle appuyait son dire sur certains textes aux termes desquels, en cas de perte de valeurs déclarées, l'indemnité est due de préférence au destinataire. Elle apportait toutefois un tempérament à ce principe et décidait que le destinataire devenait propriétaire, non pas au moment où la lettre était remise à la poste, mais au moment où elle avait quitté le lieu d'origine ; jusque-là, mais jusque-là seulement, elle reconnaissait à l'expéditeur le droit de retirer son envoi.

99. — Ce système fit naître des contestations, et le Conseil d'Etat, appelé à donner son avis, le réfuta et déclara, le 6 août 1883, que l'expéditeur d'un objet confié à la poste a le droit d'en réclamer le retrait et la remise entre ses mains tant que cet objet n'a pas été délivré au destinataire « qu'en recevant un objet qui lui est confié, l'administration des postes n'a pas à rechercher qui en est propriétaire et qu'elle se borne à accepter de l'expéditeur qui est nanti de cet objet le mandat de le transporter et de le remettre au destinataire ; qu'il se forme ainsi et sans aucune intervention du destinataire, un lien de droit entre

l'expéditeur mandant et l'administration mandataire ; qu'il est de l'essence du mandat d'être révocable au gré du mandant et que celui-ci peut toujours modifier les instructions qu'il a données à son mandataire tant qu'elles n'ont pas été exécutées (1) ».

Le Congrès de l'Union postale universelle, tenu à Lisbonne en 1885, a également adopté cette doctrine, en décidant que l'expéditeur d'un objet de correspondance peut le faire retirer du service ou en faire modifier l'adresse tant que cet objet n'a pas été remis au destinataire (2).

Cette solution, la seule qui soit conforme aux principes généraux, a amené une modification dans l'article 939 de l'ancienne Instruction générale des Postes du 20 mars 1868 ; cet article supposait que le paiement d'un mandat perdu ou détruit était demandé à la fois par l'envoyeur et le destinataire. Conformément à sa manière de voir, l'ad-

(1) Avis du Conseil d'Etat, section des finances, 6 août 1883, *Bulletin mensuel des postes*, juillet 1884, n° 19. Nous faisons toutes réserves sur la partie de cet avis qui déclare qu'il y a mandat entre l'expéditeur et l'administration ; nous avons précédemment montré qu'ils sont liés par un contrat de transport.

(2) V. documents du Congrès postal de Lisbonne, 1885, 2 vol., Berne, 1885, t. II, pp. 140, 403. L'article 5 *bis* de la convention est ainsi conçu : « L'expéditeur d'un objet de correspondance peut le faire retirer du service et en faire modifier l'adresse tant que cet objet n'a pas été livré au destinataire. La demande formulée à cet effet est transmise par voie postale ou par voie télégraphique aux frais de l'expéditeur qui doit payer, savoir : 1° pour toute demande par voie postale, la taxe applicable à une lettre simple recommandée ; 2° pour toute demande par voie télégraphique, la taxe du télégramme d'après le tarif ordinaire. Les dispositions du présent article ne sont pas obligatoires pour les pays dont la législation ne permet pas de disposer d'un envoi en cours de transport. »

ministration payait au destinataire ; c'était retirer au mandant le droit de révoquer son mandat (car il y a mandat quand la poste est chargé d'effectuer un paiement, puisque le paiement est un acte juridique). Revenant de son erreur, l'administration adopta la solution contraire lors de la nouvelle rédaction, et l'article 146 de l'Instruction de 1899 dispose que « si la demande d'autorisation de paiement d'un mandat détérioré, perdu ou détruit, est faite simultanément par l'expéditeur et par le destinataire, l'autorisation de paiement est délivrée de préférence au profit de l'*expéditeur* ».

Tout ceci nous montre donc que l'auteur d'une lettre peut la retirer des mains du transporteur tant qu'elle n'a pas été remise au destinataire.

100. — Qu'arriverait-il au cas où l'expéditeur aurait donné l'ordre au tiers chargé du transport de ne pas remettre la lettre, si celui-ci l'avait quand même livrée au destinataire ? L'expéditeur, à notre sens, serait toujours resté propriétaire, il pourrait revendiquer, car il suffit qu'il ait manifesté l'intention de retirer sa lettre pour qu'elle soit demeurée sienne, bien que par suite d'une erreur du porteur, la lettre ait été, en réalité, remise au destinataire. C'est ce qu'a décidé la Cour de Chancellerie d'Angleterre, interprétant la loi française, le 7 novembre 1873 (1). Cette solution a été critiquée, elle nous paraît cependant très juridique : le don manuel ne saurait exister,

(1) *Journal du droit international privé*, 1874, p. 200.

puisqu'au moment où le destinataire a accepté la chose, celle-ci ne lui était plus offerte, l'offre ayant été révoquée ; il n'y a donc pas eu concours de volonté des parties et le contrat n'a pu se former. D'autre part, quoi qu'on en ait dit (1), il nous semble bien, nous l'avons montré, que l'article 2279 du Code civil ne soit pas applicable en l'espèce.

101. — De ce que l'auteur demeure propriétaire de la lettre jusqu'au moment où elle est remise, il résulte encore une autre conséquence : la lettre voyage à ses risques, *res perit domino*. La question est intéressante lorsque le pli contient des valeurs : Pierre doit mille francs à Paul, il les lui envoie par lettre, mais cette lettre est perdue en cours de transport ; comme le transporteur représente presque toujours l'expéditeur, nous devons considérer que tout s'est passé comme si la lettre avait été perdue alors qu'elle était encore en la possession de Pierre. Conséquence : Pierre supporte la perte, il n'est pas libéré envers Paul (2).

102. — Il en serait autrement si le transporteur pouvait être considéré comme le représentant du destinataire ; si celui-ci avait, par exemple, envoyé chercher la lettre par un de ses employés, lequel l'aurait perdue en route, ou même s'il avait demandé qu'on la lui envoyât par la poste et que la poste l'eût égarée (3). Nous dirons encore *res*

(1) Tissier, *La propriété et l'inviolabilité du secret des lettres*, p. 35.

(2) En ce sens : Lyon, 16 mars 1854, D. 55.2.141.

(3) En ce sens, Paris, 18 mai 1850, D. 50.2.153.

perit domino, mais comme le destinataire a acquis la propriété de la lettre dès que celle-ci a été remise à la personne qu'il a désignée, cette fois, au moment où la perte a eu lieu, le *dominus*, c'était lui, destinataire, et les risques étaient à sa charge. Le débiteur qui aurait envoyé des valeurs dans ces conditions serait valablement libéré, bien qu'en fait ces valeurs aient été perdues et ne soient jamais parvenues entre les mains du destinataire lui-même.

CHAPITRE III

DES DROITS DU DESTINATAIRE EN TANT QUE PROPRIÉTAIRE DE L'ÉLÉMENT MATÉRIEL. — DES LETTRES CONFIDENTIELLES.

SOMMAIRE. — *Section I. Droits du propriétaire.* — 103. Droit d'être mis en possession de la lettre. — 104. Responsabilité du messager particulier. — 105-106. Irresponsabilité de la poste ; critique. — 107. Responsabilité de l'agent des postes, compétence. — 108-110. Similitude de noms. — 111. Droits du destinataire une fois en possession de la lettre. — *Section II. Restrictions apportées aux droits du destinataire. Lettres confidentielles.* — 112. Quand l'auteur a exigé la remise ou la destruction de sa lettre, le destinataire n'en devient pas propriétaire. — § 1. Qu'est-ce qu'une lettre confidentielle ? — 114. Définition. — 115. Le caractère confidentiel ne se présume pas. — 116. Caractère doublement relatif de la confiance. — 117. Déterminer si une lettre est confidentielle est une question de fait. — 118. Examen de quelques hypothèses spéciales. — 119-120. Jurisprudence. — 121. Procédure de vérification du caractère confidentiel. — § 2. Conséquences du caractère confidentiel. — 122-123. Objet et fondement de l'obligation du destinataire d'une lettre confidentielle. — 124-126. Situation juridique de ce destinataire. — 127-130. Sanction de la divulgation du secret. — 131-133. Limites de l'obligation au secret. — 134. Renvoi.

SECTION I. — Droits du propriétaire.

103. — Tout d'abord, le destinataire a le droit d'être mis en possession de la lettre qui lui est destinée. A cet effet, le tiers chargé du transport, devra la lui remettre du moment que l'expéditeur n'a pas révoqué la stipula-

tion ; et si le transporteur ne fait pas cette remise, le destinataire aura qualité pour revendiquer le message ; son droit provient de ce que l'expéditeur a stipulé au profit de son correspondant, il y a stipulation pour autrui valable, celui-ci pourra donc s'adresser directement au porteur. Qu'advient-il si le porteur se trouve dans l'impossibilité d'effectuer cette remise ? Il faut faire une distinction selon la qualité du porteur et examiner successivement le cas où c'est un messenger particulier et celui où c'est la poste.

104. — Malgré le monopole établi au profit de l'administration des postes, on peut, dans certains cas, charger un messenger particulier de transporter une lettre ; si ce porteur ne peut pas, par sa faute, la remettre au destinataire, il sera exposé à une action en dommages-intérêts. Qui pourra exercer cette action ? L'expéditeur et le destinataire. L'expéditeur tire directement son droit du contrat dans lequel il a été partie ; il aura parfois grand intérêt à agir, notamment lorsque le pli contenait des valeurs, puisque c'est lui qui supporte les risques. Dans d'autres cas, c'est le destinataire qui subira un préjudice et il pourra en demander réparation : son droit provient de ce que l'expéditeur a stipulé au profit du destinataire. Mais bien entendu, le messenger ne peut pas être actionné successivement par les deux correspondants ; dès qu'il a payé une indemnité à l'un, il est libéré envers l'autre.

105. — Dans la très grande majorité des cas, c'est la poste qu'on charge du transport des correspondances ; or, on a

établi pour elle une très grave dérogation au droit commun. « La responsabilité qui peut incomber à l'administration à raison des dommages causés à des particuliers pour des faits relatifs à l'exécution du service postal et télégraphique, dit l'article 21 de l'Instruction générale de 1899, est définie et limitée par des lois spéciales. » Et, en effet, plusieurs dispositions législatives affranchissent l'administration de toute responsabilité à raison de la perte des lettres qui lui sont confiées. La loi du 4 nivôse an V, notamment, dispose que « les lettres affranchies et non chargées, pour lesquelles il n'est pas délivré de bulletin, ni payé double port et leur délivrance ayant lieu sans en exiger de reçu, ne sont susceptibles d'aucune indemnité en cas de perte ». Il s'en suit que celui à qui cette perte cause un préjudice n'est pas recevable à actionner l'administration comme civilement responsable du fait d'un deses préposés. C'est ce qui a été décidé par un arrêt du Conseil d'Etat du 17 septembre 1844 (1).

106. — Cette irresponsabilité nous paraît fort critiquable. On nous dit bien que l'Etat, lorsqu'il s'agit d'un service public, ne saurait être régi par les principes que le Code civil établit pour les rapports de particulier à particulier. Pourquoi ? C'est une affirmation vague, qu'on omet de justifier. L'Etat, lorsqu'il transporte les lettres, agit comme le ferait l'industrie privée, pourquoi ne serait-il pas responsable comme elle ?

(1) Conseil d'Etat, 17 septembre 1844, S. 44.2.682.

On dit encore que le dépôt et la remise des objets de correspondance non recommandés ne sont pas constatés contradictoirement et qu'il serait dès lors difficile à une personne de prouver que telle lettre ordinaire, réclamée comme non parvenue, a bien été confiée à la poste, comme aussi à la poste de prouver qu'elle a bien été remise au destinataire. Ici on mêle la question de preuve à la question de fond ; sans doute, la preuve sera difficile à faire, mais il n'est pas impossible d'y parvenir.

Quoi qu'il en soit, la loi est ainsi faite, et il faut s'incliner devant elle : l'Etat est irresponsable de la perte des lettres qui sont confiées à son administration. Cette situation est d'autant plus fâcheuse qu'en raison du monopole postal (1), l'expéditeur n'a guère la liberté de choisir son transporteur, il est presque toujours obligé d'avoir recours au service de la poste, qui commence par lui déclarer qu'elle ne garantit rien.

La responsabilité existe cependant dans des cas exceptionnels et dans certaines limites prévues par la loi. C'est lorsqu'il s'agit de plis recommandés ou dont la valeur a été déclarée. Et encore, dans ces hypothèses, ce n'est pas le droit commun qui sera appliqué : celui qui souffrira des conséquences de la perte ne pourra pas faire réparer

(1) Les atteintes au monopole de la poste sont punies d'une amende de 150 à 300 francs par chaque contravention que commet une personne étrangère au service des postes qui s'immisce dans le transport des lettres. Mais il y a des exceptions à ce monopole, et l'article 3 de l'Instruction générale de 1899 y range « les lettres ou paquets de papiers échangés par exprès entre particuliers ».

intégralement le préjudice qui lui aura été causé ; il n'aura droit qu'à une somme fixe, en cas de recommandation, et au montant de la valeur déclarée, en cas de déclaration (1).

Ainsi, en ce qui concerne l'administration, la non-responsabilité est la règle et la responsabilité l'exception.

107. — Si l'administration n'est presque jamais responsable, peut on du moins s'adresser à l'agent qui a perdu la lettre et lui demander de réparer le dommage qu'il a causé ? On le pourra : la responsabilité constitue le droit commun, l'irresponsabilité l'exception, il faut un texte pour l'établir, ce texte nous l'avons pour l'administration ; mais aucune disposition de ce genre ne protège les agents des postes. C'est bien là la manière de voir de l'administration qui déclare dans l'article 24 de son Instruction générale que « les agents des postes et des télégraphes de tout grade sont responsables envers les particuliers de leurs fautes personnelles dans les termes du droit commun ».

Et cette formule est trop restrictive : la faute personnelle est celle qui procède d'une volonté malveillante se détachant de la fonction ; or les agents des postes sont également responsables de leurs fautes de service, c'est-à-dire de celles qu'ils commettent sans intention de nuire. Il y a faute personnelle de la part d'un facteur, à remettre

(1) Aux termes de l'article 4 de la loi du 4 juin 1859, « en cas de contestation, l'action en responsabilité est portée devant les tribunaux civils ». Cpr. Trib. conflits, 17 juin 1899, D. 1901.3.4.

sciemment une lettre à un autre que le destinataire ; il y a faute de service lorsque cette remise est l'effet d'une erreur du fonctionnaire à l'occasion de ses fonctions, d'une erreur de service. Dans l'un et l'autre cas, l'agent des postes engage sa responsabilité.

Seulement l'action ne sera pas portée devant la même juridiction : s'il s'agit d'une faute personnelle, les tribunaux civils seront compétents pour statuer sur la demande en dommages-intérêts ; tandis qu'en cas de faute de service, en vertu du principe de la séparation des pouvoirs, l'autorité judiciaire sera incompétente pour en connaître et l'affaire devra être portée devant la juridiction administrative (1).

108. — Supposons maintenant que la lettre n'ait pas été perdue, le porteur veut la remettre au destinataire dont le nom est écrit sur l'enveloppe, mais il se trouve que plusieurs personnes portent le même nom dans la même localité sans que rien dans la suscription ne permette de les distinguer.

Que faire ? Distinguons comme tout à l'heure selon la qualité du porteur.

S'il s'agit d'un messenger particulier, pas de difficulté : il connaît l'expéditeur, il pourra donc lui en référer et se faire indiquer par lui auquel des deux homonymes la lettre est destinée.

Mais la difficulté apparaît si l'intermédiaire est la poste ;

(1) En ce sens : Trib. conflits, 9 mai 1851, S. 51.2.582 ; Trib. conflits, 8 juin 1907, S. 1909.3.434.

elle provient de ce que le nom de l'expéditeur est presque toujours ignoré. S'il est connu, nous tombons dans le cas précédent. S'il est inconnu, qui désignera le véritable destinataire ? Il s'agit d'une question de propriété pour laquelle les tribunaux de droit commun sont seuls compétents ; en cas d'urgence, le juge des référés pourrait statuer provisoirement. Mais il n'appartient pas à l'administration de trancher la question.

109. — C'est à tort que les anciens ordres de service de la poste prescrivait au chef du bureau où était parvenue une correspondance portant un nom commun à plusieurs personnes, de mander près de lui les intéressés, d'ouvrir la lettre en leur présence et de la remettre à celui à qui elle était destinée (1). Le receveur ne pouvait en aucune façon contraindre les parties à accepter son arbitrage, car nous avons vu que l'Instruction générale des Postes n'est pas obligatoire pour les particuliers.

C'est à tort également qu'un arrêt de la Cour de Besançon du 12 décembre 1888 a déclaré qu'il ne lui appartenait pas de statuer sur la propriété d'une lettre et que c'était à l'administration d'aviser, sous sa responsabilité, à ce que les lettres soient remises à leur véritable destinataire, sans que les tribunaux aient à lui prescrire les précautions auxquelles elle doit avoir recours (2).

110. — Le rôle de l'administration se borne à recher-

(1) V. Instr. gén. de 1808, art. 81 ; Instr. gén. de 1832, art. 521 ; Instr. gén. de 1856, art. 828.

(2) Besançon, 12 décembre 1888, D. 90.2.102.

cher par tous les moyens dont elle dispose quel est le véritable destinataire ; on pourra convoquer au bureau les homonymes, et s'ils y consentent, ouvrir la lettre en leur présence ; mais il faut qu'ils y consentent, on ne pourrait pas leur imposer cette médiation. S'il y a désaccord entre les intéressés, ceux-ci s'adresseront à la justice, qui dira à qui la lettre appartient et qui déterminera les conditions dans lesquelles la correspondance postale et télégraphique leur sera désormais remise (1).

Si les intéressés restent inactifs, le préposé des postes « après avoir épuisé tous les moyens de faire remettre sûrement la lettre à son véritable destinataire, doit la renvoyer en rebut journalier ». C'est ce qu'avait déjà décidé l'article 691 de l'Instruction générale des Postes de 1868 et celle de 1899 a reproduit cette disposition.

III. — Nous avons vu les droits du destinataire lorsque la lettre ayant été perdue n'a pas pu lui parvenir, nous avons examiné ensuite une difficulté qui peut se présenter au moment de la remise. Allons un peu plus loin, supposons que le destinataire ait été mis en possession de la lettre et voyons quels sont ses droits en tant que propriétaire de l'élément matériel.

Tout d'abord, la propriété du destinataire doit être respectée ; si la lettre lui est soustraite, l'auteur de la soustraction s'expose à des dommages-intérêts fondés sur l'ar-

(1) En ce sens : Paris, 3 juin 1892, D. 93.2.551 ; Trib. com. Seine, 16 mai 1898, *Gaz. Pal.*, 98.2.709 ; Cass. req., 3 février 1909, *Le Droit*, 27 février 1909.

ticle 1382. Il serait même passible des articles du Code pénal qui punissent les diverses espèces de vols, car, ainsi que l'a déclaré la Cour de cassation le 2 avril 1864, « les lettres missives, même lorsqu'elles ne renferment aucune valeur incluse, sont des écrits qui peuvent, comme tous les autres objets mobiliers, être le sujet d'un droit de propriété auquel la loi doit accorder sa protection » (1). Le destinataire pourrait même intenter des poursuites contre l'auteur de la lettre lui-même, car, s'il a envoyé son message sans condition, celui-ci a cessé de lui appartenir dès qu'il a été remis au destinataire.

Le destinataire a tous les droits d'un propriétaire, il est libre de conserver la lettre ou de la détruire, il peut la donner ou la léguer comme un meuble corporel. Il a, en principe, le droit d'en disposer à son gré, d'en faire l'usage qui lui plaît, sauf les réserves résultant des conditions imposées par l'auteur, et qu'il convient d'examiner maintenant.

SECTION II. — Restrictions apportées aux droits du destinataire. Lettres confidentielles.

112. — Les droits de propriété du destinataire peuvent être restreints par la volonté de l'auteur de la lettre.

Il faut d'abord mettre à part un cas où la restriction est si grande que le destinataire ne devient en aucune façon

(1) Cass. crim., 2 avril 1864, S. 64.1.428. — V. aussi Dijon, 16 février 1876, S. 76.2.40.

propriétaire de la lettre qui lui a été adressée. C'est lorsque l'expéditeur a expressément exigé le renvoi ou la destruction de sa lettre après lecture. Le destinataire la reçoit, mais il est tenu de la rendre ; il y a simple dépôt, la lettre lui est remise pour être lue et non pour être conservée. Dans la pratique, cette clause rencontre une difficulté provenant de ce qu'il ne sera pas possible d'obliger directement le dépositaire à exécuter son obligation de détruire ou de rendre, *Nemo ad factum cogi potest* ; elle ne sera pas cependant dépourvue de toute sanction : en cas d'abstention, le destinataire pourra être condamné à payer des dommages-intérêts.

113. — D'autres restrictions, moins grandes, mais plus fréquentes, proviennent du caractère confidentiel de la correspondance. Leur étude nécessite un examen approfondi. Nous verrons en premier lieu à quoi on reconnaît une lettre confidentielle ; on examinera ensuite quels droits on peut avoir sur elle.

§ 1. — Qu'est-ce qu'une lettre confidentielle ?

114. — On peut définir la lettre confidentielle en disant que c'est celle qui porte, par le fait de son auteur, la condition pour le destinataire de n'en divulguer le contenu à qui que ce soit et de quelque manière que ce soit. Cette condition est expresse ou tacite.

Elle est expresse quand l'auteur dit expressément dans son message qu'il exige que le destinataire garde pour lui

seul le secret qui lui est confié. On encore, et c'est un cas assez fréquent dans les relations d'affaires, on a écrit en haut du feuillet de papier le mot « confidentiel » ou celui de « personnel ».

Mais, la plupart du temps, cette condition n'est pas formellement exprimée. Sur quels indices s'appuiera-t-on alors, pour décider qu'un tel pli renferme une confidence, que tel autre n'en renferme pas ?

115. — On a dit quelquefois qu'en principe, toute lettre est confidentielle ; il faudrait alors, pour qu'elle ne le fût pas, qu'il résulte nettement de son contenu que l'auteur a bien voulu qu'elle soit communiquée à n'importe qui. Pour les partisans de ce système, la confidence serait la règle, la non-confidence l'exception ; la question que nous posons serait alors retournée, il faudrait rechercher à quels signes on reconnaît qu'un message n'est pas confidentiel. Un éminent auteur va même plus loin et déclare qu'il appelle lettre confidentielle, « toute lettre qui n'a pas été écrite dans l'intention de créer un titre au profit du destinataire contre l'expéditeur » (1).

C'est évidemment exagéré ; une lettre banale de convenances ou de renseignements sans importance n'a pas pour but de créer un titre et n'est pourtant pas confidentielle.

Mais pourquoi vouloir établir une sorte de présomption de confidence ? Le destinataire, nous l'avons vu, devient

(1) Labbé, note sous Bruxelles, 28 avril 1875, S. 77.2.161.

propriétaire, pourquoi lui attribuer une propriété restreinte ? La propriété, en principe, doit être absolue et les dérogations à ce droit absolu doivent être interprétées restrictivement ; il faut donc admettre que l'intention de l'auteur de rendre la lettre confidentielle, ne peut pas se présumer. Et nous dirons, en retournant la formule de tout à l'heure, que c'est la non-confiance qui doit être la règle et la confiance l'exception ; il faudra alors rechercher comment on peut reconnaître ce caractère confidentiel.

116. — La question ne laisse pas d'être délicate ; aucun critérium certain ne peut être établi. La difficulté provient de ce qu'il s'agit d'une question d'intention chez l'auteur ; or, comment connaître exactement son état d'esprit au moment où il a rédigé sa lettre. Une confiance est chose essentiellement relative : telle personne attachera une grande importance à une nouvelle qu'elle entourera de réticences et de mystère, alors que telle autre n'y verra qu'une communication banale de nature à pouvoir être divulguée sans inconvénients. La pensée humaine est insaisissable lorsqu'elle n'est pas extériorisée ; de quelle manière pourrions-nous connaître l'opinion d'une personne sur la lettre qu'elle vient d'écrire ?

Une confiance est encore relative à un autre point de vue, qui est celui du temps : un événement peut devoir être tenu secret aujourd'hui, alors que sa divulgation quelques années plus tard ne pourra nuire à personne. On a, par exemple, décidé avec raison qu'une lettre mis-

sive confidentielle à l'origine, perd ce caractère quand, ayant fait partie du dossier d'une procédure criminelle suivie contre un tiers, elle a été lue, sténographiée, discutée devant la Cour et publiée dans les journaux (1).

117. — On voit, par ce qui précède, qu'il est impossible de fixer *a priori* à quels caractères on reconnaît une confidence. C'est là une question de pur fait abandonnée à la souveraine appréciation des juges (2). Pour la résoudre, ils devront surtout s'attacher à la nature de la lettre et se demander quelle devait être sur elle l'opinion d'une personne de caractère normal ; il leur faudra cependant tenir compte des renseignements qui pourront leur être fournis sur les idées de l'auteur, puisqu'il s'agit, en fin de compte, d'interpréter sa volonté. « S'agit-il d'un épanchement de l'amitié, dit un auteur en d'excellents termes, d'une causerie à voix basse, d'une pensée qu'on dit à un autre soi-même et qui n'aurait jamais été dite devant un tiers ? Voilà la confidence qui doit rester éternellement secrète ; mais s'agit-il au contraire de traiter une affaire publique ou privée, de lier des relations de convenance, d'amitié ordinaire ; s'agit-il enfin d'échanger ces observations générales sur la société et les hommes, où le penseur, où l'homme d'esprit aiment à se donner carrière, à formuler pour un cercle plus ou moins étendu, des jugements qui, par une visée secrète, s'adressent au public et en même

(1) Cass. civ., 19 juin 1895, S. 95.1.325.

(2) En ce sens : Cass. req., 20 octobre 1908, S. 1909.1.253.

temps à la postérité ? Il y a là une œuvre littéraire qui peut utilement tomber dans le domaine public (1). »

Notons que, puisqu'il s'agit d'un point de fait, la décision d'un tribunal, reconnaissant qu'une correspondance est confidentielle, ne pourra faire l'objet d'un pourvoi en cassation (2).

118. — Bien qu'il soit impossible de déterminer rigoureusement à quoi l'on reconnaît ce caractère confidentiel, il n'est pas sans intérêt d'examiner à ce point de vue certaines espèces de correspondances qui se présentent très fréquemment.

Les lettres échangées entre commerçants pour les besoins de leur commerce sont presque toujours des lettres d'affaires. La loi les oblige à copier celles qu'ils envoient et à conserver en liasse celles qui leur sont adressées ; elles sont exposées au regard des employés et l'auteur de la lettre le sait, aussi, la correspondance commerciale ne sera presque jamais confidentielle. Il n'en est pas de même des lettres d'amitié que des commerçants peuvent s'écrire, mais il s'agit alors de lettres privées, identiques en tous points à celles des non-commerçants, l'article 8 du Code de commerce ne leur est pas applicable, et il faudra examiner la nature de chacune d'elles.

A l'inverse des lettres commerciales, la correspondance échangée entre les membres d'une même famille est pres-

(1) Vanier, *Revue pratique*, t. XXI, p. 93.

(2) En ce sens : Cass. req., 5 décembre 1881, S. 83.1.457. — V. Rapport du conseiller Féraud-Giraud.

que toujours confidentielle. On a dit que c'était là le sanctuaire de tous les chagrins et de confidences souvent forcées. Aussi ces lettres sont destinées à rester secrètes. Mais de ce que les parents échangent souvent des confidences par écrit, on ne peut conclure qu'il en soit toujours ainsi ; ils peuvent aussi traiter une affaire par correspondance et leurs lettres n'ont alors plus rien de secret.

119. — On conçoit facilement qu'en cette matière la jurisprudence ait joué un rôle prépondérant. Après avoir admis autrefois la théorie trop absolue suivant laquelle toute lettre est confidentielle, elle reconnaît maintenant que le caractère secret résulte de considérations de fait, telles que l'intention formulée ou supposée de l'auteur, les termes de la lettre, la nature de la communication, etc. « Pour décider si une lettre missive est ou non confidentielle, dit la Cour de Rennes, il faut rechercher si ce caractère ressort de ses termes, de l'intention de son auteur, du but qu'il s'est proposé et aussi de la qualité du destinataire (1). »

Elle a considéré avec raison comme confidentielles les lettres échangées entre les avocats et les avoués et leurs clients à l'occasion des procès (2), ou encore les lettres d'un malade à son médecin à propos d'une maladie ; de même doivent rester secrètes les lettres donnant des renseignements sur une tierce personne, surtout si ces renseignements sont défavorables. Sont nécessairement con-

(1) Rennes, 24 février 1894, *Gaz. Pal.*, 29 juin 1894.

(2) Trib. Quimper, 16 juillet 1902, D. 1904.2.223.

fidencielles, quel que soit leur contenu, les lettres échangées entre fonctionnaires de l'ordre administratif ou judiciaire, ou entre autorités militaires, lorsqu'elles sont relatives aux actes de la fonction (1) ; une circulaire du ministre de l'intérieur du 18 février 1816 est formelle en ce sens lorsqu'il s'agit de la correspondance échangée entre les ministres et les préfets ; cette liste, bien entendu, n'est nullement limitative ; ce ne sont là que des exemples, on pourrait les multiplier.

En sens contraire, il a été plusieurs fois jugé qu'une lettre anonyme ne pouvait jamais être confidentielle (2).

120. — Un arrêt de la Cour de Rouen du 18 juin 1881 a décidé que, lorsque des renseignements ont été donnés par des lettres que leur auteur a expressément déclarées confidentielles, les juges du fond avaient, malgré cela, le pouvoir d'examiner la nature de ces écrits et de les déclarer non-confidentiels (3). Cette décision nous paraît singulière : sans doute, un tribunal peut examiner le caractère d'une lettre à ce point de vue, mais seulement quand ce caractère prétendu secret est douteux ; il recherchera alors la volonté présumée de l'auteur. Au contraire, lorsque cet

(1) Mais une lettre échangée entre deux fonctionnaires, lorsqu'elle ne constitue pas une correspondance de service, présente le caractère d'une lettre missive ordinaire et ne doit pas nécessairement être considérée comme confidentielle., V. en ce sens : Cass. civ., 28 mai 1900, D. 1901.1.471.

(2) V. notamment : Trib. Lyon, 29 octobre 1901, D. 1902.2.465 et la note de M. Legris ; Trib. paix Péronne, 11 avril et 13 mai 1908, *Déc. J. paix*, 1909, 201 avec note.

(3) Rouen, 18 juin 1881, S. 83.1.457.

auteur a estimé que sa lettre était confidentielle et l'a dit formellement, sa volonté, qui était souveraine sur ce point, doit être respectée ; il n'y a pas à aller au delà. Cet arrêt qui s'explique, étant donné l'espèce en cause, par des raisons de moralité des plus louables, peut difficilement être justifié en droit.

121. — C'est seulement, selon nous, quand la volonté de l'expéditeur est douteuse que les tribunaux seront appelés à déclarer si une lettre est confidentielle ou ne l'est pas. Cette procédure de vérification soulève des difficultés, un conflit s'élève : d'une part on a le principe de la publicité des débats, et d'autre part une lettre confidentielle ne doit être connue que du destinataire, elle ne doit donc pas être lue à l'audience.

Pour concilier ces deux idées, plusieurs systèmes ont été proposés.

1^o Selon la Cour de Rennes, un débat non contradictoire et public a lieu où les parties exposent leur situation respective, sans lire aucune des lettres litigieuses ; on ne parle qu'en termes généraux de l'importance du secret à garder et du danger de la divulgation, Puis le Tribunal, à huis clos, *hors la présence des parties*, examine les lettres en la chambre du conseil, et juge quelles sont celles qui lui paraissent confidentielles (1).

Mais une pareille procédure est irrégulière ; il ne suffit

(1) Rennes, 10 juillet 1880, S. 81.1.193. V. note de M. Labbé.
— Cpr. Orléans, 29 juillet 1896, S. 96.2.248.

pas, comme semble le dire la chambre des requêtes (1), qu'un débat public et contradictoire ait rendu nécessaire cette vérification personnelle. Sans doute, les juges peuvent examiner l'objet litigieux, mais celui-ci ne saurait être soustrait à la connaissance d'une des parties. Comme le remarque très justement M. Labbé, quand un tribunal croit devoir se rendre sur les lieux auxquels la contestation se réfère, les parties doivent être averties et peuvent être présentes ; une visite non contradictoire est nulle ; et cependant, c'est bien un débat public et contradictoire qui l'a ordonné. Par analogie, on peut dire qu'un examen clandestin des lettres par le tribunal serait irrégulier, parce qu'il est de l'essence même de notre procédure civile d'être contradictoire.

2° La Cour de Toulouse a imaginé un procédé qui échappe à cette critique. Selon elle, le tribunal doit prendre connaissance en chambre du conseil du contenu des lettres ; mais les parties sont autorisées à lever copie de ces lettres au greffe (2).

De cette façon, la procédure est contradictoire ; ce système est donc meilleur que le précédent, mais il sauvegarde mal le secret de la correspondance : toutes les personnes auxquelles le teneur de la lettre peut nuire ou profiter ont pu en prendre connaissance ; elles interviendront au procès au besoin, si elles n'étaient pas déjà parties à l'instance.

(1) Cass. req., 9 février 1881, S. 81.1.495.

(2) Toulouse, 6 juillet 1880, S. 81.2.415.

3° Enfin un auteur a indiqué un moyen de vérification emprunté aux formes tracées par les articles 93 et suivants du Code de procédure civile pour les instructions par écrit (1). Toutes les fois qu'il s'agira de savoir si une lettre est confidentielle ou non, le tribunal ordonnera la remise de cette pièce, et décidera qu'il sera délibéré au rapport d'un de ses membres, lequel devra se borner à indiquer les caractères de la lettre, sans en faire connaître le texte ; et c'est sur ce rapport que le tribunal statuera.

Cette manière de procéder présente l'avantage d'éviter la divulgation du contenu de la lettre ; d'autre part, on ne saurait lui reprocher d'être irrégulière, puisqu'il s'agit d'une procédure expressément prévue par la loi. Un arrêt de la Cour de Paris du 12 avril 1894 a fait application de ce système (2).

§ 2. — Conséquences du caractère confidentiel.

122. — Le caractère confidentiel provient de la volonté de l'auteur ; c'est lui qui a créé la lettre ; tant qu'elle était entre ses mains, il avait sur elle des droits absolus ; ces droits, il a pu les transmettre à un tiers dans la mesure qui lui a plu.

On a vu qu'il intervenait un contrat entre l'auteur et le destinataire, et nous avons déterminé la nature de ce contrat : c'est une donation manuelle. Eh bien, comme tout

(1) Valéry, *Des contrats par correspondance*, p. 315.

(2) Paris, 12 avril 1894, *Gaz. Pal.*, 24 avril 1894.

donateur, l'expéditeur a pu apposer des modalités à son envoi ; le destinataire, en acceptant la lettre a adhéré aux propositions de l'auteur, il est donc obligé de les respecter. Il s'agit, en somme, d'un pacte adjoint à un don manuel ; on en avait nié autrefois la validité, mais la doctrine moderne a abandonné cette opinion et une jurisprudence constante valide maintenant ces pactes accessoires ; elle doit les valider, qu'il s'agisse de la donation d'une lettre missive ou de celle de tout autre objet matériel.

Il y a convention tacitement ou expressément intervenue entre l'auteur et le destinataire ; le premier, en confiant sa pensée secrète au second a mis une condition à sa communication : c'est que ce dernier garderait pour lui seul la confiance qu'on lui a dévoilée.

123. — On a dit fréquemment, en termes plus généraux, mais plus vagues, que la restriction apportée aux droits du destinataire prend sa source dans la morale et les nécessités sociales, que ce principe n'est écrit nulle part, mais que la jurisprudence l'a consacré, parce qu'il résulte de l'esprit de l'ensemble de notre législation. Une telle explication est par trop imprécise, retenons-en cependant qu'elle montre que la convention par laquelle l'auteur impose au destinataire le secret n'est ni immorale, ni illicite, et ne saurait par conséquent tomber sous le coup de l'article 900 du Code civil. Mais à cette vague justification, nous préférons l'idée de convention intervenue entre les parties, qui explique parfaitement les droits de l'auteur et du destinataire d'une lettre confidentielle.

124. — Le destinataire d'abord, est propriétaire de la lettre, il pourra la lire, la conserver, la détruire, mais son droit subit une restriction résultant de la condition qu'il a acceptée : cette lettre, il devra la conserver pour lui seul et ne la montrer à personne autre. Qu'on ne vienne pas dire, comme on l'a fait parfois, que la propriété étant un droit absolu, le destinataire n'est pas propriétaire dans ce cas et qu'il a seulement un droit *sui generis*. Quelle serait la nature de ce droit ? On ne nous l'indique pas. C'est bien un droit de propriété, mais le destinataire n'est titulaire de ce droit que dans la mesure où il lui a été transmis. Pour lui, comme pour beaucoup de donataires, le droit de propriété qu'il a sur la chose donnée n'est pas absolu, mais c'est, malgré cela, un droit de propriété. Qui s'aviserait de dire, toutes proportions gardées, que l'Institut n'est pas propriétaire des collections du Musée Condé, sous le prétexte que le duc d'Aumale les a léguées sous la condition qu'elles demeureraient à Chantilly ? De même, le destinataire d'un message confidentiel, est propriétaire de ce message, mais il devra le garder pour lui seul, parce que les idées qui y sont exprimées doivent demeurer secrètes.

En somme, le caractère confidentiel d'une lettre a uniquement pour effet d'apporter quelques entraves au droit du destinataire. Celui-ci, tout en conservant théoriquement la propriété matérielle de la lettre, ne doit pas en faire un usage qui aurait pour conséquence une divulgation qu'il s'est interdit de faire (1).

(1) En ce sens : Caen, 7 février 1898, D. 99.2.2.

125. — Le destinataire n'est pas dépositaire, puisqu'il n'est pas tenu de restituer et que l'obligation de rendre est de l'essence même du dépôt.

126. — Il n'y a pas davantage propriété commune du manuscrit entre les deux correspondants. Les auteurs et les arrêts qui admettent ce système font évidemment une confusion entre l'élément intellectuel qui est la pensée intime et l'élément matériel qui est le manuscrit. La circonstance que la lettre est confidentielle ne fait conserver aucun droit de propriété à l'auteur ; elle lui permet seulement d'exiger que la condition qu'il a mise au transfert *animo donandi* soit respectée. Nous allons voir maintenant les moyens dont il dispose pour cela, ils forment la sanction de l'obligation du destinataire.

127. — L'auteur pourra : 1° demander des dommages-intérêts ; 2° faire révoquer la donation de la lettre pour inexécution de la condition.

128. — Il pourra, en premier lieu, demander des dommages-intérêts, et il s'appuiera pour cela sur l'article 1145 du Code civil. En effet, puisque nous avons admis qu'il y avait convention expresse ou tacite entre les parties, le destinataire est directement obligé envers l'expéditeur, et s'il n'exécute pas son obligation, c'est en vertu de l'article 1145 et non de l'article 1382 qu'il devra des dommages-intérêts. Il suffira à l'auteur de prouver que la lettre a été divulguée pour établir du même coup la faute du destinataire.

Un auteur s'est demandé s'il pourrait être interdit au

destinataire de donner communication de la lettre à des tiers (1). Il considère que les tribunaux ne devraient pas hésiter à formuler une pareille injonction, mais il constate qu'aucune décision judiciaire ne l'a fait, sans doute, dit-il, parce que cette défense « aurait peu d'efficacité, le détenteur n'ayant que trop de facilités pour l'éluder. » Nous ne voyons pas très bien quelle serait l'utilité d'un pareil jugement ; il aurait pour but de défendre au destinataire de divulguer la lettre, mais celle-ci étant confidentielle, par définition l'auteur sait qu'elle doit demeurer secrète. D'autre part, il s'agit là d'un fait volontaire, d'une abstention ; or, la volonté de l'homme étant incoercible, la seule mesure qui puisse sanctionner une telle obligation est l'attribution de dommages-intérêts, en vertu de l'article 1145. Sans doute, il arrive parfois qu'on peut obtenir l'exécution directe d'une obligation de ne pas faire ; si quelqu'un, par exemple, s'engage à ne pas construire un mur sur un terrain et qu'il contrevienne à cette obligation, le mur sera démoli. Mais faire connaître le contenu d'une lettre est un fait à peu près instantané ; quand l'auteur en sera avisé, tout le mal sera fait, il n'y aura plus à y revenir.

Personne n'a jamais contesté que le destinataire d'une lettre confidentielle doive des dommages-intérêts à l'auteur, en cas de divulgation du secret qu'elle renferme ; les divergences ne portent que sur le point de savoir sur quel texte ils seront fondés ; les auteurs qui pensent avec nous

(1) Appert, note dans S. 99.4.9.

qu'il y a contrat entre les parties invoquent l'article 1145, tandis que ceux qui font dériver l'obligation du destinataire d'une raison de haute moralité, disent qu'il y a faute et appliquent l'article 1382.

129. — Il est, à notre avis, une seconde sanction soumise au choix de l'auteur.

Celui-ci est un donateur, mais il a mis une condition à sa donation ; dès lors, si le donataire passe outre et ne tient pas compte de cette condition, on pourra, il nous semble, appliquer l'article 953 du Code civil et demander aux tribunaux de révoquer la donation (1).

La raison qui fait qu'on passe d'ordinaire ce moyen sous silence est sans doute qu'on estime qu'une lettre est un objet de trop peu de valeur pour invoquer une telle sanction ; on a coutume de la voir employée seulement lorsqu'il s'agit d'une donation importante. Notre système paraît cependant juridique ; puisqu'il y a don manuel, il faut accepter toutes les conséquences de ce contrat ; peu importe la valeur de l'objet litigieux, il s'agit d'une question de principe. D'ailleurs, à défaut d'intérêt matériel, il peut y avoir un très grand intérêt moral pour l'auteur à ce que la lettre demeure secrète, ou, si elle a été divulguée, à ce qu'elle ne le soit plus dans l'avenir ; s'il avait été mis en présence de cette alternative : donner la lettre sans condition ou ne pas la donner, il aurait, dans presque tous les cas, choisi ce dernier parti. Eh bien, s'il a eu

(1) Cpr. Trib. Tulle, 15 juillet 1893, *Gaz. Trib.*, 21-22 août 1893, p. 842.

confiance dans le destinataire et que cette confiance ait été mal placée, on ne voit pas pour quelle raison, étant donné l'article 953, le destinataire ne pourrait pas être condamné à rendre la lettre, et encore sous réserves de dommages-intérêts, si la publication a causé un préjudice. En somme, nous donnons à l'auteur l'action en révocation parce qu'elle est juste et qu'aucun principe ne s'y oppose.

Il y a bien une difficulté ; elle provient de ce fait que si le possesseur de la lettre ne veut pas la restituer, on ne pourra pas l'y contraindre directement. Mais il ne faut pas pour cela rejeter la révocation : tel possesseur récalcitrant pourra fort bien s'adoucir devant un jugement prononçant une astreinte importante par jour de retard.

130. — Nous concluons donc que l'auteur pourra demander d'abord des dommages-intérêts, en second lieu la révocation, et même l'une et l'autre de ces deux mesures dans certains cas ; mais il pourra se plaindre seulement quand le destinataire aura divulgué le secret de la lettre confidentielle.

131. — Il ne faut pas s'exagérer les conséquences de ce caractère confidentiel : le destinataire ne commettra pas toujours et nécessairement une violation du secret en communiquant la lettre à un tiers ; la communication faite à un intime auquel l'auteur lui-même aurait révélé la confidence n'est pas un acte illicite ; c'est au destinataire à apprécier avec prudence et sous sa responsabilité s'il dépasse ou non les droits qui lui ont été transmis par l'expéditeur.

132. — D'autre part, quand une lettre est en partie seulement confidentielle, le destinataire peut-il en divulguer l'autre partie ? Il faut distinguer selon que la condition de secret est tacite ou expresse. Si elle est tacite, elle résulte de la nature de la lettre, et il n'y a que la partie confidentielle par sa nature qui devra être cachée ; il en est de même pour le cas où l'auteur, après avoir exprimé une idée, indique son désir qu'elle ne soit pas divulguée. Au contraire, si la missive porte le mot « confidentiel » écrit en travers comme il arrive souvent, le caractère confidentiel domine la lettre tout entière. Quoi qu'il en soit, le contenu d'une lettre n'est pas généralement indivisible, et de ce qu'une partie est confidentielle, il ne résulte pas nécessairement que tout le reste doive demeurer secret.

133. — Enfin, nous savons qu'il est une catégorie de lettres qui ne sont jamais confidentielles, quel que soit leur contenu, et alors même que leur auteur l'aurait exigé de la façon la plus formelle : ce sont les lettres anonymes. On ne peut pas considérer que le destinataire d'un tel message s'est engagé envers l'auteur à respecter le secret de la communication, puisque celui-ci n'est pas connu ; le contrat n'a pas pu se former entre eux, et le destinataire pourra communiquer la lettre à qui bon lui semblera (1). La doctrine et la jurisprudence sont d'accord sur ce point. Les auteurs qui repoussent l'idée de convention intervenue entre les deux correspondants font observer que l'auteur

(1) En ce sens : Trib. Lyon, 29 octobre 1901, précité.

de la lettre anonyme qui n'a pas hésité à recourir à un procédé réprouvé par la conscience publique, serait mal venu à se prévaloir du principe de haute morale qui s'oppose à la divulgation du secret des lettres confidentielles ; il y a opposition complète entre la franchise que laisse supposer toute confiance et la dissimulation révélée par l'anonymat.

134. — Nous verrons que le caractère confidentiel n'empêche pas toujours la production d'une lettre en justice. Ce sujet qui devrait logiquement être examiné à cette place, sera traité dans la troisième partie de cette étude, en raison des développements qu'il comporte et de sa connexité avec les preuves.

CHAPITRE IV

DES DROITS DES HÉRITIERS ET DES CRÉANCIERS DU PROPRIÉTAIRE.

SOMMAIRE. — *Section I. Droits des héritiers.* — 135. Les héritiers du destinataire recueillent sa correspondance ordinaire, sauf volonté contraire de l'auteur. — 136. Lettres confidentielles. — 137-138. Examen critique d'un système proposé. — 139. Les héritiers recueillent sous condition la correspondance confidentielle. — 140. Solution de l'Instruction générale des Postes. — 141-142. Partage de la correspondance entre cohéritiers. — 143. Concours entre héritiers et légataires. — *Section II. Droits des créanciers.* — 144. Position de la question. — 145. Insaisissabilité des lettres confidentielles. — 146. Saisissabilité des lettres non confidentielles. — 147. Collection d'autographes.

SECTION I. — Droits des héritiers.

135. — Les héritiers sont les continuateurs de la personne du défunt ; ils recueillent en principe tous ses biens ; pour qu'une chose appartenant au *de cujus* ne passe pas à ses héritiers, il faut que la loi ou la volonté des parties l'ait rendue intransmissible. Or nous avons établi que le destinataire est propriétaire des lettres qui lui ont été adressées, elles deviennent partie intégrante de son patrimoine, et comme notre droit n'a pas prévu pour elles un mode particulier de dévolution, ce sont ses héritiers qui recueilleront sa correspondance.

A moins toutefois qu'une convention en ait décidé autrement, car le propriétaire ne transmet pas plus de droits qu'il n'en avait lui-même. C'est ainsi que, si certaines restrictions avaient été mises par l'auteur à la transmission de sa lettre, ces restrictions seront opposables aux successeurs du destinataire. Le signataire peut avoir stipulé formellement que la lettre devrait lui être restituée ou être détruite après lecture, ou encore lui faire retour après le décès de son correspondant : or, nous savons que, dans ces cas, le destinataire n'est pas propriétaire, il est simplement dépositaire, et si à son décès on retrouve de telles lettres dans ses papiers, l'auteur ou ses représentants pourront les revendiquer ; il est hors de doute que les héritiers du destinataire n'ont aucun droit sur elles.

136. — La question est plus délicate lorsqu'il s'agit de lettres confidentielles. Les héritiers du destinataire en sont-ils saisis comme des autres biens de la succession, ou bien au contraire ces lettres devront-elles être rendues à leur auteur ? La question est controversée.

137. — Les partisans de ce dernier système raisonnent ainsi : la lettre confidentielle renferme une confidence et d'ordinaire une confidence est verbale, elle s'adresse à une personne déterminée et à elle seule ; elle n'emprunte le secours de l'écriture que dans le cas où, à raison de la distance qui sépare deux personnes, elle ne peut être communiquée de vive voix ; mais c'est toujours une confidence qui doit rester secrète et qui ne peut s'étendre à autrui, qu'avec le consentement de celui qui l'a faite.

« Soit qu'elle se produise par la parole, soit qu'elle se manifeste par l'écriture, dit la Cour de Rennes, elle doit, dans sa plus haute rigueur, se dégager du signe matériel qui la révèle et se dépouiller en quelque sorte de la forme extérieure qui l'enveloppe dès là que, sortie des intimes replis de la conscience de son auteur, elle a fait impression sur la conscience du destinataire (1). » Et la Cour ajoute « que ce but essentiel de la confiance une fois atteint, l'écriture qui l'a transmise s'efface, comme la parole qui l'a communiquée s'évanouit, la confiance seule devant désormais survivre dans l'esprit de celui qui l'a faite et dans l'esprit de celui qui l'a reçue. » La lettre confidentielle, dit-on, ne peut être légitimement connue que du destinataire, il a le devoir de la détruire, et s'il ne l'a pas fait, elle doit être remise après sa mort à son auteur, conformément à l'intention des parties, puisque cette remise est la seule façon d'observer la condition du secret. On fait d'ailleurs observer que la propriété d'une telle correspondance est une propriété *sui generis*, à laquelle on ne saurait appliquer les règles ordinaires.

138. — Nous repoussons cette doctrine. Les principes généraux des successions exigent que tous les biens du *de cuius* soient transmis à ses héritiers, or une lettre confidentielle est un objet mobilier sur lequel le destinataire a un véritable droit qui n'est pas un droit *sui generis*, c'est bien un droit de propriété, mais de propriété restreinte, et

(1) Rennes, 10 juillet 1880, S. 81.4.193.

c'est ce droit, tel qu'il existe dans son patrimoine, que le *de cujus* transmettra à ses héritiers, conformément à l'article 724 du Code civil. On ne peut donc tirer argument d'un prétendu droit *sui generis*.

Allons plus loin : est-ce que vraiment l'auteur, en écrivant la lettre, a eu l'intention qu'elle lui fût retournée ? Je ne le crois pas ; une pareille présomption ne doit pas être admise, on devrait plutôt présumer le contraire : l'auteur, quand il a expédié sa lettre, savait que le destinataire mourrait un jour et il savait aussi (ou du moins il devait savoir, car nul n'est censé ignorer la loi) que tous ses biens seraient transmis à ses héritiers ; dès lors, s'il avait voulu que ses lettres lui fussent retournées, il n'avait qu'à le dire ; s'il ne l'a pas fait, c'est qu'il n'a pas vu d'inconvénient dans la transmission héréditaire.

Il convient donc de repousser ce système parce qu'il va à l'encontre des principes dominants de notre régime successoral et aussi parce qu'il donne de la volonté de l'auteur une interprétation que rien ne justifie.

139. — Nous concluons que toutes les lettres, même celles qui sont confidentielles, sont transmissibles aux héritiers du destinataire. Seulement, il ne faut pas oublier que ceux-ci ont des droits identiquement semblables à ceux du *de cujus* dont ils continuent la personne ; ils n'en ont pas moins, mais ils n'en ont pas non plus davantage. La lettre qui était confidentielle entre les mains du destinataire demeurera telle entre celles de ses héritiers, et ceux-ci ne devront pas divulguer le secret qu'elle contient,

sous peine de s'exposer aux mesures qui sanctionnaient l'obligation du défunt. Cette obligation amoindrit considérablement les inconvénients que la transmission pourrait présenter.

140. — Le principe de la transmission a été adopté par l'administration des postes qui décide, dans l'article 808 de l'Instruction générale de 1899, que tous les objets de correspondance, même chargés ou recommandés, adressés à une prsonne décédée, seront remis à ses héritiers ou ayants droit après justification de leur qualité.

141. — Après avoir établi le principe, il convient de rechercher comment s'opérera le partage des lettres en cas de pluralité d'héritiers.

Ecartons d'abord le cas où le *de cujus* a légué par son testament, sa correspondance à un tiers ; il en avait parfaitement le droit puisque les lettres étaient sa propriété (1). On peut même remarquer que ce legs n'entamera jamais la réserve, attendu que les lettres n'ont pas de valeur vénale. Nous estimons cependant qu'il ne pourrait pas le faire pour une correspondance confidentielle ; en effet, l'auteur a voulu qu'elle ne fût connue que du destinataire, nous avons ajouté : et de ses héritiers, parce que ceux-ci sont les continuateurs de la personne du défunt, mais les légataires particuliers n'ont pas cette qualité ; s'ils sont mis en possession des lettres confidentielles, ils vont connaître le secret, ce qui est contraire à la volonté de l'au-

(1) En ce sens : Bordeaux, 29 mars 1887, D. 88.2.261.

teur ; le destinataire ne peut donc pas léguer de telles lettres, pas plus qu'il ne pouvait les aliéner entre vifs sans outrepasser son droit.

Ecartons également le cas où le *de cujus* a manifesté le désir que sa correspondance fût remise à l'un de ses héritiers de préférence aux autres, ou fût répartie entre eux d'une manière qu'il a déterminée. Sa volonté sur ce point devra être respectée ; elle suppléera utilement au mutisme de la loi.

Il faut enfin mettre de côté l'hypothèse où les héritiers sont d'accord ; ils peuvent valablement faire entre eux un arrangement amiable.

142. — Reste donc le cas où plusieurs cohéritiers se disputent la propriété de lettres missives laissées par le défunt et sur lesquelles celui-ci n'a pas statué. Plusieurs solutions de cette question ont été proposées.

Dans notre ancien droit, les papiers domestiques, les lettres, les armes, les portraits de famille devaient être attribués, à moins que le défunt ait exprimé une volonté contraire, à l'aîné en ligne directe, gardien des traditions de la famille, ou au plus proche parent en ligne collatérale, même en cas de renonciation de leur part à la succession. Il est évident qu'on ne saurait admettre de nos jours un système de dévolution qui est en contradiction avec le fondement même du droit successoral moderne.

Faut-il avoir recours à une licitation ordinaire, et remettre à chaque héritier une part en argent représentant la part en nature des lettres qu'on n'a pas pu répartir à

l'amiable ? Nous ne le pensons pas ; les lettres n'ont pas de valeur vénale, elles doivent tout leur intérêt à ce fait que ce sont des souvenirs de famille.

Convienndrait-il alors d'écarter les tiers de la licitation et de ne permettre qu'aux héritiers de se porter enchérisseurs ? Nous ne le croyons pas davantage ; comme l'a fort bien fait observer Demolombe, « même circonscrit entre les cohéritiers, ce procédé d'enchères ne va pas sans léser de légitimes susceptibilités et de délicates convenances(1) ».

Plusieurs auteurs ont proposé d'appliquer l'article 842 du Code civil, aux termes duquel « les titres communs à toute l'hérédité sont remis à celui que tous les héritiers ont choisi pour en être le dépositaire, à la charge d'en aider les copartageants à toute réquisition ». Mais les titres dont parle ce texte, ce sont les titres instrumentaires, il n'y a qu'à lire les premiers paragraphes de l'article 842 pour s'en convaincre, de simples lettres missives ne sont pas des titres communs à toute l'hérédité.

Les lettres étant des biens mobiliers, il nous semble que le plus simple serait d'appliquer les règles qui régissent le partage des successions mobilières. Puisque tous les héritiers ont sur la correspondance des droits égaux, pourquoi ne pas en former des lots, qui seraient tirés au sort conformément à l'article 834 ? Ainsi chacun aurait une part des lettres du défunt. On pourrait en outre, et par analogie de l'article 842, stipuler que chaque copartageant

(1) Demolombe, *Traité des successions*, t. III, n° 701.

devrait les communiquer à son copartageant à toute réquisition. Cette solution nous paraît à la fois juridique et équitable.

Les tribunaux ont d'ailleurs en cette matière un très large pouvoir d'appréciation, et si dans la correspondance se trouvent des lettres qui intéressent surtout l'un des cohéritiers, ils peuvent les lui attribuer à lui seul, de préférence aux autres (1).

143. — Nous n'avons examiné jusqu'ici que l'hypothèse où les personnes concourant au partage sont des héritiers. Mais il peut y avoir concours entre héritiers et légataires. Si un réservataire vient au partage avec un légataire universel, le premier seul est continuateur de la personne du défunt, c'est donc lui qui, à l'exclusion du légataire, devra avoir la possession des lettres adressées au *de cuius*, à moins que celui-ci n'en ait décidé autrement (2). Si le concours se produit entre légataires, le légataire universel succédant seul *in omnem personam defuncti*, aura seul le droit de revendiquer les lettres de la succession. Enfin, entre plusieurs légataires universels, on devra appliquer les règles que nous avons exposées pour les héritiers.

(1) En ce sens : Paris, 15 décembre 1875, *Gaz. Trib.*, 18 décembre 1875.

(2) En ce sens : Toulouse, 6 juillet 1880, S. 81.2.115.

SECTION II. — Droits des créanciers.

144. — Aux termes de l'article 2093 du Code civil, tous les biens du débiteur sont le gage de ses créanciers ; les lettres missives étant la propriété du destinataire, ses créanciers pourront-ils les saisir ?

Distinguons selon que la lettre est confidentielle ou qu'elle ne l'est pas.

145. — S'il s'agit d'une correspondance confidentielle, les créanciers du destinataire ne pourront pas la saisir pour la faire vendre et se faire payer sur son prix ; en effet, le destinataire lui-même n'a pas le droit de l'aliéner sans commettre une sorte d'abus de confiance que l'honneur réproouve et qui justifie l'allocation de dommages-intérêts à l'auteur ; dès lors, comment ses créanciers, agissant de son chef, prétendraient-ils faire ordonner par la justice ce que leur débiteur ne peut accomplir spontanément ?

Au point de vue strictement juridique, il s'est formé un contrat entre l'auteur et le destinataire d'une lettre confidentielle, et l'auteur, en transmettant sa missive *animo donandi*, l'a frappée d'inaliénabilité ; or, qui dit inaliénable dit insaisissable.

146. — On voit par ce raisonnement, qu'il s'applique aux lettres confidentielles et à elles seules ; s'il s'agit d'une correspondance non confidentielle, pourquoi refuser aux créanciers du destinataire le droit de la faire saisir ? Elle

peut avoir une valeur assez considérable comme autographe, et puisque le destinataire l'a reçue sans condition, puisqu'il pouvait l'aliéner sans outrepasser son droit, aucun principe ne s'oppose à ce que ses créanciers puissent exercer sur elle leur droit de gage. Qu'on ne dise pas que les lettres ont une valeur purement morale, un caractère tout personnel et tout intime entre les mains de celui à qui elles ont été adressées ; non, il s'agit, par hypothèse, de lettres qui ne présentent pas ces particularités ; dès qu'elles deviennent intimes et personnelles, elles sont du même coup confidentielles, et nous avons admis que la correspondance confidentielle était insaisissable quelle que fût sa valeur vénale. En droit comme en morale, les lettres non confidentielles peuvent donc être saisies par les créanciers du destinataire (1).

147. — Il va de soi que, si une personne est propriétaire de lettres qui ne lui ont pas été adressées, s'il s'agit d'une collection d'autographes, par exemple, ces lettres pourront être saisies. N'étant pas le destinataire, ni son représentant, le débiteur ne saurait alors se prévaloir d'une prétendue confiance qui ne s'adressait pas à lui et qu'il n'a pas qualité pour faire respecter. De telles lettres doivent être traitées comme des objets mobiliers quelconques et les créanciers du collectionneur pourront invoquer contre elles les articles 2092 et 2093 du Code civil.

(1) En ce sens : Angers, 4 février 1869, D. 69.2.139.

CHAPITRE V

DE QUELQUES CAS PARTICULIERS OÙ LE DESTINATAIRE NE DEVIENT PAS PROPRIÉTAIRE DE L'ÉLÉMENT MATÉRIEL.

SOMMAIRE. — 148. Existence d'hypothèses où c'est une autre personne que le destinataire qui devient propriétaire. — 149. Les lettres administratives adressées à un fonctionnaire sont la propriété de l'Etat. — 150. Sanction. — 151-152. Les lettres adressées à un employé à raison de son emploi sont la propriété du patron ; jurisprudence. — 153. Lettres personnelles adressées à un fonctionnaire ou à un employé. — 154. Correspondance d'affaires adressée à un ancien commerçant ou à un ancien officier ministériel ; jurisprudence. — 155. Détermination du caractère des lettres.

148. — Nous avons vu qu'en principe, le destinataire d'une lettre en devient propriétaire, et nous avons étudié les restrictions apportées à son droit par la volonté de l'auteur. Mais dans d'autres hypothèses, le caractère confidentiel n'est pas en jeu, l'expéditeur n'a rien stipulé d'une façon formelle au sujet de la propriété et cependant cette propriété n'est pas acquise par celui à qui la lettre est adressée ; c'est un autre que le destinataire qui en devient propriétaire.

149. — C'est ainsi que les lettres administratives, confidentielles ou non, adressées à des fonctionnaires à l'occasion d'un service public ne leur appartiennent pas. Cette

correspondance est la propriété de l'Etat, et le fonctionnaire qui l'a reçue, bien qu'il en soit destinataire, ne peut ni la détruire, ni la communiquer à des tiers ; il est même tenu, lorsqu'il cesse ses fonctions, de la représenter à qui de droit.

150. — S'il en avait disposé, nous ne croyons pas cependant, quoi qu'on en ait dit, qu'on puisse lui appliquer l'article 173 du Code pénal, lequel punit des travaux forcés à temps « tout juge, administrateur, fonctionnaire ou officier public qui aura détruit ou détourné les actes et titres dont il était dépositaire en cette qualité, ou qui lui auront été remis ou communiqués à raison de ses fonctions ». Pour que cet article soit applicable, il faut qu'il s'agisse d' « actes et titres » ; or, ces expressions ne comprennent pas les écrits qui ne font preuve d'aucun droit et qui ne forment pas titre, comme les simples lettres missives. Elles ne peuvent s'appliquer qu'à celles qui présentent, à raison de leur contenu, le caractère de titres ou d'actes proprement dits, c'est-à-dire qu'autant qu'on y trouve des constatations de nature à créer entre l'expéditeur et le destinataire un lien de droit dont elles deviennent l'instrument et la preuve. C'est dans ce cas seulement qu'un fonctionnaire indélicat est exposé aux rigueurs de l'article 173 (1).

La soustraction de lettres ordinaires tomberait seulement sous le coup de l'article 379 et encore à condition que l'appréhension frauduleuse soit établie.

(1) En ce sens : Paris, 13 décembre 1887, S. 89.2.81.

151. — Il est encore un cas où le destinataire n'acquiert pas la propriété de la correspondance qui lui est adressée ; c'est lorsqu'il est employé et que les lettres lui ont été écrites à raison de son emploi ; ces lettres appartiennent au patron qu'il représente. Il suffit d'examiner l'intention de l'auteur pour en être convaincu : qu'a-t-il voulu ? S'adresser à telle maison et non à M. X..., employé de cette maison et pris personnellement. Dès lors, peu importe que son nom soit écrit sur l'enveloppe, il n'est qu'un destinataire apparent, un des rouages de l'entreprise commerciale ; le destinataire réel, c'est le patron. On peut dire également qu'il a mandat et que le patron mandant acquiert la propriété de la correspondance par l'entremise de son employé mandataire.

Une solution contraire, outre qu'elle ne serait pas juridiquement exacte, aurait des conséquences pratiques des plus fâcheuses : un client d'une maison de commerce adresse une commande à un employé, mais celui-ci a quitté son emploi ; si la lettre lui appartient, il se gardera bien de la communiquer, et la commande ne sera jamais exécutée. Est-ce là ce qu'a voulu l'auteur quand il a rédigé la suscription de sa lettre ?

D'autre part, en conservant la correspondance reçue, le préposé pourrait, à l'expiration de son mandat, utiliser les renseignements qu'elle contient pour se livrer à une concurrence déloyale contre son ancien patron et lui faire un tort considérable en divulguant sa situation commerciale.

152. — La jurisprudence a décidé avec raison qu'un patron pouvait réclamer les lettres qu'il a lui-même adressées à son employé ; c'est conforme aux principes que nous venons d'exposer, et il y a sur ce point un argument de plus : le patron était mandant, et la correspondance avait pour but de donner des ordres et des instructions en vue de l'exécution du mandat ; or, si conformément à l'article 2004 du Code civil, ce mandat est révoqué, le mandataire sera contraint de restituer à son mandant tous les écrits desquels résulte la procuration ou qui ont trait à l'exécution du mandat, écrits dont le mandant n'a, à aucun moment, abandonné la propriété (1).

153. — En somme, toutes les fois que le destinataire est le préposé d'un tiers, la correspondance qu'il reçoit à l'occasion de ses fonctions devient propriété de ce tiers. Il en est autrement, bien entendu, des lettres personnelles et particulières : peu importerait qu'elles fussent adressées au lieu où le fonctionnaire ou l'employé accomplit son travail, peu importerait aussi qu'elles portassent le titre de ses fonctions ; ces lettres étant étrangères à l'emploi, le destinataire seul en est propriétaire. Ici le droit commun retrouve son application.

154. — Dans une autre série d'hypothèses, le destinataire n'est le préposé de personne, et cependant il ne devient pas propriétaire de certaines lettres qu'on lui

(1) En ce sens : Douai, 24 juin 1874, S. 75.2.95 ; Trib. com. Seine, 14 février 1900, *Le Droit*, 6 avril 1900 ; Paris, 20 novembre 1901, D. 1903.5.445.

adresse. C'est lorsqu'il s'agit d'un commerçant qui a vendu sa maison de commerce, d'un officier ministériel qui a cédé son étude. Dans ces cas, la cession du fonds ou de l'étude comprend en outre la cession de la clientèle et de la correspondance d'affaires, le vendeur a aliéné au profit de l'acquéreur les droits éventuels qu'il pouvait avoir sur elle, et la convention faisant la loi des parties, c'est ce dernier qui en sera seul propriétaire (1).

Par application de ce principe, la jurisprudence a décidé avec raison que, lorsqu'un commerçant était décédé, ses lettres commerciales devaient être remises à son successeur et non à ses héritiers (2).

155. — En cas de contestation sur le caractère des lettres, les juges du fait ont un pouvoir d'appréciation souverain pour décider quelle est leur nature, et ordonner par suite à qui elles doivent être remises (3).

(1) En ce sens : Paris, 23 novembre 1883, *La Loi*, 24 janvier 1884.

(2) En ce sens : Paris, 23 novembre 1883, précité.

(3) En ce sens : Cass. req., 22 mai 1889, S. 92.1.341.

TITRE II

ÉLÉMENT INTELLECTUEL

CHAPITRE PREMIER

DU PROPRIÉTAIRE DE L'ÉLÉMENT INTELLECTUEL.

SOMMAIRE. — 156-157. Une lettre missive fait naître des droits d'auteur. — 158-159. Exposé d'opinions diverses. — 160. L'élément intellectuel n'est pas indissolublement lié à l'élément corporel. — 161-162. Obstacle juridique à ce que le destinataire acquière la propriété littéraire par don manuel. — 163-168. — Examen critique de la jurisprudence. — 169. Conclusion.

156. — Certains auteurs, sans nier qu'une lettre missive soit une production de l'esprit, ont prétendu cependant que ce n'était pas un manuscrit ordinaire. La correspondance établit des rapports d'individu à individu, disent-ils, lorsque l'auteur écrit sa lettre, il ne songe nullement au profit qu'il pourra tirer plus tard des idées exprimées par lui sous l'impulsion d'un moment d'épanchement, et les partisans de ce système en concluent que des lettres missives ne créent pas de droits d'auteur.

On ne saurait accueillir cette opinion, car l'article 1^{er} de la loi des 19-24 juillet 1793 est formel : il y a propriété littéraire dès qu'un écrit quelconque a été créé, et cette propriété appartient au créateur tant qu'il ne l'a pas transmise à un tiers. Or, la lettre est un écrit, il en résulte cette conséquence que l'auteur a sur elle tous les droits qu'un écrivain peut avoir sur son œuvre et la question se ramène à rechercher si l'expédition de la lettre au destinataire constitue une cession de ces droits.

157. — Si cette cession existe, le destinataire aura tous les droits qui appartenaient à l'expéditeur, il pourra notamment réunir en un volume les lettres qu'une personne lui a adressées, les publier et percevoir sur la vente des bénéfices qu'il serait désormais impropre d'appeler droits d'auteur.

158. — Mais le fait d'avoir transféré *animo donandi* au destinataire la propriété de l'élément matériel entraîne-t-il cession de l'élément intellectuel ? On a prétendu qu'il s'agissait ici de trancher une question d'intention ; la tradition du manuscrit, dit-on, est un fait, ses conséquences dépendent uniquement de la volonté des parties. Voulant interpréter cette volonté, les uns ont admis que le destinataire devait être présumé cessionnaire des droits d'auteur. « En remettant cette lettre au messenger chargé de la porter à son adresse, dit M. Vanier, vous abandonnez tout droit sur elle, vous en faites l'objet d'une véritable donation. Et ce n'est pas seulement ce chiffon de papier qui porte votre écriture, comme le veulent si fièrement

Royer-Collard et de Vatimesnil, que vous avez donné. Vous avez plus fait, sous peine d'ôter au présent toute sa valeur, ces sentiments, ces pensées dont le destinataire a été l'objet, vous les lui avez adressés, ils sont tout à lui. A lui d'en faire ce qu'il voudra (1) »

159. — Une autre opinion voudrait au contraire que le destinataire eût la charge de faire la preuve qu'il y a eu transmission de la propriété littéraire ; celle-ci demeurerait à l'expéditeur tant que cette preuve n'aurait pas été administrée. Les partisans de ces systèmes font observer que, naturellement, il n'y a pas lieu d'interpréter la volonté de l'auteur lorsque ce dernier a formellement exprimé son intention, et ils remarquent qu'en cas de silence, le juge a toute liberté d'appréciation.

160. — Nous repoussons ces différentes doctrines, et nous estimons qu'alors même que l'intention de l'auteur de céder au destinataire l'intégralité des droits qu'il a sur la lettre, serait certaine, cette cession serait inopérante ; il y a un obstacle d'ordre juridique qui s'y oppose.

Le destinataire, nous l'avons montré, est devenu propriétaire de l'élément matériel de la lettre, et il l'est devenu à la suite d'un don manuel. Or, si la propriété littéraire était indissolublement liée à la propriété du manuscrit, on pourrait dire que l'acquisition de celle-ci entraîne nécessairement l'acquisition de celle-là. Mais ces deux droits se distinguent nettement : l'un dérive du droit

(1) Vanier, *Revue pratique*, 1866, t. XXI, p. 89.

commun, l'autre de lois spéciales ; le droit sur l'élément matériel est perpétuel, tandis que le droit de propriété littéraire est temporaire. On ne peut même pas dire que l'un de ces droits soit l'accessoire de l'autre, et que la distinction de l'élément corporel et de l'élément intellectuel doive disparaître devant l'incorporation de la propriété littéraire au manuscrit.

161. — L'acquisition de la feuille de papier n'entraîne donc pas forcément acquisition par le destinataire des idées qui y sont contenues. C'est un point qui ne saurait être sérieusement contesté. Si l'auteur a voulu céder ses droits sur ces idées, quelle est la nature de ce transfert de propriété ? Il a agi *animo donandi*, il n'a rien reçu en retour, il y a donation. Et comme, d'autre part, aucun acte authentique n'a été dressé, cette donation serait un don manuel. De sorte que l'envoi d'une lettre contiendrait deux opérations : un premier don manuel portant sur l'élément corporel, et un second don manuel portant sur l'élément incorporel, c'est-à-dire sur la propriété littéraire. Or, voici l'impossibilité juridique à laquelle nous nous heurtons : on ne peut pas donner par don manuel une chose incorporelle comme des droits d'auteur ; sont seuls susceptibles d'être transmis de cette manière les objets auxquels l'article 2279 du Code civil peut s'appliquer, or, il est de tradition que cet article régit uniquement les choses mobilières corporelles, et la volonté de l'auteur est impuissante à changer cet état de choses.

Cette observation montre *a fortiori* que le destinataire

serait mal venu d'invoquer la maxime « en fait de meubles possession vaut titre », pour se prétendre titulaire du droit de propriété littéraire. Nous avons d'ailleurs montré que cette règle ne peut même pas lui faire acquérir, par elle seule, l'élément matériel.

162. — Il s'agit ici d'une donation ayant pour objet une chose incorporelle, il faudrait donc en dresser un acte authentique conformément à l'article 931 du Code civil, et cela à peine de nullité. Qu'on ne pense pas à étendre le don manuel à la propriété intellectuelle. Le don manuel est un « irrégulier » et les règles qui dominent une matière aussi exceptionnelle ne sauraient sous aucun prétexte être étendues, on doit les interpréter restrictivement.

Il est donc impossible que le destinataire ait acquis les droits d'auteur par donation manuelle, et ce mode de transfert étant le seul qui ait pu se produire dans les relations entre l'expéditeur et le destinataire, c'est donc que l'auteur a conservé tous ses droits.

163. — La jurisprudence n'a jamais tranché la question d'une façon bien nette. Comme le fait observer Laurent, il semble que les tribunaux aient soigneusement évité de se prononcer sur le fond même de la difficulté, et de dire si oui ou non on peut céder des droits d'auteur par don manuel ; des espèces de ce genre se sont cependant présentées plusieurs fois, car il convient de remarquer que ce sujet déborde la matière des lettres missives, il s'applique à la cession de toute espèce de manuscrit.

164. — La Cour de Paris dut examiner cette question

le 4 mai 1816. Il s'agissait d'un certain nombre de manuscrits que Marie-Joseph Chénier avait donnés de la main à la main à Mme de Lesporda de Maisonnave ; après la mort de Chénier, ses héritiers réclamèrent ses œuvres en faisant valoir que la donation était nulle ; la défenderesse fit plaider qu'il y avait don manuel valable, et en fait il n'était pas contesté que Chénier eût voulu transférer à son amie la propriété littéraire des manuscrits. Il s'agissait donc uniquement de savoir si une chose incorporelle, comme des droits d'auteur, était susceptible d'être donnée manuellement. C'est ce point de droit que la Cour aurait dû trancher, mais elle éluda la difficulté en annulant la libéralité pour un autre motif, parce que « la tradition de manuscrit de la part d'un auteur mourant, ne pouvant être faite que dans la vue de la mort, doit être réputée donation à cause de mort, et comme telle soumise aux formalités des testaments » (1).

165. — La même question fut posée devant la Cour de Bordeaux, mais bien que la question de propriété littéraire eût été nettement posée, l'arrêt statua seulement sur la propriété de l'élément matériel, sous prétexte que le jugement dont on appelait avait été rendu « sans nuire, ni préjudicier aux moyens et exceptions des parties et que spécialement il n'avait rien été jugé sur le droit de publier et d'imprimer les manuscrits » (2).

166. — Il en fut de même à l'occasion de certaines let-

(1) Paris, 4 mai 1816, S. 16.2.195.

(2) Bordeaux, 4 mai 1843, S. 43.2.479.

tres de Benjamin Constant à Mme Récamier, remises par celle-ci à Mme Collet pour en faire l'usage qu'elle jugerait le plus honorable. Cette dernière prétendit les faire éditer, on lui contesta ce droit ; elle alléguait qu'on les lui avait données, et comme aucun acte authentique n'avait été dressé, il ne pouvait s'agir que d'un don manuel. La Cour de Paris, au lieu de dire si ce transfert constituait ou non une donation manuelle valable, déclara qu'il y avait là un mandat qui, pour certaines raisons, ne pouvait plus recevoir son exécution (1).

167. — Citons encore un arrêt de la Cour de Paris du 4 juillet 1890, confirmant un jugement du tribunal de la Seine du 7 juin 1889, lequel avait déclaré « que sans doute, le fait même de la détention d'un manuscrit est une présomption sérieuse de la propriété de l'ouvrage, mais que cette circonstance est insuffisante à elle seule, pour constituer une preuve, le manuscrit ayant pu être remis au détenteur, à titre de dépôt, comme simple souvenir ou comme un autographe, qu'il appartient dès lors à l'appelant d'établir que les causes et circonstances de sa possession ont les caractères d'une véritable cession de propriété ou qu'il a été chargé par l'auteur lui-même d'assurer la publication du manuscrit » (2).

168. — Aucune de ces différentes décisions n'a résolu la difficulté de savoir si la propriété littéraire était cessible

(1) Paris, 10 décembre 1850, S. 50.2.625.

(2) Trib. Seine, 7 juin 1889, et Cour de Paris, 6 juillet 1890, S. 94.2.17.

par don manuel, et cependant, à plusieurs reprises, cette question fut nettement posée. Mais il faut remarquer qu'elles ont toutes refusé ce droit au possesseur du manuscrit. Et si elle ne consacre pas la doctrine que nous avons exposée, cette jurisprudence ne la contredit pas non plus ; elle viendrait plutôt à son appui.

169. — Nous concluons donc que l'auteur d'une lettre missive ne s'est pas dépouillé de sa propriété littéraire au profit du destinataire. Ce destinataire a pu cependant acquérir sur elle certains droits ; quels sont ces droits respectifs des parties ? Cette étude va faire l'objet du chapitre suivant.

CHAPITRE II

DES DROITS RESPECTIFS DE L'AUTEUR ET DU DESTINATAIRE SUR L'ÉLÉMENT INTELLECTUEL.

SOMMAIRE. — *Section I. Droits de l'auteur.* — 170-172. Lettres n'ayant d'épistolaire que la forme. — 173. Les droits de l'auteur sur sa lettre sont ceux de tout écrivain sur son œuvre. — 174. Limite des droits de l'auteur. — 175. Obstacle matériel pouvant empêcher l'auteur d'exercer ses droits. — 176. Jurisprudence. — *Section II. Droits du destinataire.* — 177. Le destinataire peut dans certains cas empêcher la publication de la lettre par l'auteur. — 178. Dans des hypothèses exceptionnelles, le destinataire peut avoir acquis la propriété littéraire. — 179-180. Distinction entre la cession des droits d'auteur et la simple autorisation de publier. — 181-182. Le destinataire a-t-il cette autorisation ? Examen doctrinal. — 183-184. Lettres confidentielles. — 185. Lettres non confidentielles. — 186. Conclusion.

SECTION I. — Droits de l'auteur.

170. — Il est évident que des questions spéciales ne peuvent naître qu'à propos de véritables lettres, et non au sujet d'écrits qui n'ont d'épistolaire que la forme. Ces ouvrages sont fréquents de nos jours, où l'on voit des romans entiers se présenter sous l'apparence d'une série de missives ; ce genre existait aussi autrefois ; or, un ouvrage comme les *Lettres persanes* ou la *Nouvelle Héloïse* ne diffère en rien des autres œuvres ; le destinataire n'existe

pas, et ces lettres appartiennent à leur auteur comme tous ses autres manuscrits.

171. — Il est une autre catégorie de lettres qui se rapprochent un peu plus de la correspondance ordinaire : ce sont les ouvrages destinés à être publiés, mais qui sont adressés à un tiers ; leur destinataire ne les connaît qu'imprimés. La lettre de Rousseau sur les spectacles, par exemple, bien qu'adressée à l'archevêque de Paris, appartient exclusivement à celui qui l'a écrite et ne confère aucun droit à celui à qui elle est adressée. Cependant, le droit de l'auteur n'est plus absolu dans ce cas ; sa lettre est adressée à une personne déterminée, elle n'est plus impersonnelle ; sans doute ce destinataire n'acquiert pas de droit sur la lettre elle-même, il ne la recevra pas ; mais si la publication de cette missive lui cause un préjudice, il sera en droit de demander à l'auteur de le réparer ; ce dernier pourra même être passible des peines prévues par la loi du 29 juillet 1881 en cas d'injure ou de diffamation.

172. — En parlant ici de lettres missives, nous excluons tous les genres d'ouvrages auxquels il vient d'être fait allusion. Nous examinerons uniquement les lettres ayant un caractère privé et qui ne sont pas écrites en vue d'une publication immédiate. Voyons, dans cette section, quels sont les droits de l'écrivain sur l'élément intellectuel d'une pareille correspondance.

173. — Nous avons établi que l'auteur avait conservé ses droits de propriété littéraire. Sans qu'il soit nécessaire d'examiner ici s'il s'agit d'une véritable propriété, il s'en

suit qu'il aura, en principe, tous les droits qui sont accordés aux auteurs sur leurs œuvres par notre législation, et notamment par la loi des 19-24 juillet 1793, par celle du 25 prairial an III, par le décret du 1^{er} germinal an XIII, par les lois du 8 avril 1854 et du 14 juillet 1866. Il pourra faire imprimer ses lettres, les publier et toucher des droits d'auteur, il pourra aussi céder ces droits, soit à titre onéreux, soit à titre gratuit.

174. — Mais ce droit de disposition n'est pas absolu, l'auteur ne devra, en publiant les lettres, porter aucun préjudice au destinataire (1) ; on conçoit en effet qu'une correspondance adressée à une personne à propos de questions personnelles et intimes, puisse lui causer un dommage moral important si l'auteur la livrait au public ; aussi est-ce avec raison que M. Rousseau a dit que l'exercice du droit de publication pouvait « dégénérer en abus et des dommages-intérêts ou même les peines de la diffamation atteindraient justement le publicateur indiscret ou déloyal ».

Dans ces hypothèses, l'auteur conserve ses droits d'auteur, mais ils sont paralysés par ce fait qu'il ne peut les exercer sans causer à autrui un dommage qu'il devrait réparer. Il ne pourrait même pas publier le nom du destinataire sans son autorisation, et il ne lui suffirait pas de l'effacer, s'il était facile pour le lecteur de le lire entre les lignes. C'est un tempérament très juste apporté au droit de l'auteur.

(1) En ce sens : Trib. Seine, 41 mars 1897, D. 98.2.358.

175. — A côté de cet obstacle d'ordre juridique, il peut y en avoir un autre d'ordre matériel. La lettre une fois écrite a été remise au destinataire, et celui-ci est devenu propriétaire de l'élément corporel. Or, comment l'auteur, titulaire de la propriété intellectuelle, pourra-t-il exercer son droit sur cette œuvre de son esprit, s'il est dans l'impossibilité de se procurer le papier où elle est contenue ? Comment pourra-t-il publier un ouvrage dont il n'a pas le manuscrit ? S'il a conservé une copie de sa lettre, aucune difficulté ne se présentera, mais on n'a pas toujours un brouillon de la correspondance qu'on envoie. Comment pourra-t-il alors exercer ses droits de propriété littéraire ?

Il est certain que l'auteur ne pourra pas exiger du destinataire la remise de la lettre à cette fin, il ne pourra même pas en exiger une copie. Et si le destinataire, en la possession duquel se trouve le manuscrit, résiste, l'auteur sera dans l'impossibilité absolue d'exercer ses droits. La lettre ne pourra pas être publiée, l'auteur ne pouvant pas le faire, puisqu'il a la propriété littéraire sans avoir le manuscrit, et le destinataire ne le pouvant davantage, puisque, s'il est propriétaire du manuscrit, il n'a pas la propriété littéraire. Il faudra alors qu'un accord intervienne entre eux : l'auteur pourra, par exemple, racheter au destinataire ses lettres ou lui abandonner une partie des bénéfices éventuels que la publication pourra lui rapporter ; ou encore, il pourra lui céder tous ses droits d'auteur moyennant un certain prix.

Les parties auront un égal intérêt à s'entendre ; si elles

ne peuvent y parvenir, il ne s'en suit pas que l'auteur sera dépouillé de ses droits ; il les conservera entiers, il en aura la jouissance, mais il ne pourra pas les exercer.

176. — Ces différentes questions ont été soumises au tribunal de la Seine, qui a déclaré, dans un jugement du 20 juin 1883, « qu'en principe, le droit de propriété littéraire s'applique aux lettres missives comme à tous autres écrits, et que celui qui en est l'auteur peut seul les publier à son gré et pour son profit ; que le destinataire auquel il les a adressées, en acquérant un droit sur la lettre elle-même en tant qu'objet corporel, n'acquiert pas, par le fait de la réception, la propriété de l'œuvre qui y est renfermée ; qu'à la vérité, si l'auteur n'a pas conservé une copie de la lettre, son droit peut être paralysé par la résistance du destinataire qui se refuserait à la livrer ; qu'à la vérité encore, le destinataire a la faculté de s'opposer à la publication par des motifs d'intérêt ou de convenance tirés du caractère confidentiel de l'écrit ; mais que le droit de l'auteur, diminué dans son exercice par la nature même de la chose qui en est l'objet, n'existe pas moins » (1).

SECTION II — Droits du destinataire.

177. — Le destinataire a, en premier lieu, des droits qui sont la contre-partie des obligations de l'auteur : il peut s'opposer à ce que la lettre soit publiée, si cette publica-

(1) Trib. Seine, 20 juin 1883, *Annales de la propr. indust., art. et litt.*, 1887, p. 108.

tion était de nature à lui causer un préjudice ; il peut aussi refuser la communication du manuscrit.

178. — Le destinataire, nous l'avons montré, n'acquiert pas en principe les droits d'auteur ; le simple fait que la lettre lui a été adressée ne peut pas les lui transmettre. Mais si l'expédition de la missive est insuffisante à elle seule pour lui faire acquérir ces droits, il peut en devenir propriétaire dans des cas exceptionnels : c'est ce qui se produirait si l'auteur lui avait consenti soit une cession à titre onéreux, soit une cession à titre gratuit, satisfaisant aux exigences de l'article 931 du Code civil.

Dans ces cas, le destinataire aurait sur la lettre les droits les plus absolus ; lui seul pourrait la publier et toucher les bénéfices produits par cette publication ; l'auteur disparaîtrait complètement.

179. — Mais cette hypothèse est tout-à-fait exceptionnelle, il en est au contraire une qui se présente fréquemment dans la pratique : c'est lorsque l'auteur, sans transférer au destinataire son droit de propriété littéraire, lui permet cependant de rendre publique la lettre qu'il lui a adressée.

Il convient de ne pas confondre cette autorisation de publier avec la cession des droits d'auteur. Lorsqu'il y a cession, l'auteur s'est désinvesti de sa propriété littéraire pour en investir le destinataire ; ce dernier, et lui seul, a le droit de publier de la manière qui lui conviendra et au moment qu'il jugera opportun ; l'auteur n'a plus aucun droit, il est devenu aussi étranger à la lettre qu'il a

écrite, qu'un vendeur à la chose qu'il a aliénée sans réserves. Au contraire, en cas de simple autorisation de publier, l'auteur conserve tous ses droits d'auteur, il pourra faire éditer sa lettre s'il le veut, et en tirer des bénéfices, mais le destinataire aura le droit, accidentellement et sans esprit de lucre, dans un but scientifique, littéraire ou politique de publier d'ordinaire par la voie de la presse, la lettre qu'il a reçue.

180. — Il faut faire observer tout de suite que, alors que la cession de la propriété littéraire ne pouvait pas avoir lieu par le seul envoi de la correspondance, malgré la volonté formelle de l'auteur, parce qu'il y aurait eu don manuel portant sur une chose incorporelle, cette autorisation de publier ne se heurte pas à un pareil obstacle. Ce n'est pas en effet une donation, c'est une simple autorisation, il n'y a aucun transfert de propriété, et dès lors, la volonté de l'auteur, formellement ou tacitement exprimée, suffit par elle seule pour permettre au destinataire de livrer la lettre au public, de même qu'une volonté contraire l'obligerait à la garder secrète.

181. — La question se pose alors de savoir quand cette autorisation existe.

Le destinataire est propriétaire de l'élément matériel, si la propriété littéraire ne lui a pas été transférée du même coup, a-t-il du moins acquis le droit de publier la lettre par le seul fait qu'elle lui a été adressée ? Certains auteurs l'ont admis et n'accordent à l'écrivain qu'une sorte de droit de *veto*, s'il juge que cette publication peut lui porter

préjudice. C'est ainsi que George Sand, voulant connaître l'étendue de ses droits avant de faire paraître *Elle et Lui*, étudia ce qu'elle appelle « l'esprit des arrêts » et conclut « qu'il est peut-être permis de publier, quand ce n'est ni par spéculation, ni en vue d'aucune délation ou vengeance, et quand les lettres ne peuvent que faire honneur à celui qui les a écrites ; enfin quand on n'y laisse rien qui puisse compromettre ou affliger personne » (1). Il s'en suivrait que le destinataire serait présumé avoir obtenu l'autorisation de publier et qu'il pourrait livrer la lettre au public toutes les fois que la volonté de l'auteur n'apparaîtrait pas clairement.

182. — Ce système nous paraît inexact. Nous préférons la présomption contraire : le destinataire n'est pas censé avoir acquis le droit de reproduire et de publier toute lettre qui lui a été adressée, par le seul fait de cet envoi. En d'autres termes, la propriété du manuscrit n'engendre pas, en faveur du propriétaire, la présomption de la transmission du droit de publier. En effet, il faut rechercher quelle a pu être la volonté de l'auteur. Quelle a été son intention en écrivant à un tiers ? Il a voulu lui faire une communication et c'est tout ; il s'adressait à son correspondant et non à d'autres personnes, il n'a point élaboré ses paroles comme il l'aurait fait s'il avait prévu qu'elles seraient livrées au public. En somme, la lettre a été écrite pour être lue et non pour être publiée. Cette publication,

(1) George Sand, *Correspondance*, t. IV, p. 193.

l'auteur ne la prévoyait même pas, il n'a donc pas pu autoriser tacitement une chose à laquelle il n'a pas pensé (1). On fit valoir ces arguments à la commission de la propriété littéraire de 1825 : « Il n'est pas vrai, dit un orateur dans la séance du 13 février 1826, de dire que la suscription d'une lettre constitue une transmission de propriété ; l'intention de l'auteur relativement à la publication n'est pas implicitement exprimée par cet acte (2). »

183. — Il faut donc rechercher ailleurs quelle a pu être la volonté de l'auteur sur ce point. Et c'est là une question qui est soumise à l'appréciation souveraine des juges du fait et sur laquelle nous nous bornerons à donner quelques idées générales.

Il est certain d'abord que le destinataire d'une lettre confidentielle ne saurait en aucun cas avoir le droit de la publier ; on a vu qu'il s'était formé un pacte tacite entre l'expéditeur et le destinataire, pacte aux termes duquel ce dernier s'est engagé à tenir secrète la confidence écrite ; s'il ne peut en divulguer le secret en la communiquant à des tiers, à plus forte raison ne peut-il pas la faire imprimer et la répandre dans le public.

184. — Faut-il faire fléchir cette règle au nom des droits de l'histoire et permettre de publier librement la correspondance confidentielle des hommes politiques et des

(1) En ce sens : Trib. Seine, 14 décembre 1899, *Le Droit*, 15 décembre ; Trib. Seine, 20 mai 1904, *Gaz. Trib.*, 21 mai.

(2) Collection des procès-verbaux de la commission, p. 259. — V. *suprà*, n° 56.

personnages historiques ? Nous ne le pensons pas, et pour deux raisons ; la première est un argument juridique : les prétendus droits de l'histoire sont insuffisants pour délier le destinataire de son obligation de conserver le secret. La seconde raison est d'ordre moral : ces lettres confidentielles, même si elles émanent de personnages célèbres, sont des lettres privées, elles ne touchent à l'histoire que par ses petits côtés ; elles ne sont susceptibles d'intéresser que certaines personnes qui recherchent les faiblesses des grands hommes par curiosité indiscrete et quelquefois même par amour du scandale. Comme l'a fort bien dit la Cour de Paris à propos de la correspondance de Benjamin Constant : « Quelqu'étendus que soient les droits de l'histoire sur les personnages qui relèvent d'elle, ils doivent s'arrêter devant le sanctuaire du for intérieur ; il peut y avoir, dans la vie privée des hommes publics, des sentiments, des affections, des épanchements, que le respect de soi-même et des autres leur fait ensevelir dans le mystère (1). »

185. — Donc, le destinataire d'une lettre confidentielle ne peut pas la publier s'il n'a pas été délié de son obligation de garder le secret. Peut-on tirer de cette règle qu'il pourrait publier toute lettre du moment qu'elle n'est pas confidentielle ? M. Rousseau l'admet : « Si la lettre n'offre aucun caractère confidentiel, dit-il, nul doute selon nous que le destinataire puisse la publier. Une correspondance

(1) Paris, 10 décembre 1850, D. 51.2.1.

peut avoir un caractère scientifique, littéraire, politique, qui lui donne un intérêt général et lui ôte dans une large mesure son caractère privé. Ces correspondances peuvent avoir une grande influence sur le développement des sciences ou sur la vérité historique, et priver l'humanité de semblables publications serait un grand mal causé sans profit (1). »

Il nous paraît difficile d'accepter cette opinion, comme le fait observer avec raison Pouillet, quand la lettre est confidentielle, deux motifs empêchent la publication : en premier lieu elle doit rester secrète ; et en second lieu, le destinataire n'en est pas l'auteur. Si la lettre n'est pas confidentielle, le premier motif disparaît, mais le second reste entier. Et il en est ainsi surtout pour les exemples que cite M. Rousseau : alors que l'auteur a voulu échanger des observations qu'il pourra utiliser dans un ouvrage qu'il publiera peut-être plus tard, comment permettre au destinataire de faire connaître ces observations et de déflorer ainsi le sujet. « La connaissance qu'il transmet de son invention, la communication qu'il fait de son œuvre, n'est pas, sans sa volonté particulière, l'aliénation de son droit : il ne transmet que ce qu'il abandonne (2). »

En somme, le caractère non confidentiel d'une correspondance n'est pas suffisant pour faire présumer une autorisation tacite de publier. Celle-ci doit résulter de faits plus précis qui apparaîtront d'après le texte même de

(1) Rousseau, *op. cit.*, n° 15.

(2) Baudoin, *op. cit.*, p. 19.

la lettre ou d'après les circonstances qui ont accompagné son expédition. Ces faits varieront à l'infini et aucun criterium ne peut être donné sur ce point.

186. — Nous dirons donc pour conclure, que les droits qu'on peut acquérir sur l'élément intellectuel d'une lettre qui vous est adressée sont fort restreints. Le destinataire, en tant que simple destinataire, n'acquiert jamais les droits d'auteur, et il n'a que très rarement l'autorisation de publier.

CHAPITRE III

DES DROITS DES HÉRITIERS ET DES CRÉANCIERS DE L'AUTEUR.

SOMMAIRE. — *Section I. Droits des héritiers.* — 187-188. Les héritiers de l'auteur recueillent ses droits de propriété littéraire. — 189. Caractère temporaire de leur droit. — 190. Situation du destinataire cinquante ans après le décès de l'auteur ; lettres ordinaires. — 191. Lettres confidentielles. — 192-193. Examen critique des vœux formulés par le Congrès des éditeurs de 1908. — *Section II. Droits des créanciers.* — 194-195. Les créanciers ne peuvent pas exercer les droits d'auteur de leur débiteur. — 196. Jurisprudence.

SECTION I. — Droits des héritiers.

187. — Les héritiers recueillent tous les droits du *de cujus* ; la propriété littéraire de la correspondance étant une valeur dans le patrimoine de l'écrivain et n'ayant pas suivi la propriété du manuscrit, la mort de l'auteur ne changera rien à cette situation. Ce sont ses héritiers qui recueilleront ses droits d'auteur, le propriétaire du manuscrit demeurera aussi dénué de ces droits qu'auparavant.

188. — La commission de 1825 avait dit le contraire ; d'après elle, tant que l'auteur vivait, il avait sa propriété littéraire, mais après sa mort, celle-ci passait au destinataire : « Ici, disait-elle, s'applique la règle de l'article 2279 du Code civil qu'en fait de meubles possession vaut titre ».

C'est une erreur, l'article 2279 ne s'applique qu'aux meubles corporels, et lorsqu'il s'agit d'un tiers acquéreur de bonne foi qui se défend contre la revendication du *verus dominus*.

Il faut donc repousser cette distinction et dire que les héritiers de l'écrivain ont les mêmes droits que lui ; ils pourront publier la correspondance, en aliéner comme bon leur semblera les droits de propriété littéraire, comme l'aurait fait le *de cujus* et dans les limites où il le pouvait. C'est l'application pure et simple du décret du 1^{er} germinal an XIII (1).

189. — Cependant, à un point de vue fort important, leur droit est moins étendu que celui du défunt. Tandis que ce dernier conservait ses droits d'auteur toute sa vie, ses héritiers verront leur propriété littéraire disparaître entre leurs mains. Aux termes de l'article 1^{er} de la loi du 14 juillet 1866, la durée des droits qui leur sont accordés a été limitée à cinquante années, passé lesquelles la propriété littéraire tombe dans le domaine public.

Il faut remarquer que cette limitation s'applique au cessionnaire comme à l'héritier, de sorte que, si de son vivant l'auteur a aliéné sa propriété littéraire sur sa correspondance, le cessionnaire aura des droits qui dureront plus ou moins longtemps, selon que la vie du cédant sera plus ou moins longue.

190. — Si, durant ces cinquante années qui suivent le

(1) En ce sens : Trib. Seine, 20 mai 1904, précité.

décès de l'auteur, le destinataire veut publier la lettre, c'est aux héritiers de cet auteur défunt qu'ils devront demander l'autorisation qui leur sera nécessaire ; mais une fois la cinquantième année expirée, les droits des héritiers étant éteints, le destinataire ou ses représentants sera devenu propriétaire d'un manuscrit contenant un ouvrage posthume, et non seulement il pourra le publier occasionnellement, mais il aura encore le droit de le faire éditer et de tirer des bénéfices de sa vente. Remarquons que ces droits n'appartiendront pas au destinataire seul, l'œuvre étant tombée dans le domaine public, tout le monde pourra la publier ; mais en fait, comme le destinataire seul sera en possession du texte, il sera seul aussi à pouvoir en profiter.

191. — Il est un cas cependant où, même cinquante ans après la mort de l'auteur, ses héritiers pourront s'opposer à ce que sa correspondance soit livrée au public, c'est lorsqu'il s'agira de lettres confidentielles ; l'envoi de telles missives est accompagné d'un pacte qui empêche le destinataire d'en divulguer le secret, or, ce pacte est définitif comme tous les contrats, l'écoulement d'un certain laps de temps, quelque long qu'il pût être, serait insuffisant pour délier le destinataire de son obligation. Dans cette hypothèse, ce n'est pas en tant que titulaire des droits d'auteur que les représentants de l'écrivain pourront empêcher la publication, ils agiront comme continuateurs de la personne du défunt, ayant succédé à tous ses droits, et ils feront respecter un contrat librement consenti.

Nous concluons donc que les héritiers de l'auteur re-

cueillent ses droits de propriété littéraire sur la correspondance qu'il a écrite et qu'ils peuvent en jouir pendant cinquante ans à compter du décès. Passé ce délai ils ne pourront plus s'opposer à la publication, sauf s'il s'agit de lettres confidentielles.

192. — Ces différentes questions ont été examinées tout récemment au Congrès international des éditeurs dont la session s'est tenue à Madrid au mois de mai 1908. Voici l'énumération des réserves et conditions sous lesquelles la publication posthume des lettres missives devrait être considérée comme licite, d'après le rapporteur :

1° Les ayants droit originaires de la lettre missive (l'auteur et le destinataire) devraient être décédés depuis plus de cinquante ans ;

2° Les lettres missives qui citent des noms ou des faits intéressant des familles dont les descendants existent encore, ne pourraient être publiées qu'en recueil dépendant d'un travail réuni et publié par un auteur ou par un éditeur ;

3° Aucune lettre missive donnant des noms ou citant des faits et contenant des allégations de nature à nuire d'une façon quelconque aux descendants de ceux dont il est fait mention ne pourrait être publiée isolément. Dans le cas où une ou plusieurs lettres extraites d'un tout ne présenteraient aucun intérêt général et paraîtraient n'avoir été publiées que dans une mauvaise intention, l'auteur et l'éditeur tomberaient sous le coup des lois sur la diffama-

tion ou le dommage causé volontairement à autrui, et encourraient les peines les plus sévères (1).

193. — Le Congrès n'a adopté le premier point que parce qu'il avait commencé par poser en principe que l'élément intellectuel d'une lettre missive était la propriété commune de l'auteur et du destinataire. Mais nous avons établi que l'auteur seul avait la propriété littéraire ; donc peu importe que le destinataire vive encore pour qu'une lettre tombe dans le domaine public, il faut et il suffit pour cela que l'écrivain soit décédé depuis cinquante ans au moins.

En ce qui concerne le dernier point, nous considérons que la publication ne doit porter préjudice à personne ; si ce sont les représentants de l'auteur qui pourraient en souffrir, ce simple fait sera suffisant dans la plupart des cas pour faire présumer que la lettre était confidentielle ; si c'est le destinataire ou des tiers, ils pourront s'opposer à la publication ; de ce qu'une lettre est tombée dans le domaine public, on ne peut pas en effet conclure qu'elle peut être publiée même en portant préjudice à autrui. Une telle publication constituerait une faute à la charge de celui qui l'aurait faite et l'obligerait à réparer le dommage causé, conformément à l'article 1382 du Code civil. Il doit en être ainsi dans le cas où une lettre a été publiée isolément, comme dans celui où c'est toute une correspondance qu'on a imprimée en bloc.

Quant à la seconde résolution, nous n'en apercevons

(1) V. *Le Droit d'auteur*, 21^e année, p. 75.

pas très bien la portée. Pourquoi vouloir que les lettres citant des noms ou des faits intéressant des familles dont les descendants existent encore, soient publiées en recueil et non autrement ? C'est sans doute pour empêcher la publication dans un journal d'une lettre isolée qu'on demande d'accorder à la famille ce droit de *veto* ; mais il n'y a aucune raison pour ne pas le lui accorder aussi lorsqu'il s'agira d'imprimer toute une correspondance. De deux choses l'une : ou bien la publication portera préjudice à la famille, et celle-ci pourra l'empêcher, même s'il s'agit d'un recueil ; ou bien elle ne lui causera aucun dommage, alors pourquoi ne pas permettre de publier isolément une lettre de cette nature ?

SECTION II. — Droits des créanciers.

194. — Les créanciers d'un personnage célèbre pourraient avoir un grand intérêt à faire éditer sa correspondance ; de nos jours surtout, le public se passionne pour ces ouvrages qui contiennent des indiscretions sur tous ceux qui, à quelque titre que ce soit, occupent l'opinion publique. De pareilles publications sont susceptibles de rapporter de gros bénéfices. Mais quel que soit l'intérêt qu'ils puissent avoir à le faire, les créanciers de l'auteur d'une lettre ne peuvent jamais exercer le droit de publication appartenant à leur débiteur.

195. — Sans doute, aux termes de l'article 1166 du Code civil, les créanciers peuvent exercer tous les droits et

actions de leur débiteur, mais ce même article ajoute « à l'exception de ceux qui sont exclusivement attachés à la personne ». Or le droit de publier sa pensée est essentiellement personnel, il est donc retiré aux créanciers. « Le droit de publier sa pensée, disait Jules Favre dans le procès des lettres du Père Lacordaire, est de tous les droits le plus personnel, parce que c'est celui qui touche le plus intimement à l'individualité humaine. La pensée, dans toutes ses manifestations, est pour la créature bornée, comme un reflet de l'infini ; c'est l'œuvre suprême de cette créature, l'acte le plus libre et le plus volontaire qu'elle puisse faire. Aussi, tant qu'elle existe, le droit de publier sa pensée lui appartient-il exclusivement, à moins qu'elle ne l'ait cédé (1). »

196. — C'est ce qu'a décidé à plusieurs reprises la jurisprudence ; on peut citer notamment un arrêt de la Cour de Dijon du 18 février 1870, lequel a déclaré « que la pensée, alors même qu'elle est fixée par écrit, reste la propriété personnelle et exclusive de celui qui l'a produite et qu'elle ne prend la nature des biens régis par l'article 2093 du Code civil que dans les cas où son auteur, par un acte de sa volonté, l'a dépouillée de son caractère intime pour la livrer à la publicité et la faire entrer dans la circulation commerciale ; qu'ainsi, le manuscrit d'un auteur, resté en sa possession, demeure sa chose propre, et que nul autre que lui n'est juge de la question de savoir si le manuscrit

(1) *Gaz. Trib.*, 7 décembre 1864.

représente sa pensée actuelle, s'il a reçu sa forme définitive et s'il doit devenir public à une époque quelconque (1) ». Et l'arrêt ajoute qu'il en est ainsi même lorsqu'il s'agit de lettres privées, bien qu'elles aient été remises au destinataire.

(1) Dijon, 18 février 1870, S. 70.2.212.

CHAPITRE IV

DROIT COMPARÉ (1).

SOMMAIRE. — 198-199, § 1. Autriche et Allemagne. — 200, § 2. Angleterre. — 201, § 3. Italie. — 202, § 4. Portugal. — 203, § 5. Russie. — 204, § 6. Bolivie, Colombie, Equateur. — 208-210, § 7. Mexique et Guatémala.

197. — Certaines législations étrangères ont réglé dans des lois spéciales la question de la propriété littéraire des lettres missives, sur laquelle nos codes sont muets. Il est intéressant de faire connaître ces dispositions et de les rapprocher de celles auxquelles nous sommes arrivé par l'application des principes généraux du droit français.

§ 1. — Autriche et Allemagne.

198. — La loi autrichienne du 26 décembre 1895 sur les droits d'auteur assimile pleinement, dans son article 4, les lettres missives à toutes les autres œuvres de l'esprit.

(1) Bibliographie. — V. sur ces questions : Lyon-Caen et Delalain, *Lois françaises et étrangères sur la propriété littéraire et artistique*, 3 vol. in-8°, Paris, 1889-1891 ; Delalande, *Etude sur la propriété littéraire et artistique*, dans la *Revue pratique de dr. franc.*, t. XLVI, année 1879 ; Lepelletier, *Code civil portugais*, un vol. in-8°, Paris, 1894 ; Lacointa, *Code pénal d'Italie*, un vol. in-8°, Paris, 1890.

Il en résulte que l'auteur a sur sa correspondance un droit exclusif de publication, de reproduction, d'exploitation et de traduction (art. 23). L'article 17 dispose que la cession gratuite d'une œuvre ne comprend pas, sauf convention spéciale, la cession du droit d'auteur ; le destinataire d'une lettre n'en acquiert donc pas la propriété littéraire, mais il n'est pas tenu de la remettre pour l'exercice des droits appartenant à l'auteur (art. 19).

Les créanciers ne sauraient saisir, pour les faire publier, les lettres inédites de leur débiteur. Toutes ces dispositions sont conformes à ce que nous avons admis pour la France, étant donné les principes qui dominent notre droit.

Quant à la sanction, la loi autrichienne est sévère : quiconque commet sciemment une atteinte au droit d'auteur se rend coupable d'un délit (*Vergehen*) punissable d'une amende de 100 à 2.000 florins et d'un emprisonnement pouvant s'élever à six mois.

199. — La jurisprudence allemande admet les mêmes solutions : le destinataire ne peut pas publier les lettres qui lui sont adressées sans le consentement de l'auteur, qui est considéré comme seul propriétaire de l'élément intellectuel ; mais l'auteur ne peut pas se faire remettre le manuscrit pour exercer ses droits, ni obliger le destinataire à publier la lettre qu'il lui a envoyée. Lorsque la publication a lieu sans l'assentiment de l'auteur, elle peut constituer le délit de contrefaçon, si en raison de la noto-

riété de l'écrivain ou des idées qui y sont exprimées, la lettre présente une certaine valeur littéraire (1).

§ 2. — Angleterre.

200. — En Angleterre, comme en France, aucune disposition légale ne régit la matière des lettres missives ; mais, comme M. Appert le fait remarquer avec raison, dans ce pays traditionnaliste, le juge se considère, beaucoup plus que chez nous, lié par les précédents : ils ont réellement force de loi.

Or, cette jurisprudence décide qu'une lettre ne peut pas être publiée par le destinataire sans le consentement de l'auteur. « Quand un homme écrit une lettre, celle-ci constitue un don fait au destinataire, mais je suis d'avis, dit le lord chancelier à propos de la correspondance de Swift à Pope, que c'est seulement pour le destinataire une propriété toute spéciale ; il se peut que la propriété du papier lui appartienne, mais ceci ne donne à qui que ce soit la licence de révéler cette lettre au monde en la publiant » (2).

Un arrêt de la Haute-Cour de justice d'Angleterre du 27 novembre 1897, a fait application de cette théorie.

§ 3. — Italie.

201. — La loi italienne érige en délit le fait pour le des-

(1) V. Pfizer, V^o *Briefe*, dans *Rechtslexicon* de Holtzendorff.

(2) S. 99.4.9, avec une note de M. Appert.

tinataire d'avoir rendu publique une lettre sans l'autorisation de l'auteur.

Ceci résulte de l'article 161 du Code pénal du 30 juin 1881, qui est ainsi conçu : « Quiconque étant en possession d'une correspondance épistolaire ou télégraphique non destinée à la publicité, quand même elle lui aurait été adressée, la fait indûment publier, s'il peut ainsi causer un dommage, est puni d'une amende de 100 à 2.000 livres. »

§ 4. — Portugal.

202. — Le Code civil portugais, dans son titre *Du Travail*, contient plusieurs articles qui régissent le droit de propriété littéraire sur les lettres missives.

« Les lettres missives ne peuvent être publiées sans la permission de leurs auteurs ou des représentants de ceux-ci, sauf pour les joindre aux pièces d'un procès », dit l'article 575.

Et les articles 610, 611 et 612 sanctionnent ce principe : « Quiconque publie un manuscrit dans lequel sont comprises des lettres privées, sans la permission de l'auteur durant sa vie ou durant la vie de ses héritiers ou de ses représentants, est passible de dommages-intérêts » (art. 610).

« L'auteur ou le propriétaire d'une œuvre reproduite frauduleusement, peut, dès qu'il a connaissance du fait, requérir la saisie des exemplaires reproduits, sans préjudice de l'action en dommages-intérêts à laquelle il a droit, même si aucun exemplaire n'est retrouvé » (art. 611).

Enfin, l'article 612 prévoit que l'auteur ou le propriétaire peut en outre intenter une action criminelle contre le contrefacteur ou l'usurpateur.

§ 5. — **Russie.**

203. — On ne peut, en Russie, publier une lettre qu'après avoir obtenu un double consentement, celui de l'auteur et celui du destinataire. Ceci résulte de l'article 11 du règlement sur la censure et la presse de 1886, qui dispose que « les lettres privées qui ne sont pas destinées au public ne peuvent être publiées qu'avec le consentement de la personne par laquelle elles ont été écrites et celui de la personne à laquelle elles étaient adressées, ou avec le consentement des héritiers dans le cas de décès de l'une de ces personnes ou de toutes deux. »

§ 6. — **Bolivie, Colombie, Equateur.**

204. — Certaines lois américaines récentes ont prévu la question des lettres missives. Les unes en ont permis la publication avec la seule autorisation de l'auteur ; d'autres exigent de plus l'assentiment du destinataire.

La Bolivie, la Colombie et l'Equateur forment le premier groupe : le consentement de l'auteur est nécessaire, mais suffisant, pour que la correspondance puisse être rendue publique ; il est cependant vraisemblable que l'écrivain ne pourrait pas, sans s'exposer à des dommages-intérêts, publier des lettres dont la divulgation serait de nature à causer un préjudice au destinataire.

205. — C'est ainsi que pour la Bolivie, l'article 6 du décret du 13 août 1879 dispose que « les lettres personnelles ne peuvent être publiées sans le consentement de leurs auteurs ou de ceux qui les représentent, à moins que ce ne soit pour les joindre à quelque procédure. » Et l'article 40 ajoute : « Quiconque publiera un manuscrit comprenant des lettres personnelles sans la permission de l'auteur, pendant la vie du dit auteur ou de ses héritiers ou ayants cause, sera passible de dommages-intérêts ; la présente disposition ne fait point obstacle à l'exception mentionnée dans l'article 6 relativement aux lettres personnelles » Cette exception concerne la production en justice dont nous ne nous occupons pas pour le moment.

206. — En Colombie, c'est l'article 23 de la loi du 26 octobre 1886 qui décide que « les lettres sont la propriété des personnes à qui elles sont adressées, mais non à l'effet de les publier. Ce droit appartient seulement à l'auteur de la correspondance, sauf dans le cas où la publication d'une lettre qui doit servir de preuve en justice est autorisée par le tribunal compétent ». Après la mort de l'auteur et pendant un délai de quatre-vingts ans à partir du décès, la publication ne pourra se faire qu'avec l'autorisation d'une institution spéciale à la Colombie et qui porte le nom de conseil de famille (art. 34). Passé ce délai, la correspondance tombe dans le domaine public.

207. — Enfin, aux termes de la loi du 3 août 1887, concernant la propriété littéraire et artistique pour la République de l'Equateur : « Les lettres appartiennent aux

personnes à qui elles ont été adressées, mais uniquement en ce qui concerne leur propriété matérielle. Il en est autrement au point de vue de leur publication, le droit de les publier étant réservé exclusivement à leur auteur, et, dans les cas prévus par la loi, au juge. Après la mort de l'auteur, ce droit passe à ses héritiers » (art. 24). Mais le second paragraphe de ce même article contient une dérogation importante à ce principe : « Nonobstant les dispositions contenues dans le paragraphe premier, les personnes qui détiennent des lettres qui leur ont été adressées, peuvent les publier, lorsque cette publication est nécessaire pour sauvegarder leur honneur personnel ou pour soutenir une polémique engagée pour la défense de la religion, de la morale ou de la patrie. »

§ 7. — Mexique et Guatémala.

208. — Le Mexique et le Guatémala forment un second groupe de législations américaines : dans ces pays, pour publier une lettre, l'autorisation de l'auteur seul n'est pas suffisante, il faut de plus celle du destinataire ; ce dernier, par le seul fait que la lettre lui a été adressée, a donc acquis un certain droit sur son contenu : il peut exiger qu'on le tienne secret. L'auteur lui-même n'aurait pas le droit de publier une lettre banale et nullement confidentielle sans le consentement du destinataire, et alors que celui-ci ne subirait aucun préjudice du fait de la publication. C'est ce point qui différencie ce groupe de législations d'avec celles que nous avons vues précédemment.

209. — D'après l'article 1137 du Code civil mexicain de 1870, révisé en 1884, « les lettres particulières ne peuvent être publiées sans le consentement de deux correspondants ou de leurs héritiers, sauf dans le cas où la publication serait nécessaire pour la preuve ou la défense d'un droit, ou bien serait réclamée par l'intérêt public ou servirait aux progrès de la science ». Cette dernière exception porte une grave atteinte aux droits de l'auteur en permettant au destinataire de publier des lettres scientifiques importantes, que l'auteur pourrait avoir grand intérêt à tenir momentanément secrètes, afin de s'en servir plus tard dans ses travaux.

210. — La législation du Guatémala est identique à celle-ci, l'article 4 du décret du 29 octobre 1879 est conçu presque dans les mêmes termes que l'article 1137 du Code mexicain : « Les lettres particulières ne peuvent être publiées sans le consentement des deux personnes entre lesquelles elles ont été échangées ou de leurs héritiers, à moins que cette publication ne soit nécessaire pour établir ou pour soutenir un droit quelconque, ou que l'intérêt public ou le progrès des sciences l'exige. »

DEUXIÈME PARTIE

INVOLABILITÉ DU SECRET DES LETTRES MISSIVES

CHAPITRE PREMIER

FONDEMENT JURIDIQUE ET HISTOIRE DU PRINCIPE DE L'INVOLABILITÉ.

SOMMAIRE. — *Section I. Fondement du principe en droit public.* — 211-212. Définition et utilité de l'involabilité. — 213. Fondement tiré d'une raison de haute morale. — 214. Fondement tiré de la liberté de penser. — 215. Fondement tiré de l'involabilité de la propriété. — 216. Conclusion. — *Section II. Son histoire.* — 218. L'involabilité de la correspondance à Rome. — 219. En France, aux ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles. — 220-221. Aux ^{xvi}^e et ^{xvii}^e siècles. — 222. Le cabinet noir sous le règne de Louis XIV. — 223. Sous Louis XV. — 224. Sous Louis XVI. — 225. L'involabilité de la correspondance et les cahiers des Etats généraux de 1789. — 226-228. Le secret des lettres et la Constituante. — 229. Le secret des lettres et l'Assemblée législative. — 230. La première Instruction générale des Postes. — 231. Le cabinet noir sous la Convention. — 232. Le Directoire. — 233. Le premier Empire. — 234. Le secret de la correspondance pendant les Cent jours. — 235. Le cabinet noir sous les Bourbons. — 236. Le second Empire. — 237. L'involabilité de la correspondance de nos jours. — *Section III. Fondement du principe en droit privé.* — 238. Définition et portée du principe de l'involabilité en droit privé.

— 239. Fondement d'ordre moral. — 240. Fondement d'ordre juridique. — 241-242. Distinction entre l'inviolabilité de la correspondance en droit privé et le secret des lettres confidentielles.

SECTION I. — Fondement du principe en droit public.

211. — En droit public, le principe de l'inviolabilité des lettres missives peut être défini de la façon suivante : c'est la garantie donnée par l'Etat aux citoyens de la non-violation des lettres qu'il transporte. Violer une lettre, c'est l'ouvrir pour en connaître le contenu ; dans un sens large, il y a encore violation d'une correspondance de la part de celui qui la fait disparaître.

212. — Les lettres jouent un grand rôle dans les relations sociales, mais il est bien évident que pour rendre de réels services, il faut que la correspondance soit protégée par le principe du secret ; la lettre que je viens d'écrire, je la destine à mon correspondant et à lui seul, je ne l'aurais peut-être pas mise à la poste, si j'avais soupçonné qu'elle pût être lue par un tiers. Or, l'administration des postes est un des grands rouages de l'Etat, elle dépend directement du gouvernement, il serait facile à celui-ci de donner des ordres à ses fonctionnaires pour que la correspondance particulière lui soit communiquée. C'est contre des indiscretions de ce genre que le principe de l'inviolabilité en droit public protège les lettres privées.

213. — D'où vient ce principe ? D'une raison de haute morale d'abord ; chacun sent l'indélicatesse de pareilles

pratiques. Comme le disait Eugène Pelletan au Corps législatif le 21 février 1867, le secret dû aux lettres « est gravé en caractères ineffaçables au fond de la conscience dans la morale publique, et aucun Code ne pourrait s'empêcher de le respecter (1). » De son côté, M. Baudoin fait observer avec raison que l'inviolabilité de la correspondance est un principe protecteur, inscrit dans la conscience humaine. « Sans cette sauvegarde de l'intimité, dit-il, c'est-à-dire du besoin le plus impérieux et le plus doux de l'âme, nous ne comprenons pas la société. Sans elle, l'isolement régnerait, le faisceau serait brisé. Ainsi, le respect du secret des lettres est comme un dogme de l'honnêteté publique (2). »

Et cette raison se fait sentir encore davantage lorsqu'on songe qu'étant donné le monopole des postes, c'est l'Etat, et lui seul, qui transporte les correspondances. En vertu d'un arrêt du Conseil du 18 juin 1761, quiconque se chargeait de la transmission des lettres sans l'autorisation expresse du fermier des postes, encourait une amende de 300 livres ; et lorsque les postes furent érigées en administration publique, ce privilège du fermier disparut, mais l'Etat s'en empara. Ce monopole fut confirmé par un arrêté consulaire du 27 prairial an IX. De sorte que c'est l'Etat seul qui peut transporter la correspondance, l'expéditeur n'a pas de choix. Dès lors, a-t-on dit, puisqu'il est l'agent nécessaire et forcé de transmission, l'Etat garantit aux

(1) V. *Moniteur* du 22 février 1867.

(2) Baudoin, *op. cit.*, p. 18.

citoyens, en échange de son monopole, que son administration transmettra les lettres qui lui sont remises sans essayer d'en découvrir le contenu. L'inviolabilité du secret des lettres missives et le monopole de leur transport seraient donc choses corrélatives.

C'est un fondement qui est très rationnel, la morale impose cette solution ; mais le droit n'est pas la morale, et de ce qu'un monopole a été établi, il ne s'en suit pas nécessairement en droit, que celui qui assure l'exécution du service monopolisé soit obligé de le faire dans les meilleures conditions possibles. Tout ce qu'on peut dire, c'est qu'il serait souhaitable qu'il en fût ainsi ; mais on ne peut pas conclure que, par le seul fait qu'il y a monopole, l'Etat s'est tacitement engagé envers l'expéditeur à transmettre au destinataire la lettre qu'on lui a remise, sans chercher à prendre connaissance de son contenu. Supprimez le monopole, les lettres n'en resteraient pas moins toujours inviolables.

214. — Il faut donc chercher ailleurs le fondement juridique du principe de l'inviolabilité. Certains auteurs le rattachent à la règle de la liberté de penser, établie par l'article 11 de la Déclaration des droits de l'homme ; ils y voient une conséquence nécessaire de cette règle, ainsi que, selon eux, l'inviolabilité du domicile dérive nécessairement de la liberté individuelle. « De même que la faculté d'aller et de venir, de partir et de rester, ne serait qu'apparente, si chacun pouvait à son gré s'introduire dans nos demeures et y perquisitionner, de même la li-

berté de pensée n'existerait pas entière s'il était permis au premier venu de pénétrer le secret de nos correspondances et de divulguer quand ils se sont manifestés par l'écriture les sentiments intimes et les confidences que nous échangeons avec nos semblables. Ce respect de la correspondance s'impose à tous comme la sauvegarde des transactions sociales, et s'il n'existait pas, qui sait si, la confiance et la franchise disparaissant, les rapports d'amitié ou de commerce ne s'en ressentiraient pas (1). »

Cet argument est juste ; l'article 11 de la Déclaration des droits de l'homme est ainsi conçu : « La libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'homme ; tout citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement, sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la loi. » Or, une lettre, c'est la pensée écrite, et en l'interceptant, on met une entrave à la libre communication des pensées ; d'autre part, si l'auteur sait que la lettre qu'il vient d'écrire sera lue par un tiers avant d'être remise au destinataire, il réfléchira avant d'exprimer ses idées, il hésitera à écrire certaines choses qui s'adressaient personnellement à son correspondant ; en un mot, la crainte d'indiscrétions l'empêchera d'écrire librement. A ces deux points de vue, la violation de la correspondance contrevient à l'article 11 de la Déclaration des droits et nous pouvons dire que cet article 11 établit implicitement le principe de l'invioiabilité du secret des lettres missives.

(1) Péret, *L'invioiabilité et le secret des lettres*, n° 3.

Cette manière de voir était d'ailleurs celle de l'Assemblée constituante elle-même ; elle déclara, en effet, dans un décret du 3 décembre 1789, que « *conformément aux principes établis dans la Déclaration des droits*, le secret des lettres doit être constamment respecté » (1). Le passage de la Déclaration des droits visé par ce décret, c'est l'article 11 ; ceci montre que dans l'esprit de ses auteurs eux-mêmes, cet article garantissait le secret des lettres.

215. — Si ce principe apparaît comme une conséquence de la liberté individuelle, on peut également le fonder sur la règle de l'inviolabilité de la propriété. La lettre remise à la poste appartient à l'expéditeur ou au destinataire, eux seuls ont le droit de s'en emparer, de l'ouvrir et de prendre connaissance de son contenu ; et ces droits, eux seuls peuvent les céder à un tiers. La poste est un intermédiaire, chargé d'effectuer le transport, elle n'a d'autres droits que ceux qui lui ont été concédés par le propriétaire légitime ; or, qu'est-ce que celui-ci a voulu ? Il a permis à l'administration de détenir la lettre momentanément pour la remettre à destination, et c'est tout ; il n'a jamais autorisé la poste à ouvrir la lettre, et aucune loi ne le lui permet ; c'est donc du propriétaire seul que la poste pouvait tenir ce droit, et comme il ne le lui a pas donné, il en résulte que la poste, bien qu'administration d'Etat, ne doit pas chercher à connaître le contenu de la correspondance privée.

(1) V. *Gazette nationale* du 3 décembre 1789, p. 428.

En d'autres termes, l'auteur de la lettre l'a déposée entre les mains de l'administration pour que celle-ci puisse exécuter le contrat de transport intervenu entre eux. Or, l'article 1931 du Code civil dispose que le dépositaire ne doit point chercher à connaître quelles sont les choses qui lui ont été déposées, si elles lui sont confiées dans un coffre fermé, ou *sous une enveloppe cachetée*. Ce texte serait applicable si l'intermédiaire était un simple particulier. Eh bien, pourquoi ne l'appliquerait-on pas quand c'est l'administration des postes ? L'administration est un des rouages de l'Etat, c'est vrai, mais quand l'Etat transporte nos lettres, il n'accomplit pas un acte de puissance publique, ce n'est pas un acte d'autorité, et puisqu'il s'agit d'un acte de gestion, l'Etat doit être soumis aux mêmes principes que les particuliers. Qu'on n'objecte pas que l'Etat est irresponsable de la perte des correspondances qui lui sont confiées ; il n'est pas certain qu'il n'encoure aucune responsabilité du fait de la suppression volontaire et de l'ouverture d'une lettre ; et alors même qu'il serait irresponsable, ou que les dispositions du Code civil ne lui seraient pas applicables, il n'en serait pas moins vrai qu'en supprimant ou en ouvrant une lettre, le gouvernement violerait les droits exclusifs du propriétaire de la lettre ; il accomplirait un acte que la loi interdit à un simple particulier, et qu'aucun texte n'autorise l'Etat à faire ; il ferait donc une action que l'esprit général de notre législation réproouve. C'est ce que nous avons voulu montrer.

216. — En somme, laissant de côté les raisons d'ordre purement moral, qui sont cependant d'un grand poids, nous pouvons dire que la règle de l'inviolabilité du secret des lettres missives en droit public, est une conséquence nécessaire du principe de la liberté de penser et de la règle de l'inviolabilité de la propriété.

SECTION II. — Son histoire.

217. — Le principe de l'inviolabilité qui tient du droit naturel a toujours existé dans la conscience publique ; il aurait donc dû être toujours respecté, en tous temps et en tous lieux. Il n'en fut rien, et la réalité des faits nous montre qu'il a subi dans l'histoire de nombreuses et graves atteintes.

218. — A Rome, la violation de la correspondance privée était couramment pratiquée ; c'est pour cela que Cicéron écrivit un jour à son ami Atticus qu'il préférerait ne rien lui dire des affaires de l'Etat, car le secret des lettres n'étant pas observé, il pourrait, de ce chef, s'attirer des désagréments. On raconte aussi que l'empereur Hadrien prenait un plaisir extrême à intercepter la correspondance de ses courtisans pour y surprendre les moindres détails de leur vie privée.

219. — Dans notre ancienne France, une ordonnance de Philippe IV, en date à Vincennes du 28 juillet 1303, après avoir ordonné qu'on empêche toute personne, à l'exception des marchands, de sortir du royaume sans

l'autorisation du roi, enjoit d'arrêter aux frontières toutes les lettres, ouvertes ou fermées, et quel que soit leur destinataire. On devait les arrêter aux « ports et passages », soit qu'on veuille les faire passer hors du royaume, soit qu'on veuille au contraire les y faire entrer, puis on les envoyait directement au roi sans les avoir décachetées, ni lues auparavant. C'était le roi ou son entourage qui se chargeait de cette besogne.

Quand Louis XI organisa le service des postes, il y vit, indépendamment des avantages qu'on tirerait de cette institution, un moyen commode de découvrir les complots qui se tramaient contre lui ; aux termes de l'article 11 de l'arrêt du Conseil du 19 juin 1464, le cabinet noir était érigé en institution officielle, un employé était spécialement chargé d'examiner les paquets de lettres : « Après avoir vu et visité par ledit commis les paquets desdits courriers, et connu qu'il n'y ait rien contraire au service du roy, les cachetera d'un cachet qu'il aura des armes dudit grand maître des coureurs, et puis les rendra auxdits courriers avec passe-port. » Il ne faut pas cependant s'exagérer les inconvénients de cet état de choses, car ces courriers, il convient de ne pas l'oublier, transportaient exclusivement les lettres nécessitées par les besoins de l'administration, et non la correspondance privée.

220. — On voulut néanmoins se soustraire à cette surveillance, et on eut recours à des lettres chiffrées ; mais le contrôle paraissait si nécessaire au gouvernement que François I^{er}, par un édit du 10 octobre 1546, défendit de

correspondre par « chiffres, caractères et surnoms supposez, ny autrement hors l'usage commune et accoustumée », sous peine de confiscation de corps et de biens.

221. — Un peu plus tard, sous Louis XIII, la violation des correspondances était pratiquée sans scrupules par le cardinal de Richelieu ; tous les moyens lui étaient bons pour assurer le triomphe de sa politique, et l'ouverture des lettres de ses adversaires était un des plus efficaces, et auquel il recourait le plus volontiers ; il allait jusqu'à intercepter lui-même les lettres du roi, et c'est pour cela que Louis XIII, après la mort de son ministre, manifesta la satisfaction de pouvoir enfin être le premier à prendre connaissance de ses lettres. Ces indiscretions étaient alors tellement passées dans l'usage que Richelieu, se doutant bien que sa propre correspondance devait subir le sort qu'il réservait à celle des autres, avait bien soin de recommander à ceux de ses amis qui auraient voulu lui écrire confidentiellement, de se servir d'un chiffre ou de lui envoyer un homme de confiance. C'est ainsi que, s'adressant à son frère, il lui écrit le 13 mars 1617 : « Je vous envoie un chiffre pour pouvoir m'escire d'ores et avant les particularités que vous jugerez devoir demeurer entre vous et moi, comme aussy je feray le mesme (1). »

222. — Sous Louis XIV, le cabinet noir formait un service parfaitement organisé ; il y avait des employés spéciaux dont l'unique besogne était de lire les lettres

(1) V. *Lettres, instructions diplomatiques et papiers d'Etat du Cardinal de Richelieu*, recueillis par Avenel, 8 vol. in-4°, Paris, 1853-1877, t. I, p. 439 ; t. III, p. 65.

particulières, et lorsqu'ils y trouvaient quelque chose susceptible d'intéresser le roi, ils en prenaient un extrait qui lui était communiqué. M. Rambaud fait observer que ces pratiques n'avaient pas seulement pour but de rechercher la trace d'un crime ou de dépister un complot contre la sûreté de l'Etat, elles servaient aussi à l'agrément particulier du lieutenant de police et du roi (1). C'était pour ce dernier un passe-temps de suivre ainsi les intrigues particulières et de pénétrer dans la vie privée de ses sujets ; Saint-Simon raconte dans ses *Mémoires* que le prince « voyait l'extrait de toutes les lettres où il y avait des articles que les chefs de la poste, puis le ministre qui la gouvernait, jugeaient devoir aller jusqu'à lui, et les lettres entières quand elles en valaient la peine par leur titre et par la considération de ceux qui étaient en commerce (2) ». Chacun savait d'ailleurs à quoi s'en tenir sur ces procédés, la poste n'était pas sûre, on s'en méfiait, et lorsqu'on avait une nouvelle confidentielle à communiquer, on recourait aux services d'un messenger particulier ; c'est ce qui explique que le surintendant Fouquet, dans le célèbre plan de guerre civile qu'on produisit lors de son procès, recommande de « prendre garde surtout à ne point écrire aucune chose importante par la poste, mais envoyer partout des hommes exprès, soit cavaliers ou gens de pied, ou religieux (3) ».

(1) Rambaud, *Histoire de la civilisation française* 2 vol. in-12, Paris, 1885-1887, t. II, p. 99-100.

(2) Saint-Simon, *Mémoires*, t. XII, p. 459.

(3) Clément, *La police sous Louis XII*, un vol. in-8°, Paris, 1866.

223. — La curiosité malsaine de Louis XV trouva, dans la violation du secret des lettres, un moyen facile de satisfaire ses penchants ; il y avait une officine louche, une « caverne », nous dit d'Argenson, dont un certain sieur Jeanelle était le chef ; là, les lettres étaient décachetées, lues, copiées et recachetées avec une grande habileté : « Six ou sept commis de l'hôtel des postes triaient les lettres qu'il leur était prescrit de décacheter, et prenaient l'empreinte du cachet avec une boule de mercure ; ensuite, on mettait la lettre du côté du cachet dans un gobelet d'eau chaude, qui faisait fondre la cire sans rien gâter ; on l'ouvrait, on en faisait l'extrait, et ensuite on la recachetait au moyen de l'empreinte ; l'intendant des postes apportait les extraits au roi, le dimanche ; on le voyait entrer et passer comme les ministres pour ce redoutable travail (1). »

De telles précautions montrent suffisamment quel soin on prenait pour laisser ignorer l'existence du cabinet noir ; aussi, malheur à qui s'aviserait d'y faire allusion ! On rapporte à ce propos qu'un commis des postes du nom de Christian, ayant été assez imprudent pour raconter ce qu'il avait vu, fut immédiatement arrêté ; puis un jour il disparut et jamais on ne le revit.

Mais, malgré ces précautions, l'existence du cabinet noir n'était un secret pour personne ; il paraît même qu'on supportait assez aisément cette manière de procéder, puis-

(1) *Mémoires de Mme du Hausset*, p. 53.

qu'on peut lire dans les *Souvenirs de Mme de Genlis* que « dans les choses qui nous répondent de la sûreté publique, cette mesure n'est qu'une surveillance nécessaire et d'autant moins susceptible d'être critiquée que tout le monde sait qu'elle s'exerce » (1).

224. — Le roi Louis XVI eut une heureuse influence sur le cabinet noir ; il subsista, mais la violation du secret des lettres fut restreinte dans son exercice ; elle était désormais presque uniquement employée dans le but de découvrir les complots contre la sûreté de l'Etat ; le « travail secret des postes » coûtait 300.000 livres par an, et ce crédit était pris sur les fonds du ministère des affaires étrangères (2). Cependant, le roi avait résolu de supprimer ces honteuses pratiques : en 1775, deux lettres ayant été interceptées sur le navire chargé de leur transport, et annexées au registre des délibérations secrètes, le roi fit rendre par son Conseil, le 15 août 1775, un arrêt qui fait connaître ses intentions à cet égard : « Considérant, y est-il dit, que les lettres interceptées ne peuvent jamais devenir l'objet d'une délibération, que tous les principes mettent la correspondance secrète des citoyens au nombre des choses sacrées, dont les tribunaux comme les particuliers doivent détourner les regards... Sa Majesté a jugé nécessaire d'ordonner que les auteurs et les complices de

(1) *Souvenirs de Mme de Genlis*, t. III, p. 353.

(2) V. *Archives parlementaires*, 1^{re} série, t. XIII, p. 186 et suiv. Livre rouge (Annexe à la séance de l'Assemblée nationale du 21 avril 1790). Chapitre VIII : Affaires étrangères, affaires secrètes des postes et autres.

l'interception seraient poursuivis selon la rigueur des ordonnances. »

C'était la première fois que le principe de l'inviolabilité des lettres missives était proclamé en termes généraux, à l'égard de tout le monde. Malheureusement, les conseillers du roi lui persuadèrent que le maintien du cabinet noir était indispensable à la sûreté de l'Etat, aussi cet arrêt n'amena pas sa suppression, et Turgot lui-même, ministre de Louis XVI, était obligé de supplier son ami Condorcet de ne rien lui écrire par la poste.

225. — En somme, derrière l'état de droit établi par l'arrêt du Conseil de 1775 et qui garantissait l'inviolabilité, il y avait une situation de fait et c'était la violation incessante et éhontée. Les parlements qui protestèrent à plusieurs reprises, comme nous le verrons, lorsque l'indiscrétion émanait d'un particulier, étaient désarmés contre le pouvoir royal. Aussi, en 1789, un des vœux qui se retrouve le plus souvent dans les cahiers des États généraux consiste à revendiquer hautement le respect dû au secret des lettres (1).

(1) V. notamment les cahiers suivants : province d'Artois (noblesse), art. 8 ; sénéchaussée d'Auch, art. 23 ; bailliage d'Autun (clergé, noblesse et tiers-état) ; bailliage d'Auxerre (noblesse), art. 24 (tiers-état), art. 31 ; bailliage de Calais (noblesse) ; tiers-état de Paris, etc...

D'ailleurs, tous ces cahiers furent résumés en un rapport qui fut lu à l'Assemblée nationale, dans la séance du 27 juillet 1889, par le comte Stanislas de Clermont-Tonnerre. Il convient d'en extraire le passage suivant : « La nation réclame, pour chacun de ses membres, l'inviolabilité des propriétés particulières, comme elle réclame pour elle-même l'inviolabilité de la propriété publique ; elle réclame

226. — L'Assemblée Constituante s'occupa à plusieurs reprises de cette question ; chaque fois, elle condamna la violation des correspondances. « Rien n'est funeste et plus préjudiciable à l'ordre de la société, disait Duport dans la séance du samedi 25 juillet 1789, que le droit de pouvoir violer, sous quelque prétexte que ce soit, l'inviolabilité du secret des postes. Il est indigne d'une nation qui aime la justice et qui se pique de loyauté et de franchise d'exercer une telle inquisition (1). » Et Mirabeau ajoutait en termes éloquents : « Est-ce à un peuple qui veut devenir libre à emprunter les maximes et les procédés de la tyrannie ? Peut-il lui convenir de blesser la morale après avoir été si longtemps victime de ceux qui la violèrent ? Que ces politiques vulgaires qui font passer avant la justice ce que, dans leurs étroites combinaisons, ils osent appeler l'*utilité publique*, que ces politiques nous disent du moins quel intérêt peut colorer cette violation de la probité nationale ? Qu'apprendrons-nous par la honteuse inquisition des lettres ? de viles et sales intrigues, des anecdotes scandaleuses, de méprisables frivolités. Croit-on que les complots circulent par les courriers ordinaires ?... Un procédé si coupable n'avait pas même une excuse, et l'on dirait de

dans toute son étendue la liberté individuelle, comme elle vient d'établir à jamais la liberté nationale ; elle réclame la liberté de la presse ou la libre communication des pensées ; elle s'élève avec indignation contre les lettres de cachet, qui disposaient arbitrairement des personnes, et contre la violation du secret de la poste, l'une des plus absurdes et des plus infâmes inventions du despotisme. »

(1) *Gazette nationale* des 24-25 juillet 1789, p. 103.

nous dans l'Europe : en France, sous le prétexte de la sûreté publique, on prive les citoyens de tout droit de propriété sur les lettres qui sont les productions du cœur et le trésor de la confiance (1). »

227. — Trois jours après, le mardi 28 juillet, Gouy d'Arcy, dans le but de déjouer les complots intérieurs ou extérieurs, proposait que tous ceux qui saisiraient des lettres adressées à des personnes en fuite ou sous la garde de la justice fussent autorisés à les déposer à l'hôtel de ville de Paris. Mais le chevalier de Boufflers s'éleva très vivement contre cette proposition pour défendre le principe de l'inviolabilité du secret des correspondances : « Vous pourriez vous déterminer, dit-il, à trahir le vœu général de vos commettants et cette foi publique dont vous êtes les apôtres, dont vous êtes les garants ? De telles mesures sont faites pour les tyrans, et nous appartient-il d'avoir leur frayeur, leur crainte et leur lâcheté ? (2) »

228. — Quelques mois après, le comité d'Angoulême, ayant cru devoir faire arrêter un porteur de lettres afin de prendre connaissance de leur contenu, l'Assemblée nationale rendit le 5 décembre 1789 un décret dans lequel elle déclara que, « conformément aux principes établis dans la Déclaration des droits, le secret des lettres doit être constamment respecté (3) ». C'était la première fois que l'assemblée proclamait le principe de l'inviolabilité à la suite d'un fait particulier parvenu à sa connaissance.

(1) *Ibid.*, p. 404.

(2) *Ibid.*, 28-29 juillet 1789, p. 115.

(3) *Ibid.*, 5 décembre 1789, p. 428.

Dans sa séance du 18 juin 1790, elle rendait sans discussion un décret portant suppression de « la dépense du travail secret » des postes (1).

Puis l'Assemblée rendit plusieurs décrets dans le même sens ; c'est ainsi que le 10 août 1790, elle improuvait la conduite de la municipalité de Saint-Aubin qui avait ouvert un paquet de lettres adressées à des tiers (2), et le 10 juillet 1791, elle enjoignait « aux corps administratifs de surveiller l'exécution du décret du 10 août 1790 ». Il faut remarquer que toutes ces dispositions, n'ayant pas été abrogées, ont encore force de loi de nos jours ; il n'est donc pas trop osé de dire que le principe du secret des lettres est constitutionnellement établi en France.

229. — L'Assemblée Constituante qui a voté ces textes se faisait une très haute idée du principe ; le fait suivant montre que l'Assemblée législative avait les mêmes sentiments à cet égard ; il s'est passé au cours de la séance du 10 décembre 1791 : un des secrétaires fit connaître ce jour-

(1) *Archives parlementaires*, 1^{re} série, t. XVI, p. 369.

(2) *Gazette nationale* du 11 août 1790, p. 920. Ce décret est rapporté dans des termes différents par les *Archives parlementaires*. Alors que d'après la *Gazette nationale* il serait d'assez peu d'importance, il serait au contraire d'un grand intérêt s'il avait été tel que nous le présentent les *Archives*, c'est-à-dire conçu en termes énergiques et généraux. Voici ce texte d'après les *Archives parlementaires* (1^{re} série, t. XVII, p. 696) : « L'Assemblée nationale, après avoir entendu le rapport de son comité des recherches, considérant que le secret des lettres est inviolable, et que, sous aucun prétexte, il ne peut y être porté atteinte ni par les individus, ni par les corps, décrète : Qu'elle impute la conduite de la municipalité de Saint-Aubin, etc. »

là qu'il avait à donner lecture d'une lettre émanant d'un citoyen de Paris, dans laquelle celui-ci demandait à soumettre aux représentants du peuple un scrupule patriotique. « Je suis allé hier à l'abbaye, disait ce billet. Une voix plaintive s'est fait entendre ; un prisonnier m'a chargé de mettre une lettre à la poste, en me disant qu'elle était adressée à son frère pour demander des secours. Il a exigé que je fisse serment de m'acquitter avec fidélité de sa commission ; je me rendis à ses prières et lui promis de mettre la lettre à la poste. Mais le patriotisme dans un citoyen veille toujours. Un repentir m'arrêta ; une force invisible me détermina à décacheter ladite lettre... » A ce moment, une clameur indignée coupa la parole au secrétaire. Sur un seul banc, une protestation s'éleva : « Bien sûr, dit un membre de l'Assemblée, nous sommes unanimes à condamner la manière dont cette lettre nous est parvenue, mais le salut public exige que nous prenions connaissance des faits qu'elle contient. » Ce n'était pas la première fois que cette doctrine du salut public était invoquée en pareille circonstance au sein de l'Assemblée. Peut-être allait-elle déterminer ses membres à abuser d'un secret qu'une trahison mettait entre leurs mains. Bazire ayant fait observer qu'il ne fallait pas confondre la morale des particuliers avec la morale publique, souleva des protestations indignées, et Vergniaud prit la parole : « L'Assemblée, s'écriait-il, ne peut délibérer sur le délit dont le particulier qui vous envoie cette lettre s'est rendu coupable. Décrétez sur-le-champ la suppression de cette lettre et brûlez-la. » A

ces mots, l'Assemblée éclata en applaudissements, et, d'enthousiasme, vota ce décret qui parut le lendemain au *Moniteur officiel* : « L'Assemblée ferme la discussion et décrète que son procès-verbal énoncera que l'Assemblée nationale indignée a passé à l'ordre du jour après avoir ordonné la suppression et le brûlement de la lettre (1). »

Dans l'esprit de l'Assemblée législative, aucun motif ne pouvait donc excuser la violation du secret des lettres ; et elle établit une sanction très rigoureuse de ce principe ; l'article 23 de la 2^e partie, titre 1^{er}, section III, du Code pénal des 27 septembre-6 octobre 1791 érige en crime la violation de la correspondance et ajoute : « Si le crime est commis, soit en vertu d'un ordre émané du pouvoir exécutif, soit par un agent du service des postes, le ministre qui en aura contresigné l'ordre, quiconque l'aura exécuté ou l'agent du service des postes qui, sans ordre, aura commis ledit crime sera puni de la peine de deux ans de gêne. »

230. — La première instruction générale sur le service des postes, qui porte la date du 26 octobre 1792, rappelle que l'inviolabilité des correspondances est garantie par les décrets des 5 décembre 1789 et 10 août 1790 et que la loi du 20 juillet 1791 avait déclaré que ce principe devait être constamment respecté.

231. — Mais, si solidement établi qu'il fut, ce principe, qu'aucun motif ne devait faire fléchir, fut emporté par la tourmente révolutionnaire.

(1) *Gazette nationale* du 11 décembre 1791, p. 1446.

Le décret du 9 mai 1793 dispose en effet que « dans tous les lieux où il existe des bureaux de poste, deux officiers municipaux ou deux membres du conseil général de la commune, nommés à cet effet par le conseil, se transporteront chez le directeur et vérifieront s'il n'existe point de lettres chargées ou non chargées à l'adresse des personnes portées sur la liste des émigrés ». Et les articles suivants indiquent de quelle manière on devra procéder à l'ouverture de ces lettres. C'était le rétablissement et la réorganisation du Cabinet noir ; de nombreuses lettres furent interceptées par ses soins et furent remises par lui au Comité de sûreté générale. La Convention, laissant de côté les scrupules de la Constituante et de l'Assemblée législative, eut souvent recours à ces lettres comme moyen d'information et ne songea même pas à s'étonner du procédé indélicat grâce auquel elles étaient parvenues entre ses mains (1). On sait, par exemple, que c'est une lettre interceptée adressée par le duc de Chartres à son père Louis-Philippe d'Orléans (Philippe Egalité) qui amena l'arrestation et la mise en accusation de ce dernier.

Une loi du 7 septembre 1793 étendit la mesure établie par le décret du 9 mai à tous les plis venant de l'étranger ou adressés à l'étranger ; et cette restriction au secret des lettres fut ajoutée *in fine* à l'article 538 du Code des délits

(1) V. notamment : *Gazette nationale* du 27 juillet 1793, p. 886. — Les registres de la correspondance de l'administration des postes, qui sont classés au ministère des postes et télégraphes, donnent d'amples renseignements sur l'organisation et le fonctionnement du Cabinet noir à cette époque.

et des peines du 3 brumaire an IV ; celui-ci en effet, après avoir reproduit la disposition de l'article 23 du Code pénal de 1791, ajouta : « Il n'est porté aucune atteinte à la surveillance que le gouvernement peut exercer sur les lettres venant des pays étrangers ou destinées pour ces mêmes pays. »

232. — L'application de cette dernière disposition fut réglée par les arrêtés du Directoire des 11 floréal an IV, 3 frimaire an V et 7 messidor an VI. Entre temps, un arrêté du 27 nivôse an IV (17 janvier 1796) était allé jusqu'à ordonner la saisie des lettres provenant des pays occupés par les Chouans ou qui y étaient envoyées.

Enfin, il faut mentionner les décrets des 2 messidor et 7 fructidor an VI, réservant à l'Etat le monopole de l'exploitation postale ; ils laissent percer, dans l'exposé des motifs, une raison secrète qu'on n'ose pas énoncer ouvertement ; la raison fiscale ne fut pas, en effet, seule mise en avant pour faire admettre le monopole ; on osa discrètement invoquer, sans soulever la moindre protestation, que la liberté accordée aux entrepreneurs de transporter les dépêches privées pouvait entraîner « l'inconvénient de favoriser les correspondances clandestines et criminelles ». Ce considérant, comme le fait observer M. Rousseau (1), n'est rien autre chose que l'infirmité du principe du secret ; car si le gouvernement réclame le droit de surveiller les correspondances, il s'en arroge aussi les

(1) Rousseau, *op. cit.*, p. 195, n° 358.

moyens, qui ne peuvent être autres que de briser les cachets et de violer les enveloppes.

233. — Sous le premier Empire, la violation du secret des lettres fut de nouveau érigée en institution ; la police impériale avait ce qu'elle appelait « ses bureaux de révision » où l'on décachetait les écrits privés ; mais elle mettait, paraît-il, trop de maladresse dans ces délicates opérations ; on savait à quoi s'en tenir, de sorte que le contenu des lettres était presque toujours sans intérêt ; comme le disait le maréchal Clarke, « ces procédés maladroits détruisaient la confiance du public ». Napoléon, tout en déclarant qu'il n'était « nullement partisan de cette mesure », a avoué lui-même dans sa correspondance qu'il s'en servait ; on peut citer à ce propos la lettre suivante dans laquelle il indique les mesures à prendre pour déjouer les menées de Pie VII : « Le Pape se conduisant mal..., assurez-vous qu'aucun courrier n'est reçu ni expédié à Savone, que le Pape n'a aucune correspondance secrète et n'a commerce qu'avec le Préfet. Envoyez-moi la liste des personnes qui entourent le Pape. Si on peut lui en retirer quelques-unes, surtout celles qui travaillent le plus à ses écritures, cela sera d'un très bon effet. Tout ce qu'il fait est plein de poison ; il serait donc convenable de le réduire à sa propre écriture et de lui ôter ce tas d'hommes qui expédient. Enfin, je vous prie de bien recommander au gouverneur de faire une police sévère, de faire en sorte qu'aucun domestique ne porte de lettres et de les faire surveiller de près. Il faudrait que le directeur de la police eût

dans la maison du Pape quelqu'agent qui pût savoir par quel canal secret passent ces lettres, et qui informât de ce qui se fait dans cette maison (1). » On peut citer également l'affaire du baron de Stein qui dut sa disgrâce à une lettre interceptée par ordre de l'empereur. Cependant, l'article 187 du Code pénal de 1810 punissait d'une amende de 16 à 300 francs et de l'interdiction des fonctions publiques pendant un temps déterminé les agents des postes qui violeraient le secret des lettres, ce qui montre que les faits étaient en désaccord avec le droit.

234. — Pendant les Cent Jours, on voulut réagir, au moins en apparence, contre ces pratiques. Dans une circulaire qu'il adressait aux préfets le 7 mai 1815, Carnot les invitait à veiller à la stricte observation par les fonctionnaires de l'ordre administratif du secret des lettres missives ; il leur rappelait que « la pensée de tout citoyen français doit être libre comme sa personne ». Mais le Cabinet noir ne disparut pas pour cela : il coûtait, nous dit M. Maxime du Camp, 600.000 francs par an, et ce crédit était soldé comme autrefois par les fonds secrets du ministère des affaires étrangères ; il était desservi par vingt-deux employés, dont plusieurs étaient de hauts personnages (2).

235. — En 1828, lors de la chute du ministère de Vil-

(1) V. Léon Lecestre, *Lettres inédites de Napoléon*, an VIII-1815, 2 vol. in-8°. Paris, 1897.

(2) V. Maxime du Camp, « L'administration et l'hôtel des postes », dans la *Revue des Deux Mondes* du 1^{er} janvier 1867, p. 180.

lèle, on déclara officiellement que le Cabinet noir n'existait plus à l'administration des postes ; mais c'était une supercherie, on s'était contenté de le faire déménager. Un procès curieux, raconté par M. du Camp, en démontra l'existence ; une jeune personne d'excellente famille avait épousé, vers 1821, un personnage important des postes, en relation directe avec les Tuileries et émargeant un gros traitement. Ses fonctions, sur lesquelles il ne s'était pas expliqué, exigeaient presque tous les soirs sa présence à son bureau, et souvent il y passait une partie de la nuit. Après les événements de Juillet, la triste vérité apparut tout entière ; le mari était l'un des principaux membres du Cabinet noir. Sa femme, indignée en recevant une telle révélation à laquelle elle était loin de s'attendre, forma immédiatement devant le tribunal de la Seine une demande en séparation de corps. Mais le tribunal estima que le fait d'être membre du Cabinet noir n'était pas une injure suffisamment grave pour justifier la séparation. M. du Camp ajoute que, chacun méprisant la violation des lettres, l'opinion du monde fut pour la femme et que jamais cette dernière ne consentit à revoir celui qui l'avait abusée sur sa situation et l'avait entraînée dans une honte qu'elle ne soupçonnait pas.

236. — Le second Empire eut recours lui aussi aux procédés du Cabinet noir ; on raconte même qu'un nommé Simonel, qui en avait la direction était passé maître en l'art de faire sauter les cachets (1). Si nous en croyons un

(1) V. Lambry, *Les mystères du Cabinet noir sous l'Empire et la poste sous la Commune*.

document publié dans le *Journal officiel* de la Commune du 8 mai 1871, il y aurait eu, pour cette besogne, une installation fort bien aménagée au premier étage de l'hôtel des postes.

En 1867, la violation du secret de la correspondance eut un écho retentissant au corps législatif ; une circulaire du directeur général des postes du 27 janvier de cette année-là donnait avis à tous les receveurs « que l'administration des postes avait reçu l'ordre d'empêcher, pour ce qui la concernait, l'introduction en France et la distribution d'une lettre adressée au général de Saint-Priest par M. le comte de Chambord », en conséquence, ils étaient invités à surveiller avec soin toutes les correspondances pour découvrir les exemplaires de cette lettre et les saisir. Eugène Pelletan interpella le gouvernement sur cette circulaire : « Il y a un point sur lequel nous sommes tous d'accord ici, c'est l'invioiabilité du secret des lettres, s'écriait-il dans la séance du 22 février 1867. Non pas parce que cette invioiabilité est inscrite dans le Code pénal et qu'elle est entourée de garanties, de peines sévères. Non, messieurs, mais parce que l'invioiabilité du secret des lettres, ne fut-elle pas inscrite dans le Code pénal, elle n'en serait pas moins inscrite en caractères ineffaçables au fond de la conscience, dans la morale publique et qu'aucun Code ne pourrait s'empêcher de la faire respecter. Et en effet, le secret des lettres, pour tout homme d'honneur, n'est pas moins sacré que le secret de la confession. Notre législation déclare que la vie privée doit être murée ; elle

va même jusqu'à mettre la vie privée sous la protection de la loi sur la diffamation, qui ne permet pas de faire la preuve des faits diffamatoires. Or, si la vie privée doit être murée, à plus forte raison la pensée privée doit être respectée ; violer le sanctuaire de la pensée privée, c'est commettre en quelque sorte un attentat contre la pudeur de l'âme humaine ; c'est frapper ce que nous avons de plus intime, de plus personnel, ce que nous disons à Dieu seul ou à un seul homme digne de toute notre confiance (1). » Le gouvernement se défendit en alléguant qu'il avait agi dans la limite de ses droits, mais il dut finalement reconnaître qu'il les avait outrepassés et cette discussion eut pour effet d'affirmer la règle de l'inviolabilité comme un principe de notre droit public.

237. — Plus récemment, en 1898, un nouveau débat parlementaire eut lieu sur ce sujet. Un député, M. Delcassé, se plaignit que l'administration des postes ne lui remit pas toutes les lettres qui lui étaient adressées, et il fit observer avec raison que « la violation du secret de la correspondance privée en sa personne était une menace pour tout le monde ». Mais le gouvernement protesta énergiquement, affirmant qu'il n'y avait pas de Cabinet noir. « Je suis tout prêt à blâmer des faits semblables, dit le ministre de la marine ; vous ne supposez pas qu'un honnête homme puisse tolérer dans ses services des gens qui ouvrent subrepticement des lettres. » Et le président du

(1) *Moniteur universel* du 23 février 1867, p. 195.

Conseil ajouta : « Quel est le gouvernement qui ne s'affligerait de pareils faits, de pareilles violations du droit et qui ne serait pas le premier intéressé à les réprimer (1) ? »

En fin de compte, dans son ordre du jour, la Chambre se contenta de prendre acte des déclarations du gouvernement. Elle admettait donc que le secret des lettres était toujours respecté.

Faut-il la suivre dans cette opinion et dire avec elle que la triste institution du Cabinet noir, tel que nous l'avons vu fonctionner sous les différents régimes qui se sont succédé en France, a cessé d'exister ? Nous y serions assez portés ; admettons donc que le Cabinet noir n'est plus maintenant qu'un souvenir historique. Il convient d'ailleurs de faire observer que son fonctionnement serait à peu près impossible et inutile. Impossible, parce que l'énorme quantité de lettres circulant en France serait un obstacle à l'examen efficace de chacune d'elles. Inutile, à cause du moyen exorbitant, mais légal, que possède le gouvernement de saisir la correspondance privée, étant donné le sens et la portée que la jurisprudence a donnée, comme nous le verrons bientôt, à l'article 10 du Code d'instruction criminelle.

SECTION III. — Fondement du principe en droit privé.

238. — La poste doit fidèlement remettre au destinataire la lettre qu'on lui a confiée. Mais lorsque le facteur

(1) V. *Journal officiel, Débats parlementaires*, séance du 3 février 1898, p. 394 à 399.

aura distribué cette missive à domicile, celle-ci ne sera pas encore à l'abri de toute indiscrétion ; il y a des particuliers qui, moins réservés que l'administration, pourraient vouloir en connaître le contenu. La correspondance est protégée contre cette curiosité par la règle de l'inviolabilité, en tant que principe de droit privé.

Le principe de l'inviolabilité du secret des lettres, dans les rapports entre simples particuliers, signifie que nul ne doit chercher à connaître le contenu d'une lettre dont il n'est pas destinataire. C'est en somme transporter dans le domaine du droit privé le principe de droit public que nous venons d'examiner.

239. — Cette règle a pour fondement une raison de haute morale : nul ne doit chercher à pénétrer un secret qui n'intéresse qu'autrui.

240. — Il y a aussi un fondement juridique : la lettre a été créée par celui qui l'a écrite ; lui seul avait tout d'abord des droits exclusifs sur elle, et ces droits il pouvait les transmettre à qui bon lui semblait. Or, en adressant cette lettre au destinataire, il en a aliéné à son profit l'élément matériel et il lui a conféré le droit de prendre connaissance de son contenu. Mais le destinataire est seul à avoir acquis ce droit, et quiconque, à son insu, ouvrirait la lettre pour la lire, agirait sans droit, et violerait le secret de la correspondance. Ainsi le principe de l'inviolabilité en droit privé a pour but de protéger le destinataire contre les indiscrétions des tiers.

241. — Il ne faut pas confondre cette règle ainsi entendue

avec une autre règle que nous avons déjà étudiée et en vertu de laquelle le destinataire ne peut pas faire connaître à autrui le contenu d'une lettre confidentielle. Il s'agit alors, nous l'avons montré, d'une restriction apportée aux droits de propriété du destinataire et c'est de cette dernière hypothèse que parle Cicéron dans ce passage de sa seconde *Philippique* qu'on cite souvent, à tort selon nous, comme flétrissant la violation du secret des lettres en droit public : « *At etiam litteras, quas me sibi misisse diceret, recitavit, homo et humanitatis expers, et vitæ communi ignarus. Quis enim unquam, qui paululum modo bonorum consuetudinem nosset, litteras ad se ab amico missas, offensione aliqua interposita, in medium protulit, palamque recitavit? Quid est aliud tollere e vita vitæ societatem, tollere amicorum colloquia absentium? Quam multa joca solent esse in epistolis, quæ prolata si sint, inepta videantur? Quam nulla seria, neque tamen ullo modo divulganda?* » (1) Dans cet éloquent passage, Cicéron reproche à Marc Antoine d'avoir rendu publiques des lettres qui, en raison de leur nature, devaient être lues par le destinataire seul. Il s'agit de la non-divulgarion des lettres confidentielles, il ne s'agit pas du principe de l'inviolabilité.

242. — Il importe de distinguer ces deux principes qu'on a souvent confondus ; ils se différencient à plusieurs points de vue. Tout d'abord ils n'ont pas la même source : quand une lettre est confidentielle, il est intervenu un

(1) M. T. Ciceronis in M. Antonium Philippica secunda, IV.

pacte entre l'auteur et le destinataire, et c'est en vertu d'un véritable contrat que ce dernier est obligé à ne pas divulguer le secret de la lettre. Tandis que ce n'est pas un contrat qui interdit à toute personne autre que le destinataire de prendre connaissance d'une missive ; tous les tiers ont une obligation négative, obligation légale, qui consiste à s'abstenir de tout ce qui pourrait porter atteinte aux droits du propriétaire de la lettre.

D'autre part, ces deux règles ne protègent pas la même personne : c'est exclusivement dans l'intérêt de l'auteur que le destinataire ne doit pas divulguer le contenu d'une correspondance confidentielle ; tandis que c'est surtout le destinataire qui est protégé par le principe de l'inviolabilité du secret des lettres.

Ce n'est pas non plus à la même personne que ces deux règles peuvent être opposées. La non-divulgation d'une lettre confidentielle est opposable par l'auteur au destinataire, qui est tenu en vertu d'un contrat, il est en somme le sujet passif d'une obligation ; tandis que le principe de l'inviolabilité sera invoqué par le destinataire envers tout le monde. Lui seul a un droit et les personnes qui doivent le respecter sont illimitées en nombre.

Enfin le principe de l'inviolabilité protège toutes les lettres sans exception ; tandis qu'il n'est pas interdit au destinataire de faire connaître à autrui le contenu de toutes les missives qu'il reçoit ; cette restriction ne s'applique qu'à certaines d'entre elles, à celles qui ont un caractère confidentiel.

243. — Après avoir examiné d'une façon précise ce qu'est le principe de l'inviolabilité du secret des lettres missives, il convient de rechercher quelles sanctions en garantissent le respect.

CHAPITRE II

DES SANCTIONS DU PRINCIPE DE L'INVOLABILITÉ.

SOMMAIRE : *Section I. Sanctions pénales.* — § 1. Violation par un fonctionnaire. — I. Ancien droit : 244-246. Ancien droit proprement dit. — 247-249. Droit intermédiaire. — 250-251. Code pénal. — 252. II. Droit actuel : A) Sanction commune à tous les fonctionnaires et agents des postes. — 253. Analyse juridique de l'article 187 du Code pénal : 254-257. 1^o Qualité de l'agent ; — 258-262. 2^o Fait intentionnel de suppression ou d'ouverture ; — 263-269. 3^o Lettres confiées à la poste ; objets de correspondance prévus par la loi. — 270-272. Pénalité. — B) Sanctions spéciales aux agents des postes : 273. Serment professionnel. — 274-281. Secret professionnel. — 282. Autres sanctions : 283-284. Détournement ou suppression d'actes ou de titres. — 285. Soustraction de pièces contenues dans un dépôt public. — 286-287. Vol. — § 2. Violation par un particulier. — 288. I. Ancien droit. — II. Droit actuel : 289. L'article 187 du Code pénal n'est pas applicable aux particuliers. — 290. Projet d'extension de cet article. — 291. Complicité. — 292. Corruption d'un agent des postes. — 293. Vol et abus de confiance. — 294. Conclusion. — *Section II. Sanction civile.* — 295. But de la sanction civile. — 296. Application de l'article 1382 du Code civil à la violation de la correspondance. — 297. Damage causé. — 298. Faits constitutifs de la faute. — 299-302. Particularités qui se présentent lors de l'exercice de l'action civile quand il y a délit pénal. — 303. La sanction civile peut être encourue indépendamment de toute intention frauduleuse. — 304. Personnes ayant droit aux dommages-intérêts. — 305. Personnes responsables ; responsabilité de l'administration des postes.

SECTION I. — Sanctions pénales.

§ 1. — Violation par un fonctionnaire.

I. *Ancien droit.* — 244. — Nous avons vu que très souvent, sous tous les régimes et à toutes les époques, le secret des lettres fut violé. C'était un état de fait ; et cependant, on considérait en principe que les lettres confiées à la poste étaient mises sous la sauvegarde de la foi publique. Les ouvrir ou les détourner constituait un délit contre lequel les lois sévissaient avec plus ou moins de sévérité. Tel était l'état de droit.

245. — Les Parlements, à chaque occasion qui se présentait à eux, punirent sévèrement la violation du secret de la correspondance. C'est ainsi qu'en 1471, un certain Louis Leprince, commis à la poste de Paris, fut condamné à être pendu pour avoir intercepté deux lettres venues de Caen.

« C'est un larcin qualifié, et un crime public, dit Serpillon, que d'intercepter une lettre à la poste ou ailleurs, surtout si le crime est commis par une personne publique et préposée pour l'envoi ou la distribution des lettres (1). » Et il cite l'affaire d'une nommée Moreau, directrice de la poste de Beaune, qu'un arrêt du Parlement de Dijon du mois d'août 1726 condamna à être pendue pour avoir

(1) Serpillon, *Code criminel*, t. I, p. 141, n° 43.

décacheté des lettres et y avoir volé des billets de banque, et qui fut exécutée. Le 3 mai 1741, c'est le tour d'un commis de la poste qui s'était rendu coupable de plusieurs vols en ouvrant des lettres venant de différentes provinces du royaume ; un jugement souverain des commissaires du conseil le condamna à être pendu après avoir été appliqué à la question. Par la suite, sa peine fut commuée en une amende honorable avec écriteaux, dans la cour du bureau de la grande poste à Paris et en la peine des galères à perpétuité.

246. — Puis, comme on avait constaté que les juges étaient « dans l'incertitude sur la condamnation qu'ils devaient prononcer contre des commis ou employés dans les postes qui avaient intercepté des lettres », le roi rendit une déclaration le 25 septembre 1742, par laquelle il décide et ordonne que « les courriers, commis, facteurs, distributeurs ou autres employés dans l'apport ou la distribution des lettres ou paquets envoyés par la poste, qui seront convaincus de prévarication ou de larcin, commis pour eux ou pour d'autres, en interceptant et décachetant frauduleusement des lettres ou paquets, pour prendre les billets, lettres de change, lettres d'avis, quittances ou autres effets enfermés dans lesdites lettres ou paquets, ou recevoir eux-mêmes en argent ou en marchandises, la valeur des effets actifs, ou les faire recevoir par d'autres que ceux à qui ils appartiennent, ou supprimer lesdits billets, lettres de change, lettres d'avis, quittances ou autres effets, soient condamnés à la peine de mort ». Et la déclai-

ration ajoute : « A l'égard de ceux qui auraient seulement intercepté ou soustrait, ouvert et décacheté lesdits paquets, et retenu ou détourné lesdits effets qui y étaient enfermés, sans être cependant convaincus d'en avoir abusé pour eux ou pour autres, suivant ce qui a été dit ci-dessus, voulons qu'ils soient condamnés à la peine des galères, à temps ou à perpétuité, ou à celle du bannissement ou du blâme selon la différence des cas et des circonstances (1). » C'était une sanction bien rigoureuse ; d'autre part, elle ne protégeait pas efficacement le secret des lettres, car elle s'appliquait aux agents de transmission, mais à eux seuls. Ni les fonctionnaires publics, ni les particuliers qui ouvraient ou supprimaient des correspondances n'étaient punissables en vertu de ce texte, et l'existence du cabinet noir, dont nous avons montré l'activité à cette époque, démontre combien était précaire la protection accordée par notre ancien droit au principe de l'inviolabilité du secret des lettres missives.

247. — Il faut arriver jusqu'à la Révolution française pour le trouver consacré par des textes formels. Ces textes, nous les avons mentionnés au passage. C'est d'abord le décret du 5 décembre 1789, puis c'est celui du 10 août 1790 et celui du 10 juillet 1791. On déclare que « le secret des lettres est inviolable, et que sous aucun prétexte il ne peut y être porté atteinte, ni par les individus, ni par les corps ». Mais ces décisions ont un grave défaut, elles furent ren-

(1) V. Muyart de Vouglans, *Les lois criminelles de France*, p. 259.

dues à l'occasion d'un fait particulier qu'elles blâmèrent ; elles sont bien conçues en termes généraux, elles établissent le principe, mais elles ne fixent pas sa sanction. Or, il faut un texte pour punir, *nulla pœna sine lege*, et puisqu'aucune loi n'avait prévu la peine encourue par quiconque violerait le secret d'une lettre, un tel fait, aussi répréhensible qu'il soit, ne tombait pas jusqu'alors sous le coup de la loi répressive.

248. — Cette lacune frappa les rédacteurs du Code pénal de 1791, aussi ils insérèrent dans leur projet une disposition qui devint l'article 23 de la 2^e partie, titre I^{er}, section III du Code et qui est ainsi conçu : « Quiconque sera convaincu d'avoir volontairement et sciemment supprimé une lettre confiée à la poste, ou d'en avoir brisé le cachet et violé le secret, sera puni de la dégradation civique. Si le crime est commis, soit en vertu d'un ordre émané du pouvoir exécutif, soit par un agent du service des postes, le ministre qui en aura donné ou contresigné l'ordre, sera puni de deux années de gêne. »

Le premier paragraphe de cet article est d'une portée générale, il s'applique à tout le monde, particulier ou fonctionnaire ; il comporte cependant une réserve, il faut qu'il s'agisse d'une lettre confiée à la poste ; si elle avait été remise par un messenger spécial, on pourrait l'ouvrir et la supprimer impunément, cette loi serait sans application ; il est permis de le regretter. Quant à la peine, on peut dire qu'elle convient au genre de délit qu'elle réprime ; il ne fallait pas faire preuve d'une extrême

rigueur, on a choisi la dégradation civique, peine simplement infamante ; or, pour jouir de ses droits civiques, il faut être un homme d'honneur, et celui-là est peu honorable, qui supprime une correspondance ou qui en viole le secret.

Le second paragraphe, prévoyant le cas où la violation aurait lieu par ordre de l'Etat, prononce contre la personne qui aurait donné cet ordre en chargeant un tiers de l'exécuter, une peine de deux années de réclusion très sévère.

249. — On retrouve les mêmes dispositions dans le Code des délits et des peines du 3 brumaire an IV ; c'est l'article 638 qui sanctionne l'inviolabilité du secret de la correspondance (1) ; toutefois, on constate avec regret que le principe a subi une restriction. « Il n'est porté par le présent article, dit le texte, aucune atteinte à la surveillance que le gouvernement peut exercer sur les lettres venant des pays étrangers ou destinées pour ces mêmes pays. »

Ce paragraphe fait allusion à certaines mesures prescrites par le gouvernement révolutionnaire ; celui-ci, met-

(1) Cet article est ainsi conçu : ART. 638. — « Quiconque sera convaincu d'avoir volontairement et sciemment supprimé une lettre confiée à la poste, ou d'en avoir brisé le cachet et violé le secret, sera puni de la peine de la dégradation civique. Si le crime est commis soit en vertu d'un ordre émané du pouvoir exécutif, soit par un agent du service des postes, les membres du directoire exécutif ou les ministres qui en auront donné l'ordre, quiconque l'aura exécuté ou l'agent du service des postes qui, sans ordre, aura commis ledit crime, seront punis de la peine de deux ans de gêne. — Il n'est porté par le présent article aucune atteinte à la surveillance que le gouvernement peut exercer sur les lettres venant des pays étrangers ou destinées pour ces mêmes pays. »

tant en avant de prétendues raisons de sûreté publique, s'était arrogé le droit de visiter d'abord les lettres adressées aux émigrés (décret du 9 mai 1793), puis toutes celles venant de l'étranger ou y allant (loi du 7 septembre 1793), enfin le Directoire, par un arrêté du 27 nivôse an IV, avait pris les mêmes mesures à l'égard de la correspondance provenant des pays occupés par les Chouans ou destinée à ces pays.

250. — Le Code pénal de 1810 contenait un indulgent article 187 qui changeait à plusieurs points de vue le système du Code de brumaire : « Toute suppression, toute ouverture de lettres confiées à la poste, commise ou facilitée par un fonctionnaire ou un agent du gouvernement ou de l'administration des postes, sera punie d'une amende de 16 à 300 francs. Le coupable sera, de plus, interdit de toute fonction ou emploi public pendant cinq ans au moins et dix ans au plus. »

Si nous comparons ces dispositions à celles du Code de brumaire, on constate d'abord une amélioration, elle concerne les rapports internationaux : le paragraphe qui permettait au gouvernement de violer le secret des lettres venant de l'étranger a disparu pour ne plus jamais paraître ; il faut s'en féliciter. Par contre, le délit, au lieu d'être comme auparavant un délit général pouvant être commis par n'importe qui, particulier ou fonctionnaire, devient un délit spécial : seuls, les fonctionnaires publics tombent sous le coup de cet article, un particulier peut ouvrir ou supprimer des lettres sans être punissable par

aucune loi. C'est un changement fâcheux. Enfin, la peine prévue est bien minime : 16 à 300 francs d'amende et 5 à 10 ans d'interdiction de fonction publique. Cette indulgence est peut-être explicable par ce fait que Napoléon a voulu ne pas trop exposer les employés du cabinet noir, qui lui rendaient de grands services. Car il ne faut pas perdre de vue que, malgré tous ces textes, en fait la correspondance était régulièrement violée par le gouvernement.

251. — Lors de la révision de 1832, les pénalités de l'article 187 furent trouvées insuffisantes. M. de Caumartin soutint à la Chambre des députés la nécessité d'une répression plus sévère : « L'administration des postes, disait il, s'améliore chaque jour ; cependant, on ne peut pas se dissimuler que, trop souvent encore, les chefs de l'administration sont dans l'impuissance de prévenir certains délits, certaines infidélités. Ces infidélités ont des conséquences extrêmement graves ; elles peuvent compromettre non seulement l'intérêt des familles, mais encore leur honneur. Cette impuissance de l'administration me paraît provenir de l'insuffisance de la législation à cet égard. Vous penserez sans doute que, pour les infidélités de ce genre, dont les conséquences peuvent être si graves, ce n'est pas trop d'élever le taux de l'amende et d'y joindre une peine d'emprisonnement. »

Cette intervention, à laquelle les Chambres se rallièrent, eut pour effet de faire aggraver l'article 187 et de le rendre tel qu'il est encore de nos jours.

II. *Droit actuel.* — 252. — Cet article 187 a soulevé d'assez nombreuses difficultés, il convient de s'y arrêter plus longuement. Nous procéderons d'abord à l'analyse juridique de ses dispositions, qui forment la législation qui nous régit actuellement et qui contiennent la sanction applicable à tous les fonctionnaires. Nous verrons en second lieu d'autres sanctions, spéciales celles-là aux agents des postes, et notamment le secret professionnel,

A) *Sanction commune à tous les fonctionnaires et agents des postes.*

253. — « Toute suppression, toute ouverture de lettres confiées à la poste, commise ou facilitée par un fonctionnaire ou un agent du gouvernement ou de l'administration des postes, sera punie d'une amende de 16 à 500 francs, et d'un emprisonnement de trois mois à cinq ans. Le coupable sera, de plus, interdit de toute fonction ou emploi public pendant cinq ans au moins et dix ans au plus. » Tel est le texte actuel de l'article 187 du Code pénal. Il soulève plusieurs questions que nous examinerons successivement : 1° Quelles sont les personnes qu'il régit ; 2° Quels faits il a prévus ; 3° A quels objets de correspondance il s'applique. Nous verrons ensuite quelle pénalité est encourue, lorsque tous les éléments constitutifs du délit sont réunis.

254. — 1° *Qualité de l'agent.* — Dans le système du Code pénal, le délit prévu par l'article 187 constitue un abus d'autorité, qui ne peut être commis que par un fonctionnaire public.

La loi punit d'abord l'ouverture ou la suppression des lettres commise par un fonctionnaire ou agent du gouvernement ; étant donnée la généralité de ces termes, ils sont applicables à tous ceux qui à un titre quelconque dépendent du gouvernement, depuis ceux qui occupent les plus hautes fonctions jusqu'aux employés les plus humbles.

M. Garçon fait observer avec raison (1), que cette rédaction s'explique historiquement : le secret des lettres avait été souvent violé par la police ou par le gouvernement, et c'est pour supprimer ces pratiques que le Code pénal de 1791 avait puni le ministre qui avait donné l'ordre d'ouvrir ou de supprimer une lettre et ceux qui avaient exécuté cet ordre. Le Code de brumaire avait admis les mêmes règles, en étendant ses prévisions au cas où l'ordre émanait d'un membre du directoire exécutif ; il ne faisait d'exception que pour les lettres venant de l'étranger ou y allant. Mais ces dispositions étaient trop étroites, car les ministres seuls et les membres du directoire encouraient la pénalité de l'article 638, et en raison de l'interprétation restrictive des lois pénales, le secret des lettres pouvait être violé sur le commandement de fonctionnaires autres que les ministres et les membres du directoire. C'est pour parer à cette lacune que le législateur de 1810 d'abord, celui de 1832 ensuite, ont employé les termes plus larges et plus compréhensifs de fonctionnaires ou agents du gouvernement.

(1) Garçon, *Code pénal annoté*, art. 187, n° 21.

Le ministre qui aurait violé ou donné l'ordre de violer une lettre serait donc passible des peines portées en l'article 187 ; cet article s'appliquerait aussi à tous ses subordonnés, à tous les fonctionnaires de l'ordre administratif et de l'ordre judiciaire, et d'une façon très générale à tous les employés de toutes les administrations publiques. Et la Cour de cassation l'a déclaré applicable à une violation de correspondance commise par le maire d'une commune (1).

255. — Il n'est pas nécessaire, pour que la violation soit punissable, que le fonctionnaire ait agi dans l'exercice de ses fonctions. Ce n'est pas seulement l'excès de zèle que la loi a voulu punir, si telle avait été son intention, elle l'aurait dit comme elle l'a fait dans les articles 184 et 186 ; dans l'article 187, au contraire, il n'y a aucune restriction, on parle en termes généraux, c'est donc qu'on a voulu punir d'abord l'agent qui a ouvert ou supprimé une lettre dans un intérêt public mal compris, et aussi celui qui a agi hors de l'exercice de ses fonctions, dans un intérêt purement privé.

Cependant, il ne faudrait pas s'exagérer la portée de ce principe. Il n'est pas nécessaire que le fonctionnaire ait agi dans l'exercice de ses fonctions, c'est entendu, mais il faut qu'il ait abusé de son autorité de fonctionnaire et qu'il n'ait pas agi comme aurait pu le faire un simple particulier. Il faut, en d'autres termes, qu'il y ait relation de

(1) Cass. crim., 6 août 1841, S. 41.1.800.

cause à effet entre la qualité de l'auteur et le fait matériel de suppression ou d'ouverture. Exemple : un préfet va trouver un facteur et lui demande de lui remettre une lettre ; le facteur la lui remet parce que c'est un préfet qui la lui a demandée, c'est à cause de la qualité de son interlocuteur qu'il a livré la lettre. Eh bien, ce préfet a agi en dehors de ses fonctions, mais il s'est servi de son autorité, il tombera sous le coup de l'article 187. Cet article au contraire ne serait pas applicable au préfet qui serait parvenu à extraire une correspondance d'une boîte aux lettres pour en violer le secret, car dans cet acte on ne reconnaît pas l'autorité dont l'auteur est investi ; il a agi comme aurait pu le faire un particulier quelconque.

Ces différentes idées ont été appliquées par l'arrêt de 1841 précité qui a décidé « que l'article 187 comprend dans sa disposition non seulement le cas où le fonctionnaire aurait, dans l'exercice de ses fonctions, violé le secret de lettres confiées à la poste, mais encore celui où, par abus de son autorité et de l'influence légitime qu'elle lui donne à l'égard des dépositaires de ces lettres, il aurait commis ou facilité leur suppression ou leur ouverture ; que, dans le second cas, l'abus est d'autant plus grave que le fonctionnaire agit dans un intérêt privé et que c'est surtout dans sa répression que réside l'efficacité de la loi pénale ».

256. — La loi aurait pu se borner à dire qu'elle punissait la suppression ou l'ouverture de lettres commise par un fonctionnaire ou un agent du gouvernement, puisque ces termes, dans leur généralité, comprennent l'ensemble

de tous les fonctionnaires quels qu'ils soient ; elle a cependant ajouté « du gouvernement ou de l'administration des postes », c'est une adjonction inutile, puisque les employés des postes sont des agents du gouvernement.

Cette dualité de termes est peut-être malheureuse en ce sens qu'elle pourrait induire en erreur ; on pourrait être tenté de dire : l'article 187 n'a pas employé deux mots pour dire la même chose, or les agents des postes sont certainement des employés de l'Etat, sont-ils aussi des agents du gouvernement ? Non, dirait-on, l'expression « agents du gouvernement » désigne les fonctionnaires d'autorité, qui sont chargés de donner des ordres, d'intimer des défenses ; ce terme ne s'applique pas aux fonctionnaires de gestion, or les postiers sont des agents de gestion. On conclurait alors en disant que l'article 187 est applicable à tous les fonctionnaires d'autorité, sans exception, mais qu'il ne régit qu'une seule catégorie de fonctionnaires de gestion, ceux qui sont spécialement désignés par le texte, c'est-à-dire les agents des postes.

Ce serait, à notre avis, une erreur de raisonner ainsi, le législateur en employant l'expression « fonctionnaire ou agent du gouvernement » a voulu désigner l'ensemble des personnes au service de l'Etat ; s'il a ajouté « ou de l'administration des postes », c'est parce que, dans la plupart des cas, ce sont les postiers qui se rendront coupables du délit.

257. — En effet, tandis que la jurisprudence a très rarement usé de l'article 187 à l'encontre de fonctionnaires

n'appartenant pas à l'administration des postes, elle l'a très souvent appliqué à ces derniers.

Elle a décidé que, d'une façon générale, on doit entendre par agent de l'administration, tout individu employé d'une façon permanente ou temporaire par cette administration à la réception, au transport, à la transmission ou à la distribution des objets de correspondance.

Peu importe dès lors que l'employé soit titulaire ou surnuméraire (1), qu'il ait ou qu'il n'ait pas prêté le serment professionnel (2), ou même qu'en raison de sa fonction spéciale, il soit dispensé de la prestation de ce serment (3) ; l'article 187 est applicable à l'employé irrégulièrement nommé (4), on l'a aussi appliqué au facteur rural provisoire, choisi et commissionné par le receveur de la poste, en remplacement du titulaire empêché (5).

L'idée générale qui domine ces espèces particulières, c'est que quiconque s'est comporté comme agent des postes envers le public et envers l'administration, quiconque a eu en quelque sorte la possession d'état de postier, encourt, en cas d'ouverture ou de suppression de lettres, la pénalité prévue par l'article 187. Et ce n'est que justice : on a accordé confiance à celui qui avait cette possession d'état, je lui ai remis ma correspondance, et l'administra-

(1) En ce sens : Cass. crim., 23 novembre 1849, D. 52.5.283.

(2) En ce sens : Cass. crim., 25 avril 1856, S. 56.1.549.

(3) En ce sens : Poitiers, 4^{er} décembre 1877, S. 77.2.325.

(4) En ce sens : Cass. crim., 12 octobre 1849, D. 49.5.312.

(5) En ce sens : Nîmes, 28 février 1856, D. 56.2.118 ; Orléans, 24 avril 1876, S. 76.2.169.

tion l'a chargé de la distribuer ; puisqu'il a joui de tous les avantages afférents à la situation de postier, il doit en subir la contrepartie et en supporter les inconvénients qui sont des garanties pour le public.

258. — 2° *Fait intentionnel de suppression ou d'ouverture.*
— Après avoir déterminé quelles personnes peuvent commettre le délit prévu par l'article 187, il nous faut rechercher quels sont les faits que cette loi réprime. « Toute suppression, toute ouverture de lettres confiées à la poste », dit le texte ; laissons de côté pour le moment les quatre derniers mots de la formule, il s'agit du fait matériel de suppression ou du fait matériel d'ouverture.

259. — La suppression consiste dans n'importe quel fait qui empêche la lettre de parvenir à son destinataire ; ce n'est pas tant la destruction matérielle que la loi a voulu punir, que le fait d'avoir empêché que la lettre soit remise à celui qui devait la recevoir. Et ce but peut être atteint par la suppression proprement dite, ou encore par l'abandon ou la perte volontaire ; il y a de même suppression dans le sens de l'article 187, lorsque la lettre a été remise sciemment à une autre personne que le destinataire.

Mais la jurisprudence a été beaucoup plus loin ; elle a décidé qu'il y avait suppression momentanée rentrant dans les prévisions de la loi, en cas de retard volontaire apporté à la transmission des correspondances (1). Et on a fait remarquer à ce propos qu'il y avait une grande ana-

(1) En ce sens : Cass. crim., 9 août 1889, S. 89.1.493.

logie entre la remise tardive d'une lettre à son destinataire et la restitution de l'objet volé à la victime du vol ; or, la restitution de l'objet volé ne fait pas disparaître la soustraction frauduleuse.

Dans tous les cas, il n'est pas nécessaire que le coupable ait intercepté la lettre pour se l'approprier, une simple suppression suffit ; s'il y a vol, nous verrons qu'il peut, dans certains cas, encourir des peines beaucoup plus graves que celles de l'article 187.

260. — L'ouverture est moins grave que la suppression ; quand une lettre a été ouverte, le destinataire sera le second à la lire, mais il la recevra malgré cela, tandis qu'en cas de suppression la lettre ne lui sera pas remise. Malgré cette différence de gravité, la loi punit ces deux faits de la même peine. On peut dire qu'il y a ouverture dans tout fait ayant pour but de rompre la fermeture d'une correspondance close ; cette violation peut avoir été faite avec violence, en brisant le cachet, ou sans violence, en décollant habilement l'enveloppe. Dans l'un et l'autre cas, le délit se trouvera consommé si les autres éléments constitutifs sont réunis.

Il suffit simplement qu'il y ait rupture, par n'importe quel moyen, de l'obstacle matériel placé par l'expéditeur pour assurer le secret de sa lettre. Mais on ne saurait ouvrir que ce qui est fermé ; il s'ensuit que si un fonctionnaire a lu une correspondance qui n'était pas close, l'article 187 ne lui sera pas applicable.

261. — Qu'il s'agisse d'ouverture ou de suppression, il

n'est pas nécessaire que le fonctionnaire ait accompli lui-même les faits matériels ; la loi le punit s'il les a simplement facilités ; c'est ce qui arriverait, par exemple, si un facteur remettait une lettre à un tiers, lequel tiers l'ouvrirait, la lirait, la refermerait et la rendrait au facteur. Ce facteur serait punissable comme si c'était lui-même qui ait ouvert la lettre (1).

262. — Mais ce qui est absolument nécessaire pour que le délit existe, c'est que les faits d'ouverture ou de suppression aient été commis intentionnellement. Il faut que l'agent ait voulu supprimer ou ouvrir une lettre, qu'il ait agi sciemment ; et peu importe son mobile, il est punissable si son but était de nuire, et il l'est aussi s'il n'a pas eu d'intention frauduleuse : c'est ainsi que l'article 187 serait applicable à l'employé des postes qui déchirerait une carte postale illustrée banale, en la considérant comme étant sans importance.

A l'inverse, il n'y a pas de délit si l'agent a commis une simple imprudence ou une négligence, mais que sa bonne foi soit certaine, s'il a, par exemple, remis par mégarde une lettre à un autre que le destinataire, s'il l'a ouverte par erreur ou perdue fortuitement. Celui à qui cette imprudence ou cette négligence causerait un préjudice

(1) C'est ainsi qu'un jugement du Tribunal de Saint-Etienne du 6 décembre 1889 a fait application de l'article 187 du Code pénal à un agent des postes qui avait simplement donné accès dans l'intérieur d'un bureau à l'auteur de la suppression, pour lui en faciliter la réalisation (V. *Moniteur judiciaire de Lyon*, 17 janvier 1890).

n'aurait que la ressource d'user de l'action civile prévue par les articles 1382 et 1383 du Code civil.

263. — 3° *Lettres confiées à la poste ; objets de correspondance prévus par la loi.* — Le dernier élément constitutif du délit concerne d'une part, le moment où s'est faite la soustraction ou l'ouverture, et d'autre part, la nature de l'objet ouvert ou soustrait.

264. — Le moment où la lettre est protégée, c'est celui pendant lequel s'opère la transmission ; la loi dit en effet « lettres confiées à la poste ». Une lettre est confiée à la poste depuis l'instant où l'expéditeur l'a déposée dans la boîte, jusqu'à celui où elle est remise au destinataire, c'est pendant ce temps qu'elle voyage sous la sauvegarde de l'article 187. Conséquence : un fonctionnaire ou un agent du gouvernement ou de l'administration des postes ne commettra pas ce délit, s'il a ouvert ou supprimé une lettre avant que l'expéditeur s'en soit dessaisi, ou après qu'elle a été remise au destinataire. Nous verrons qu'en ce cas, il est parfois punissable en vertu d'un autre texte.

265. — Mais il convient de déterminer avec quelque précision ce qu'il faut entendre par le mot « lettres ».

Dans un sens strict, une lettre est un écrit circulant dans une enveloppe fermée. Un tel objet de correspondance est susceptible d'ouverture et de suppression ; c'est à lui que s'appliqueront en premier lieu les dispositions de l'article 187.

266. — Elles s'appliqueront aussi aux cartes postales, puisqu'une carte postale ne se différencie de la lettre pro-

prement dite que par ce fait qu'elle circule à découvert. Mais précisément en raison de ce caractère, un des deux faits prévus par la loi ne pourra pas être commis sur elle : la carte postale n'étant pas fermée, il ne saurait être question de l'ouvrir ; il n'y a donc pas de délit d'ouverture de carte postale. Nous estimons au contraire que la suppression d'une carte postale est punissable en vertu de l'article 187. Ce n'est pas parce qu'un des deux faits prévus par la loi, l'ouverture, n'est pas punissable dans cette hypothèse, que l'autre fait, la suppression, ne doive pas l'être non plus. Si une lettre a été mise à la poste sans être cachetée, le délit d'ouverture est impossible, mais personne ne conteste que l'on puisse punir la suppression de cette lettre. Il doit en être de même des cartes postales, puisque ce sont des lettres qui circulent sans être jamais fermées, mais il ne s'agit pas moins là d'un objet de correspondance qui doit être protégé. Et ce but de protection est bien conforme aux idées de l'administration : en effet, une décision ministérielle du 15 février 1873 rappelle aux agents que le principe de l'inviolabilité du secret des correspondances est tel qu'il va jusqu'à leur interdire de prendre connaissance des indications portées au dos des cartes postales (1).

267. — Quant aux télégrammes, leur cas est prévu par l'article 5 de la loi du 9 novembre 1850, qui dispose que

(1) L'agent des postes indiscret encourrait de simples peines disciplinaires. Il n'y a, dans la lecture d'une carte postale, ni l'ouverture, ni la suppression, faits qui sont nécessaires pour que le délit de l'article 187 du Code pénal soit constitué.

« tout fonctionnaire public qui viole le secret de la correspondance télégraphique est puni des peines portées en l'article 187 du Code pénal. » Distinguons selon qu'il s'agit de la suppression ou de l'ouverture. Le fait pour un fonctionnaire de supprimer un télégramme est toujours punissable. Au contraire, l'ouverture ne l'est pas dans tous les cas : en effet, une dépêche télégraphique, étant donnée sa nature, est forcément lue, elle est même écrite par certains employés. Si un agent chargé de rédiger la dépêche, l'ouvre avant de la remettre au destinataire, il n'est pas punissable ; son geste s'explique, il a, par exemple, ajouté quelque chose au texte ou réparé une erreur ; d'ailleurs, il connaissait par avance le contenu du télégramme, il ne peut donc être question pour lui d'en violer le secret. Au contraire, si l'ouverture émane d'un autre employé, qui agit par curiosité, nous estimons que l'article 187 lui serait applicable. Cette opinion semble bien être aussi celle de l'administration qui déclare dans l'article 12 de l'Instruction générale de 1899, qu'il y a violation du secret des correspondances « lorsqu'en dehors des cas prévus par les règlements, on prend connaissance, par quelque moyen que ce soit, du contenu des lettres, des *télégrammes*, des cartes postales, et des enveloppes ou des cartes pneumatiques ». Il en serait ainsi à plus forte raison, si l'ouverture avait été pratiquée par un fonctionnaire étranger à l'administration des postes. Dans ce dernier cas, il y a bien, à proprement parler, violation du secret des correspondances.

268. — Que penser des imprimés ? Sont-ils protégés par l'article 187 ? On ne l'admettait pas autrefois, mais on est revenu de cette erreur. Sans doute, le délit d'ouverture est impossible, puisque les agents des postes ont le devoir d'ouvrir ces envois afin de se rendre compte s'ils sont suffisamment affranchis. Mais le délit de suppression se conçoit aussi bien pour les imprimés que pour les lettres ; d'ailleurs, qu'est-ce qu'un imprimé, sinon une lettre dont la nature est d'être essentiellement non confidentielle ? On peut aussi remarquer que l'article 187 n'a pas seulement pour but de protéger le secret des correspondances, il veut aussi en assurer la transmission régulière ; il garantit un service public, il est placé dans le paragraphe des abus d'autorité, ce n'est donc pas seulement la nature de l'objet supprimé qui a déterminé le législateur, il a voulu punir le fait même de la suppression.

Il est d'ailleurs certains écrits expédiés sous enveloppe ouverte, des papiers d'affaires, par exemple, dont la suppression peut causer aux particuliers un préjudice bien plus considérable, que celle de certaines lettres fermées insignifiantes.

La jurisprudence est maintenant fixée dans ce sens, elle a appliqué l'article 187 à la suppression de prospectus, circulaires et avis, expédiés imprimés et sous bande (1), de même qu'à la suppression de bulletins de vote, professions de foi, journaux et autres imprimés expédiés aux

(1) Cass. crim., 13 mai 1870, et Orléans (sur renvoi), 5 juillet 1870, S. 70.1.374.

électeurs par des candidats à des fonctions électives (1).

269. — Nous pouvons donc conclure que le mot « lettres » est pris par l'article 187 du Code pénal dans un sens large ; il désigne tout objet circulant par la poste et le délit sera susceptible d'exister chaque fois que l'ouverture ou la suppression sera matériellement possible.

270. — *Pénalité.* — Lorsque ces trois éléments constitutifs seront réunis, c'est-à-dire lorsque l'auteur sera un fonctionnaire ou un agent du gouvernement ou de l'administration des postes, qu'il y aura suppression ou ouverture intentionnelle d'une lettre et qu'il s'agira d'une lettre confiée à la poste, quand ces conditions seront réunies, il y aura délit correctionnel, et le coupable encourra les peines de l'article 187.

Ces peines sont au nombre de trois : tout d'abord une amende de 16 à 500 francs, puis un emprisonnement de trois mois à cinq ans, enfin une interdiction de toute fonction ou emploi public pendant cinq à dix ans. Cette dernière disposition contient la prohibition d'être fonctionnaire de l'Etat, comme aussi l'inéligibilité à tous les mandats électifs. Et le coupable encourt ces trois peines à la fois, le Tribunal, étant donnée la rédaction de l'article 187, n'aurait pas le droit de condamner à l'une seulement des peines qu'il prévoit.

271. — La sanction établie par l'article 187 du Code

(1) Cass. crim., 20 novembre 1880, S. 81.1.48 ; Orléans, 24 avril 1876, S. 76.2.169 ; Angers, 6 septembre 1880, *Journ. du dr. crim.*, 1881, p. 119.

pénal a une portée si générale qu'elle suffit à elle seule pour garantir le principe de l'inviolabilité du secret des lettres en droit public. Elle s'applique à tous les fonctionnaires, sans exception, et comme l'Etat ne peut agir que par un de ses agents, c'est dire que l'Etat ne peut pas intercepter les correspondances.

272. — Mais il est d'autres sanctions du principe, qui ont une portée moins large et qui ne s'appliquent qu'aux employés des postes. Il convient de les examiner maintenant.

B) Sanctions spéciales aux agents des postes.

273. — La presque totalité de la correspondance privée passant entre les mains des employés des postes, on a pensé avec raison que ceux-ci devaient présenter au public certaines garanties.

Et la première mesure qui fut prise à cet égard est surtout d'ordre moral : les postiers doivent prêter un serment professionnel.

L'Assemblée Constituante, par un décret des 26-29 août 1790, les avait déjà soumis à l'obligation de prêter serment « entre les mains du roi de garder et observer fidèlement la foi due au secret des lettres ».

Cette formalité est réglementée aujourd'hui par le décret du 30 octobre 1901 : la formule du serment est la même que celle du décret de la Constituante, avec une petite différence cependant : au terme de « lettres » on a substitué celui, plus large, de « correspondances ».

Quant à l'autorité devant laquelle ce serment est prêté, c'est, soit le tribunal d'arrondissement, soit le juge de paix ; par exception, l'article 3 prévoit que certains employés subalternes ou intérimaires le prêteront devant leur chef immédiat.

La sanction du défaut de prestation de serment se trouve dans l'article 196 du Code pénal, de sorte que si un agent des postes entre en fonctions sans avoir juré d'observer la foi due au secret des correspondances, il pourra être puni d'une amende de 16 à 150 francs, alors même qu'il aurait agi par ignorance ou négligence.

Quant à l'avantage de ce serment, il est d'abord d'ordre moral : celui qui l'a prêté hésitera certainement davantage à aller à l'encontre d'une parole solennellement donnée. D'autre part, il attirera l'attention du nouveau postier sur l'importance qu'on donne au secret des correspondances. Enfin, il a l'avantage de bien montrer que les agents des postes sont dépositaires d'un secret et comme tels, soumis aux règles qui gouvernent le secret professionnel.

274. — Aux termes de l'article 378 du Code pénal, les « personnes dépositaires par état ou profession des secrets qu'on leur confie, qui, hors les cas où la loi les oblige à se porter dénonciateurs, auront révélé ces secrets, seront punies d'un emprisonnement d'un mois à six mois et d'une amende de cent francs à cinq cents francs ».

Cette disposition s'applique certainement aux agents des postes, qui, non seulement sont dépositaires de secrets, mais encore se sont engagés à les respecter. Et cet arti-

cle 378 appliqué aux postiers, complète très heureusement l'article 187 ; il y a certains faits que ce dernier article ne prévoit pas et qui resteraient impunis sans l'obligation au secret professionnel.

275. — Prenons les lettres d'abord ; un employé peut, sans les ouvrir ni les supprimer, causer un grave préjudice aux correspondants, en révélant, par exemple, leurs noms à un tiers. C'est l'article 378 qui vient le lui défendre. Si un agent des postes, allant plus loin, a décacheté la lettre malgré l'article 187, le secret professionnel l'oblige à ne pas en divulguer le contenu. S'il le divulgue, il y a concours d'infractions.

276. — Les cartes postales ? Circulant à découvert, il est facile de les lire ; une circulaire du ministre des finances à ses subordonnés en date du 15 février 1873, leur dit bien qu'il leur est interdit de prendre connaissance de la correspondance qu'elles portent au dos. Mais cette disposition n'a pas de sanction pénale. Si un agent des postes, après avoir lu la carte, en fait connaître le contenu à autrui, alors la sanction pénale apparaît. Il a révélé un secret qu'il a reconnu lui-même être un secret lors de son serment, l'article 378 lui sera applicable. La Cour de cassation l'a même appliqué à une directrice de bureau de poste qui avait lu à haute voix dans son bureau et en présence des facteurs réunis le contenu d'une carte postale (1).

(1) Cass. crim., 21 novembre 1874, S. 75.1.89, avec note de M. Cauwès.

277. — Pour les télégrammes, il semble bien que ce ne soit pas l'article 378 du Code pénal qui soit applicable, mais l'article 5 de la loi du 9 novembre 1850. D'après cet article en effet, « tout fonctionnaire public qui viole le secret de la correspondance télégraphique est puni des peines portées en l'article 187 du Code pénal ». Or, celui qui révèle à autrui le contenu d'un télégramme viole le secret de ce télégramme. Etant donnée la généralité du terme « viole », il nous semble bien que la loi de 1850 soit suffisante en ce qui concerne le secret professionnel des employés du télégraphe, sans qu'il soit besoin de faire appel à l'article 378 du Code pénal.

278. — Il y a cependant une difficulté : celui qui viole le secret professionnel lorsqu'il s'agit d'une lettre serait puni d'un emprisonnement d'un à six mois et d'une amende de 100 à 500 francs (art. 378) ; tandis que celui qui ferait connaître le contenu d'une dépêche encourrait des peines beaucoup plus graves : 16 à 500 francs d'amende, trois mois à cinq ans de prison, et interdiction de toute fonction publique pendant cinq à dix ans (art. 187 du Code pénal auquel l'art. 5 de la loi du 9 novembre 1850 renvoie). Pourquoi cette différence ?

Elle nous paraît s'expliquer assez simplement : l'agent des postes entre les mains duquel une lettre a passé ne connaît pas le contenu de cette correspondance ; il ne sait qu'une chose : c'est qu'une lettre a été déposée à la poste à un moment déterminé et qu'elle a été remise par telle personne. Ce sont les seuls faits dont il a eu connaissance

à propos de sa profession ; et ce sont eux que l'article 378 lui défend de divulguer. S'il les divulgue, il commet certainement une faute professionnelle, mais ce n'est pas un fait très grave, aussi l'article 378 est-il relativement indulgent. Ce qui serait bien autrement grave, ce serait de faire connaître à un tiers le contenu de la lettre ; mais pour connaître la teneur de la lettre, il faudrait que l'agent des postes eût décacheté cette missive, et alors l'article 187 serait applicable.

Passons aux employés du télégraphe. Qu'est-ce que leurs fonctions les ont mis à même de savoir ? Non seulement le fait du dépôt et le nom du destinataire, mais encore la teneur même de la dépêche, qu'ils ont dû lire et transcrire. Dès lors, ils savent ce que se sont dit les deux correspondants, ils peuvent le révéler à un tiers sans commettre le délit d'ouverture prévu par l'article 187 ; qu'en résulterait-il ? C'est que s'ils divulguaient le contenu du télégramme, ils encourraient seulement la pénalité légère de l'article 378 ; tandis que le même fait s'appliquant à une lettre, la peine serait beaucoup plus sévère. Il y aurait là une inégalité choquante, d'autant plus qu'une dépêche télégraphique est une correspondance urgente, et que, pressé par le temps, l'expéditeur a peut-être confié au télégraphe des secrets de la plus haute importance.

C'est à notre sens, pour parer à cette inégalité que l'article 5 de la loi du 9 novembre 1850 renvoie à l'article 187 du Code pénal. Il a ainsi pour effet de mettre sur le même rang et de punir des mêmes peines, le fait d'avoir fait connaître à autrui ce que contenait une lettre et celui

d'avoir révélé la teneur d'une dépêche télégraphique. Et ce n'est que justice.

279. — Enfin, les imprimés, papiers d'affaires, échantillons, etc... sont également protégés par l'article 378. On ne saurait objecter ici, comme on l'a fait parfois à propos de l'article 187, que ces objets ne sont pas des lettres, puisque la nouvelle formule du serment des employés des postes les oblige à garder le secret dû aux « correspondances », or un imprimé circule sans être clos et n'est pas confidentiel, c'est vrai, mais malgré cela, c'est bien un objet de correspondance, et en cette qualité il est protégé par la loi. Il y aura donc violation du secret professionnel dans le fait pour un agent des postes de révéler qui a remis ces objets, à qui ils étaient adressés, ce qu'ils contenaient. La simple révélation même de leur existence dans les bureaux suffirait pour que l'article 378 fût applicable.

280. — En somme, pour résumer ces différents cas en une formule générale, on peut dire que le secret professionnel interdit aux agents des postes de donner à des tiers tout renseignement, toute indication sur les objets qui leur sont confiés, sur les conditions dans lesquelles ils sont remis, ainsi que sur la personne des correspondants. Il n'y a là qu'une application des principes communs à tous les dépositaires légaux, et l'on conçoit l'importance d'une semblable obligation en songeant aux conséquences d'indiscrétions qui porteraient le trouble dans les familles ou dans les affaires (1).

(1) Les circulaires des 25 février 1895, 22 mai 1897 et 17 mai 1900

L'*Instruction générale des Postes* du 10 juin 1899 a soin, dans son article 12, de rappeler à tous les employés qu'« il y a violation du secret des correspondances... lorsqu'on divulgue le contenu d'un objet quelconque confié au service des postes et des télégraphes, la teneur des conversations échangées par le téléphone ou même seulement le nom des correspondants ». Et l'article 13 ajoute que « la divulgation du secret professionnel par les agents des postes et des télégraphes est punie d'un emprisonnement d'un mois à six mois et d'une amende de 100 à 500 francs », en vertu de l'article 378 du Code pénal.

281. — La question s'est posée de savoir si les agents des postes sont déliés de leur obligation de discrétion lorsqu'ils sont appelés comme témoins devant la justice, et s'ils peuvent déposer sur les faits dont ils ont eu connaissance dans l'exercice de leurs fonctions. Il faut distinguer selon que les débats se déroulent devant la juridiction répressive ou devant la juridiction civile.

Les agents des postes ne peuvent pas se dispenser de témoigner devant les tribunaux criminels, parce qu'il s'agit là de la poursuite des crimes et des délits, question d'intérêt social qui doit l'emporter sur le devoir imposé

interdisent aux fonctionnaires, agents et sous-agents des postes et des télégraphes de se charger, en dehors de leurs fonctions, de missions, travaux, opérations commerciales, soit ouvertement, soit sous le couvert de prête-noms. Cette disposition a pour but d'éviter qu'ils fassent tourner à leur profit les secrets dont ils sont dépositaires à raison de leurs fonctions. Or, le danger serait identique si ces employés, au lieu d'abuser pour eux-mêmes avaient le droit d'abuser pour le compte d'autrui.

aux postiers dans l'intérêt des particuliers ; d'autre part, la justice a le droit de saisir des lettres à la poste ; ce droit implique celui d'interpeller les agents dépositaires de ces lettres, et pour ceux-ci l'obligation de répondre à ces interpellations (1).

Par contre, les agents des postes sont en droit de refuser leur témoignage devant les tribunaux civils, car il s'agit alors de litiges essentiellement privés, et aucun intérêt social n'est en jeu (2).

282. — Les articles 187 et 378 ne sont pas les seuls textes du Code pénal dont l'application puisse être faite aux employés des postes. Ils n'excluent pas des peines plus sévères pour ceux qui se rendent coupables de crimes ou délits ayant pour objet des lettres missives, mais présentant des caractères autres que l'ouverture, la suppression ou la violation du secret professionnel.

C'est ainsi que l'Instruction générale de 1899 stipule, dans son article 13, que les agents des postes encourent, le cas échéant, les peines prévues par les articles 173, 254 et 255 du Code pénal.

283. — L'article 173 dispose que « tout juge, administrateur, fonctionnaire ou officier public qui aura détruit, supprimé, soustrait ou détourné les actes et titres dont il était dépositaire en cette qualité, ou qui lui auront été remis

(1) En ce sens : Cass. crim., 14 mars 1885, D. 85.1.425 ; Cass. crim., 5 novembre 1903, *Bulletin mensuel des postes*, 1903, p. 409.

(2) En ce sens : Trib. Seine, 24 octobre 1893, *La Loi*, 5 décembre 1893, p. 1052.

ou communiqués à raison de ses fonctions, sera puni des travaux forcés à temps. — Tous agents, préposés ou commis, soit du gouvernement, soit des dépositaires publics, qui se seront rendus coupables des mêmes soustractions, seront punis de la même peine. » C'est une sanction énergique des devoirs des fonctionnaires qui sont dépositaires pour un temps quelconque, à raison de leurs fonctions ou qualités, et même de ceux des employés de ces dépositaires. Or, un agent des postes est un fonctionnaire ; les lettres lui sont remises à raison de ses fonctions ; il est donc un « dépositaire public » dans le sens de l'article 173 et cette disposition lui est applicable.

Mais une condition est nécessaire relativement à la chose détruite, supprimée, soustraite ou détournée : il faut qu'il s'agisse d'un acte ou titre. Cette condition manquera pour une simple lettre qui n'exprimait aucune obligation et ne renfermait pas de valeur transmissible ; dans ce cas, l'article 187 sera seul applicable (1).

Au contraire l'article 173 doit être appliqué de préférence à tout autre, si la lettre ainsi détournée constituait un titre pour le destinataire, ou lorsqu'il y a eu détournement d'un acte ou titre quelconque renfermé dans la lettre. Et en effet, il s'agit là d'un fait qui n'est pas prévu par l'article 187 ; autre chose est ouvrir ou supprimer une lettre, autre chose détruire la reconnaissance de dette ou le billet de banque qu'elle contient (2).

(1) En ce sens : Riom, 24 janvier 1889, *Journal des Parquets*, 90.2.14.

(2) En ce sens : Cass. crim., 14 juin 1850, S. 51.1.159 ; Cass.

284. — Une remarque s'impose ici : pour qu'un agent des postes puisse commettre le crime de l'article 173, il faudra d'abord qu'il ait commis le délit de l'article 187 ; il ne peut pas détourner le titre que contient la lettre sans avoir détourné ou tout au moins ouvert la lettre elle-même. Il a donc commis le crime prévu par l'article 173, puisqu'il a, étant fonctionnaire, détourné un titre qui lui avait été remis à l'occasion de ses fonctions ; il a aussi commis le délit de l'article 187, car il a, étant agent de l'administration, supprimé ou ouvert une lettre confiée à la poste. Il y a donc concours idéal d'infractions, on devra les relever l'une et l'autre et les soumettre toutes deux au jury, seulement, par application de l'article 365 § 2 du Code d'instruction criminelle, la peine la plus forte sera seule prononcée si l'accusé est déclaré coupable des deux infractions.

Si la poursuite n'a relevé que le crime et que l'accusé ait été acquitté, après le verdict, le ministère public pourrait le poursuivre en raison du délit, devant le tribunal de police correctionnelle.

285. — Quant aux articles 254 et 255 ils punissent « les soustractions, destructions et enlèvements de pièces ou de procédures criminelles, ou d'autres papiers, registres, actes et effets contenus dans les archives, greffes ou dépôts publics ». Le dépositaire est puni de la prison en cas de simple négligence, des travaux forcés à temps si la

crim., 19 janvier 1855, S. 55.1.151 ; Paris, 13 décembre 1887, S. 89.2.81.

soustraction a été commise par lui. Il semble bien qu'en s'attachant à rechercher quelle a été l'intention des rédacteurs de ces articles, on doive conclure que les bureaux de poste où les lettres ne font que passer, ne sont pas des dépôts publics dans le sens de l'article 254, et que les lettres ne sont pas non plus les papiers dont il y est question. Mais la jurisprudence en a décidé autrement et a plusieurs fois appliqué ces dispositions à des soustractions de lettres missives confiées à la poste (1).

286. — Les différents textes que nous venons d'examiner sont les seuls indiqués par l'Instruction générale de 1899 comme pouvant être appliqués aux agents des postes. Faut-il l'admettre ? Convient-il au contraire de rechercher si d'autres dispositions ne sanctionnent pas certaines autres infractions ? Par exemple, l'article 187 punit la suppression d'une lettre, mais lorsque l'agent des postes n'a pas voulu seulement supprimer la correspondance, mais aussi se l'approprier, y a-t-il vol ?

Si la lettre a été soustraite pendant le cours de son transport, nous estimons que l'article 187 est seul applicable. En effet, sur quoi se base-t-on pour faire une distinction entre la suppression et la soustraction ? C'est là une distinction qui paraît peu fondée. Le législateur a voulu protéger les lettres confiées à la poste ; son but a été de réprimer tout acte par lequel un employé des postes empêche une lettre de parvenir à son destinataire. Il a dit « sup-

(1) Cass. crim., 2 avril 1864, S. 64.1.428 ; Cass. crim., 9 août 1889, S. 89.1.493.

pression » parce que ce terme est général, et en l'employant, il a voulu punir l'interception par un agent des postes, quel que soit le but du coupable.

On peut remarquer d'ailleurs qu'il serait impossible d'établir juridiquement la soustraction ; en effet, la lettre a été confiée à l'agent, il y a eu contrat préalable entre l'expéditeur et l'administration ; si cette lettre est ensuite détournée, ce ne serait pas un vol, mais bien un abus de confiance.

Et nous ne pensons pas que cet abus de confiance soit punissable en vertu de l'article 408, et cela pour la raison que nous venons d'exposer : l'article 187 se suffit à lui-même.

287. — Mais si l'agent des postes a soustrait la lettre avant qu'elle fût confiée à l'administration, ou après sa remise au destinataire, l'article 187 n'est plus applicable, un de ses éléments constitutifs fait défaut, dans ce cas on ne se heurte plus à l'objection que nous avons rencontrée tout à l'heure et les articles 379 et suivants recouvrent leurs droits. Mais il faut remarquer que, dans cette hypothèse, l'agent des postes coupable n'agit pas en sa qualité de postier, en d'autres termes, ce n'est pas une infraction de fonctionnaire, c'est une infraction que n'importe quel particulier peut commettre.

Quelle est donc la sanction qui punit la violation du secret des lettres, lorsque c'est un particulier qui s'en est rendu coupable. C'est à l'étude de cette question que nous allons passer maintenant.

§ 2. — Violation par un particulier.

I. *Ancien droit.* — 288. — Le fait pour un particulier d'avoir violé le secret d'une missive fut plusieurs fois puni dans notre ancien droit; c'est ainsi qu'un arrêt du Parlement de Bretagne du 5 mars 1574 condamna un nommé Debonabry à cent sous d'amende pour ce motif; de même Serpillon rapporte un autre arrêt qui décrète de prise de corps un particulier pour avoir intercepté une lettre (1).

Dans notre droit intermédiaire, nous l'avons vu, ce fait était expressément prévu par la loi. L'article 23 de la 2^e partie, titre 1^{er}, section III du Code pénal de 1791, et l'article 638 du Code des délits et des peines du 3 brumaire an IV ont une portée très générale; ils punissent de la dégradation civique « quiconque sera convaincu d'avoir volontairement et sciemment supprimé une lettre confiée à la poste ou d'en avoir brisé le cachet et violé le secret ». Le mot « quiconque » s'applique à tout le monde; particuliers et fonctionnaires étaient donc punissables sous la seule condition qu'il s'agisse de lettres confiées à la poste.

II. *Droit actuel.* — 289. — L'article 187 du Code pénal de 1810 au contraire ne punit les faits de suppression ou d'ouverture de lettres que lorsqu'ils sont commis par des fonctionnaires. Et la révision de 1832 n'a rien changé à cet égard. Or, la loi pénale doit être interprétée restricti-

(1) Serpillon, *Code criminel*, t. I, p. 144, n° 43.

vement ; son application ne peut s'étendre qu'aux cas prévus par le texte, *pœnalia non sunt extendenda*, un particulier n'est donc pas punissable en vertu de l'article 187. Comme d'autre part, aucune autre loi ne punit la violation émanant d'un particulier et que *nulla pœna sine lege*, il s'ensuit que quiconque, n'étant pas fonctionnaire, aura ouvert ou supprimé une lettre, ne tombera pas sous le coup de la loi pénale. Ces faits, si répréhensibles qu'ils puissent être, demeureront impunis s'ils sont isolés et non accompagnés de circonstances particulières (1).

290. — C'est une lacune regrettable ; si regrettable qu'elle a frappé l'esprit du législateur, qui a voulu y remédier. Dans ce but, M. Albert Pétrot déposa sur le bureau de la Chambre des députés, en 1894, une proposition de loi ; elle ajoutait un second paragraphe à l'article 378 du Code pénal, pour punir des peines prononcées par cet article « quiconque aura, de mauvaise foi, pris connaissance de lettres missives qui ne lui étaient transmises qu'à titre de dépôt, et en aura révélé le contenu ou menacé de leur divulgation les personnes à qui elles étaient destinées. » Cette proposition fut prise en considération, mais la commission de la Chambre la modifia, et après déclaration d'urgence, la Chambre des députés adopta sans discussion, dans sa séance du 25 juin 1896, la loi

(1) En ce sens : Trib. Bourbon-Vendée (La Roche-sur-Yon), 31 janvier 1835, *Journ. dr. crim.*, 1835, p. 84 ; Trib. Reims, 29 décembre 1847, *Gaz. Trib.*, 8 janvier 1848 ; Trib. Bastia, 12 avril 1849, S. 49.2.429.

suivante, qui devait ajouter, non plus à l'article 378, mais à l'article 187, un paragraphe ainsi conçu : « En dehors des cas prévus au paragraphe 1^{er} du présent article, toute suppression, toute ouverture de correspondances adressées à des tiers, faite de mauvaise foi, sera puni d'un emprisonnement de six jours à un an et d'une amende de 16 à 500 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement (1). »

Mais, depuis plus de quatorze ans que cette proposition a été votée par la Chambre, on n'en a plus entendu parler. Le Sénat ne l'a pas encore discutée. Si elle était définitivement adoptée, elle aurait pour effet de punir la suppression ou l'ouverture d'une lettre par un particulier au même titre que celle effectuée par un fonctionnaire ; la peine seule différerait. On ne verrait plus un individu être acquitté, alors qu'il est prouvé qu'il a ouvert ou déchiré une lettre adressée à un tiers.

291. — Cette impunité n'est cependant pas absolue. Pour qu'un particulier échappe à toute sanction pénale, il faut qu'il soit l'auteur principal du fait d'ouverture ou de suppression et que ce fait ne soit pas accompagné de certaines circonstances aggravantes.

Tout d'abord, le particulier peut ne pas avoir agi seul, et s'il a violé une correspondance avec le concours d'un fonctionnaire ou agent, il faudra déterminer quel est l'auteur principal et quel est le complice. L'auteur est-il l'agent de l'administration ? Il sera punissable en vertu

(1) *Journal officiel, Débats parlementaires*, Chambre, 1896, p. 1052.

de l'article 187, et comme aux termes de l'article 59 du Code pénal, le complice doit être puni des mêmes peines que l'auteur, le particulier sera puni également. On objecterait en vain que celui qui ne peut être poursuivi comme auteur principal d'un délit, ne peut être considéré comme complice de ce même délit. Ce serait une erreur, car ce n'est pas en réparation d'un fait non punissable aux termes de l'article 187, lorsqu'il est l'œuvre d'une personne privée, que le particulier sera poursuivi et condamné, mais bien pour avoir, par l'un des moyens énumérés en l'article 60 du Code pénal, provoqué un agent ou fonctionnaire à le commettre (1).

Au contraire, est-ce le particulier qui est l'auteur principal? En principe, l'immunité sera complète pour les deux coupables. Mais en théorie seulement, car l'agent des postes sera dans presque tous les cas considéré comme auteur : en effet, l'article 187 ne punit pas seulement les faits d'ouverture et de suppression, il réprime encore tout autre acte d'un agent tendant à les faciliter. Or si l'employé n'a pas lui-même ouvert ou supprimé la lettre, c'est bien lui qui a facilité cette violation, il est auteur principal à cet égard, et l'article 187 lui sera applicable. Mais le particulier, auteur de l'ouverture ou de la suppression, est complice de l'agent en tant que ce dernier a facilité ces indécidatesses ; l'agent sera puni, le complice doit donc l'être aussi. Il résulte de tout ceci que, lorsqu'une cor-

(1) En ce sens : Cass. crim., 9 janvier 1863, S. 63.1.224.

respondance aura été violée par les agissements communs d'un fonctionnaire et d'un particulier, ce particulier sera presque toujours punissable.

292. — D'autres fois, le particulier coupable se verra faire application de l'article 179 du Code pénal, c'est lorsqu'il aura corrompu ou simplement tenté de corrompre un agent des postes, afin d'obtenir qu'il ne remette pas une lettre au destinataire. Ces employés doivent en effet être rangés au nombre des agents ou préposés d'une administration publique visés par l'article 177. Un arrêt de la Cour de cassation (1) a fait application de ces principes, et a décidé que le fait de tenter d'obtenir d'un facteur qu'il ne remette pas à leur destinataire les lettres à lui confiées par l'administration, avait pour effet de provoquer de la part de ce facteur, l'abstention d'un acte rentrant dans l'exercice de ses devoirs, et que par suite le corrupteur était punissable aux termes de l'article 179.

293. — Enfin, lorsqu'un particulier, ne se contentant pas d'ouvrir une lettre ou de la supprimer, l'a soustraite pour se l'approprier, il y a vol ou abus de confiance. On l'a quelquefois contesté, sous le prétexte qu'une lettre n'est pas une des « choses » dont parle l'article 379, attendu qu'il s'agit là de choses d'un prix vénal, et qu'une lettre, au point de vue matériel, n'est qu'un morceau de papier sans valeur ; pour que la soustraction d'une lettre constitue le délit correctionnel de vol, il faudrait, assure-t-on, un texte spécial qui le dise.

(1) Cass. crim., 28 janvier 1909, *Le Droit*, 8-9 février 1909.

La majorité des auteurs et la jurisprudence ont repoussé cette doctrine. La loi a posé un principe général, c'est l'article 379 ; il n'est pas nécessaire qu'elle spécifie tous les faits qui se rattachent à un ordre d'infraction. Du moment que l'intention de soustraire ou de détourner une chose faisant partie du patrimoine d'autrui est reconnue chez un individu, on doit lui appliquer les peines concernant le vol ou l'abus de confiance. Or, une lettre missive est une chose matérielle, et nous avons montré, dans notre première partie, qu'elle donnait lieu à un droit de propriété. Dès lors, sa soustraction sera un vol et son détournement constituera un abus de confiance. D'ailleurs il n'est pas exact qu'une simple lettre soit sans valeur ; laissant de côté le cas où elle a un prix comme autographe, son utilisation peut être d'une grande importance, car elle peut servir à prouver quelquefois un droit, très souvent un fait ; elle se rattache dans bien des cas à des intérêts purement matériels. Enfin et surtout, elle peut avoir une valeur morale inestimable. Il est donc inexact de dire que la lettre soit dénuée de valeur appréciable, cette valeur existe au contraire à différents points de vue, et elle doit être protégée par les articles 379, 401 et 408 du Code pénal (1).

294. — En résumé, il ne faut pas exagérer l'impunité

(1) En ce sens : Cass. crim., 2 avril 1864, S. 64.1.428 ; Dijon, 16 février 1876, S. 1876.2.40 ; Lyon, 30 décembre 1896, *Gaz Trib.*, 13 fév. 1897 ; Cass. crim., 18 mars 1892, D. 92.1.522 ; Trib. Saint-Sever, 28 février 1899, *Gaz. Pal.*, 1899.1.639.

dont jouissent les particuliers qui violent le secret des lettres, cette violation, pour ne pas avoir de suites pénales, doit se présenter dans des circonstances qu'il est assez rare de rencontrer. Barbé-Marbois n'avait pas absolument tort lorsqu'il écrivait dans son *Journal d'un déporté* : « Un peu de cire fermera une lettre aussi efficacement que les serrures et les verrous ferment un coffre-fort. Vous conférerez avec votre ami, votre parent ou votre conseil à distance et par lettre missive, avec autant de sûreté et autant de secret que si vous étiez assis à son foyer. » Le fait qu'il est le plus regrettable de ne pas voir sanctionné par la loi est l'ouverture d'une lettre, commise par un particulier sans le concours d'aucun fonctionnaire, et encore cette indiscretion n'est pas dépourvue de toute sanction, car si elle ne peut avoir de suites d'ordre pénal, elle peut en avoir d'ordre civil, ainsi que nous allons le voir.

SECTION II. — Sanction civile.

295. — Les sanctions pénales que nous venons d'étudier assurent la répression au moyen d'un système de peines ; elles ont pour but de punir certaines catégories de personnes lorsqu'elles ont violé le secret de la correspondance. Mais cette violation peut causer un préjudice au destinataire ou à l'auteur de la lettre, ce préjudice devra être réparé ; celui à qui on peut l'imputer devra donner des dommages-intérêts. Nous allons étudier en droit civil la violation du secret des lettres en tant que fait productif d'obligation, au point de vue de la réparation.

296. — Aux termes de l'article 1382 du Code civil, « tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer ». C'est cet article qu'on appliquera ; il s'agit d'un délit ou d'un quasi-délit se composant de deux éléments constitutifs : dommage causé et faute, il convient de les examiner successivement.

297. — 1° *Du dommage causé.* — Il est nécessaire tout d'abord qu'il y ait un préjudice ; le but de la loi est d'empêcher qu'une personne ne soit injustement lésée par le fait d'autrui ; conséquence : si la violation n'a causé aucun dommage, son auteur ne devra aucune indemnité ; il en est ainsi alors même que le fait serait très répréhensible et ne serait pas puni par ailleurs. Ceci tient à ce que les dommages-intérêts ne constituent pas une peine infligée au coupable ; c'est une réparation accordée à la partie lésée.

298. — 2° *De la faute.* — Pour que des dommages-intérêts soient dûs, il n'est pas suffisant qu'on fasse preuve d'un préjudice, il faut de plus qu'on puisse relever une faute à la charge de celui qui l'a causé. La faute, c'est tout manquement à une obligation préexistante ; or toute personne autre que l'auteur et le destinataire est obligée de respecter le secret d'une lettre ; dès qu'il y a violation, la faute apparaît.

299. — L'action civile peut s'exercer lorsque le fait de violation est puni par la loi pénale et aussi lorsqu'il ne

l'est pas ; mais il y a des particularités qui se présentent selon qu'il s'agit de l'un ou de l'autre cas.

Lorsqu'il y a crime ou délit pénal, il y a nécessairement faute, par suite il y a toujours délit civil ; c'est-à-dire que la chose jugée au criminel fera autorité au civil, et les juges de l'action en indemnité devront forcément, sous peine de cassation, ordonner la réparation du dommage causé, sans avoir à rechercher eux-mêmes s'il y a faute. puisque cette faute a été antérieurement et définitivement établie.

A l'inverse, l'acquiescement du prévenu ou de l'accusé par le tribunal répressif ne fera pas obstacle à ce qu'il soit reconnu au civil comme ayant par sa faute causé un fait dommageable de violation, et comme tel condamné à payer une indemnité. C'est ce qui arrivera lorsqu'il sera bien reconnu l'auteur du fait, mais lorsqu'aucune peine ne lui sera applicable : par exemple, c'est un particulier qui a brisé le cachet d'une lettre, on ne peut pas le poursuivre, ou s'il a été poursuivi, il doit être acquitté faute de loi pénale qui prévoio le fait ; mais si la violation perd son caractère criminel, rien ne s'oppose à ce qu'on la traite comme un délit civil, et dans ce cas, l'action civile sera l'unique sanction du principe de l'inviolabilité.

300. — D'autre part, quand la violation donne lieu à une action publique, la personne lésée par la faute peut porter son action en indemnité devant le juge répressif qui est saisi ; elle peut se constituer partie civile. Ou bien il lui est loisible d'attendre la fin des débats criminels et

d'assigner ensuite le coupable devant le tribunal civil. Il y a là un choix à faire ; mais ce n'est que l'application des principes généraux à une matière particulière.

301. — Si la violation a donné lieu à des poursuites pénales, et que la partie lésée ait saisi directement le tribunal civil, celui-ci, avant de statuer, devra attendre la décision qui sera rendue au criminel, car le criminel tient le civil en état.

302. — Enfin, quand la violation du secret des lettres constitue un simple délit civil, on aura trente ans pour agir (art. 2262, C. civ.), tandis que si le fait tombe sous le coup de la loi pénale, l'action civile se prescrira par un laps de temps beaucoup plus court : dix ans s'il est qualifié crime, trois ans s'il s'agit d'un délit (art. 637 et 638, C. instr. cr.).

303. — Nous avons supposé jusqu'ici que le fait de violation était volontaire, mais les atteintes portées au secret des correspondances, même involontairement, peuvent donner lieu à des dommages-intérêts du moment qu'il y a faute ; or, il peut y avoir faute sans qu'on ait voulu commettre un fait illicite : c'est ce qui arriverait si une personne avait pris connaissance d'une lettre sur laquelle elle n'avait aucun droit, sans vouloir en violer le secret, mais dans un autre but, ce but fût-il même louable ; la faute existe du moment qu'on savait n'avoir aucun droit sur la lettre (1). De même encore, il peut y avoir faute

(1) En ce sens : Trib. Quimper, 11 mai 1887, *Pandectes fr.*, 1887.2.274.

donnant lieu à des dommages-intérêts dans le fait pour un agent de l'administration d'avoir involontairement ouvert ou supprimé une lettre confiée à la poste. Dans ces différentes hypothèses, il n'y a pas de délit pénal, il n'y a pas non plus de délit civil, il y a simple quasi-délit.

Au contraire, il n'y aurait pas faute, donc pas d'action civile possible, si l'auteur de l'ouverture ou de la suppression avait pu croire de bonne foi que la lettre lui était destinée, s'il y avait, par exemple, similitude de noms permettant une confusion.

304. — Lorsque ces deux éléments constitutifs de l'article 1382, à savoir dommage causé et faute de l'auteur, seront réunis, des dommages-intérêts devront être alloués.

A qui ? A toute personne lésée par la faute ; ce sera tantôt le destinataire de la lettre, tantôt l'auteur ; le destinataire à une action directe provenant de la stipulation pour autrui dont il est le bénéficiaire. Et ce droit des correspondants passera à leurs héritiers.

305. — Qui devra payer ces dommages-intérêts ? L'auteur de la violation du secret de la lettre, quel qu'il soit, particulier ou fonctionnaire ; l'article 24 de l'Instruction générale de 1899 dit avec raison que « les agents des postes et des télégraphes de tout grade sont responsables envers les particuliers de leurs fautes personnelles dans les termes du droit commun ». Devra également être condamnée toute personne responsable du coupable. On fera application de l'article 1384 du Code civil.

Lorsque les faits de suppression ou d'ouverture auront

été commis par un agent des postes, l'administration pourra-t-elle être déclarée civilement responsable ? Nous avons montré précédemment (1) qu'en vertu de différentes lois et notamment aux termes de la loi du 5 nivôse an V, elle ne doit aucune indemnité en cas de perte. Faut-il donner un sens large à ce mot « perte » et dire que lorsqu'une lettre est perdue, l'administration jouit d'une complète immunité, quelque soit la nature de la perte, qu'elle soit accidentelle ou frauduleuse ?

Nous ne le pensons pas : les lois qui limitent la responsabilité sont des lois d'exception, on doit donc les interpréter restrictivement. Or, quand on parle de perte, on n'a en vue que les pertes accidentelles et involontaires, les cas fortuits parfois inévitables. Cette dérogation ne saurait s'étendre à des faits volontaires, à des actes frauduleux de détournement ou de soustraction, qui n'ont rien de fortuit et pouvaient fort bien être évités. La loi n'a pas pu vouloir affranchir l'administration de toute responsabilité à raison des crimes et des délits commis par ses préposés.

D'ailleurs, l'ouverture d'une lettre est différente de la perte et n'est pas comprise dans les termes de la loi de nivôse ; lorsqu'un agent des postes brise le cachet d'une correspondance, l'administration est donc responsable ; n'est-il pas illogique de prétendre qu'elle ne le serait pas quand son préposé a commis un acte plus grave et qu'au lieu de se borner à ouvrir la lettre, il l'a supprimée ?

(1) V. *suprà*, n^{os} 405 et suiv.

Nous concluons donc que l'administration des postes est civilement responsable de ses agents lorsque ceux-ci ont violé le secret des lettres missives. La Cour de cassation l'a décidé ainsi dans un arrêt du 12 janvier 1849, où elle déclare que « le mot *perte*, employé dans la loi du 5 nivôse an V, ne peut s'entendre que d'un fait involontaire ou accidentel ; que dès lors on ne peut l'étendre à des faits volontaires constituant des crimes ou des délits, tels que des détournements ou des soustractions, commis par des préposés de l'administration des postes dans l'exercice de leurs fonctions (1) ».

(1) Cass. crim., 12 janvier 1849, S.49.1.43. — V. aussi Cass. req., 12 mai 1851, D. 51.1.139. — Au contraire, l'administration ne saurait être rendue civilement responsable de la violation d'un télégramme, et ceci à cause des termes généraux et de la large portée de l'article 6 de la loi du 9 novembre 1850 : « L'Etat n'est soumis à aucune responsabilité à raison du service de la correspondance privée par voie télégraphique. »

CHAPITRE III

DES EXCEPTIONS AU PRINCIPE DE L'INVOLABILITÉ.

SOMMAIRE : 306. Différentes exceptions au principe. — 307-328. *Section I.* Saisie des lettres en cas d'instruction criminelle. — 329-335. *Section II.* Ouverture de la correspondance des détenus. — 336-341. *Section III.* Ouverture des lettres mises au rebut. — 342-350. *Section IV.* Ouverture de la correspondance du failli. — 351-361. *Section V.* Ouverture de la correspondance des personnes placées dans les maisons d'aliénés. — 362-371. *Section VI.* Ouverture de la correspondance des mineurs. — 372-382. *Section VII.* Ouverture de la correspondance des femmes mariées.

306.— Le principe de l'inviolabilité du secret des lettres est un principe de haute moralité et qui intéresse essentiellement l'ordre public ; cependant, le respect qu'il commande n'est pas si absolu qu'il ne doive exceptionnellement fléchir dans certains cas.

Ce sont ces exceptions que nous allons étudier maintenant. Les unes sont fondées sur l'ordre public : c'est ainsi que, lorsqu'une instruction criminelle est ouverte, certaines lettres peuvent être saisies ; c'est encore pour des raisons d'intérêt général qu'il est permis d'ouvrir la correspondance des détenus. D'autres exceptions, plus nombreuses, sont fondées sur l'intérêt privé : tout d'abord, on ouvre les lettres mises au rebut afin de pouvoir les retour-

ner à l'expéditeur ; en second lieu, un syndic de faillite a le droit d'ouvrir la correspondance adressée au failli ; d'autre part, la loi de 1838 permet une surveillance sur les lettres des personnes placées dans les établissements d'aliénés ; enfin, les incapables sont soumis à la direction de la personne qui exerce sur eux un droit de puissance, cette personne surveille les relations de l'incapable et par tant, sa correspondance, puisque la correspondance établit des relations entre absents. C'est pour ce motif que le père, la mère ou le tuteur peuvent ouvrir les lettres du mineur, et que le mari peut prendre connaissance de celles de sa femme.

Nous étudierons successivement ces différentes hypothèses.

SECTION I. — Saisie des lettres en cas d'instruction criminelle.

SOMMAIRE. — 307. Position de la question. — 308. Lettres trouvées au domicile du prévenu. — 309. Lettres se trouvant à la poste. — 310. Les articles 187 et 378 du Code pénal ne sont pas des obstacles à la saisie à la poste. — 311. Droits du magistrat instructeur. — 312. 1° Sur les lettres adressées au prévenu. — 313. 2° Sur les lettres écrites par le prévenu. — 314-316. 3° Sur la correspondance des tiers. — 317. Jurisprudence. — 318-320. Système adopté par l'administration des postes. — 321. Projet de réforme de 1882. — 322. Correspondance échangée entre un prévenu et son défenseur. — 323. Autorités compétentes pour requérir la remise des lettres. — 324-328. Droit des préfets.

307. — C'est une question controversée que celle de savoir si une lettre peut être saisie pour les besoins d'une

instruction criminelle. Deux principes également importants conduisent à des solutions contraires.

D'un côté, nous avons le principe de l'invioiabilité du secret de la correspondance qui paraît s'y opposer. C'était la règle dans l'antiquité ; parlant de la procédure romaine, Ayrault dit en effet : « Les lettres d'entre mary et femme, d'entre amis et de choses privées ne s'ouvroient et ne se monstroient point (1). » Notre ancienne jurisprudence l'admettait aussi, et le décret des 10-14 août 1790 formule en termes généraux que « le secret des lettres est invioiable et que, sous aucun prétexte, il ne peut y être porté atteinte ».

D'autre part, notre droit pénal a voulu assurer par de larges moyens d'investigation la recherche et la poursuite des crimes et des délits. Les articles 35, 36, 37, 87 et 89 du Code d'instruction criminelle autorisent le procureur de la République en cas de flagrant délit, et dans les autres cas le juge d'instruction, à opérer la saisie de tous papiers trouvés au domicile ou en la possession du prévenu, et l'article 88 permet au juge de les saisir dans les autres lieux où il présumerait qu'on les a cachés. Lequel des deux principes doit l'emporter ? Les dispositions des articles 35, 36, 37, 87, 88, 89 sont-elles suffisantes pour faire fléchir la règle de l'invioiabilité

Il convient de remarquer que ce principe n'est pas seulement une règle de haute moralité, c'est un principe de

(1) Ayrault, *Instruction judiciaire des Grecs et des Romains*, 1 vol. in-4°, Paris, 1604, liv. III, n° 11, p. 278.

droit, puisqu'un texte positif non abrogé l'établit; il faudra donc un autre texte pour y déroger. Mais les articles susvisés du Code d'instruction criminelle sont des textes, il faut donc rechercher si, étant donné leur lettre et leur esprit, ils permettent de saisir et d'ouvrir la correspondance privée. Certains auteurs l'admettent sans réserves, d'autres le nient avec énergie. Pour nous, des distinctions nous paraissent s'imposer. Nous distinguerons selon que la lettre qu'on prétend saisir est au domicile du prévenu, ou bien qu'elle se trouve dans les bureaux de l'administration des postes.

308. — S'il s'agit d'une correspondance trouvée au domicile ou en la possession du prévenu, aucun doute ne nous paraît possible; les articles 36, 37 et 87 du Code d'instruction criminelle sont formels, ils donnent au magistrat instructeur le droit de saisir à ce domicile tous les papiers et tous les effets qu'il jugera utiles à la manifestation de la vérité. Or, des lettres constituent bien des papiers, et des papiers fort importants à cet égard. D'ailleurs Treilhard fit observer dans son exposé des motifs à propos de ces articles que c'était « un devoir indispensable du juge d'instruction de réunir avec le soin le plus scrupuleux tout ce qui peut tendre à la découverte du coupable (1). » Comment croire, en présence de ces textes et d'un tel commentaire, que lorsqu'on a parlé de papiers, on a voulu exclure de cette expression les lettres missives.

(1) V. Loqué, t. XXV, p. 243, n° 24.

On peut dire que la loi est formelle et qu'elle porte une dérogation expresse au principe de l'inviolabilité. Nous concluons donc que le magistrat instructeur pourra opérer la saisie de toutes les lettres trouvées au domicile ou en la possession du prévenu, que ces lettres lui soient adressées ou que le prévenu les ait destinées à des tiers, ou même que ce soient des lettres adressées par des tiers à des tiers et que le prévenu aurait momentanément en sa possession. La loi n'a pas fait d'exception.

309. — Mais le juge d'instruction pourra-t-il saisir la correspondance qui se trouve à la poste ? Ici la question se complique, des obstacles paraissent s'élever. On fait en effet observer que le juge devra s'adresser aux agents de l'administration, et se plaçant du côté de ces agents, on dit que ceux-ci devront refuser de livrer la correspondance, attendu qu'ils encourent éventuellement les rigueurs des articles 187 et 378 du Code pénal s'ils facilitent l'ouverture des lettres qui leur sont confiées ou même par le simple fait de révéler qu'ils détiennent telles lettres.

310. — Ces obstacles ne sont qu'apparents, car on devra présenter à l'employé des postes requis de remettre la correspondance, une ordonnance judiciaire lui enjoignant de livrer la lettre dont il est dépositaire. En obéissant à cet ordre, il ne pourrait commettre les délits correctionnels prévus par les articles 187 et 378 ; il devra obéir et sa responsabilité se trouvera complètement couverte par l'ordonnance dont une copie dûment certifiée doit rester entre ses mains, attendu qu'une ordonnance de

justice non attaquée et régulière en la forme est sans contredit un des actes auxquels les citoyens, quels qu'ils soient, doivent obéissance, et quand les agents des postes obtempèrent à un pareil acte, ils sont certainement protégés contre toute poursuite.

C'est donc à tort qu'on a parfois présenté l'existence des articles 187 et 378 du Code pénal comme rendant impossible la saisie à la poste. Cet obstacle n'existant pas, la question se ramène alors à rechercher si le juge d'instruction a le droit d'opérer cette saisie.

311. — Sur ce point, les opinions sont divergentes ; certains auteurs prétendent que ce droit n'existe jamais, d'autres assurent qu'il existe toujours, d'autres enfin ne le reconnaissent que dans certains cas et sous certaines conditions.

Se plaçant du côté du juge d'instruction, on a fait remarquer que, celui-ci, étant fonctionnaire, est compris dans les termes de l'article 187 ; malgré cela, nous ne pensons pas que ce texte puisse par lui seul empêcher le juge de saisir les lettres ; l'article 187 punit le fonctionnaire qui agit dans une intention frauduleuse, qui abuse de son autorité, mais il ne contient rien qui indique la pensée de mettre obstacle à la saisie d'une lettre présumée contenir la preuve d'un délit ; une telle saisie, lorsqu'elle est basée sur des indices sérieux, et qu'elle porte sur des lettres déterminées, n'a rien de commun avec l'abus qu'on a voulu réprimer. L'article 187 est donc impuissant à paralyser le juge d'instruction. C'est un second obstacle d'écarté.

Aux termes de l'article 88 du Code d'instruction criminelle, « le juge d'instruction pourra pareillement se transporter dans les autres lieux où il présumerait qu'on aurait caché les objets dont il est parlé dans l'article précédent ». Et l'article précédent parle des « papiers, effets et généralement de tous les effets ».

Cette disposition est-elle suffisante pour permettre de saisir des lettres à la poste ? C'est à cette recherche que, tous obstacles écartés, se réduit la question.

Il est certain que l'expression « autres lieux » est très large et comprend les bureaux de poste ; il n'est pas contesté non plus que les lettres missives soient des papiers. Mais on a objecté qu'une lettre était *confiée* à la poste et qu'elle n'y était pas *cachée*. C'est une interprétation littérale qui nous paraît inexacte ; sans vouloir rechercher, comme on l'a fait, si les lettres ne sont pas momentanément cachées à la poste, il nous semble que la loi, dans l'article 88, entende simplement donner au juge le droit de saisir partout, hors du domicile du prévenu, les objets qui pouvaient être saisis à ce domicile.

Nous sommes donc enclin à décider qu'en principe, la correspondance peut être saisie à la poste par le juge d'instruction ; mais nous n'admettons pas cette règle sans réserves, il nous paraît au contraire qu'il y a lieu d'y apporter des restrictions ; et nous examinerons séparément d'abord le cas où la lettre est adressée au prévenu, puis celui où elle émane du prévenu qui la destinait à un tiers, enfin celui où elle a été écrite par un tiers à un tiers.

312. — 1° Le juge d'instruction pourra-t-il opérer la saisie des lettres adressées au prévenu, même au bureau de l'administration des postes, et avant par conséquent que ces lettres soient parvenues en la possession du prévenu ? Nous l'admettons sans hésitation : ces lettres sont la propriété du destinataire dès que quelqu'un les réclame en son nom, elles appartiennent donc au prévenu, on va les remettre à son domicile où elles pourront certainement être saisies dès leur arrivée, pourquoi ne pas admettre dès lors qu'elles puissent l'être un peu plus tôt, avant leur distribution ? La pensée de la loi a été certainement d'autoriser la saisie de tous les papiers appartenant au prévenu et les lettres qui lui sont adressées lui appartiennent qu'elles soient à son domicile ou qu'elles soient à la poste, du moment que l'expéditeur n'en a pas réclamé le retrait. Puisque la loi permet de saisir la correspondance au domicile, il n'y a pas de raison pour qu'elle interdise de la prendre à la poste. C'est une exception au principe de l'inviolabilité nettement formulée.

313. — 2° Les lettres expédiées par le prévenu nous paraissent également saisissables en principe. Elles demeurent sa propriété pendant leur transport, elles auraient pu être saisies avant leur expédition parce qu'elles appartaient au prévenu ; elles pourront donc l'être aussi à la poste, puisqu'elles n'ont pas cessé d'être siennes. Mais cette opinion vient se heurter à un obstacle de fait à peu près insurmontable : comment savoir, sans briser le cachet d'une correspondance, si elle a été écrite par le prévenu ?

De sorte que le droit de saisir ces lettres appartiendra en principe au juge d'instruction, mais il lui sera en fait à peu près impossible de l'exercer.

314. — 3° Si les lettres n'émanent pas du prévenu ou ne lui sont pas adressées, pourquoi pourrait-on les saisir. Pour que la saisie soit possible, il faut une présomption qui pèse sur les choses dont elle est l'objet, et il ne faut pas confondre cette présomption avec une vague suspicion. Comme on l'a fait observer avec raison, la saisie n'est pas une mesure de police, c'est une mesure d'instruction, qui a pour but de réunir des preuves ; or, les articles 36, 87 et 88 du Code d'instruction criminelle nous disent quels sont ces objets ; ce sont ceux qui sont en la possession du prévenu ou qu'il a cachés en un autre lieu. Mais il résulte de ces articles qu'il faut un certain lien entre le prévenu et l'objet. Or, où est ce lien quand il s'agit d'une lettre adressée par un tiers à un tiers ? Il n'existe pas, c'est dire que le juge d'instruction n'a pas le droit de saisir ces lettres.

Et cette solution nous paraît devoir être adoptée quelle que soit la nature de l'objet qu'on prétendrait saisir, mais elle s'impose avec bien plus de force lorsqu'il s'agit de lettres missives, qui sont protégées par le principe de l'inviolabilité. Quand on saisira une lettre adressée au prévenu, le lien entre lui et l'objet sera évident et la règle de l'inviolabilité devra fléchir, parce que l'intérêt de la société place la répression des crimes au-dessus du secret des lettres ; il en sera de même pour une lettre écrite par

le prévenu, du moment qu'on pourra faire la preuve qu'il en est l'auteur, sans la décacheter. Dans ces cas, il y a véritablement actes d'instruction qui rendent la saisie licite. Mais lorsqu'il s'agit d'une correspondance échangée entre personnes qui, par hypothèse, sont étrangères aux poursuites, cette correspondance est la propriété d'un tiers, et comme telle, elle doit être respectée. D'autre part, puisque rien sur la suscription n'indique qu'elle se rattache par un lien quelconque au prévenu, il faudrait l'ouvrir pour s'en rendre compte, et nous estimons que la loi n'a pas permis de violer le secret des lettres dans ce cas.

315. — Si l'on admet au contraire que le juge d'instruction puisse saisir à la poste toutes les lettres dans lesquelles il soupçonne qu'il y a peut-être quelques indices qui pourront lui être utiles, et alors qu'aucun lien ne rattache ces lettres au prévenu, c'en est fait du principe de l'inviolabilité ; ce n'était pas la peine que la loi érige en principe de droit la règle du secret des lettres et ait l'air de la protéger par des dispositions pénales rigoureuses, si, sous prétexte qu'une instruction est ouverte contre X..., qui ne m'est rien, on peut saisir à la poste les lettres que je vous écris, à vous qui ne le connaissez pas non plus.

316. — Nous concluons donc qu'une lettre est saisissable à la poste en cas d'instruction criminelle, mais seulement lorsqu'elle a été écrite par le prévenu ou qu'elle lui est adressée, car dans ces cas, elle est présumée pièce à conviction. Au contraire, nous soutenons qu'on doit toujours respecter la correspondance adressée par un tiers à

un tiers, parce qu'aucun lien ne la rattache à la prévention et qu'une vague suspicion est insuffisante. Ces lettres, tant qu'elles sont fermées, ne peuvent pas être présumées pièces à conviction et on ne peut pas les décacheter, attendu qu'elles sont protégées par le principe de l'invioiabilité.

317. — Nous avons le regret de constater que la jurisprudence est moins libérale : elle paraît admettre que le juge d'instruction peut saisir toutes les lettres qu'il croit utiles à la manifestation de la vérité. Cependant, le Conseil d'Etat, par un avis de son Comité des finances du 4 février 1829, avait posé en principe que « les lettres adressées à des tiers qui ne sont en état ni d'accusation, ni de prévention régulière, sont placées sous la garantie de la foi publique ; que, s'il importe de donner aux magistrats les moyens de convaincre les criminels, des considérations non moins graves, quoique d'une autre nature, exigent l'invioiabilité de la conservation et du secret des lettres ». Mais les tribunaux n'ont pas admis cette réserve, parce que, dit la Cour de Paris dans un arrêt du 28 mai 1853, « le législateur, en prescrivant le secret des lettres confiées à la poste, n'a pas entendu créer un moyen de violer les lois et faire d'une administration publique un instrument destiné à la fois à servir forcément et aveuglément à la perpétration des crimes et délits et à en assurer l'impunité (1) ». Sans doute, mais il suffira, pour éviter

(1) Paris, 28 mai 1853, S. 53.4.223.

ces dangers, de permettre la saisie des lettres écrites par le prévenu ou qui lui sont adressées. De même, un arrêt de la Chambre criminelle de la Cour de cassation, du 23 juillet 1853, dispose en termes généraux que « des considérations d'ordre public et d'intérêt social autorisent la justice, dans des cas graves, à ne point se laisser arrêter dans ses investigations par l'application du principe de l'inviolabilité du secret des lettres et qu'il lui est permis de faire saisir, même dans les bureaux de la poste et ouvrir les lettres et paquets qui peuvent contenir des papiers et effets utiles à la manifestation de la vérité » (1). C'est bien vague ; quelles sont ces considérations d'ordre public et d'intérêt social ? On ne nous le dit pas. L'inviolabilité est établie par un texte, il faut donc un autre texte pour y faire exception, et l'arrêt ne nous indique pas quel est ce texte.

Il importe d'ailleurs de remarquer que ces différentes décisions n'ont pas statué spécialement sur la question qui nous occupe ; aucun arrêt, à notre connaissance, ne l'a solutionné directement ; ce n'est qu'incidemment en quelque sorte, et à propos d'un débat différent, que la jurisprudence a montré sa manière de voir sur ce sujet.

318. — Quant à l'administration des postes, elle admet nettement que toutes les lettres sont saisissables, quelles qu'elles soient. Cette opinion ne fut pas toujours la sienne : en 1829, les parquets de plusieurs tribunaux ayant

(1) Cass. crim., 23 juillet 1853, S. 53.1.224.

requis la saisie de correspondances adressées à des prévenus de droit commun, l'administration, plaçant au-dessus de toute considération le respect du dépôt qui lui était confié, et soutenue d'ailleurs par le ministre des finances, refusa de déférer à ces réquisitions. Le Conseil d'Etat, appelé à trancher ce conflit, donna l'avis que nous avons vu tout à l'heure et aux termes duquel les lettres se rattachant au prévenu, mais elles seules étaient saisissables. Et cette solution passa dans l'article 529 de l'Instruction générale de 1832 ; c'était admettre le système que nous avons défendu parce qu'il nous a paru le plus juridique et le plus équitable. L'administration des postes considérait donc qu'on ne pouvait pas lui demander de livrer les lettres échangées entre tiers. Malheureusement, elle a abandonné depuis cette restriction, et l'article 813 de l'Instruction générale de 1899, actuellement en vigueur, dispose que « les préposés sont tenus de déférer à toute réquisition ayant pour objet la saisie des correspondances de toute nature confiées au service des postes ».

Désormais, la poste remettra donc au magistrat instructeur toutes les lettres que celui-ci lui demandera, quel que soit leur auteur et quel que soit leur destinataire.

319. — Toutefois, l'administration a essayé de remédier dans une certaine mesure aux inconvénients que présentent de pareilles saisies, elle exige des formes donnant quelque garantie au public. C'est ainsi qu'il faudra remettre au préposé détenteur de la lettre, un réquisitoire indiquant avec précision le nom et l'adresse que porte la suscription,

ou fournissant tout au moins des indices suffisants qui permettent de reconnaître la lettre sans difficulté ; il n'y aurait pas lieu, d'après les décisions ministérielles des 23 mai 1867 et 6 juillet 1868, de déférer à un réquisitoire ayant pour objet de faire retenir toutes les lettres d'une écriture semblable à celle d'un fac-simile donné.

320. — D'autre part, la recherche des lettres dont la saisie est requise est faite exclusivement par les agents des postes. Le magistrat ou son délégué ne peut même pas pénétrer dans le local où se manipulent les correspondances (art. 816 et 817 Instr. gén.), autrement, comme l'écrivait le ministre des finances au garde des sceaux, le 18 juin 1872, « on remettrait non plus seulement à la discrétion des agents des postes, mais à celle des officiers de police judiciaire, toutes les correspondances privées qui n'ont aucun rapport avec celles dont la saisie a été ordonnée ».

Mais en observant ces quelques formalités, l'autorité judiciaire pourra saisir à la poste toutes les lettres qu'il lui plaira.

321. — Ce système n'a pas été adopté par le projet de réforme du Code d'instruction criminelle que le Sénat a voté en 1882, mais qui ne l'a pas encore été par la Chambre des députés. Aux termes de l'article 53 de ce projet : « S'il y a mandat décerné, le juge d'instruction peut faire saisir les télégrammes, lettres et autres envois émanant de l'inculpé ou à lui adressés, et se les faire livrer par l'administration des postes et télégraphes et les autres admi-

nistrations de transport (1). » Cet article est absolument conforme à la solution que nous avons adoptée ; il présente l'avantage d'être clair ; il prévoit expressément une exception au principe de l'invioiabilité des lettres, mais il dit, en termes bien nets, que la saisie ne sera licite que lorsqu'un lien rattachera la lettre à l'inculpé : il faudra qu'elle lui soit adressée ou qu'il l'ait écrite. On a voulu restreindre le plus possible cette dérogation, et dans aucun cas les lettres échangées entre tiers ne pourront être saisies. L'intention de la commission sur ce point apparaît bien dans le rapport de M. Dauphin ; le projet du gouvernement portait : « s'il y a assignation, à comparaître ou mandat décerné, le juge d'instruction peut faire saisir, etc... » Or, la commission a pensé qu'une simple assignation lancée contre une personne était insuffisante pour permettre qu'on ouvre ses lettres : « Les mots « s'il y a mandat décerné », insérés à l'article 53, dit le rapporteur dans la séance du 6 mars 1882, ont pour but d'empêcher le retour de certains abus. La violation du secret des lettres est une des plus regrettables nécessités des poursuites criminelles. Elle peut être acceptée pour convaincre un inculpé, jamais pour le rechercher et le découvrir (2). »

(1) L'article 54 du projet porte : « Le juge d'instruction doit ouvrir les lettres saisies dès que le scellé lui est remis. Les télégrammes ou lettres sont communiqués dans le plus bref délai, en original ou en copie, en tout ou partie, à l'inculpé ou aux destinataires, à moins que cette communication ne soit de nature à nuire à l'instruction. »

(2) V. *Journal officiel, Documents parlementaires*, 1882, Sénat, p. 115.

Il serait à souhaiter que la Chambre votât le plus tôt possible ce projet, afin qu'aucun doute ne subsiste plus et que la correspondance échangée entre particuliers ne soit plus exposée à être saisie et ouverte, sous prétexte qu'une vague instruction criminelle est menée contre un tiers.

322. — Il est toute une catégorie de lettres que la jurisprudence, malgré son système, et l'unanimité de la doctrine, déclarent avec raison inviolables de la façon la plus absolue ; ce sont celles qui sont échangées entre les prévenus et leurs avocats ou leurs avoués. Ici, les pouvoirs du juge d'instruction trouvent une limite dans le principe de la libre défense qui domine toute la procédure criminelle ; ce principe couvre de son immunité la correspondance échangée entre le défenseur de son client. En conséquence, le magistrat qui trouverait de telles lettres soit à la poste, soit au domicile du prévenu, ne devrait pas en violer le secret ; ces lettres sont insaisissables, et peu importerait qu'elles aient été subrepticement écrites et expédiées (1).

323. *Autorités compétentes pour requérir la remise des lettres.* — 1° La première autorité compétente pour requérir de l'administration des postes la remise de la correspondance dont elle est dépositaire est le juge d'instruction ; c'est lui qui agira dans la très grande majorité des cas.

2° Il faut y ajouter les magistrats ou officiers revêtus des

(1) En ce sens : Cass. crim., 9 septembre 1897, *Journ. des parq.*, 1899, p. 22 ; Cass. crim., 12 mars 1886, S. 1887.1.89, avec rapport du conseiller Dupré-Lasale et note de M. Villey.

attributions du juge d'instruction près les Cours d'appel, les conseils de guerre et les tribunaux maritimes ; et ceci par application des articles 235, 236, 330, 479 et 480 du Code d'instruction criminelle ; 83, 102 et 107 du Code de justice militaire, armées de terre ; 113, 132 et 137 du Code de justice militaire, armées de mer.

3° En cas de flagrant délit, le procureur de la République et ses substituts, ainsi que tous les officiers de police judiciaire, auront les mêmes pouvoirs en vertu des articles 26, 35, 36, 37, 48, 49 et 50 du Code d'instruction criminelle. Mais ils ne peuvent saisir que les lettres trouvées au domicile du prévenu et non celles qui sont à la poste.

4° Il n'est pas douteux que l'article 14 de la loi du 28 mai 1836, les articles 8 et 14 de la loi du 8 juillet 1852, la loi du 18 mai 1858, les traités de 1844, 1856, 1857 et 1858, ainsi que les décisions de la Chancellerie et du ministre des affaires étrangères des 6 novembre et 12 octobre 1875, donnent ces mêmes droits aux consuls de France établis dans les Echelles du Levant et de Barbarie, en Chine, en Perse, dans le royaume de Siam, au Japon et près de l'Iman de Mascate.

5° Aux termes d'une décision de Chancellerie du 12 novembre 1844, et d'une décision du président du Conseil, ministre des finances, du 10 octobre 1887, les autorités militaires désignées par l'article 85 du Code de justice militaire pour l'armée de terre, et dans l'article 115 du Code de justice militaire pour l'armée de mer, peuvent également adresser des réquisitoires à l'administration des postes.

324. — 6° Mais c'est une question très controversée que celle de savoir si le préfet de police à Paris et les préfets dans les départements peuvent saisir des lettres à la poste en vertu de l'article 10 du Code d'instruction criminelle.

Cet article leur permet de « faire personnellement ou requérir les officiers de police judiciaire, chacun en ce qui le concerne, de faire tous actes nécessaires à l'effet de constater les crimes, délits et contraventions et d'en livrer les auteurs aux tribunaux chargés de les punir conformément à l'article 8 ci-dessus ». Et l'article 8 est ainsi conçu : « La police judiciaire recherche les crimes, les délits et les contraventions, en rassemble les preuves et en livre les auteurs aux tribunaux chargés de les punir. »

325. — C'est en 1851 seulement qu'on s'est avisé de prétendre que cet article reconnaissait aux préfets le droit de saisir la correspondance à la poste. Cette interprétation rencontra de l'opposition. La Chambre criminelle de la Cour de cassation ayant, le 23 juillet 1853, cassé un arrêt de la Cour de Paris qui reconnaissait au préfet de police le droit de saisir, la Cour de Rouen, appelée à se prononcer à son tour sur la question, maintint la validité de la saisie ; l'affaire revint devant la Cour suprême qui, par un arrêt du 21 novembre 1853, rendu toutes chambres réunies, consacra le droit de saisie des préfets : « Attendu, dit l'arrêt, qu'en autorisant le préfet de police à rechercher, en quelque lieu que ce soit, la preuve des infractions et les pièces pouvant servir à conviction, la loi n'a fait aucune exception à l'égard des lettres déposées à la poste et pré-

sumées constituer soit l'instrument ou la preuve, soit le corps même du délit (1). »

Cet arrêt solennel a définitivement fixé la jurisprudence qui, depuis, a toujours reconnu aux préfets les mêmes pouvoirs qu'aux juges d'instruction.

326. — Et cette solution nous paraît exacte, étant donné l'état actuel de notre législation. En effet, les termes de l'article 10 sont absolus et généraux ; il résulte de son texte, combiné avec celui de l'article 8 auquel il renvoie, que les préfets dans les départements, et le préfet de police à Paris peuvent faire tous les actes nécessaires à l'effet de constater les crimes, les délits et les contraventions, d'en rassembler les preuves et d'en livrer les auteurs aux tribunaux. Les pouvoirs du préfet ne sont donc pas limités en ce qui touche la nature des actes à faire ; ils comprennent tous les pouvoirs du juge d'instruction. Comme lui, les préfets ont donc le droit de procéder par eux-mêmes à des constatations, à des perquisitions domiciliaires ; ils peuvent mettre le prévenu en état d'arrestation, et décerner contre lui un mandat. Eh bien, pourquoi ne pourraient-ils pas aussi, comme le juge d'instruction, saisir des lettres à la poste ?

En somme, rien n'indique qu'on ait voulu limiter les droits des préfets. Les travaux préparatoires qu'on a invoqués contre le système que nous venons d'exposer, sont loin d'être décisifs. Sans doute, il en ressort qu'on a re-

(1) Cass., toutes chambres réunies, 21 novembre 1853, S. 53.1.279.

tranché le préfet de la nomenclature des officiers de police judiciaire donnée par l'article 9 ; mais nous connaissons les raisons de ce retranchement. L'article 9 place tous les magistrats qu'il énumère sous l'autorité du procureur général ; c'est pour assurer aux préfets une pleine indépendance qu'on a fait un article spécial pour eux.

D'ailleurs, on peut faire remarquer que l'empereur, dont l'influence fut prépondérante lors de la rédaction de ces articles, a voulu investir ses préfets de pouvoirs aussi larges que possible. « On peut tout concilier, disait-il, en autorisant le préfet à rédiger des procès-verbaux, à instruire, puis à renvoyer ses actes au procureur général, en laissant au procureur général l'alternative de les recommencer ou de leur donner le caractère d'actes judiciaires. » Ces paroles montrent bien l'intention de donner aux préfets les mêmes droits qu'aux juges d'instruction.

Nous pouvons donc dire que l'arrêt de 1853 donne une juste interprétation de la loi et répond certainement à l'idée que le législateur de 1808 se faisait des attributions des préfets. Et c'est avec raison que l'article 813-5° de l'Instruction générale des Postes de 1899 reconnaît aux préfets le droit de saisir les lettres dans les bureaux de l'administration.

327. — Si, laissant maintenant de côté le droit positif, nous nous plaçons au point de vue législatif et nous nous demandons si de pareilles dispositions sont heureuses, il faut bien reconnaître qu'elles sont des plus fâcheuses. Il est permis de s'étonner devant une aussi extraordinaire

dérogação à toutes les règles de la compétence administrative et judiciaire. Il est singulier que des mesures graves et dangereuses, que la loi met dans les attributions de magistrats de carrière, à peu près indépendants puisqu'inamovibles, soient placées entre les mains d'un fonctionnaire politique dépendant uniquement du ministre de l'intérieur ; c'est une exception redoutable au principe de la séparation des pouvoirs. D'autre part, cette exception ne se justifie pas par des considérations d'utilité qui s'imposent, puisque dans toutes les villes où il y a un préfet, il y a aussi un tribunal et des magistrats qui pourraient facilement opérer la saisie. Ceci étant, il est à craindre que lorsque le préfet agira, il le fasse dans un but exclusivement politique (1) ; les pouvoirs qui lui sont donnés par la loi sont donc dangereux pour les particuliers.

328. — Aussi, le projet de réforme voté par le Sénat en 1882 apporta de notables restrictions à l'article 10 : il ne s'appliquerait plus qu'au préfet de police et il restreindrait son pouvoir au cas de flagrant délit. Mais la Chambre des députés, par un vote émis le 4 novembre 1884, refusa d'adopter l'article 10 ainsi amélioré. En 1887, sa commission proposa d'abord de placer le préfet de police sous l'autorité de la Cour d'appel ; en 1895, allant plus loin, la

(1) En 1879, invité par le garde des sceaux à faire connaître son avis sur la valeur législative de l'article 10 du Code d'instruction criminelle, M. Andrieux, alors préfet de police, fit remarquer qu'*au point de vue politique*, le maintien de cet article s'imposait et que ce serait une naïveté de s'en dépouiller (V. Andrieux, *Mémoires d'un préfet de police*)

commission proposa l'abrogation pure et simple de l'article 10. Cette proposition fut renouvelée sous chaque législature, et nous sommes actuellement sur le point d'aboutir au résultat désiré.

En effet, dans ses séances des 9 février et 2 mars 1909, le Sénat a voté l'abrogation pure et simple de l'article 10 du Code d'instruction criminelle, et le 12 mars suivant, le gouvernement a déposé sur le bureau de la Chambre un projet de loi tendant au même but.

Il est à souhaiter que cette loi soit votée le plus tôt possible, car il est exorbitant de voir un fonctionnaire politique saisir légalement à la poste une correspondance privée, sous le prétexte de constater ou de prouver un crime ou un délit.

SECTION II. — Ouverture de la correspondance des détenus.

SOMMAIRE. — 329. Individus détenus dans les prisons départementales. — 330. Lettres soumises à la surveillance. — 331. Conséquences du contrôle. — 332. Condamnés aux travaux forcés. — 333. Récidivistes relégués. — 334. Prisonniers militaires. — 335. Colonies pénitentiaires.

329. — Aux termes de l'article 50 de la loi du 11 novembre 1885 sur les prisons départementales, la correspondance des prévenus, des accusés et des condamnés « à l'arrivée et au départ, sera lue et visée par le directeur ou le gardien-chef, à l'exception des lettres que les détenus adressent à l'autorité administrative ou à l'autorité judi-

ciaire, aux avocats ou avoués chargés de leur défense ». C'est une dérogation au principe de l'invioiabilité qui trouve sa raison d'être dans l'intérêt de la sûreté publique.

330. — En principe, toutes les lettres des détenus sont ouvertes ; il n'y a que deux exceptions : 1° la première concerne la correspondance que le prisonnier adresse à l'autorité administrative ou à l'autorité judiciaire. Ici, étant donné la personnalité du destinataire, la lettre peut rester secrète sans danger pour la sûreté publique ; d'autre part, il peut y avoir intérêt à ce que cette correspondance, notamment celle qui est destinée à l'autorité administrative supérieure, ne soit pas lue par le directeur de la prison. Aussi l'article 50 *in fine* ajoute qu' « en aucun cas et sous aucun prétexte, l'envoi à destination desdites lettres ne pourra être retardé ».

2° La seconde exception concerne les lettres que les détenus adressent à leur défenseur ; on a voulu sauvegarder ici le principe supérieur de la liberté de la défense. Avant la loi de 1885, une circulaire ministérielle du 12 novembre 1879 avait déjà été écrite dans le but de lever les scrupules de certains directeurs d'établissements, au sujet de l'immunité à accorder à cette correspondance. Remarquons que la loi ne protège que les lettres adressées par le prévenu à son avocat ou à son avoué, par suite, les lettres qu'il recevrait de ces mêmes personnes seraient ouvertes alors même qu'un signe extérieur les distinguerait ; on a voulu ainsi déjouer des fraudes qu'il serait facile de pratiquer. D'autre part, le défenseur commettrait une

faute professionnelle, s'il se chargeait de faire parvenir à des tiers, un billet que son client lui aurait adressé.

331. — L'article 50 de la loi de 1885 ajoute que les lettres qu'on a ouvertes seront communiquées, selon les cas, au procureur de la République, au juge d'instruction, ou au président des assises. C'est une application des articles 35 et 613, § 2, du Code d'instruction criminelle qui permettent au procureur, au juge d'instruction et au président des assises de « donner respectivement tous les ordres qui devront être exécutés dans les maisons d'arrêt et de justice, et qu'ils croiront nécessaires, soit pour l'instruction, soit pour le jugement ».

Une circulaire du sous-secrétaire d'Etat à l'intérieur, en date du 1^{er} septembre 1836, encore observée, indique quelles lettres émanant des condamnés, l'administration pénitentiaire laisse parvenir aux destinataires : « On ne doit pas souffrir que les détenus écrivent rien de déplacé, rien de contraire à la décence, rien enfin qui contraste avec la position que leur a faite la loi... Tout mensonge donnera lieu non seulement à la suppression de la lettre, mais encore à la punition de son auteur. » D'autre part, l'administration n'autorise pas les détenus à correspondre avec tout le monde. On ne leur permet que les relations de famille et celles que peuvent absolument exiger la conservation ou le règlement d'intérêts positifs.

332. — Des dispositions analogues régissent la surveillance des condamnés aux travaux forcés. Mais, ici encore, on doit respecter le secret des lettres adressées aux auto-

rités supérieures ; aux termes de l'article 28 du décret du 4 septembre 1891, modifié par un décret du 31 juillet 1903 : « Les transportés ont toujours le droit d'adresser leurs demandes et réclamations par plis fermés, soit aux autorités administratives ou judiciaires de la colonie où ils sont internés, soit au ministre de la justice ou des colonies. Ces demandes et réclamations doivent être remises indistinctement et sans retard à destination par les soins des fonctionnaires et agents des services de la transportation. »

333. — L'article 40 du décret du 26 novembre 1885 applique le même régime aux récidivistes relégués, et la loi du 22 août 1887 dispose, dans son article 5, qu'à titre de punition disciplinaire, il peut leur être interdit d'une façon absolue d'écrire des lettres.

334. — La correspondance des prisonniers militaires est surveillée comme celle des prisonniers civils ; l'article 75 du règlement du 20 juin 1863 sur les prisons militaires prévoit minutieusement comment doit s'exercer cette surveillance : « Les détenus ne peuvent correspondre qu'avec les autorités, leurs proches parents, tuteurs et autres personnes pouvant avoir avec eux des rapports d'intérêt. Ils ne doivent parler dans leur correspondance que de leurs affaires de famille, de leurs intérêts privés et s'abstenir de tout objet étranger à leur position. Leurs lettres sont déposées ouvertes dans une boîte, l'agent principal en prend connaissance, ainsi que de celles venues du dehors. Il rend compte succinctement au commandant de leur contenu. La correspondance des prévenus

est communiquée, s'il y a lieu, au commissaire du gouvernement. La lecture des lettres des officiers punis disciplinairement ne doit avoir lieu qu'autant qu'elle est prescrite par le commandant de la place (1). »

C'est une surveillance très rigoureuse ; le secret des lettres n'existe pas pour les détenus militaires ; toute leur correspondance est ouverte, sans aucune exception, même celle qu'ils adressent à leurs défenseurs ou à l'autorité supérieure. Cet état de choses est contraire au principe de la liberté de la défense, mais il paraît qu'en pratique, dans certaines prisons, les communications entre prévenus et défenseurs demeurent libres ; c'est là, il faut le remarquer, une tolérance et non un droit.

L'article 68 du décret du 7 avril 1873 sur les prisons maritimes, consacre au contraire formellement le principe de la liberté de la défense, en disposant que « les lettres reçues ou écrites par les détenus, sauf celles qui sont adressées à l'autorité supérieure ou à leur défenseur, sont remises au magistrat instructeur qui a la faculté de les ouvrir ».

335. — Enfin, le règlement du 10 avril 1869 sur les colonies ou maisons pénitenciaires affectées à l'éducation correctionnelle des jeunes détenus, consacre son chapitre XIV aux relations de ces condamnés avec l'extérieur. Ces articles sont très clairs et ne soulèvent aucune difficulté :

ART. 83. — Les jeunes détenus des deux sexes pourront

(1) Sur l'application de ce règlement, V. Conseil de révision d'Alger, 18 août 1887, *Journal officiel*, 16 octobre 1887, p. 4385.

communiquer verbalement ou par écrit avec leurs plus proches parents quand ceux-ci présenteront des garanties suffisantes de moralité, ou avec leur tuteur.

ART. 84. — Les jeunes détenus autorisés à correspondre avec leur famille pourront leur écrire une fois par mois. Les chefs d'établissement veilleront à ce qu'ils s'acquittent de ce devoir dans certaines circonstances, par exemple au renouvellement de l'année. Ils prendront connaissance de cette correspondance au départ et à l'arrivée. Les lettres envoyées par les enfants ne sont pas affranchies ; celles qu'ils recevront seront classées à leur dossier, quand il paraîtra utile de les conserver à raison de leur contenu.

ART. 87. — Les parents seront invités... à s'abstenir de toute réflexion sur les travaux et le régime intérieur de la maison, sous peine d'être privés de toute communication avec leurs enfants. Ils devront se borner à donner à ces derniers de leurs nouvelles ou à leur adresser des exhortations au travail et à la bonne conduite.

ART. 88. — Les lettres dont le contenu pourrait donner lieu à des dangers ou à de sérieux inconvénients seront transmises au préfet, qui ordonnera, selon les cas, la suppression provisoire ou définitive de toute correspondance.

ART. 89. — Les lettres qui pourraient être adressées, pour un motif quelconque, par les jeunes détenus à l'administration ou à l'autorité judiciaire, seront cachetées sans être lues par les chefs des établissements.

SECTION III. — Ouverture des lettres mises au rebut.

SOMMAIRE. — 336. Fondement. — 337. Cas dans lesquels il y a lieu à mise au rebut. — 338-339. Traitement des correspondances mises au rebut. — 340. Appréciation critique. — 341. Statistique.

336. — Il arrive parfois que, pour une raison quelconque, une lettre ne peut pas être remise au destinataire. Dans ce cas, il est tout indiqué qu'elle doit être retournée à l'expéditeur, dont elle est demeurée la propriété. Mais comment connaître cet expéditeur ? Si son nom est écrit sur l'enveloppe, aucune difficulté ne se présente, la lettre lui sera renvoyée immédiatement.

Mais la plupart du temps, il faut ouvrir la missive pour essayer d'en connaître l'auteur. Alors, on a dû choisir entre deux partis : ou bien respecter le secret de la correspondance, mais la laisser en souffrance ; ou bien, au contraire, briser son cachet et la lire, afin d'en rechercher l'auteur et de la lui retourner. C'est cette dernière alternative qu'on a choisie ; on a pensé que, dans l'intérêt de l'expéditeur, il valait mieux le prévenir que sa lettre n'avait pas pu être distribuée, et pour arriver à ce résultat, on a fait fléchir le principe de l'inviolabilité. Il s'agit donc d'une dérogation fondée sur l'intérêt privé.

337. — Quand un objet de correspondance est-il mis au rebut ? Les articles 885 et 886 de l'Instruction générale des Postes indiquent vingt-deux cas ; nous n'en donnerons pas l'énumération. D'une façon générale, il y a lieu à

rebut lorsqu'on n'a pas pu effectuer la livraison de la correspondance au destinataire, par exemple, lorsque l'adresse était illisible ou incomplète, dans ce cas l'expéditeur doit être mis, sans retard, à même de compléter la suscription ; ou encore quand le destinataire est inconnu ou parti sans laisser d'adresse ; lorsque la lettre était adressée sous un nom commun à plusieurs personnes et qu'elle n'a pu être livrée dans les conditions prévues par l'article 802 de l'Instruction générale ; il y a encore lieu à rebut lorsque la correspondance portait un nom supposé, et que les droits de propriété du destinataire n'ont pu être établis ; de même lorsque le destinataire a refusé la lettre ; on met également au rebut les objets de correspondance adressés poste restante et qui n'ont pas été réclamés à la fin du mois qui suit celui de leur arrivée au bureau, et ceux destinés à des personnes de passage dans une localité et dont le placement n'a pu être effectué pendant le même délai. Dans ces différents cas, la mise au rebut est faite dans l'intérêt de l'expéditeur, c'est pour lui rendre service qu'on l'informe sans retard du motif de la non-distribution.

D'autres fois, la mise au rebut est faite pour éviter une contravention aux lois ou règlements ; c'est ce qui arrive lorsqu'une lettre paraît renfermer un objet passible de droits de douane que le destinataire refuse d'acquitter ; ou encore lorsqu'elle porte une suscription injurieuse ou contenant des menaces. Dans ce dernier cas, en effet, la lettre n'est pas présentée au destinataire, elle est versée au

rebut par le bureau d'origine, et lorsque celui-ci a négligé de remplir cette formalité, les bureaux intermédiaires ou destinataires sont tenus de réparer l'omission. Mais cette disposition s'applique seulement quand les injures ou les menaces sont sur la suscription ; conséquence : elle ne sera pas applicable aux cartes postales qui pourraient contenir au verso des inscriptions ayant le même caractère.

338. — Il y a lieu d'examiner comment sont traitées ces lettres mises au rebut, puisque c'est là que réside l'exception au principe de l'inviolabilité.

Dans certains pays, comme l'Allemagne et l'Autriche, les lettres qui n'ont pu être distribuées sont renvoyées au bureau d'origine, qui fait des recherches pour en trouver l'expéditeur sans ouvrir l'enveloppe.

En France, l'article 890 de l'Instruction générale prescrit de renvoyer ces correspondances directement à Paris, au bureau des rebuts.

La création de ce bureau remonte à une ordonnance royale du 12 janvier 1771 ; auparavant, les plis non distribués étaient indéfiniment conservés dans les bureaux de poste, où on les tenait à la disposition des destinataires, s'ils se présentaient. Plus tard, les décrets des 19 octobre et 23 novembre 1790, des 23-24-30 juillet 1793, l'arrêté consulaire du 7 nivôse an X, l'ordonnance royale du 20 janvier 1819 vinrent successivement modifier le régime de cette institution.

D'après le décret du 24 novembre 1790, l'ouverture des

lettres mises au rebut ne pouvait avoir lieu qu'en présence du président du Directoire des postes et de deux administrateurs au moins. En Suisse, aujourd'hui encore, le travail de révision des rebuts s'effectue avec une certaine solennité. Mais l'accroissement énorme du nombre de ces objets ne permet plus actuellement chez nous un tel luxe de précautions ; l'article 898 de l'Instruction générale dit simplement que « les lettres et paquets compris dans les envois de rebuts journaliers et mentionnés à l'article 885, sont vérifiés et ouverts à l'administration centrale, immédiatement après leur arrivée » (1). En fait, les lettres sont ouvertes à l'hôtel des postes à Paris, par une section du bureau des réclamations, composée de commis auxiliaires surveillés par des commis principaux. Ceux-ci, à raison de leurs fonctions, connaissent le contenu des lettres qu'ils ont ouvertes, mais ils ne doivent pas le révéler à autrui, sous peine de se voir appliquer les dispositions de l'article 378 du Code pénal.

339. — Après l'ouverture de la lettre, trois cas peuvent se présenter :

1° On trouve dans la correspondance la désignation de l'auteur et celle du destinataire ; c'est au destinataire que la lettre doit être renvoyée, sauf, si la mise au rebut provient de son refus de la recevoir (art. 907, *in fine*, Instr. gén.).

(1) Il y a exception pour les lettres mises au rebut, mais portant le contresceau d'un inspecteur des finances ; elles ne sont jamais ouvertes, on les renvoie directement au ministère des finances (Décision ministérielle du 28 juillet 1828 et art. 898 *in fine* de l'Instr. gén.).

2° Si les renseignements procurés après vérification donnent seulement le nom de l'expéditeur, la lettre lui sera renvoyée.

3° Enfin, les correspondances mises au rebut et qui ne pourront être, ni dirigées sur leur destination, ni renvoyées à leurs auteurs, faute de renseignements suffisants, restent déposées au bureau des réclamations pendant trois mois, et sont détruites à l'expiration de ce délai, lorsqu'elles ne renferment ni valeurs, ni papiers importants (art. 910, Instr. gén.).

En vertu d'une décision du conseil des postes du 27 décembre 1822, l'incinération a été remplacée, comme mode de destruction des rebuts, par la mise au pilon. Aux termes de l'article 919 de l'Instruction générale de 1899, les objets destinés à être détruits sont, à l'expiration des délais prescrits, enfermés dans des sacs scellés du cachet du bureau des réclamations, et livrés au pilon sous la surveillance d'un employé de l'administration.

340. — S'il faut dire un mot d'appréciation sur cette institution des rebuts, il nous semble qu'on ne saurait blâmer cette pratique de l'administration des postes. On ouvre les lettres, mais c'est pour rendre service à l'expéditeur. D'ailleurs, celui-ci est prévenu, et s'il veut que sa correspondance demeure secrète, il n'a qu'à indiquer ostensiblement sa propre adresse sur l'enveloppe. Ainsi, en cas de non-distribution, la lettre lui sera retournée sans avoir été ouverte.

341. — La correspondance mise au rebut est nombreuse

chaque année ; en France, le chiffre s'en est élevé à 3.594.549 pour l'année 1907 ; sur cette quantité, 1.451.465 lettres et 192.216 cartes postales ont pu être renvoyées aux expéditeurs, tandis que 1.460.354 lettres et 490.514 cartes postales sont définitivement restées en souffrance (1).

SECTION IV. — Ouverture de la correspondance du failli.

SOMMAIRE. — 342. Fondement. — 343-344. Correspondances sur lesquelles porte le contrôle. — 345. Sort des lettres après l'ouverture par le syndic. — 346. Droits du failli. — 347. Limite des droits du syndic. — 348. Cessation des droits du syndic. — 349-350. Liquidation judiciaire.

342. — L'article 471 du Code de commerce consacre, *in fine*, une double dérogation au droit de propriété et au principe de l'inviolabilité des lettres ; cette disposition est ainsi conçue : « Les lettres adressées au failli seront remises aux syndics, qui les ouvriront ; il pourra, s'il est présent, assister à l'ouverture. » Cette mesure est une conséquence logique du dessaisissement qu'encourt le failli à la suite du jugement déclaratif. C'est une dérogation établie pour protéger les créanciers, qui ont un intérêt pécuniaire à être exactement renseignés sur la situation de leur débiteur ; elle permet au syndic de réunir plus facilement les éléments nécessaires à l'établissement de l'actif et du passif. D'autre part, c'est une surveillance qui

(1) V. *Statistique générale du service postal*, publiée par le bureau international de l'Union postale universelle de Berne, année 1907.

empêchera dans une certaine mesure le failli de détourner de la masse certaines valeurs.

343. — Il faut remarquer tout d'abord que l'article 471 emploie le mot « lettres » parce que ce mode de correspondance était le seul en usage lors de la confection du Code de commerce. Mais il est hors de doute que les cartes postales et les télégrammes doivent être également remis aux syndics. C'est bien la manière de voir de l'administration des postes qui dispose dans l'article 810 de son Instruction générale que « les correspondances de toute nature adressées à un négociant failli doivent être remises aux syndics provisoires ou définitifs ». Mais il faut que la poste soit prévenue de l'existence du jugement déclaratif; elle se montre assez large sur ce point : elle n'exige pas une signification par exploit d'huissier, la simple production du journal d'annonces légales contenant la publication du jugement lui suffit (art. 810, Inst. gén.).

344. — Cette surveillance qu'exerce le syndic sur la correspondance porte uniquement sur les lettres reçues par le failli, jamais sur celles qu'il envoie. Sans doute, il pourra, dans ces dernières, combiner des plans pour frustrer ses créanciers, mais il pourra le faire mieux encore de vive voix, et on ne saurait efficacement l'en empêcher; d'ailleurs si les lettres expédiées étaient contrôlées, le failli s'arrangerait pour qu'elles ne fussent jamais compromettantes. A quoi servirait-il dès lors de porter une exception aussi grave au principe du secret des lettres? Et puis, c'est surtout pour que le syndic puisse établir l'état

de la faillite qu'il reçoit et ouvre les lettres, or sur ce point, la correspondance écrite par le failli ne serait d'aucune utilité.

345. — Le syndic ouvre et lit toutes les lettres adressées au failli, mais il ne conserve que celles qui lui sont utiles, c'est-à-dire celles qui se rapportent à la faillite ; il doit restituer toute la correspondance personnelle ; si une contestation s'élevait au sujet de la nature d'une lettre que le débiteur prétendrait avoir le droit de conserver, tandis qu'au contraire le syndic voudrait la retenir, le différend serait tranché par la juridiction commerciale, devant laquelle, en cas d'urgence, assignation pourrait être donnée d'heure à heure (art. 417, C. proc. civ.).

Le syndic lisant ainsi toute la correspondance du failli, même la plus confidentielle, pourra surprendre des secrets que ce dernier a grand intérêt à tenir cachés. C'est inévitable, mais le syndic ne devra pas divulguer ces confidences ; s'il le fait il violera le secret professionnel et encourra les rigueurs de l'article 378 du Code pénal.

La loi n'ayant parlé que des lettres adressées au failli, le syndic n'a pas le droit d'ouvrir celles qui sont adressées à la femme ou aux enfants de celui-ci ; cette correspondance sera directement remise à son destinataire. Il y a là un moyen de fraude facile pour soustraire des lettres à la surveillance du syndic. Mais le principe de l'invioiabilité ne permet pas d'aller plus loin que ne l'a fait l'article 471.

346. — L'article 471 dit que le failli pourra, s'il est pré-

sent, assister à l'ouverture des lettres. Il ne s'ensuit pas que le syndic soit obligé de l'attendre ou de le convoquer ; cette disposition signifie qu'il ne pourra pas lui interdire d'assister à l'examen de la correspondance.

347. — Le syndic n'a pas le droit de détruire la correspondance qui lui est ainsi remise ; en effet, il ne doit conserver que celle qui lui est utile ; s'il veut détruire une lettre, c'est qu'il n'en a pas besoin, et alors ce simple fait est suffisant pour montrer que la lettre est personnelle au failli ; elle doit donc lui être rendue,

348. — Quand cesse cette remise des lettres au syndic ? Lorsqu'il cesse ses fonctions, c'est-à-dire lorsque la faillite a reçu une solution. L'article 810 de l'Instruction générale des Postes dispose que l'administration remet les lettres au failli personnellement, dès qu'on lui a notifié une décision annulant le jugement déclaratif, homologuant un concordat ou dissolvant l'union des créanciers.

Il convient de remarquer que la clôture pour insuffisance d'actif n'étant pas une solution de la faillite, ne changera rien en ce qui concerne la remise des lettres au syndic ; en effet, le dessaisissement persiste, le syndic conserve ses pouvoirs, il ne fait que suspendre momentanément ses opérations. La clôture pour insuffisance d'actif est donc en principe du moins sans influence sur l'article 471, § 3 du Code de commerce, qui continue à être appliqué. Toutefois, en pratique, on admet que cette clôture décharge le syndic des obligations qui lui sont imposées par l'article 471, et les lettres sont laissées au failli ;

il serait dur pour lui de l'empêcher de se relever en interceptant sa correspondance, et les syndics ne pourraient suffire à cette besogne. Mais ce n'est là qu'une tolérance, la rigueur des principes exigerait qu'il en fût autrement.

349. — L'article 471, § 3, est une conséquence juridique du dessaisissement du failli ; il ne doit donc pas être appliqué au commerçant mis en état de liquidation judiciaire. En effet, ce débiteur n'est pas dessaisi de ses biens, il reste à la tête de ses affaires, mais avec cette restriction, sans importance au point de vue qui nous occupe, qu'il a besoin de certaines autorisations pour accomplir des actes particulièrement graves ; il garde donc la liberté de correspondre comme il lui plaît, et le liquidateur ne pourrait pas exiger de la poste qu'elle lui remît la correspondance du liquidé. Il aurait tout au plus le droit de prendre connaissance des lettres commerciales, après qu'elles auraient été ouvertes par le débiteur.

350. — Cette opinion n'est pas celle de l'administration des postes qui dispose, dans l'article 810 de son Instruction générale, que « le droit conféré par l'article 471 du Code de commerce, appartient également au liquidateur du commerçant en état de liquidation judiciaire ». Pour soutenir ce système, l'administration s'appuie sur l'article 28 de la loi du 4 mars 1889, d'après lequel « toutes les dispositions du Code de commerce qui ne sont pas modifiées par la présente loi, continueront à recevoir leur application en cas de liquidation judiciaire comme en cas de faillite ». Or, à la vérité, à lire la loi de 1889, on cons-

tate qu'il n'est pas dérogé expressément à l'article 471 du Code de commerce. Mais nous estimons qu'il y a dérogation implicite, puisque la loi de 1889 laisse le liquidé à la tête de ses affaires et que l'article 471 est une conséquence du dessaisissement. C'est dire que les dispositions qu'il renferme ne sont pas applicables au commerçant en état de liquidation judiciaire.

SECTION V. — Ouverture de la correspondance des personnes placées dans les maisons d'aliénés.

SOMMAIRE. — 351. Controverse. — 352-353. Justification du droit de surveillance par des raisons de fait. — 354-355. Justification par des raisons de droit. — 356-358. Différents sorts de la correspondance. — 359-361. Le directeur de l'établissement n'a pas le droit de conserver la correspondance ; examen critique de la jurisprudence.

351. — La question de savoir si le directeur d'un établissement d'aliénés a le droit de surveiller la correspondance de ses pensionnaires, est l'objet de contestations.

Les partisans du secret disent : le principe de l'inviolabilité des lettres est absolu, il faut un texte pour qu'il fléchisse ; or, où est le texte qui permette au chef d'établissement de contrôler la correspondance des fous ? Lisons la loi de 1838, elle est muette sur ce point ; la règle générale doit donc être appliquée, c'est dire que leurs lettres sont inviolables.

352. — Nous estimons au contraire que le directeur d'une maison d'aliénés a le devoir et le droit de surveiller

la correspondance de ses pensionnaires, et cela pour deux séries de raisons : les unes de fait, les autres de droit.

La première raison, qui est une raison de fait, est la suivante : un aliéné peut être dangereux pour l'ordre public, et c'est pour cela que la loi du 30 juin 1838 en prescrit l'internement. Une fois enfermé, le fou est certes dans l'impossibilité de nuire, mais il ne le serait pas tout à fait si on lui permettait d'envoyer au dehors des épîtres insensées ou perverses ; de pareilles lettres pourraient jeter un trouble très réel dans la société. Du moment qu'on surveille les actes de l'aliéné, on doit surveiller ses écrits, autrement, la protection qu'on veut assurer au public ne serait pas complète.

A un autre point de vue, la surveillance s'impose dans l'intérêt de l'aliéné lui-même. D'abord, il est hors de doute qu'on peut interdire certaines visites, parce que certaines relations pourraient être désastreuses pour le fou ; il importe que l'aliéniste examine si une conversation avec telle personne n'est pas de nature à augmenter le trouble de l'esprit du malade, et nul ne lui conteste ce droit. Or, ce droit a pour corollaire nécessaire celui de surveiller les lettres, puisque la correspondance, selon le mot attribué à Bartole, est une conversation entre absents. Et pour exercer ce contrôle, le directeur n'a qu'un moyen : ouvrir les lettres et examiner leur contenu, voir qui en est l'auteur et retenir toutes celles qui pourraient nuire au rétablissement du malade.

353. — Quand la correspondance, au lieu d'être adressée

à l'aliéné, est écrite par lui, en se plaçant toujours au point de vue de son propre intérêt, le contrôle apparaît comme plus nécessaire encore. La lecture de ses lettres renseignera sur son état mental et permettra à l'aliéniste de modifier avec efficacité le traitement appliqué. C'est bien souvent là qu'on trouvera les renseignements les plus sûrs concernant l'état intellectuel du dément : on a en effet souvent observé qu'un fou garde parfois assez de lucidité pour dissimuler sa folie lorsqu'il se sent examiné, tandis qu'il donne libre cours à ses élucubrations dans ses écrits. En somme, comme l'a fort bien dit M. Labbé : « Toutes les lettres peuvent être ouvertes par le directeur, tant celles écrites par ses pensionnaires que celles que des tiers leur adressent. C'est la conséquence de ce qu'il dirige et qu'il détermine le traitement de la maladie mentale. Tout ce que la personne en traitement fait ou pense et exprime, tout ce qui trahit l'état de son intelligence, le médecin doit le savoir. Les influences qui s'exercent du dehors il doit les apprécier, et les empêcher, si elles sont propres, suivant lui, à entretenir le trouble de l'esprit (1). »

Nous pouvons donc dire qu'indépendamment de l'intérêt qu'il y a à retenir les lettres écrites par un dément pour l'empêcher de nuire, le directeur d'un établissement d'aliénés doit surveiller toute la correspondance de ses pensionnaires, pour aider à leur guérison intellectuelle, de même qu'un maître de pension surveille la correspondance de

(1) Note dans Sirey, sous Cass. req., 27 décembre 1875, S. 76.1.97.

ses élèves pour aider à leur développement moral. Voici pour les raisons de fait.

354. — Il y a aussi des raisons d'ordre juridique. Les travaux préparatoires de la loi du 30 juin 1838 montrent bien que le législateur a eu l'intention de soumettre la correspondance de l'interné à un contrôle. Dans la séance de la Chambre des pairs du 29 juin 1837, M. de Barthélemy, rapporteur de la loi, déclarait qu'il conviendrait d'organiser dans les établissements des inspections de l'autorité publique afin d'éviter des internements arbitraires ; autrement, l'interné serait dans l'impossibilité de se plaindre : « Pour lui, dit textuellement le rapporteur, toute réclamation écrite serait inutile, *puisque les lettres sont soumises à l'inspection de ses gardiens* (1). » On ne saurait être plus clair, et il nous est permis de dire que la surveillance de la correspondance des déments internés est conforme à l'esprit de la loi de 1838 ; ce droit pour le directeur a paru tellement incontestable qu'on n'a pas songé à l'écrire dans le texte de la loi.

355. — Nous pouvons enfin tirer un autre argument juridique de l'article 29 *in fine* de la loi de 1838 elle-même. D'après cette disposition, les chefs d'établissement ne devront pas retenir les écrits que l'interné adresserait aux autorités judiciaires ou administratives ; puisqu'on défend d'intercepter ces lettres, c'est donc qu'il est permis d'intercepter ou tout au moins de surveiller les autres. Les

(1) V. *Moniteur* du 4 juillet 1837, p. 1773.

déments internés ont donc, à ce point de vue, une situation identique à celle des prisonniers, mais elle est fondée sur des motifs différents : protection dans un cas, répression dans l'autre.

356. — Nous admettons donc, avec la très grande majorité des auteurs, que le directeur d'un établissement d'aliénés a le droit de contrôler la correspondance de ses pensionnaires. Il pourra, après lecture, et s'il le juge à propos, laisser partir la lettre écrite par le malade, ou lui remettre celle qui lui est adressée. Dans certains cas, au contraire, il lui sera loisible de la retenir, il est seul juge de cette question.

357. — Mais que devra-t-il faire de la correspondance ainsi retenue ? Il faut distinguer entre les lettres adressées par des tiers au malade, et les lettres écrites par le malade à des tiers.

La correspondance adressée à l'aliéné n'a aucun intérêt au point de vue de son traitement ; d'autre part, elle lui appartient, et le chef d'établissement n'a pas de droit de propriété sur elle ; il n'est pas non plus chargé de l'administration des biens du malade. Mais celui-ci a un représentant légal, c'est à lui qu'on devra remettre cette correspondance. Elle devra donc être remise au tuteur de l'aliéné s'il est interdit, et s'il n'est pas frappé d'interdiction, à son curateur s'il en a un. Au cas contraire, le directeur les conservera pour les remettre à l'interné lors de sa guérison, ou à ses héritiers s'il meurt sans avoir recouvré la raison.

358. — Quant aux lettres écrites par l'aliéné à des tiers, elles n'ont aucun intérêt pour le représentant légal qui se gardera bien de les faire parvenir à destination. D'autre part, elles constituent des pièces importantes, d'une grande utilité pour le médecin qui veut suivre les progrès de la maladie. On doit donc lui permettre de les conserver; décider autrement serait le priver d'éléments d'appréciation importants, et cela sans nécessité. Ces lettres seront donc conservées, on les remettra à leur auteur après sa guérison, et même elles pourraient être détruites dans l'intérêt de l'ancien malade, si le médecin, seul juge du traitement, estimait qu'elles sont de nature à raviver chez son client le souvenir de sa démence et à occasionner peut-être une rechute.

359. — Mais il ne faut pas aller plus loin et accorder au directeur de l'établissement d'aliénés le droit de conserver les lettres de ses pensionnaires, même après la guérison de ceux-ci. Ce droit, il ne l'a pas. Et cependant, un arrêt de la Cour de cassation du 27 décembre 1875 le lui reconnaît : « Attendu, y est-il dit, que l'arrêt attaqué constate que les lettres dont il s'agit et qui n'étaient adressées à aucun représentant de l'autorité administrative ou judiciaire ont été écrites par S... pendant qu'il était placé dans un établissement d'aliénés et qu'elles étaient la vive et sûre manifestation du trouble mental dont il était atteint; qu'elles ne sauraient dès lors être réputées confidentielles; attendu que, dans ces circonstances, les directeurs de l'établissement ont pu, sans manquer à aucun devoir,

retenir lesdites lettres de leur pensionnaire et les joindre à son dossier ; attendu enfin qu'elles n'ont été produites en justice que dans un intérêt de légitime défense, par les défendeurs éventuels auxquels le demandeur imputait de l'avoir rendu victime d'une séquestration arbitraire (1).» Cette décision accorde donc au directeur d'un asile le droit de retenir et de produire en justice les lettres des aliénés, et cela pour trois raisons : 1° ces lettres, prétend-on, ne sont pas confidentielles ; 2° on peut les retenir à bon droit ; 3° elles sont utiles à la défense. Ces trois points sont critiquables.

360. — D'abord, est-il bien certain qu'une lettre ne soit pas confidentielle lorsqu'elle est « la vive et sûre manifestation d'un trouble mental » ? Ne semble-t-il pas au contraire qu'une telle correspondance doive, plus que toute autre, être tenue secrète ? Elle doit l'être « parce qu'il faut respecter les tristes rêves de la folie et ne pas révéler ces douloureux secrets que, par un sentiment bien naturel, les familles tiennent toujours enveloppés du plus grand mystère (2) ».

L'arrêt prétend ensuite que ces lettres ont pu être légitimement retenues puisqu'elles ne sont pas confidentielles. Nous dirons que cette rétention était légitime tant que le traitement durait, mais qu'elle ne l'est plus, une fois le malade guéri. D'ailleurs, de ce qu'une lettre n'est pas

(1) Cass. req., 27 décembre 1875, S. 76.1. 97, avec une note de M. Labbé.

(2) Legris, *op. cit.*, n° 137.

confidentielle, on ne peut pas conclure qu'elle puisse être conservée par un tiers, celui-ci n'est pas le destinataire, il est tenu de restituer, il ne peut donc pas retenir indéfiniment les lettres qu'il a entre les mains, ni, à plus forte raison, les produire en justice, quel que soit l'intérêt qu'il ait à le faire.

Enfin, cet intérêt n'existe pas, car le directeur est en sûreté dès qu'il prouve que les formalités voulues par la loi de 1838 ont été accomplies ; cet accomplissement établit par lui seul sa bonne foi et le met à l'abri de tout danger. Les lettres lui sont donc inutiles pour se défendre contre une accusation de séquestration arbitraire ; et alors même qu'elles lui seraient de la plus grande utilité, il ne pourrait les produire en justice, car il les détiendrait au moyen d'un procédé délictueux ou tout au moins indélicat, et les tribunaux ne sauraient faire état de preuves obtenues de cette manière : *nemo auditur turpitudinem suam allegans*.

361. — Nous dirons donc pour conclure que le chef d'un établissement d'aliénés doit respecter le secret des lettres que ses pensionnaires adressent aux autorités, puisque cette correspondance est spécialement protégée par la loi. Il a au contraire le droit de lire toutes les autres lettres écrites par le dément, ainsi que toutes celles qui lui sont adressées ; ces dernières, il doit les remettre au représentant du malade, tandis qu'il peut conserver les autres jusqu'à la fin du traitement. Dans ces limites, le droit du chef d'établissement sur la correspondance des aliénés nous paraît fortement établi.

SECTION VI. — **Ouverture de la correspondance
des mineurs.**

SOMMAIRE. — 362. Fondement. — 363-366. Etendue du contrôle. — 367-368. Personnes investies du droit de surveillance. — 369. Cessation du contrôle. — 370. Sort des lettres après le contrôle. — 371. Interdit et prodigue pourvu d'un conseil judiciaire.

362. — Le père a reçu de la nature la mission de veiller à l'éducation de son enfant, de former son intelligence et son cœur ; la loi lui a donné les droits dont il a besoin pour accomplir cette œuvre. L'article 372 du Code civil notamment place l'enfant sous l'autorité de ses parents jusqu'à sa majorité ; il s'en suit que le père a le droit de retenir l'enfant chez lui, de diriger ses actions et de surveiller sa conduite et ses relations. C'est de cette dernière surveillance que dérive le droit d'examiner les lettres missives. Il s'agit donc là d'un attribut de la puissance paternelle, établi, comme celle-ci, dans l'intérêt de l'enfant. On a voulu faciliter ainsi au père l'accomplissement de son devoir d'éducation ; l'enfant est entouré chez lui de bons exemples et de bons conseils, il ne faut pas que des personnes étrangères puissent faire échec à ces heureuses influences, en éveillant en lui de mauvais instincts ; pour éviter ces interventions néfastes, le père pourra défendre à son fils mineur de voir telles personnes ; il aura aussi le droit d'intercepter les lettres qui en proviennent ou qui leur sont destinées. Le devoir d'éducation ne pourrait pas être accompli avec efficacité, si le père n'avait pas le droit

d'examiner la correspondance du mineur : son rôle d'éducateur pourrait être compromis par des influences pernicieuses qu'il serait dans l'impossibilité de combattre. Aussi, bien que la loi n'ait pas expressément donné aux parents des droits sur la correspondance de leurs enfants, ces droits leur sont universellement reconnus par la doctrine et par la jurisprudence (1).

363. — Le contrôle est absolu et s'exerce sans limitation ; le père a le droit de surveiller toutes les lettres de son enfant, non seulement celles échangées avec des personnes étrangères à la famille, mais encore celles que le mineur adresserait à un parent ou recevrait de lui, et quel que soit le degré de parenté. Le père serait même fondé en droit à intercepter la correspondance que l'enfant recevrait de sa mère, puisque ce contrôle est un attribut de la puissance paternelle, et qu'aux termes de l'article 373 du Code civil « le père seul exerce cette autorité durant le mariage ».

Pour exercer cette surveillance, le père prendra la correspondance, la décachetera et la lira ; puis il pourra la remettre à l'enfant s'il le juge à propos, ou la supprimer s'il estime que la lettre est de nature à avoir sur son fils une influence néfaste.

364. — Un auteur, cependant, n'accorde pas au père un droit aussi absolu : il pourrait, dans cette opinion, interdire à l'enfant de correspondre avec certaines personnes et intercepter les lettres que celles-ci lui adresse-

(1) V. en ce sens : Caen, 11 juillet 1866, S. 67.2.151 ; Rouen, 7 mai 1904, D. 06.2.63.

raient. Mais son droit se bornerait là, et il ne pourrait pas prendre communication de la lettre, parce qu'une lettre est une confidence et que le respect d'une confidence s'impose à tous. « C'est ainsi que nous concilierons, dit M. Vanier, le droit de surveillance et l'autorité du père de famille avec le respect pour le secret des lettres. Droit d'un côté d'empêcher que les lettres ne soient remises... à l'enfant ; défense, d'un autre côté, de prendre communication de ces lettres. Nous exceptons cependant le cas où les lettres seraient écrites à un tout jeune enfant. Il n'y a là ni secret, ni confidence ; il ne peut y avoir ou qu'une plaisanterie, ou une tentative de séduction contre laquelle l'enfant doit être défendu (1). »

Cette restriction ne nous paraît pas fondée. Son auteur partait de cette idée que la lettre émanait d'un tiers dont on va surprendre la confidence ; c'est ce tiers que M. Vanier a voulu surtout protéger. Mais on peut faire observer que l'expéditeur de la lettre savait à quoi s'en tenir, il connaissait l'âge de son correspondant, et puisque celui-ci était mineur, il savait que la lettre serait soumise à un contrôle. D'ailleurs que lui importe ce contrôle si la lettre est honnête, le père la lira, mais cela ne causera aucun préjudice à l'auteur, puis elle sera remise à l'enfant. La lettre ne sera supprimée que si elle n'est pas à l'abri de tout reproche, mais alors son auteur serait mal venu à se plaindre, il n'est pas intéressant, la défiance qu'on avait

(1) Vanier, *Revue pratique de dr. franç.*, t. I, 1866, p. 107.

était justifiée, il a montré que la surveillance était nécessaire. D'autre part, comment le père saurait-il s'il doit intercepter la lettre ou la remettre à son fils, si on lui refuse le droit de l'ouvrir ; c'est d'après le contenu qu'il prendra une décision, la suscription sera presque toujours insuffisante pour le renseigner. Enfin, cette distinction des mineurs selon leur développement ne repose, en droit français, sur aucun fondement ; elle n'est pas non plus pratique, car c'est principalement à l'époque de l'adolescence que l'éducateur doit se montrer vigilant, car c'est le moment où l'enfant a le plus de tendance à se détacher de l'autorité paternelle et où les influences étrangères sont le plus à redouter. D'ailleurs, notre Code civil fait de tous les mineurs de 21 ans des incapables, sans établir aucune distinction entre eux selon leur âge ; tous sont soumis au même titre et dans les mêmes limites à l'autorité paternelle qui ne prend fin qu'au jour de la majorité ou de l'émancipation ; cet argument nous semble péremptoire. Il faut donc conclure que la correspondance du mineur sera soumise au contrôle de ses parents, tant qu'il sera placé lui-même sous leur autorité légale.

365. — Ce droit qu'exerce le père sur la correspondance de son fils mineur peut-il aller jusqu'à l'abus ? Lui confère-t-il le pouvoir d'interdire toute correspondance, serait-elle des plus respectables, telle que celle que l'enfant adresserait à sa mère divorcée ou séparée de corps ? Avant la loi du 24 juillet 1889 sur la protection des enfants maltraités ou moralement abandonnés, les tribunaux se reconnais-

saient le pouvoir de contrôler le droit de garde du père afin d'éviter des abus, et la surveillance des lettres dérive du droit de garde. Mais depuis que la loi du 24 juillet 1889 a limitativement énuméré les causes de déchéance de la puissance paternelle, on ne peut plus soutenir ce système. La jurisprudence, en effet, décide que la puissance paternelle est indivisible, et que le droit de garde ne peut être enlevé au père en dehors des cas où il a encouru la déchéance de la puissance paternelle. Or, le père ne peut pas être déchu de cette puissance pour abus de son droit sur la correspondance de l'enfant ; et d'autre part, les tribunaux ne pourraient pas, étant donné notre législation actuelle, lui défendre spécialement de décacheter, de retenir ou de détruire la correspondance de son enfant. Le droit du père est donc absolu sur ce point, il n'est soumis à aucun contrôle. C'est une solution regrettable, d'autant plus regrettable que la puissance paternelle est établie en faveur de l'enfant, et que, dans ce cas, elle va se tourner contre lui.

366. — On reconnaît cependant qu'il est une chose que le père ne peut pas faire : c'est exiger de l'administration des postes qu'elle lui remette directement les lettres adressées au mineur. La poste a traité avec l'expéditeur, et elle doit exécuter fidèlement le contrat intervenu entre eux. Peu importe, dit-on, que ce destinataire soit mineur, c'est à lui que l'administration devra remettre le pli, parce que c'est lui qui a été désigné par l'expéditeur ; le père est impuissant à modifier les termes d'un contrat intervenu

entre deux tiers. C'est une raison d'ordre juridique. Le système contraire aurait d'ailleurs de nombreux inconvénients dans la pratique ; supposons que le représentant légal puisse se faire remettre la correspondance de l'incapable, il faudra que celui qui se prétend le père fasse la preuve qu'il est bien investi de la puissance paternelle ; comment montrera-t-il à l'administration qu'il n'est pas déchu ? Toutes ces contestations viendraient compromettre la régularité du service, et en les négligeant, l'administration risquerait d'engager sa responsabilité. Le Conseil d'État, consulté sur la question, a émis, le 13 mai 1885, un avis dans ce sens, « considérant qu'aucun texte de loi n'attribue d'une manière expresse aux représentants des incapables, le droit, sur la seule justification de leur qualité, de se faire remettre, ou même seulement de faire arrêter la correspondance qui est adressée aux incapables ; que, par suite, l'administration des postes ne saurait, sans engager sa responsabilité, modifier le mandat qu'elle a reçu de l'expéditeur et déférer, de sa propre autorité, aux demandes formées par les représentants des incapables » (1).

Et conformément à cet avis, l'article 807 de l'Instruction générale de 1899 décide que les lettres adressées à des incapables sont présentées au domicile indiqué sur la suscription et livrées dans les mêmes conditions que les correspondances adressées à toute autre personne ; à moins toutefois qu'une décision des tribunaux n'en autorise la

(1) V. *Pandectes chronologiques*, t. VI, 3^e partie, p. 86.

remise au représentant de l'incapable. Cette dernière réserve se comprend, une décision judiciaire est un ordre devant lequel l'administration doit s'incliner. A part ce cas exceptionnel, le représentant de l'incapable n'a qu'une ressource : être présent au moment de la distribution des lettres et exiger du mineur qu'elles lui soient remises immédiatement, avant d'avoir été ouvertes.

367. — Il convient de déterminer maintenant d'une façon précise quelle est la personne investie du droit de surveiller les lettres du mineur. S'il a son père et sa mère, c'est le père qui exercera seul ce contrôle, étant donné les termes de l'article 373 du Code civil. Après le décès, l'absence ou l'interdiction du père, ce droit passe à la mère qui le conserve, alors même que, conformément à l'article 394 du Code civil, elle aurait renoncé à la tutelle. Malgré cette renonciation, en effet, elle garde la puissance paternelle sur la personne de l'enfant ; l'administration des biens passe seule au tuteur.

Si le mineur n'a plus ses parents, c'est le tuteur qui, aux termes de l'article 450, prendra soin de la personne de l'enfant ; c'est lui en effet qui remplace le père, on lui en impose les devoirs, on doit lui en accorder les droits. Il dirigera l'éducation de son pupille, il surveillera sa conduite, il devra aussi contrôler sa correspondance.

En cas de tutelle officieuse, le tuteur officieux ayant les obligations, les pouvoirs et la responsabilité d'un véritable tuteur, exercera le droit de surveillance sur les lettres de l'enfant qu'il a charge d'élever. Et ce droit lui appartient

même si le père ou la mère du mineur vit encore ; en effet, ce ne sont plus eux qui sont chargés de son éducation, c'est le tuteur ; il faut donc donner à ce dernier tous les moyens de bien remplir sa mission.

Lorsque le père ou la mère est déchu de la puissance paternelle, l'article 11, 1^{er} alinéa de la loi du 24 juillet 1889 donne au tribunal la faculté de confier l'enfant à l'assistance publique ; c'est alors cet établissement qui exercera la tutelle, c'est donc lui qui contrôlera la correspondance. L'article 17 de la même loi permet de remettre l'enfant à une association de bienfaisance ou à un particulier, en lui donnant l'exercice des droits de puissance paternelle : il en résulte que le droit de surveillance sur les lettres sera exercé par cette association ou par ce particulier.

Enfin, d'après l'article 1^{er} de la loi du 15 pluviôse an XIII, les enfants assistés sont sous la tutelle de la commission administrative de l'hospice où ils sont placés. Cette commission examinera donc la correspondance de ces enfants.

368. — Quelle que soit la personne investie du droit de contrôler la correspondance d'un incapable, elle pourra déléguer ce pouvoir. C'est ce qui arrive lorsque l'enfant est placé dans un établissement d'éducation ou mis en apprentissage. Les maîtres de pension, les patrons, dans un but de discipline, parcourent les lettres de leurs élèves ou apprentis ; ils exercent ce droit en vertu d'une délégation tacite du représentant de l'incapable ; il leur a été

tacitement transmis en même temps qu'on leur a confié l'éducation de l'enfant. Rien ne s'oppose d'ailleurs à ce que les parents leur enlèvent cette faculté, mais il faudrait une défense formelle de leur part.

369. — Quand cesse ce droit de surveillance ? A la majorité ; parvenu à l'âge de 21 ans, l'enfant est absolument libre de correspondre avec qui bon lui semble. Le contrôle doit également disparaître en cas d'émancipation ; le mineur émancipé est pourvu d'un curateur, mais celui-ci est uniquement chargé de veiller aux intérêts pécuniaires. Or, les lettres concernent les intérêts moraux dont le mineur est seul maître après son émancipation.

370. — Une fois affranchi du contrôle de la personne investie du droit de puissance, le majeur ou le mineur émancipé pourra exiger de cette personne la remise des lettres qu'elle détient. En effet, bien qu'incapable lorsqu'elles lui ont été adressées, ces lettres sont sa propriété, et puisqu'il est désormais maître de ses biens, il aura le droit de les revendiquer. Conséquence bizarre : le père, lorsqu'il a intercepté la lettre de son fils mineur aurait pu la détruire, il aurait agi dans la limite de ses droits, et son fils n'aurait jamais pu rien lui réclamer ; au contraire, s'il a simplement retenu la lettre, il détiendra illégalement la chose d'autrui à partir du moment où son enfant sera devenu majeur ou aura été émancipé ; dès lors, celui-ci pourra revendiquer, et le père sera obligé de remettre ces lettres qu'il aurait pu détruire légitimement en temps d'incapacité.

371. — L'interdit est assimilé au mineur pour sa personne et pour ses biens ; l'article 509 ajoute que « les lois sur la tutelle des mineurs s'appliqueront à la tutelle des interdits ». On doit donc accorder au tuteur le droit de surveiller la correspondance de l'interdit.

Au contraire, le prodigue pourvu d'un conseil judiciaire est maître absolu de sa correspondance, parce qu'il est maître absolu de sa personne. Le rôle de son conseil se borne à l'assister lorsqu'il accomplit un des actes limitativement énumérés par la loi ; le conseil sauvegarde les intérêts pécuniaires, il n'a aucun pouvoir sur les lettres missives.

SECTION VII. — Ouverture de la correspondance des femmes mariées.

SOMMAIRE. — 372. Fondement moral. — 373. Fondement juridique. — 374. Mode d'exercice du contrôle. — 375. Droits du mari sur la correspondance soumise au secret professionnel. — 376. Eten due des pouvoirs du mari. — 377-378. Ses limites. — 379. Moment où s'exerce ce contrôle. — 380. Sort de la correspondance interceptée. — 381. La femme est dépourvue de tout droit sur la correspondance du mari. — 382. Appréciation critique.

372. — Le mari a-t-il le droit de surveiller et d'intercepter au besoin la correspondance de sa femme ? Quand il s'agissait du mineur, les droits du père se justifiaient par des raisons de bonne direction morale ; mais lorsqu'il s'agit de la femme, la difficulté provient de ce que son incapacité dérive de considérations très différentes ; elle paraît arbitraire, n'étant pas fondée sur la nécessité de di-

riger son éducation. Ici, le droit du mari provient de ce que, dans l'union conjugale, qui est une association de deux personnes, il a fallu ériger l'une d'elles en chef, et il était tout naturel de confier ce rôle au mari. C'est en sa qualité de chef de l'association conjugale que le mari a le droit de surveiller la correspondance de sa femme.

Il y a une vingtaine d'années (1), la question fut discutée à la Conférence des avocats du barreau de Paris, qui se prononça pour le droit du mari. Mais cette discussion fit grand bruit ; la presse s'en occupa et un journal publia l'avis qu'il avait sollicité de plusieurs personnages notoires (2). « La doctrine de l'Eglise, écrivit un prêtre, est absolue sur la question que vous me soumettez. Le mari est le maître absolu dans la maison. » Pour Alexandre Dumas, « il n'y a pas une minute d'hésitation possible... La femme est et doit être toute sa vie la mineure de l'homme ;... il est son maître, maître de son corps, maître de ses secrets, maître de sa pensée... Un mari qui a des doutes sur sa femme et qui hésite à ouvrir, pour s'éclairer, les lettres qu'elle reçoit est un imbécile. »

373. — En droit positif, la question ne nous paraît pas faire de doute, étant donné les dispositions de l'article 213 du Code civil et les travaux préparatoires. Aux termes de l'article 213, le mari doit protection à la femme, et la femme obéissance à son mari. Le mari doit protection à sa femme, donc s'il estime que la fréquentation de cer-

(1) 28 février 1887.

(2) *Le Temps*, numéro du 12 mars 1887.

taines personnes nuit à celle-ci, il doit la lui interdire ; et lorsqu'il craint qu'une conversation écrite soit pernicieuse pour elle, il a le devoir, pour protéger sa femme, d'en empêcher la continuation. La femme, d'autre part, doit obéissance au mari, donc si celui-ci lui demande qu'elle lui montre sa correspondance, elle devra se soumettre à ce contrôle qu'elle a accepté en se mariant.

L'ancien droit admettait déjà ce système. C'est le président Bouhier qui disait que « les bonnes mœurs et l'honnêteté publique ne permettent pas à la femme d'avoir communication d'affaire avec autrui, sans le su et congé de son mari ». Le premier consul, dont l'influence fut capitale sur la partie du Code qui régit le mariage, poussait très loin l'incapacité de la femme : « Ne devrait-on pas ajouter, disait-il, que la femme n'est pas maîtresse de voir quelqu'un qui ne plaît pas à son mari. La nature a fait de nos femmes nos esclaves. Le mari a le droit de dire à sa femme : « Madame, vous ne sortirez pas ; madame, vous n'irez pas à la comédie ; madame, vous ne verrez pas telle ou telle personne ; c'est-à-dire, madame, vous m'appartenez corps et âme (1). »

Enfin, un des auteurs du Code civil, Portalis, disait dans son exposé des motifs : « La différence qui existe dans l'être des époux, en suppose dans leurs droits et leurs devoirs respectifs ;... la prééminence de l'homme est la source du pouvoir de protection que la loi reconnaît au mari ; l'obéis-

(1) V. Thibeaudeau, *Mémoires sur le Consulat*.

sance de la femme est un hommage au pouvoir qui la protège et elle est une suite nécessaire de la société conjugale qui ne pourrait pas subsister si l'un des époux n'était pas subordonné à l'autre. Pour remplir dans sa plénitude la mission qui lui est dévolue, le mari a le droit et le devoir d'exercer dans de justes limites une surveillance tutélaire sur les actions de sa femme pour la protéger au besoin contre ses propres égarements (1). »

En somme l'article 213 nous paraît clair, il établit en faveur de l'époux le principe de l'autorité maritale ; et laissant de côté l'antique raison de la *fragilitas sexus*, c'est en vertu de son autorité de chef que le mari a le droit d'interdire à sa femme la fréquentation des personnes qu'il tient pour suspectes, et partant de lui défendre de correspondre par lettres avec ces mêmes personnes. Cette suprématie du mari dans le domaine des intérêts moraux de la société conjugale entraîne pour lui, par voie de conséquence nécessaire, le droit au regard de la femme de porter la main sur la correspondance parce qu'elle se réfère à ces intérêts et les affecte étroitement. L'article 213 est le texte qui fait fléchir en faveur du mari le principe de l'inviolabilité du secret des lettres missives (2).

374. — Pour exercer ce contrôle, le mari lira les lettres que la femme écrit et celles qu'elle reçoit. M. Vanier,

(1) Exposé des motifs fait par Portalis, dans la séance du Corps législatif du 16 ventôse an XI.

(2) En ce sens : Bruxelles, 28 avril 1875, S. 77.2.161 ; Cass. req., 9 juin 1883, S. 85.1.137 ; Cass. req., 15 juillet 1885, D. 86.1.145.

tout en reconnaissant que le mari peut intercepter la correspondance de sa femme, lui dénie le droit d'en prendre communication ; nous ne saurions admettre ce système ; contrôler une lettre, c'est la lire, cette surveillance serait inefficace si on se bornait à examiner l'adresse que porte l'enveloppe (1). Mais le mari n'aurait pas le droit de s'emparer d'une lettre de sa femme qui se trouve entre les mains du destinataire ; ce dernier en est devenu propriétaire, le mari ne pourrait pas porter atteinte à ce droit de propriété sous prétexte d'exercer sa surveillance ; c'était à lui à être plus vigilant et à examiner la lettre avant qu'elle soit expédiée. De même que le père ne peut pas demander à la poste qu'on lui remette les lettres adressées à son enfant mineur, de même, et pour des raisons identiques, le mari ne peut pas arrêter aux mains de l'administration la correspondance de sa femme, et l'article 807 de l'Instruction générale de 1899 est formel sur ce point, il s'applique indistinctement à la correspondance des mineurs, des interdits et des femmes mariées (2).

375. — La question s'est posée de savoir si le mari peut surveiller la correspondance de sa femme lorsqu'elle est soumise par devoir professionnel à l'article 378 du Code

(1) V. *suprà*, n° 364.

(2) La Conférence des avocats à la Cour d'appel de Paris, ayant discuté dans sa séance du 18 janvier 1902 la question de savoir si le mari peut, en vertu de son autorité maritale, se faire remettre par l'administration des postes les lettres adressées à sa femme, se prononça pour la négative. V. *Gazette des Tribunaux* du 19 janvier 1902, p. 63.

pénal. Il nous semble que, dans ce cas, le mari, en autorisant sa compagne à exercer la profession d'avocat, de médecin, de sage-femme, etc..., l'a tacitement autorisée à correspondre avec ses clients, c'est-à-dire qu'il ne défendra pas à sa femme d'écrire et de recevoir les lettres rendues nécessaires par les besoins de sa profession. Mais là se borne, à notre sens, la portée de son autorisation tacite ; s'il a perdu le droit d'intercepter la correspondance, il conserve toujours celui d'en prendre connaissance. S'il en était autrement, comment pourrait-il, en examinant seulement la suscription d'une lettre, reconnaître qu'elle a trait à la profession ? C'est toute la correspondance, sans exception, qui serait soustraite au contrôle du mari, et alors il serait facile pour la femme de tromper la foi conjugale. Et même dans le cas où la femme aurait obtenu de son époux une pareille liberté, ce serait pour elle un simple état de fait qu'elle ne pourrait pas demander aux tribunaux de faire observer, car le droit du mari sur les lettres de sa femme dérive, nous l'avons vu, de ses pouvoirs de chef, et l'article 1388 du Code civil défend aux époux de déroger, par des conventions particulières, aux droits résultant de la puissance maritale. Nous admettons donc que la surveillance du mari doit s'étendre à toutes les lettres, seulement il ne devra pas révéler à autrui la teneur de celles qui contiennent un secret professionnel (1).

(1) Dans sa séance du 5 mars 1910, la Conférence des avocats à la Cour d'appel de Paris discuta cette question qu'on avait ainsi posée : Le mari d'une femme avocat a-t-il le droit d'exiger de celle-ci com-

376. — Le mari peut-il user de moyens violents ou dolosifs pour se procurer les lettres de sa femme ? La ruse lui sera toujours permise par la loi, sinon par la délicatesse. Quant à la violence et au dol, le mari pourra les employer lorsque sa femme l'y contraindra ; il ne faut pas perdre de vue, en effet, qu'il a incontestablement le droit de contrôler les lettres de sa compagne ; or si celle-ci, oubliant le devoir d'obéissance que lui impose l'article 213, refuse de les lui communiquer, le mari ne sera pas coupable d'avoir employé des moyens violents, sans excès cependant, puisque c'est la femme qui les aura provoqués.

377. — Il faut donc que la conduite de l'époux soit justifiée par celle de l'épouse, autrement il y aurait abus de son droit. En effet, le droit du mari n'est pas absolu, il n'a pas, comme un père ou un tuteur, une éducation à diriger. Il doit veiller aux intérêts moraux de la société conjugale, il doit empêcher sa femme d'avoir certaines relations dont elle n'aperçoit pas le danger, mais il ne saurait détourner de son but l'autorité que la loi lui donne et en faire un instrument d'oppression pour la conscience de sa femme, pour lui interdire, par exemple, de correspondre avec ses parents les plus proches, sans qu'aucun motif ne justifie cette mesure. Dans ce cas, les tribunaux pourraient rappeler le mari à plus de modération, car comme le disent fort bien MM. Aubry et Rau, « quelque

munication d'une lettre qu'elle vient de recevoir ou d'écrire ? — Contrairement à l'opinion qui vient d'être exposée, la Conférence, sans faire de distinction, adopta la négative. V. *Gazette des Tribunaux* du 6 mars 1910, p. 225.

étendue que soit son autorité, elle reste soumise au contrôle des tribunaux, auxquels la femme peut toujours s'adresser pour faire réprimer les actes d'oppression que son époux exercerait à son égard » (1). Et même, si la surveillance était exercée de mauvaise foi, d'une façon particulièrement vexatoire et blessante, les soupçons injustifiés du mari pourraient constituer l'injure grave, telle qu'elle est prévue par l'article 231 du Code civil, comme étant de nature à faire prononcer le divorce ou la séparation de corps au profit de la femme (2).

378. — Quel sera alors pour le mari le critérium de son droit ? Il est difficile de le déterminer, c'est là une question de fait qui doit être résolue, étant donné les circonstances de la cause. On peut dire cependant que, d'une manière générale, l'exercice du droit du mari dégénère en abus lorsqu'il n'agit pas par vigilance, ni même par excès de vigilance, mais dans un but de vexation ou par pure méchanceté.

379. — Quand s'exerce ce contrôle ? Tant que le mariage dure et tant que le mari est capable de l'exercer. Tant que le mariage dure d'abord : la surveillance disparaît donc avec la mort du mari, ou lorsque le divorce est prononcé (3) ; la séparation de corps produit à cet égard les

(1) Aubry et Rau, *Cours de dr. civ.*, t. V, § 471. — En ce sens : Trib. Seine, 13 janvier 1870, S. 70.2.158 ; Nîmes, 6 janvier 1880, S. 81.2.54.

(2) En ce sens : Labbé, note dans Sirey, 77.1.161.

(3) Cpr. Trib. Sainte-Menehould, 22 mars 1905, D. 1907.2.113, avec importante note.

mêmes effets que le divorce, puisque la loi du 6 février 1893, complétant l'article 311 du Code civil, rend à la femme séparée de corps le plein exercice de sa capacité. Tant que le mari est capable de l'exercer : c'est ainsi que, s'il est interdit ou interné, son tuteur ou curateur ne pourra pas surveiller la correspondance de la femme. Ce pouvoir du mari est, en effet, essentiellement personnel.

380. — Les lettres interceptées sont restées la propriété de la femme, de sorte que si elles n'ont pas été détruites, le mari ou ses héritiers doivent, après la dissolution du mariage, les remettre à la femme où à ses héritiers. La solution est la même qu'en ce qui concerne les mineurs.

381. — La femme est dépourvue de tout droit sur la correspondance de son mari ; en effet, le principe de l'inviolabilité assure le secret des lettres, il faut un texte pour y apporter une dérogation ; ce texte existe pour le mari, c'est l'article 213 ; mais où est le texte qui fasse fléchir le principe en faveur de la femme ? Alors même que la correspondance ne serait pas inviolable, l'article 213 en obligeant la femme d'obéir à son mari, serait suffisant pour lui défendre de prendre connaissance de ses lettres, s'il s'y opposait.

382. — Tel est le régime qui est établi par notre droit positif. S'il nous faut maintenant l'apprécier, nous l'approuverons. Sans doute, entre époux, tout doit être commun, on doit retrouver l'union intime des âmes, le mariage doit être le *consortium omnis vitæ, divini et humani juris communicatio* des Romains de l'époque classique, et

ceci nous conduirait à souhaiter que la femme eût le droit de lire la correspondance de son mari, comme le mari a le droit de lire les lettres de sa femme. Mais en fait, c'est ce qui arrivera dans tout bon ménage, les rapports entre époux seront faits de concessions mutuelles, ils détermineront ensemble quelles personnes ils doivent fréquenter ; le mari sera le premier à communiquer ses lettres à sa femme, et celle-ci n'attendra pas que son époux lui demande les siennes pour les lui montrer. Il y aura confiance mutuelle, on ne discutera pas sur le secret de la correspondance. C'est l'hypothèse de la communauté de sentiments, la femme n'aura pas à se plaindre de sa situation inégale, parce que son mari n'exercera pas ses droits. Comme on l'a fort bien dit : de même que les lois ne sont pas faites pour l'honnête homme, les articles du Code concernant le mariage ne sont pas faits pour les ménages unis.

Mais supposons que la discorde se soit glissée dans la société conjugale. Puisqu'il y a société, il faut un chef, autrement régnerait un état anarchique qui conduirait les époux à la ruine matérielle et morale. Or, il était naturel de choisir pour chef le mari qui est plus fort et plus expérimenté que la femme ; c'est lui qui est chef des intérêts matériels, et cette suprématie devait logiquement s'étendre aux intérêts moraux. Dès qu'il y a discorde, le mari peut commander et la femme doit obéir ; il pourra, par exemple, lui interdire d'écrire à telle personne dont la fréquentation a amené la brouille dans le ménage, et ainsi

la concorde pourra être rétablie entre les époux, parce que le mari aura su à temps faire sentir son autorité, parce qu'il aura exercé une surveillance tutélaire pour protéger sa femme contre ses propres égarements.

En agissant ainsi, le mari ne devra pas oublier qu'il n'a de droits que pour *protéger* sa femme, c'est le terme de la loi. De sorte que la femme serait mal venue à se plaindre, attendu qu'en lui défendant de correspondre avec telle ou telle personne, l'époux qu'elle a librement choisi ne fait que la protéger. Et puisque l'autorité du mari s'impose rationnellement, il va de soi qu'elle exclut pour l'épouse tout droit sur la correspondance de l'époux. Etant maître d'indiquer à sa femme les fréquentations qu'il lui permet, il est maître de se choisir les siennes, mais il aura le devoir moral de ne rien écrire qu'il ne puisse montrer à sa compagne. Toutes ces solutions doivent être approuvées, parce qu'elles sont des conséquences nécessaires de l'autorité maritale, sans laquelle la famille serait compromise. Comme le disait fort bien Demolombe, des bruyantes revendications du droit des femmes : « Elles pourront retentir longtemps encore (c'est notre ferme espérance et notre conviction) sans ébranler la puissance du mari sur sa femme, qui est, avec la puissance du père sur ses enfants, la base fondamentale de la famille et la condition essentielle de la discipline et de l'harmonie qui doivent y régner (1). »

(1) Demolombe, *Traité du mariage*, 5^e éd., t. II, n^o 87 bis.

CHAPITRE IV

L'INVIOLABILITÉ DU SECRET DES LETTRES EN DROIT COMPARÉ.

SOMMAIRE. — 383-385, § 1. Allemagne. — 386-388, § 2. Angleterre. — 389-391, § 3. Autriche. — 392-394, § 4. Belgique. — 395-397, § 5. Espagne. — 398-400, § 6. Etats-Unis. — 401-403, § 7. Italie. — 404-406, § 8. Russie. — 407, § 9. Autres nations. — 408. Brésil. — 409. Danemark. — 410. Equateur. — 411. Japon. — 412. Luxembourg. — 413. Mexique. — 414. Pays-Bas. — 415. Portugal. — 416. Roumanie. — 417. République Argentine. — 418. Suède. — 419. Suisse.

§ 1. — Allemagne.

383. — En Allemagne, le principe du secret de la correspondance est établi d'abord par l'article 6 de la constitution du 31 janvier 1850 pour le royaume de Prusse d'après lequel « la saisie des lettres ou papiers ne peut avoir lieu que dans les cas et dans les formes déterminés par la loi », et l'article 33 formule nettement la règle : « Le secret des lettres est inviolable. Les restrictions nécessaires pour des instructions criminelles ou pour le cas de guerre seront établies par la loi. » D'autre part, le paragraphe VIII de la constitution de l'empire allemand du 16 avril 1871 oblige les employés des postes à prêter un serment professionnel. Enfin, la loi du 28 octobre 1871 (Reichspostgesetz, § 5) dispose que le secret des lettres est

inviolable et que les exceptions nécessaires dans les instructions criminelles ou en matière de faillite ou de procédure civile seront régies jusqu'à la promulgation d'une prochaine loi de l'empire par les lois locales (1).

384. — La sanction du principe a été prévue par la loi et la violation du secret des lettres est punie, qu'elle ait été commise par un fonctionnaire ou par un particulier.

Si c'est un agent de l'administration qui a commis le délit, il tombera sous le coup du paragraphe 354 du Code pénal de 1871, d'après lequel l'employé des postes qui, dans d'autres cas que ceux prévus par la loi, ouvre ou supprime des lettres ou paquets confiés à la poste, qui permet sciemment à un tiers de faire un acte de ce genre ou qui l'y aide sciemment, est puni de trois mois d'emprisonnement au moins. Il peut en outre, aux termes du paragraphe 358, être interdit de tout emploi public pendant une année au moins et cinq années au plus.

Le paragraphe 355 punit des mêmes peines tout employé du service des télégraphes qui ouvre ou supprime des dépêches, en révèle illégalement le contenu à un tiers, permet à un tiers de commettre un acte de ce genre ou lui prête sciemment assistance.

Quand le délit est commis par un particulier, c'est l'ar-

(1) V. Dareste, *Les constitutions modernes*, 2 vol. in 8°, Paris, 1891, t. I, pp. 167, 183 et 187. — V. pour les États de l'Allemagne : Ordonnances postales de Wurtemberg, art. 246 et 249 ; de Bade, art. 130 et 226 ; de Hanovre, art. 106 ; de Saxe, art. 202 ; de Bavière, art. 182, 249 et 251.

ticle 299 qui est applicable. Le coupable sera puni d'une amende de 100 thalers au plus ou de l'emprisonnement pendant trois mois au plus. Mais la poursuite n'aura lieu que sur la plainte préalable de la partie lésée, le ministère public ne pourra pas agir d'office.

385. — Différentes lois apportent des exceptions au principe de l'inviolabilité du secret des lettres. C'est l'article 99 du Code pénal d'abord, qui permet de saisir dans tous les bureaux de poste et dans tous les bureaux télégraphiques les envois adressés à un inculpé. Cette disposition est très large, l'article 99 ajoute en effet qu' « on peut également saisir dans les lieux susdits, les lettres, envois et télégrammes qui, à raison de circonstances spéciales, sont présumés émaner de l'inculpé ou lui être destinés et dont on soupçonne que le contenu peut avoir de l'importance au point de vue de l'instruction ». Il résulte des travaux préparatoires que la saisie peut avoir lieu quelle que soit la nature de l'infraction et alors même qu'il s'agirait d'une simple contravention (1).

Les articles 100 et 101 indiquent comment s'opérera la saisie. C'est le juge qui agira, ou le ministère public, mais seulement en cas de péril en la demeure et à condition que l'information ne porte pas uniquement sur une contravention. Toutefois, le ministère public n'a pas le droit d'ouvrir les lettres qu'il a saisies, il doit les transmettre

(1) V. Daguin, *Code de procédure pénal allemand*, 4 vol. in-8, Paris, 1884, p. 59 note 1.

immédiatement au juge, qui approuvera la saisie dans les trois jours sous peine de nullité.

Les intéressés sont avertis des mesures qui auront été prises dès que cet avis pourra être donné sans compromettre les résultats de l'information. On doit leur restituer les envois dont l'ouverture n'aura pas été ordonnée, ainsi que ceux qui auront été ouverts, lorsqu'il ne paraîtra pas utile de les conserver. D'autre part, toutes les fois que, dans une lettre retenue, il existera des passages qu'il ne paraîtra pas utiles de garder secrets, ces passages devront être communiqués en copie au destinataire (1).

Le représentant d'un incapable a aussi le droit de surveiller les relations et la correspondance de cet incapable. Cependant, on discute sur la question de savoir si le mari a le droit de contrôler les lettres de sa femme (2).

§ 2. — Angleterre.

386. — Quand Cromwell établit en 1657 le *Post-Office*, ce fut en partie, comme il le dit lui-même, parce qu'il voyait, dans cette institution, indépendamment des avantages que devait en retirer le commerce, un moyen de découvrir et de déjouer plus facilement les complots qui se tramaient contre la République (3).

(1) V. sur ces différents points : Daguin, *op. cit.*, aux articles cités.

(2) V. Léon Lyon-Caen, *La femme mariée allemande*, un vol. in-8°, Paris, 1903, p. 93 et note 3.

(3) V. Fischel, *Die Verfassung Englands*, ch. 40.

C'est dire qu'on était loin de considérer les lettres comme inviolables, et actuellement encore, leur secret n'est pas respecté en Angleterre au même degré que la liberté individuelle. Pour les faire ouvrir, un simple ordre du ministère de l'intérieur suffit, et même jusqu'en 1844, cet ordre pouvait être général, c'est-à-dire applicable à toutes les lettres sans exception adressées à la personne désignée dans le *warrant*. Et ces ordres n'étaient pas rares, puisqu'on en a compté 372 délivrés de 1779 à 1844, ce qui fait une moyenne de huit par année.

Depuis 1844, on a reconnu que l'ordre d'ouverture doit être spécial et s'appliquer à une lettre déterminée ; mais ces limites ne sont pas toujours observées. On le sait, mais on le tolère, car, comme on l'a fait remarquer, l'opposition a peur, en protestant, d'être désarmée le jour où elle prendra le pouvoir. (1)

387. — Il est donc facile pour le gouvernement d'intercepter la correspondance privée. Et cependant, le secret des lettres est assez bien protégé par la loi anglaise qui en punit la violation. Quiconque, particulier ou fonctionnaire, ouvre volontairement un pli qui ne lui était pas destiné ou en empêche l'arrivée à destination est passible d'une amende pouvant atteindre 50 livres ou d'un emprisonnement pouvant aller jusqu'à six mois.

388. — On a réglementé les droits des chefs d'établissements d'aliénés sur la correspondance de leurs pensionnaires. Les lettres écrites par l'interné sont toujours

(1) V. Batbie, *Droit public et administratif*, 2^e éd., t. II, p. 104.

remises à leur adresse, lorsqu'elles sont destinées aux commissions d'administration des hôpitaux, aux tuteurs ou aux *visitors*. Le directeur a le droit de s'opposer à la remise des autres missives, il doit mentionner et signer son opposition sur la lettre qui est remise à la commission d'administration lors de sa première visite, sous peine contre le directeur d'une amende pouvant s'élever à 20 livrés par lettre.

La législation anglaise ne reconnaît pas au mari de droit de contrôle sur la correspondance de sa femme ; les deux époux sont égaux à ce point de vue,

§ 3. — Autriche.

389. — L'inviolabilité de la correspondance est établie en Autriche par l'article 10 de la loi constitutionnelle du 21 décembre 1867 : « Le secret des lettres doit être respecté. La saisie des lettres, hors le cas d'une arrestation légalement pratiquée et celui de perquisition domiciliaire, ne peut avoir lieu qu'à raison de l'état de guerre ou en vertu d'une décision judiciaire rendue conformément aux lois en vigueur (1). »

390. — Tel est le principe ; la loi du 6 août 1870 le munit d'une sanction. En voici le texte :

« ART. 1^{er}. — La violation intentionnelle du secret des lettres et des écrits cachetés, en les ouvrant ou les interceptant illégalement, constitue une contravention dans le cas où le fait ne tombe pas sous le coup d'une disposition

(1) V. Daresté, *op. cit.*, t. I, p. 392.

plus rigoureuse de la loi pénale générale. Cette contravention sera punie des arrêts pendant six mois au maximum si elle a été commise par un fonctionnaire ou employé ou toute autre personne préposée à un service public, dans l'exercice de ses fonctions ou de son service, et dans les autres cas d'une amende de 500 thalers autrichiens au maximum ou des arrêts pendant trois mois au plus. Dans cette dernière hypothèse, la poursuite criminelle n'a lieu que sur réquisition de la personne lésée.

« ART. 2. — La saisie ou l'ouverture officielle des lettres ou des autres écrits cachetés ne peut, sauf le cas de visite domiciliaire, avoir lieu qu'en vertu d'un ordre du juge. Cet ordre doit être, avec les motifs à l'appui, communiqué sans délai à la partie intéressée.

« ART. 3. — La saisie ou l'ouverture des lettres pratiquée contrairement aux prescriptions de l'article 2, constitue une contravention, punissable des arrêts pendant trois mois au maximum.

« ART. 5. — Ne sont pas modifiées par le présente loi la disposition du Code d'instruction criminelle sur la saisie et l'ouverture des lettres des accusés, les prescriptions réglementaires des postes concernant les lettres dont la remise est impossible, et enfin les dispositions de l'ordonnance sur les faillites, concernant les mesures à prendre à l'ouverture des faillites. »

391. — Ce texte, en même temps qu'il indique la sanction du principe, y apporte des exceptions.

1° D'après les articles 146 à 149 du Code d'instruction

criminelle, le juge peut faire saisir à la poste les lettres écrites par un prévenu ou qui lui sont adressées, à condition que ce prévenu soit déjà arrêté ou qu'un mandat ait été lancé contre lui. Le ministère public peut suspendre ces envois pendant trois jours ; mais s'il n'intervient pas, dans ce délai, une ordonnance confirmative du juge, la suspension cesse de plein droit. L'ouverture de la correspondance ne peut être opérée que par le juge d'instruction avec l'assentiment de l'inculpé, ou à son refus, de la chambre du conseil ; on doit conserver l'enveloppe, le cachet et l'adresse. L'inculpé doit être immédiatement avisé, et les envois dont l'ouverture n'est pas jugée nécessaire doivent lui être remis sans délai.

2° Le règlement des postes du 6 novembre 1838 s'occupe des envois dont on ne connaît ni l'expéditeur, ni le destinataire. D'après les articles 52 et 53, ils sont adressés à la direction générale des postes à Vienne, où ils sont ouverts sous la surveillance des autorités ; il est expressément interdit d'en lire le contenu. Les plis qui ne contiennent pas d'objets de valeur sont détruits ; les autres sont conservés et on fait une certaine publicité pour essayer d'en trouver les propriétaires.

3° Enfin le dernier cas prévu par la loi de 1870 est celui où le destinataire est déclaré en faillite. Aux termes de l'article 89 de la loi du 25 décembre 1868, le tribunal qui a rendu le jugement en informe immédiatement l'administration des postes, afin que celle-ci remette au syndic

toutes les lettres adressées au failli. Le syndic les lui communique et lui remet celles qui sont personnelles (1).

§ 4. — Belgique.

392. — L'article 22 de la constitution belge du 7 février 1831 est ainsi conçu : « Le secret des lettres est inviolable. La loi détermine quels sont les agents responsables de la violation du secret des lettres confiées à la poste. »

393. — Cette disposition est sanctionnée par le Code pénal. L'article 149 punit d'un emprisonnement de quinze jours à deux mois et d'une amende de 200 à 500 francs, le délit d'ouverture ou de suppression de lettres confiées à la poste, lorsque ce délit est commis ou facilité par un fonctionnaire du gouvernement ou par un agent des postes. L'article 460 du même Code édicte une peine de huit jours à un mois de prison et de 26 à 200 francs d'amende contre le particulier convaincu d'avoir supprimé une lettre confiée à la poste ou de l'avoir ouverte pour en violer le secret.

394. — Il y a des dérogations au principe de l'inviolabilité. Indépendamment de celles qui sont fondées sur l'incapacité, des exceptions permettent au juge d'instruction et au syndic de faillite d'ouvrir certaines lettres. L'article 162 du Code pénal donne au juge le droit

(1) En Hongrie, les articles 200 et 337 du Code pénal des crimes et des délits punissent tout fonctionnaire et tout particulier coupable d'avoir violé le secret des lettres.

de faire des perquisitions dans un bureau de poste et d'y saisir la correspondance, mais lui seul est investi de ce pouvoir. D'autre part, aux termes de l'article 478 du Code de commerce, les lettres adressées à un commerçant mis en faillite sont remises au curateur de la faillite qui les ouvre et en prend connaissance. En Belgique comme en France, le failli peut assister à cette ouverture.

§ 5. — Espagne.

395. — « L'autorité gouvernementale ne pourra ni saisir, ni ouvrir la correspondance confiée à la poste. » Ainsi s'exprime l'article 7 de la constitution espagnole du 30 juin 1876 (1).

396. — Les articles 375, 376 et 377 du Code pénal de 1850 punissent sévèrement les fonctionnaires du gouvernement et les agents des postes qui ont ouvert ou supprimé des objets qui leur étaient confiés à raison de leurs fonctions. Le fonctionnaire public qui, n'étant pas juge, a retenu ou ouvert des lettres confiées à la poste encourt également des pénalités (art. 218, 219 et 220).

Par contre, le Code pénal ne punit pas la violation du secret des lettres commise par les particuliers. Mais si cette violation cause un préjudice à autrui, le particulier qui s'en sera rendu coupable aura commis le délit prévu par l'article 619 et encourra la peine que prévoit cette disposition. L'article 619 en effet punit tout fait dommageable

(1) V. Daresté, *op. cit.*, t. I, p. 621.

non expressément prévu par la loi et commis soit intentionnellement, soit même par négligence ou inadvertance.

397. — Aux termes de l'article 579 du Code de procédure criminelle du 14 septembre 1882, « le juge pourra ordonner la saisie de la correspondance privée postale et télégraphique, envoyée ou reçue par le prévenu et prescrire son ouverture et son examen, s'il y a présomption d'obtenir par ces moyens la découverte ou la preuve d'un fait ou d'une circonstance importante ».

Les articles suivants réglementent de quelle manière se feront cette saisie et cette ouverture. Remarquons que l'intéressé sera invité, par voie de citation, à assister à l'ouverture et à l'examen de ses lettres (art. 584). D'autre part, la correspondance n'ayant pas trait à l'affaire doit être remise sur le champ au prévenu ou à son fondé de pouvoir ; si le prévenu est en fuite, elle sera remise à un membre majeur de sa famille ; enfin, s'il n'a aucun parent connu, elle demeurera, close, en la possession du juge, jusqu'à ce qu'il puisse la remettre à l'une des personnes qu'on vient d'énumérer (art. 587) (1).

§ 6. — Etats-Unis.

398. — « Le droit des citoyens d'être protégés en leurs personnes, maisons, *papiers* et effets contre des perquisi-

(1) V. Verdier et Depeiges, *Code de procédure criminelle espagnol*, 1 vol. in-8°, Paris, 1898, p. 492.

tions et saisies déraisonnables, ne pourra être violé, dit l'amendement IV, ajouté le 15 décembre 1791 à la constitution du 17 septembre 1787 ; aucun mandat ne sera délivré que sur cause probable, corroborée par serment et affirmation ; ces mandats contiendront la description détaillée de l'endroit où devra se faire la perquisition et des personnes ou objets à saisir (1). » En protégeant les papiers, cette disposition sauvegarde les lettres missives.

399. — La violation de leur secret est punie par la loi 287, du 11 avril 1893, pour l'Etat de New-York. D'après cette loi, constitue un délit le fait d'ouvrir ou de lire sans autorisation une lettre, un télégramme ou papier personnel cacheté ou de le publier tout entier ou en partie. Serait aussi un délit le fait de s'emparer d'une lettre, d'un télégramme ou d'un papier personnel ouvert et de le publier (2).

On peut rapprocher de ces dispositions la loi 727 qui punit d'une amende de 1.000 dollars au maximum ou d'un emprisonnement celui qui obtient frauduleusement ou cherche à obtenir communication d'un message télégraphique ou téléphonique, au moyen d'une entente avec un employé du télégraphe ou du téléphone. L'employé lui-même serait puni d'une peine semblable, soit dans cette hypothèse, soit dans le cas où il retarderait frauduleusement la délivrance d'un message. L'employé doit, au contraire, communiquer à l'autorité chargée d'exercer les

(1) V. Dareste, *op. cit.*, t. II, p. 367.

(2) V. *Annuaire de législation étrangère*, 1895, p. 850.

poursuites tous les renseignements qu'il peut avoir concernant le crime ou le délit qu'il aurait connu à raison de ses fonctions (1).

Enfin, une loi promulguée le 23 avril 1900 qualifie de délit le fait par une personne de lire ou prendre et de publier une lettre, un télégramme ou un papier personnel ; commet le même délit celui qui publie une lettre ou un papier trouvé sur une personne morte ou dangereusement blessée (2).

400. — Remarquons que la législation américaine ne reconnaît aucun droit au mari sur la correspondance de sa femme ; celle-ci peut exiger de son conjoint qu'il respecte le secret de ses lettres ; un curieux arrêt de la Cour d'appel de Louisville (Etats-Unis) proclame l'égalité sur ce point de l'homme et de la femme : « Nous n'admettons pas, y est-il dit, que dans ce temps et dans ce pays, l'autorité légitime d'un mari lui donne, pendant le mariage, le droit d'immixtion dans la chaste et amicale correspondance de sa femme, en tant qu'elle ne touche pas à ses propres intérêts ; ni que, dans toute la plénitude de son pouvoir conjugal, il puisse, sans son libre consentement, prendre, détruire ou contrôler d'une manière quelconque la possession ou l'envoi de telles lettres. Une si blessante interférence (*sic*) porterait atteinte à la confiance sociale et troublerait la paix domestique, et ne doit pas être encouragée par la justice, — d'autant plus qu'elle ne pourrait servir

(1) V. *Annuaire de législation étrangère*, loc. cit.

(2) *Ibid.*, 1900, p. 583.

qu'à satisfaire une curiosité jalouse et oppressive... Une femme confiante, ce qui doit être supposé pour toutes, ne soustraira jamais à la connaissance de son mari ses lettres confidentielles sans de bonnes et suffisantes raisons (1). » Cette différence entre la législation française et la législation américaine provient surtout de la différence des mœurs dans ces deux pays.

§ 7. — Italie.

401. — Si la constitution italienne ne reconnaît pas expressément l'inviolabilité du secret de la correspondance, ce principe n'en est pas moins écrit dans la conscience publique, et le Code pénal en assure l'observation.

402. — Dans un chapitre intitulé : « Des délits contre l'inviolabilité des secrets », le Code pénal italien du 30 juin 1889 contient une série de dispositions combinées en vue de protéger le secret des lettres. Aux termes de l'article 159 : « quiconque ouvre indûment une lettre, un télégramme ou un écrit clos qui ne lui est pas adressé, ou s'empare indûment d'une correspondance épistolaire ou télégraphique destinée à autrui et qui n'est pas close, pour en connaître le contenu, est puni de la réclusion de quinze jours au plus ou d'une amende de 50 à 1.500 lires. Si le coupable, en divulguant le contenu de la correspondance, a causé un dommage, la peine est celle de la réclusion

(1) V. *Le Droit*, numéro du 25 décembre 1867, p. 1251.

d'un mois à trois ans, ou d'une amende de 100 à 3.000 lires. »

Lorsqu'au lieu d'avoir simplement ouvert la lettre, on l'a supprimée, la peine est aggravée : réclusion pouvant être portée à un an ou amende de 100 à 3.000 lires, s'il n'y a pas de dommage causé ; et s'il y a dommage, le minimum de la peine est élevé, la réclusion ne peut être inférieure à trois mois, ni l'amende à 500 lires (art. 150). Toutes ces peines sont applicables aux particuliers.

Si c'est un agent des postes ou du télégraphe qui a ouvert ou supprimé une correspondance, ou bien s'il en a divulgué l'existence et le contenu à d'autres que le destinataire, le coupable est puni d'un à trente mois de réclusion. Si le délit a causé un préjudice, la réclusion est de six mois à quatre ans, et on y ajoute une amende de 100 à 5.000 lires (art. 162).

Dans tous les cas, le ministère public ne peut agir d'office que lorsqu'il y a eu dommage public ; faute de préjudice, la poursuite n'est exercée que sur la plainte de la partie (1) (art. 164).

403. -- L'article 479 du Code de commerce italien du 2 avril 1882 consacre une exception au principe du secret des lettres. Il dispose, en effet, que les correspondances adressées à un commerçant failli doivent être remises au curateur de la faillite qui a le droit de les ouvrir. Le failli peut assister à l'ouverture des lettres et demander la

(1) V. Lacointa, *Code pénal d'Italie*, un vol. in-8°, Paris, 1890, p. 84 et suiv.

remise de celles qui ne concernent pas ses « intérêts patrimoniaux ». Mais le curateur doit toujours conserver le secret de la correspondance dont il a eu connaissance.

Notons enfin que les articles 8 et 12 de la loi du 13 mai 1871 sur les prérogatives du Saint-Siège, garantissent d'une façon toute spéciale la correspondance du Souverain Pontife (1).

§ 8. — Russie.

404. — Les articles 1100 à 1106 du Code pénal russe punissent l'employé des postes qui supprime une lettre ou même qui l'ouvre par simple curiosité ; le fait d'avoir retenu une missive pour en retarder l'expédition est puni d'une peine disciplinaire. Le Code pénal finlandais dispose également que l'agent des postes qui, sans autorisation, a ouvert, détruit, soustrait ou retenu une lettre, ou qui a aidé un tiers à commettre un acte de ce genre, est passible d'un emprisonnement de deux ans au plus ou d'une amende.

Par contre, le Code finlandais seul punit les faits d'ouverture et de suppression lorsqu'ils ont été commis par un particulier. Si la partie lésée se plaint, le coupable pourra être puni d'une amende de 400 marks au plus et d'un emprisonnement de quatre mois au plus.

405. — Une exception au principe de l'inviolabilité est prévue par l'article 368 du Code de procédure criminelle

(1) V. Dareste, *op. cit.*, t. I, pp. 612 et 613.

de 1868, d'après lequel les autorités constituées, les fonctionnaires et les particuliers ne peuvent refuser de délivrer les preuves écrites ou matérielles dont ils sont détenteurs et qui sont nécessaires à l'instruction d'une affaire. Une décision du Conseil de l'empire, approuvée par l'empereur le 30 octobre 1878, contient les règles sur la procédure à suivre pour la saisie et l'ouverture des correspondances (1).

406. — La réglementation paraît minutieuse, mais on rapporte qu'elle n'est nullement observée dans la pratique. Le cabinet noir, dit-on, fonctionne d'une façon permanente et arrête les lettres au moindre soupçon. Un auteur raconte que, pour se documenter, il écrivit à une personne habitant Varsovie en lui demandant des renseignements sur la manière dont le secret des lettres était respecté en Russie. Cette personne annonça l'envoi, sous pli séparé, des renseignements demandés. Mais le pli ne parvint jamais à destination : il avait été intercepté en Russie ! Puis comme le correspondant de Varsovie recommençait ses recherches, la police lui enjoignit d'avoir à les cesser immédiatement, sous peine de poursuites judiciaires ! On était de suite renseigné sur la façon dont on respectait les lettres (2).

§ 9. — Autres nations.

407. — Un assez grand nombre d'autres nations érigent

(1) V. *Ann. lég. étr.*, 1878, p. 652 et suiv.

(2) Hanssens, *Du secret des lettres*, p. 41.

en principe constitutionnel la règle de l'inviolabilité du secret des lettres missives.

408. *Brésil*. — Au Brésil, c'est l'article 72, § 18, de la constitution du 24 février 1891, qui dispose, sous la rubrique « Déclaration des droits » : « Le secret de la correspondance est inviolable (1). »

409. *Danemark*. — L'article 81 de la constitution danoise du 5 juin 1849, révisée et promulguée le 26 juillet 1866, rattache l'inviolabilité du secret des lettres à l'inviolabilité du domicile : « Le domicile est inviolable. Aucune perquisition de lettres et autres papiers ne pourra avoir lieu qu'en vertu d'un jugement, sauf les exceptions spécialement déterminées par les lois (2). »

410. *Equateur*. — La constitution de la République de l'Equateur porte la date du 4 février 1884 ; mais elle a reçu son complément dans une série de lois organiques importantes, et celle du 25 juillet 1887 garantit l'inviolabilité de la correspondance (3).

411. *Japon*. — L'inviolabilité de la correspondance est garantie au Japon par l'article 26 de la constitution du 11 février 1880, qui, sous la rubrique « Droits et devoirs des sujets », dispose que « sauf dans les cas prévus par la loi, le secret des lettres de tout sujet japonais doit rester inviolable » (4).

(1) V. Dareste, *op. cit.*, t. II, p. 650.

(2) *Ibid.*, t. II, 17.

(3) *Ibid.*, p. 507 et 508.

(4) *Ibid.*, p. 596.

412. *Luxembourg*. — Au Luxembourg, c'est l'article 28 de la constitution du 17 octobre 1868 qui protège les correspondances : « Le secret des lettres est inviolable. La loi détermine quels sont les agents responsables de la violation du secret des lettres confiées à la poste. La loi réglera la garantie à donner au secret des télégrammes (1). »

413. *Mexique*. — D'après l'article 16 de la constitution mexicaine du 22 février 1857, « nul ne peut être molesté dans sa personne, sa famille, son domicile, ses papiers et ses possessions, sinon en vertu d'un mandat écrit de l'autorité compétente, justifiant et motivant la cause légale de cette procédure ». Et l'article 25 ajoute : « La correspondance sous pli fermé, confiée à la poste, est à l'abri de toute perquisition. La violation de cette garantie est un attentat que la loi châtiara sévèrement (2). »

414. *Pays-Bas*. — Aux termes de l'article 159 de la constitution des Pays-Bas du 30 novembre 1887 : « Le secret des lettres confiées à la poste ou à tout autre service public de transport est inviolable, si ce n'est sur mandat du juge, dans les cas spécifiés par la loi (3). »

Le fonctionnaire ou l'agent des postes qui saisit illégalement une lettre, l'ouvre, la remet intentionnellement à un autre que le destinataire, la détruit, se l'approprie ou en change la teneur est passible des peines prévues par les articles 371, 372 et 373 du Code pénal. L'article 374

(1) V. Darestle, *op. cit.*, t. I, p. 136.

(2) *Ibid.*, t. II, pp. 460 et 462.

(3) *Ibid.*, t. I, p. 120.

protège le secret des télégrammes, et l'article 375 punit les fonctionnaires qui, sans avoir eux-mêmes commis les faits prévus par les articles 371 à 374, les auront facilités.

Si les faits d'ouverture ou de suppression ont été commis par un particulier, il encourt une peine d'un mois de prison et même d'un an s'il y a eu effraction (art. 201 et 202, C. pén.).

Mais l'article 807 du Code de commerce permet au curateur d'une faillite d'ouvrir les lettres du failli.

415. *Portugal.* — La constitution portugaise du 29 avril 1826 contient un article 145 dont le paragraphe 25 est ainsi conçu : « Le secret des lettres est inviolable. L'administration des postes est rigoureusement responsable de toute infraction à cet article (1). »

Et le Code pénal sanctionne ce principe. L'article 295 punit l'employé des postes qui supprime, soustrait ou ouvre une lettre confiée à l'administration ou se rend complice de ce fait.

L'article 461 est applicable aux particuliers : « Quiconque, dolosivement, ouvre une lettre ou une pièce close appartenant à autrui, est passible : 1° de prison jusqu'à un an s'il prend connaissance des secrets y contenus et les révèle ; 2° de prison jusqu'à six mois s'il ne les révèle pas ; 3° de prison jusqu'à trois mois s'il n'en prend pas connaissance, ni ne les révèle ; le tout sans préjudice des peines de vol s'il y a lieu. »

(1) V. Dareste, *op. cit.*, t. I, p. 665.

Mais ce même article établit une dérogation à la règle du secret, en faveur des personnes investies d'un droit de puissance sur des incapables ; il déclare en effet que sa disposition n'est pas applicable aux maris, parents, tuteurs, en ce qui concerne les lettres de leurs femmes, enfants, pupilles.

416. *Roumanie*. — En Roumanie, c'est l'article 25 de la constitution du 30 juin (12 juillet) 1866 qui protège la correspondance : « Le secret des lettres et des dépêches télégraphiques est inviolable. Une loi déterminera la responsabilité des agents du gouvernement pour la violation du secret des lettres et dépêches confiées à la poste et au télégraphe (1). »

Cette règle fléchit dans l'intérêt des créanciers d'un commerçant failli : l'article 759 du Code de commerce roumain, modifié par la loi du 20 juin 1895, est explicite à cet égard ; il indique bien les droits respectifs du failli et du syndic, ainsi que les obligations de ce dernier : « Toutes lettres et tous télégrammes adressés au failli doivent être remis au syndic qui est autorisé à les ouvrir ; le failli peut assister à leur ouverture et peut se les faire remettre si elles ne concernent pas la situation de ses affaires. Le syndic doit en garder le secret (2). »

417. *République Argentine*. — La constitution de la nation argentine du 25 septembre 1860 contient un article 18

(1) V. Dareste, *op. cit.*, t. II, p. 217.

(2) De Bonnemains et Voinesco, *Loi roumaine sur la faillite* (20 juin 1895), 1 vol. in-8°, Paris, 1896, p. 30.

dont le quatrième alinéa est ainsi conçu : « Le domicile est inviolable ainsi que la correspondance épistolaire et les papiers domestiques ; une loi déterminera dans quels cas et suivant quelles formalités ils pourront être saisis et interceptés (1). »

418. *Suède*. — En Suède, la violation du secret des lettres est prévue par le chapitre XXII du Code pénal, qui réprime l'escroquerie et « autres actes d'improbité ». L'article 10, modifié par la loi du 20 juin 1890, punit d'un emprisonnement de six mois au plus ou des travaux forcés pendant deux ans au plus, celui qui, pour se procurer un avantage à lui-même ou à une autre personne, ou pour nuire à autrui, ouvre illégalement une lettre fermée. La même peine est applicable à quiconque enlève à la poste une lettre qui ne lui était pas adressée et la détruit ou la retient volontairement.

Cette disposition, remarquons-le, punit le particulier comme le fonctionnaire, mais aux termes de l'article 21, l'infraction ne peut être poursuivie que par celui qui a envoyé la lettre ou à qui elle avait été adressée, ou par celui qui l'avait en sa garde (2).

419. *Suisse*. — D'après la constitution fédérale suisse du 29 mai 1874, article 39 *in fine*, « l'inviolabilité du secret des lettres et des télégrammes est garantie » (3).

(1) V. Dareste, *op. cit.*, t. II, p. 522.

(2) V. de la Grasserie, *Les codes suédois de 1734*, un vol. in-8°. Paris, 1895, pp. 197 et 200.

(3) V. Dareste, *op. cit.*, t. I, p. 493.

D'autre part, aux termes de l'article 10 de la loi fédérale du 4 juin 1849 sur la régie des postes, le « secret postal » implique le devoir de n'ouvrir aucun objet confié à la poste, de n'en scruter le contenu d'aucune façon, de ne faire à des tiers aucune communication sur la correspondance que des personnes isolées entretiennent entre elles et de ne donner à personne l'occasion de violer le secret postal. Et l'article 11 dispose que l'employé des postes qui viole ce secret, est puni de peines disciplinaires si le fait ne tombe pas sous le coup de la loi pénale.

Enfin le Code pénal fédéral de 1853 punit de destitution et de plus, dans les cas graves, d'amende ou de prison, l'agent des postes qui soustrait une lettre ou qui, par un moyen quelconque, arrive à prendre connaissance de son contenu. La même peine est encourue par tout employé de l'administration qui communique la teneur d'une dépêche télégraphique à une personne quelconque à laquelle elle n'est pas destinée (1).

Quant au fait de violation accompli par un particulier, il est puni par presque tous les codes cantonaux (2).

(1) V. Wolf, *Lois usuelles de la Confédération suisse*, 2 vol. in-8°, Lausanne, 1898, t. II, p. 123.

(2) Code pénal de Bâle, art. 162 ; de Berne, art. 186 ; de Fribourg, art. 425 ; de Genève, art. 379 ; de Lucerne, art. 119 ; de Neuchâtel, art. 445 ; d'Obwalden, art. 101 ; de Saint-Gall, art. 103 ; de Tessin, art. 343. — V. Stoos, *Die Schweizerischen Strafgesetzbücher zur Vergleichung zusammengestellt*, un vol. in-8°, Bâle, 1890.

TROISIÈME PARTIE

PREUVES PAR LETTRES MISSIVES

420. Objet et plan de cette troisième partie.

420. — La correspondance, dont l'usage est si répandu de nos jours, constitue un élément de preuve important, et les cas où la production des lettres missives en justice présente un intérêt sont très fréquents. En droit privé d'abord, une lettre peut contenir une offre, une acceptation, un consentement ; il arrive souvent aussi qu'on a précisé par lettres certains détails des conditions d'un contrat, et c'est à cette correspondance qu'il faudra recourir si des difficultés s'élèvent plus tard à propos de l'exécution ; c'est là qu'on trouvera quelle a été la volonté des parties. Au point de vue du droit criminel, une lettre peut contenir l'aveu d'une infraction à la loi pénale, quelquefois elle constitue le corps même du délit, il arrive enfin très souvent qu'on trouve dans la correspondance des renseignements fort utiles pour convaincre un accusé.

Il est donc intéressant de rechercher quelle est la force probante des lettres missives et dans quelles conditions on peut les produire devant les tribunaux. C'est à l'étude de ces questions que sera consacrée cette troisième partie.

Nous verrons, dans un premier titre, les lettres missives au point de vue de la preuve en droit civil et en droit commercial ; dans un titre second, on examinera la preuve par lettres en droit criminel.

TITRE PREMIER

DROIT CIVIL ET DROIT COMMERCIAL

CHAPITRE PREMIER

DE LA FORCE PROBANTE DES LETTRES MISSIVES.

SOMMAIRE. — 421. Particularité de la preuve par lettre en droit commercial. — *Section I. Droit commercial.* — 422. Preuve des actes unilatéraux ; — 423. Acceptation d'une lettre de change ; — 424, Aval. — 425. Preuve des actes synallagmatiques ; — 426. Un commerçant peut utiliser comme moyen de preuve les lettres qu'il a écrites. — 427-429. Examen de quelques difficultés. — 430. Inutilité de la formalité des doubles. — 431. Télégrammes. — 432. Résumé. — *Section II. Droit civil.* — 433. Cas où la preuve par lettre est admissible. — 434. Une lettre n'est pas un acte sous seings privés. — 435. Une lettre peut contenir un aveu extrajudiciaire. — 436. Elle peut constituer un commencement de preuve par écrit. — 437. Elle peut constituer une présomption de fait. — 438. Pouvoir des tribunaux. — 439. Preuve des actes unilatéraux. — 440. Reconnaissance ou vérification d'écriture. — 441-442. Preuve des actes bilatéraux ; examen critique d'une objection tirée de la formalité des doubles. — 443. On ne peut pas faire une preuve au moyen de la lettre qu'on a écrite. — 444-445. Valeur probante des lettres à l'égard des tiers. — 446-448. Preuve de la date. — 449. Forme des lettres missives : — 450. Signature ; — 451. Lettres signées au moyen d'une griffe ; — 452. Lettres signées par un mandataire ; — 453. Lettres signées par un employé ; — 454. Lettres non signées ; — 455. Post-scriptum ; — 456. Lettres rédigées dans une langue étrangère ; — 457. Absence de date. — 458. Valeur probante des télégrammes.

421. — En droit civil comme en droit commercial, la correspondance peut servir d'instrument de preuve, mais tandis que le Code de commerce indique les lettres comme étant de nature à prouver les contrats, le Code civil garde le silence sur elles. Pour cette raison, nous verrons d'abord la force probante des lettres en droit commercial.

SECTION I. — Droit commercial.

422 — Notre droit commercial est dominé par ce principe de la liberté des preuves, il s'ensuit qu'on devra admettre largement la correspondance quand il s'agira d'établir une opération commerciale, toutes les fois que la loi n'exige pas un mode de preuve particulier. Tout d'abord, s'il s'agit d'un acte unilatéral, une lettre signée fera preuve contre son auteur ; on pourra établir de la sorte une libération ou l'existence d'une dette, à quelque chiffre qu'elle s'élève.

423. — On s'est demandé si l'acceptation d'une lettre de change pouvait être donnée par lettre. Nous le croyons, étant donné les travaux préparatoires de l'article 122 du Code de commerce. Cet article est ainsi conçu : « L'acceptation d'une lettre de change doit être signée. L'acceptation est exprimée par le mot accepté... » La rédaction de cet article semble indiquer que l'acceptation doit se trouver sur la lettre de change elle-même, et qu'une lettre missive serait insuffisante pour cela. Mais les travaux préparatoires montrent que telle n'a pas été l'intention du lé-

gislateur. Dans la séance du 27 janvier 1807, au Conseil d'Etat, Merlin demanda que l'on dise clairement si un effet pouvait être accepté par acte séparé ; après plusieurs échanges d'observations, le président, duc de Cambacérès, conclut : « Puisqu'il n'exclut pas l'acceptation par lettres missives, on en conclura naturellement qu'il la permet (1). » C'est sur cette observation et à cause d'elle, que l'article 122 fut adopté ; il prévoit le cas le plus fréquent, qui est l'acceptation sur la lettre de change elle-même, mais il n'entend pas l'exiger. On ne saurait non plus, à notre sens, tirer argument contre cette opinion de l'article 174, qui suppose que l'acceptation se trouve sur la traite, car cet article a également statué *de eo quod plerumque fit*. Enfin, cette solution est conforme à notre ancien droit : l'ordonnance de 1673 reconnaissait comme valable toute acceptation, quelle que soit la place où elle se trouve, du moment qu'elle était exprimée par écrit. Or, si on avait voulu rompre avec cette tradition, on l'aurait dit formellement dans la loi.

D'ailleurs, comme le dit Pardessus : « Le mode d'accepter une lettre de change par correspondance ne nous paraît présenter aucun inconvénient. Ceux qui ont mis quelque importance à l'obligation de l'accepteur, pourront exiger la remise de l'écrit séparé qui la contient. La considération qu'un tel écrit peut se perdre ou est susceptible d'autres inconvénients pourra rendre plus réservés ceux

(1) V. Locré, t. XVIII, pp. 46 et 47.

à qui pareille acceptation sera offerte ; mais si elle a été donnée ainsi, elle ne doit pas produire moins d'effets que celle qui serait écrite sur la lettre elle-même, pourvu que l'écrit par lequel est exprimée cette acceptation soit formel et contienne un engagement exprès et non conditionnel (1). »

La jurisprudence a décidé qu'une lettre de change pouvait être acceptée par acte séparé (2). Nous concluons, pour notre part, qu'elle peut l'être valablement par lettre missive.

424. — Notons que l'article 142 du Code de commerce stipule expressément que l'aval peut être donné par acte séparé. Une lettre missive le contenant fait donc entièrement preuve contre le donneur d'aval.

425. — Si des actes unilatéraux nous passons aux actes synallagmatiques, nous rencontrons un texte précis. C'est l'article 109 du Code de commerce, d'après lequel « les achats et les ventes se constatent... par la correspondance, par les livres des parties ». La correspondance entre commerçants est l'ensemble des lettres écrites au sujet d'une négociation commerciale. L'article 109 ne vise expressément que les achats et les ventes, mais il s'applique certainement à toutes les opérations pour lesquelles la loi n'a pas prévu un mode de preuve particulier. Ici, comme dans d'autres dispositions, tel l'article 420 du Code de procédure civile, le législateur a pris comme type des actes de commerce l'opération commerciale la plus usuelle.

(1) Pardessus, *Droit commercial*, t. I, p. 315.

(2) Cass. req., 18 juillet 1904, D.05.1.457.

426. — Ainsi, un contrat commercial pourra donc être prouvé à l'aide de la correspondance. Mais une lettre n'est pas un acte sous seings privés contenant l'adhésion des deux contractants, elle constate seulement le consentement de celui qui l'a signée ; aussi la conclusion du contrat ne peut-elle être prouvée que par le rapprochement des lettres indiquant le consentement réciproque des parties. C'est pour rendre ce rapprochement possible que l'article 8 du Code de commerce prescrit à tout commerçant de « mettre en liasse les lettres missives qu'il reçoit et de copier sur un registre celles qu'il envoie ». Car, il faut le remarquer, la loi en admettant la correspondance comme moyen de preuve, permet de produire non seulement les lettres qu'on a reçues, mais encore celles qu'on a écrites. Cela résulte des dispositions de l'article 109 combinées avec les articles 8 *in fine* et 12 ; il y a là une remarquable dérogation au principe que nul ne peut se créer de titre à soi-même.

Dès lors, s'il s'agit d'un achat que l'acheteur veut prouver par sa correspondance, il montrera la lettre contenant l'offre du vendeur, et il établira son acceptation en produisant son livre copie de lettres. Ce registre fera preuve, car il constitue un élément de la correspondance dont parle l'article 109 ; d'autre part, c'est un livre de commerce, et à ce titre, aux termes de l'article 12, il peut être admis par le juge pour faire preuve entre commerçants pour faits de commerce.

427. — Qu'arrivera-t-il si le livre copie de lettres est

irrégulièrement tenu ? L'adversaire de celui qui le produit pourra-t-il dire : « L'article 109 vous permet de faire votre preuve par la correspondance ; mais vous êtes obligé pour cela, d'avoir recours aux lettres que vous avez écrites, il faut que vous produisiez votre copie de lettres qui est un livre de commerce, et aux termes des articles 12 et 13, pour être admis à faire preuve, un livre de commerce doit être régulièrement tenu. Il ne l'est pas, je demande qu'on le rejette du débat. » Malgré son apparence correcte, ce raisonnement serait sans valeur attendu qu'en matière commerciale, tous les modes de preuve sont admis ; le tribunal peut donc ne pas s'arrêter à l'irrégularité du livre copie de lettres, et trouver la preuve du fait juridique à établir dans la correspondance elle-même (1).

428., — De ce qu'on produit les lettres écrites par soi-même, des difficultés peuvent se présenter : il se peut, en effet, que le destinataire nie avoir reçu la lettre. Si elle est copiée sur le registre de l'expéditeur, conformément à l'article 8 du Code de commerce, elle fera preuve contre le destinataire, malgré les dénégations de ce dernier. « S'il en était autrement, dit avec raison la Cour de Bordeaux, les livres copies de lettres ne feraient jamais preuve en justice (2). »

Pour éviter des contestations sur ce point, on a souvent recours aux lettres recommandées ; le destinataire, dans ce cas, doit, lorsque la lettre lui est remise, signer un reçu

(1) En ce sens : Cass. req., 7 janvier 1896, D. 96.1.135.

(2) Bordeaux, 28 mai 1856, D. 56.2.19.

sur un registre de l'administration des postes ; ce registre peut être produit en justice, et il est dès lors facile à l'expéditeur de prouver le fait matériel de la remise du pli.

429. — Mais le destinataire, sans contester la réception de la lettre, peut prétendre que celle qu'il a reçue n'est pas conforme à celle qui est copiée sur le registre de l'expéditeur. Si, à l'appui de son dire, le destinataire montre l'original qu'il a effectivement reçu, c'est de cet original seul qu'on devra tenir compte, car c'est de lui seul que le destinataire a eu connaissance. On ne devra donc pas prendre en considération la copie infidèle ; autrement il y aurait là un moyen de fraude trop commode pour les commerçants de mauvaise foi.

430. — La correspondance, avons-nous dit, fait preuve des contrats synallagmatiques ; mais d'après l'article 1325 du Code civil, les actes sous seings privés qui constatent ces conventions sont soumis à la formalité des doubles ; faudra-t-il y soumettre aussi les lettres missives ? Non, un acte sous seings privés est un écrit dressé après entente entre les parties qui y apposent chacune leur signature ; une lettre n'est donc pas un acte sous seings privés, c'est un écrit privé qui constate seulement le consentement de celui qui l'a signé. D'ailleurs, nous sommes en matière commerciale, et l'usage commercial, qui doit prévaloir sur le droit civil, n'a pas consacré la formalité des doubles (1). Elle serait inutile en ce qui concerne la correspon-

(1) En ce sens : Lyon, 23 novembre 1889, D. 91.2.86.

dance ; l'article 1325 du Code civil a voulu que chaque partie ait une preuve de son droit, or c'est ce qui arrivera toujours lorsqu'il s'agira d'une lettre d'affaires ; le destinataire recevra l'original de la lettre, mais l'expéditeur en conservera la copie qui est un véritable double, et qui, nous l'avons vu, a la même force probante que la lettre elle-même.

431. — La correspondance prévue par l'article 109 comprend l'échange des télégrammes comme celui des lettres ; d'autre part, l'article 8 parle seulement de « lettres missives », mais il faut comprendre sous ce terme tous les modes de correspondance par écrit ; un commerçant est tenu de transcrire sur son livre copie de lettres les dépêches qu'il envoie et de mettre en liasse celles qu'il reçoit (1). On peut donc faire la preuve d'un contrat commercial par le rapprochement des télégrammes comme par celui des lettres. Mais, comme nous l'avons précédemment montré, un télégramme offre moins de sûreté qu'une lettre parce qu'il n'est pas écrit par l'expéditeur (2).

432. — En résumé, nous pouvons dire que la correspondance joue un rôle prépondérant au point de vue de la preuve en droit commercial ; les engagements unilatéraux, comme les conventions synallagmatiques, peuvent

(1) Les codes récents visent expressément les télégrammes qui jouent un grand rôle de nos jours dans les relations commerciales. V. notamment : Code de commerce belge révisé en 1872 ; Code de commerce espagnol, article 33 ; italien, article 44 ; portugais, article 97 ; roumain, article 46.

(2) V. *suprà*, n° 10.

être prouvés par lettres missives, et étant donné les dispositions de la loi, ces lettres font preuve complète des énonciations qu'elles contiennent, toutes les fois que la loi n'exige pas un acte revêtu de formes déterminées, tel que le contrat à la grosse ou le connaissance. C'est ce qui a fait dire à la Rote de Gênes qu'une lettre avait la force probante d'un acte authentique : *Litteræ, quæ mittuntur inter mercatores, habent vim publicorum documentorum* (1). Il ne faut pas aller si loin, cette assertion est évidemment exagérée : le prétendu auteur d'une lettre peut dénier son écriture, et nous avons vu que le destinataire peut prouver le défaut de concordance entre la lettre qui lui a été remise et celle qui est copiée sur le registre de l'expéditeur.

SECTION II. — Droit civil.

433. — Toutes les fois qu'un écrit revêtant des formes déterminées n'est pas nécessaire pour prouver un fait ou parfaire un contrat, on peut établir ce fait par tous les moyens, de même qu'il est loisible de contracter verbalement ; et on peut aussi, dans ce cas, contracter par lettres missives ; la correspondance est alors pour les parties absentes ce qu'est la parole pour les parties présentes ; mais tandis que la parole est fugitive, les écrits demeurent, et

(1) V. *Decisiones Rotæ Genuæ de mercatura*, 1 vol. in-fol., Gênes, 1582, décision 142, n° 4, p. 202.

la question se pose de savoir quelle est la valeur de ces lettres au point de vue de la preuve.

434. — Nous venons de voir qu'en droit commercial, la correspondance est un mode de preuve particulier, spécialement prévu par la loi. Au contraire, aucun article du Code civil ne mentionne les lettres missives comme moyen de preuve ; il faut donc les comprendre dans l'un des modes prévus, mais lequel ?

Les lettres ne sont pas des actes sous seings privés, puisque ce nom est donné à l'écrit dressé d'accord entre les parties pour constater un contrat ; or, une lettre émane d'une seule personne qui l'écrit sans entente préalable ; elle ne revêt pas non plus la forme d'un acte sous seings privés.

435. — Nous pouvons dire qu'une lettre missive entre dans la catégorie des écritures privées ; une lettre est l'expression de la pensée de son auteur, c'est une déclaration écrite et signée, faite par une personne, son contenu est donc un aveu, et comme il n'est pas fait durant une instance, ni en présence du juge, on peut dire, en précisant un peu plus, qu'une lettre missive constitue l'une des formes de l'aveu extrajudiciaire. C'était l'avis de Pothier, qui déclarait que « les confessions extrajudiciaires sont celles que fait le débiteur, soit dans une conversation, soit par une lettre missive » (1). La production d'une lettre

(1) V. Pothier, *Traité des obligations*, n° 834, éd. Bugnet, t. II, p. 445.

sera un des rares cas où l'on pourra tirer profit d'un aveu fait hors la présence du tribunal, puisqu'aux termes de l'article 1355 du Code civil, « l'allégation d'un aveu extrajudiciaire purement verbal est inutile toutes les fois qu'il s'agit d'une demande dont la preuve testimoniale ne serait pas admissible ».

Mais, qu'il soit contenu dans une lettre ou qu'il soit fait verbalement, l'aveu sera toujours indivisible (art. 1356, al. 3) ; celui qui en bénéficie doit donc le prendre tel qu'il est, en bloc, sans pouvoir choisir ce qui lui est favorable et rejeter le reste. Par application de cette idée, il a été jugé que la lettre dans laquelle un maître offre à son domestique qui lui réclame des gages une certaine somme d'argent à titre de transaction, tout en se prétendant entièrement libéré, ne saurait constituer une reconnaissance implicite de dette envers le domestique (1).

436. — Il arrive parfois que le contenu de la lettre est imprécis, il laisse le lecteur dans l'incertitude, ou bien il passe sous silence une partie des faits ou des conventions en discussion, sans les prouver complètement. Insuffisante pour former un aveu, la lettre constituera alors un commencement de preuve par écrit.

Mais, dira-t-on, l'article 1347 du Code civil, qui définit le commencement de preuve par écrit, dit qu'« on appelle ainsi tout *acte* par écrit » ; or, une lettre missive n'est pas un acte, c'est-à-dire un écrit dressé pour constater le fait

(1) Trib. de paix de Nogent-sur-Seine, 12 janvier 1887, *Mon. des juges de paix*, 1887, p. 117.

litigieux. Faut-il pour cela lui refuser le caractère de commencement de preuve ? Non, il est de tradition que tout écrit suffit pour constituer un commencement de preuve, Pothier citait précisément comme exemple, une lettre missive qui rend vraisemblable le fait allégué (1). Cela est aussi fondé en raison : on exige un acte pour en tirer une preuve complète ; par cela seul, on ne peut exiger un acte pour constituer un commencement de preuve ; un écrit quelconque, tel qu'une lettre, doit suffire. Il n'y a d'ailleurs aucun danger à admettre cette solution, étant donné la grande liberté d'appréciation du juge en cette matière ; c'est lui qui décide si la lettre rend vraisemblable le fait allégué, et sa décision est souveraine.

L'existence de ce document aura une grande importance : 1° quand la loi exige une preuve écrite, la lettre rendra admissibles la preuve testimoniale et la preuve par présomptions (art. 1347, C. civ.) ; 2° en toute hypothèse, la preuve commencée par lettre pourra être complétée par le serment supplétif (2).

La lettre commencement de preuve, de même que la lettre aveu fera pleine foi des renseignements qui y sont écrits ; seulement, dans le premier cas, elle établira moins de faits que dans le second ; mais ces faits seront établis ; il ne faut pas, en effet, confondre le degré de créance dû à la lettre et la quantité de renseignements qu'elle contient.

437. — Enfin, si les termes de la lettre ne sont pas suffi-

(1) V. Pothier, *Traité des obligations*, n° 802, éd. Bugnet, t. II, p. 431.

(2) En ce sens : Alger, 2 novembre 1893, D. 94.2.504.

samment précis pour qu'elle constitue un commencement de preuve par écrit, elle pourra être considérée comme présomption de fait ; et dans les cas où ce mode de preuve est admis par l'article 1353, l'existence et l'expédition de la lettre pourront constituer les faits connus d'où le juge induira le fait contesté (1).

438. — La loi n'a soumis les lettres à aucune condition de forme, elle n'indique pas non plus leur force probante ; il en résulte qu'on ne peut pas déterminer *a priori* leur degré d'autorité. C'est le juge qui déterminera pour chaque espèce si la lettre constitue un aveu, un commencement de preuve par écrit ou une présomption ; il pourra aussi la rejeter comme dénuée de toute valeur lorsqu'elle ne contiendra pas des indications suffisamment « graves, précises, et concordantes » sur le fait à établir.

439. — De ce que nous venons de dire, il résulte qu'une lettre missive établira, d'une façon générale, toute manifestation de volonté de celui qui l'a signée. Quand il s'agit d'un engagement unilatéral, aucune difficulté spéciale ne se présente : le consentement de la partie suffisait, une lettre le prouve, on doit donc le tenir pour existant ; c'est ainsi qu'un paiement ou un prêt peut être établi par une lettre du créancier payé ou du débiteur qui reconnaît avoir reçu l'argent prêté.

De même, on peut faire par lettre tout acte qui nécessite

(1) Pothier admet qu'une lettre missive peut constituer une présomption de fait. V. *Traité des obligations*, n° 848, éd. Bugnet, t. II, p. 451.

simplement que la volonté de l'auteur soit clairement exprimée ; c'est ainsi qu'on a décidé avec raison qu'une lettre missive peut constituer un testament, la forme du testament olographe n'étant pas incompatible avec la forme d'une lettre (1).

440. — Nous supposons, bien entendu, que la lettre est reconnue par son auteur comme étant sienne, ou que les représentants de celui-ci n'en contestent pas l'authenticité ; s'il en était autrement, il y aurait lieu à vérification d'écriture. La règle de l'article 1322 du Code civil doit s'appliquer aux lettres missives comme à tous les autres écrits privés. Rien ne prouve *a priori* qu'une missive a bien été écrite par la personne qu'on désigne comme étant son auteur. Peu importerait même qu'elle soit rédigée sur le papier à en-tête dont le correspondant a l'habitude de se servir ; un faussaire a pu dérober cette feuille et imiter l'écriture. Pour qu'une lettre fasse foi contre son auteur, il faudra donc que la signature ou l'écriture, s'il s'agit d'un écrit non signé, ait été reconnue par son prétendu auteur, ou, ce qui revient au même, qu'elle ait été vérifiée en justice et déclarée sincère. Comme le disait déjà Ansaldus de Ansaldis : *epistola non legitime recognita nullam facit probationem* (2).

441. — Des difficultés s'élèvent lorsqu'il s'agit de prouver par lettres des contrats civils bilatéraux. Certains au-

(1) En ce sens : Cass. req., 5 février 1900, S. 1900.1.348 ; Cass. civ., 28 juillet 1909, D. 1910.1.44.

(2) *Ansaldi de Ansaldis discursus legales de commercio et mercatura*, un vol. in-fol., Genève, 1698, disc. 82, n° 7, p. 334.

teurs voient un obstacle dans l'article 1325 du Code civil qui dispose que « les actes sous seings privés qui contiennent des conventions synallagmatiques, ne sont valables qu'autant qu'ils ont été faits en autant d'originaux qu'il y a de parties ayant un intérêt distinct ». Ils prétendent que la lettre étant un acte sous seings privés, ne pourrait être admise à prouver un contrat qu'autant qu'elle aurait été rédigée en double, triple, etc... exemplaire. On ajoute que quand la loi a voulu qu'un contrat synallagmatique pût être prouvé par lettres, elle l'a dit expressément ; c'est ce que fait l'article 1985 pour le mandat : le mandat, dit-on, est le seul contrat bilatéral qui puisse être prouvé par correspondance.

Nous repoussons cette doctrine. Tout d'abord, l'article 1325 ne s'applique qu'aux actes sous seings privés, elle doit donc demeurer en dehors de l'article 1325. La correspondance sert à faire connaître les intentions des parties sur les conditions du contrat, afin d'amener l'entente entre elles ; chaque lettre indique la volonté de son auteur et contient l'aveu de cette volonté ; et les articles 1985 du Code civil et 109 du Code de commerce qui distinguent les lettres missives des actes sous seings privés montrent bien que la loi établit une différence entre eux. Quant à l'argument que le système que nous combattons a tiré de l'article 1986, il ne porte pas davantage ; cette disposition s'explique historiquement : le mandat fut pendant longtemps à peu près le seul contrat qui se formât par correspondance surtout entre commerçants ; il n'est donc pas

étonnant que les rédacteurs du Code civil, se souvenant de cet usage, aient mentionné les lettres missives parmi les modes de preuve du mandat ; mais ils n'ont nullement voulu interdire que les autres contrats fussent prouvés par lettres.

Il convient d'ailleurs de remarquer que notre ancienne jurisprudence, s'inspirant des textes du droit romain, a toujours décidé que les contrats consensuels pouvaient être prouvés par lettres missives (1).

442. — On pourra donc établir un contrat synallagmatique au moyen de la correspondance échangée entre les parties. Mais à la différence de l'acte sous seings privés qui fait foi de ses énonciations par lui-même, et indépendamment de tout autre document, dans la plupart des cas, une lettre missive n'aura pas de portée absolue par elle-même. Ceci provient de ce qu'on ne l'a pas écrite dans le but de créer un titre ; il faudra donc, pour que la correspondance fasse foi, que le juge examine l'ensemble des lettres échangées entre les parties à propos du fait juridique qui est l'objet de la contestation actuelle. Un contrat, aux termes de l'article 1108 du Code civil, nécessite, indépendamment d'autres conditions que nous supposons réunies, le consentement de celui qui s'oblige, or pour connaître la véritable pensée des parties, il faudra que le juge fasse porter son examen sur toute leur correspondance, et qu'il ne se borne pas à lire une lettre isolément.

(1) V. autorités citées par Merlin, *Répertoire*, V^o *Double écrit*, XI.

443. — Mais puisqu'il s'agit par hypothèse d'un contrat bilatéral, chaque partie est obligée, et la preuve complète de la convention ne pourra résulter que du rapprochement des lettres émanant de l'un et de l'autre contractant. De là vient une difficulté : le demandeur pourra établir le bien fondé de sa prétention en produisant devant le tribunal une lettre écrite par son adversaire. Mais pourrait-il faire la preuve des faits qu'il allègue au moyen de lettres que lui-même aurait écrites à l'autre partie ? Non, ce moyen de preuve doit être repoussé, car il n'est pas permis de se créer un titre à soi-même. C'est une différence importante entre la preuve par lettres en matière civile et la même preuve en matière commerciale. La conséquence en sera que le demandeur aura peut-être un peu moins de facilité pour faire sa preuve, mais il ne faut pas exagérer la difficulté : il produira les lettres écrites par son adversaire, dans lesquelles ce dernier avoue ses obligations, et le défendeur s'empressera de produire la correspondance émanant du demandeur et qui constate l'engagement de celui-ci. Le contrat sera de la sorte établi : *per comparisonem litteratum plenam probationem fieri receptum est* (1).

444. — Les lettres feront foi entre les correspondants, leurs héritiers et ayants cause, et aussi envers les tiers dans certains cas. Distinguons selon que la correspondance établit une convention ou constate un simple fait.

Lorsque l'acte juridique que constate la lettre serait op-

(1) Straccha, *De probationibus*, n° 13.

posable au tiers s'il était constaté sous seings privés, il le sera également quand on l'établira par la correspondance. Tout revient donc à rechercher si le fait qu'on prétend prouver par lettres est opposable au tiers indépendamment de formalités particulières. S'il s'agit, par exemple, d'une vente de meubles, puisqu'aucune formalité spéciale n'est nécessaire, une lettre suffira pour l'établir. Au contraire, s'agit-il d'un transfert de propriété, la loi exige la transcription du titre pour que l'acquéreur puisse se prévaloir de son droit à l'égard des tiers, de simples lettres missives seront donc insuffisantes. Insuffisantes parce que non transcrites ; mais alors, et d'une façon générale, quand l'opération juridique établie par la correspondance est au nombre de celles que les articles 1 et 2 de la loi du 23 mars 1855 énumèrent, les droits auxquels cette opération donnera naissance pourront-ils produire leur effet *erga omnes* si on fait transcrire les lettres ?

Aucune disposition légale n'interdit la transcription de la correspondance, et on ne voit pas dès lors ce qui pourrait la rendre impossible. On fera donc transcrire en entier les lettres qui établissent la convention ; et ainsi, les tiers seront prévenus, la loi n'a pas demandé davantage. D'ailleurs, il serait peu logique d'admettre que les lettres font preuve entre les parties comme n'importe quel autre titre translatif, et de ne pas admettre qu'on puisse leur ajouter, pour pouvoir les opposer aux tiers, ce que l'on peut ajouter à tout autre instrument de preuve : la transcription (1).

(1) V. Paris, 6 mars 1865, D. 67.2.25, avec note de M. Beudant.

445.— Si, au lieu d'établir un acte juridique, la lettre émanant d'un tiers contient simplement l'énonciation d'un fait qui se rattache à un procès, un des plaideurs pourra-t-il produire cette lettre au cours des débats et l'invoquer comme moyen de preuve ? La lettre constitue un aveu, un commencement de preuve par écrit ou une présomption. On ne saurait évidemment considérer comme un aveu une lettre écrite par un tiers, puisqu'un aveu n'est opposable qu'à celui qui l'a fait.

Une pareille lettre n'est pas non plus un commencement de preuve par écrit ; c'est ce qui a été décidé par un arrêt de la Cour de cassation dont voici le principal considérant : « Vu l'article 1347 du Code civil ; attendu qu'il résulte de cet article que, pour valoir commencement de preuve par écrit, l'écrit invoqué dans ce but doit être personnel à celui à qui on l'oppose, soit qu'il émane de lui, soit qu'il émane de ceux qu'il représente ou de ceux qui l'ont représenté ; que, si ce caractère de personnalité vient à manquer, il n'y a plus qu'un écrit émané d'un tiers, et que cet écrit n'ayant d'autre valeur qu'un simple témoignage, ne peut pas plus être opposé à la partie que la preuve testimoniale elle-même, dans le cas où cette preuve est interdite par la loi ; qu'il importe peu que cet écrit ait été produit au procès par la partie contre laquelle on le rétorque et qu'elle en ait fait usage à son profit ; que l'une et l'autre circonstance ne sauraient, à défaut d'une acceptation expresse de l'écrit, le faire considérer comme

émané de la partie elle-même et comme lui étant devenu propre (1). »

Une lettre émanant d'un tiers n'étant ni un aveu, ni un commencement de preuve par écrit, peut-elle être considérée comme simple présomption de fait ? Nous le croyons ; cette lettre constituera toujours un témoignage de son signataire, et quelquefois aussi, à raison soit de l'époque où elle a été écrite, soit des relations ayant existé entre son auteur et l'un des plaideurs, soit à raison de toute autre circonstance, la lettre pourra être considérée comme une présomption. Mais il faudra qu'il s'agisse de prouver un fait pour lequel la preuve testimoniale est admissible (art. 1353, C. civ.) ; et le tribunal sera libre d'admettre ou de rejeter la correspondance invoquée, et s'il l'admet, de lui attribuer la force probante qu'il jugera convenable, puisqu'aux termes de l'article 1353 du Code civil, « les présomptions qui ne sont pas établies par la loi, sont abandonnées aux lumières et à la prudence du magistrat, qui ne doit admettre que des présomptions graves, précises et concordantes, et dans les cas seulement où la loi admet les preuves testimoniales, à moins que l'acte ne soit attaqué pour cause de fraude ou de dol. »

446. *Preuve de la date.* — Après avoir examiné la force probante des énonciations contenues dans une lettre missive, il convient de rechercher comment se prouvera la date de la lettre. Distinguons selon qu'il s'agit des relations

(1) Cass. civ., 6 janvier 1891, S. 91.1.69.

entre l'auteur et le destinataire, ou selon qu'on veut opposer la lettre à un tiers.

447. — 1^o Entre les parties, la lettre fait foi de sa date par elle-même ; mais cette énonciation n'a pas plus de valeur que le reste du contenu de la correspondance, c'est-à-dire que les parties peuvent contester la sincérité de cette date ; celle-ci sera tenue pour vraie, mais jusqu'à preuve contraire seulement.

Cette preuve contraire pourra se faire par tous les moyens, même par témoins et par présomptions. Dans la plupart des cas, on aura recours au cachet de la poste ; le destinataire qui alléguera que la lettre a été antidatée ou postdatée montrera le cachet dont l'enveloppe est revêtue, et si ce cachet vient confirmer son dire, et que d'autre part il soit établi que l'enveloppe qui le porte est bien celle qui a contenu la lettre, il aura prouvé la fausseté de la date.

448. — 2^o A l'égard des tiers, au contraire, et les tiers comprennent les ayants cause particuliers, l'indication de la date contenue dans la lettre n'a aucune valeur probante. Ceci vient de ce que l'article 1328 du Code civil énumère limitativement les moyens grâce auxquels les actes privés ont date certaine à l'égard de tout autre que les parties. La date d'une lettre n'est donc opposable aux tiers que du jour où cette lettre a été enregistrée, du jour de la mort de celui qui l'a écrite, ou du jour où sa substance est constatée dans un acte authentique.

Quelques auteurs et quelques tribunaux ont cependant

adopté l'opinion contraire ; ils admettent qu'en dehors des moyens énoncés par l'article 1328 pour donner date certaine aux actes privés, il en est au moins un autre lorsque l'acte dont il s'agit est une lettre missive : c'est l'apposition du timbre dateur de la poste. Il y aurait là, selon eux, constatation de l'existence de la lettre par un tiers dont la bonne foi est à l'abri de tout soupçon, l'administration des postes ; une lettre devrait donc avoir date certaine à partir du jour de l'apposition du cachet. Un tel système est fondé en raison, mais on doit le repousser en droit, étant donné le texte et les travaux préparatoires de l'article 1328 : ils démontrent que le législateur a voulu que les parties fissent usage du moyen régulier de donner à leur convention une date certaine, c'est-à-dire qu'elles aient recours à l'enregistrement ; ils démontrent également qu'aucune dérogation ne doit être apportée à cette règle, en dehors de celles que la loi admet expressément ; et aucune loi ne reconnaît au cachet de la poste le pouvoir de donner date certaine à la missive sur laquelle il est apposé.

Si la lettre a été recommandée ou chargée, est-ce que cette formalité pourra établir la date du pli auquel elle s'applique ? Dans cette hypothèse, il y a mention de la lettre sur un registre de l'administration, et l'employé qui dresse cet acte est un fonctionnaire public. N'est-on pas dans le cas prévu par la disposition finale de l'article 1328 ? Non, un employé des postes n'est pas un fonctionnaire public au sens de cet article ; d'autre part, l'inscription sur

les registres de la poste des noms du destinataire ainsi que de la valeur déclarée n'est pas, comme le veut la loi, la constatation de la *substance* de la lettre.

Nous concluons donc que le timbre dateur de la poste, non plus que le récépissé de recommandation ou de chargement, n'est suffisant, étant donné les dispositions impératives de l'article 1328, pour donner date certaine à une lettre.

Straccha n'admettait pas cette opinion : *litteræ, si publico signo sint subsignatæ, probant* (1), disait-il. Et de nos jours, l'article 1327 du Code civil italien, après avoir reproduit les termes de l'article 1328 du Code civil français, ajoute : « ou quand leur date résulte d'autres preuves équipolentes ». Il s'ensuit que les cachets et les récépissés de la poste peuvent servir, en Italie, à prouver la date de l'expédition et de la réception des missives.

449. *Forme des lettres missives.* — Pour qu'une lettre fasse preuve contre son auteur, aucune condition de forme n'est en principe exigée. Cependant, il résulte des usages et des règles générales qui dominent notre système des preuves, que la correspondance doit présenter certains caractères déterminés pour qu'on puisse la considérer comme étant l'expression de la volonté définitive de l'auteur. Mais ces caractères ne sont pas exigés d'une façon absolue, et telle lettre qui ne les revêt pas pourra être considérée, étant donné sa teneur et les habitudes des cor-

(1) Straccha, *de probationibus*, n° 13.

respondants, comme suffisante pour constituer un aveu de celui qui l'a écrite. Les juges ont sur ce point une grande latitude d'appréciation.

450. — Comme tout écrit privé, une lettre doit être signée. Pendant le moyen âge, l'apposition d'un sceau au bas des actes tenait lieu de signature ; ceci venait de ce que les clercs seuls savaient écrire ; mais cet usage, ainsi que celui d'employer d'autres signes analogues, disparut assez tôt ; pourtant, Dumoulin admettait encore au xvi^e siècle que l'acte scellé valait l'acte signé (1). Etant donné l'habitude actuelle de signer tous les écrits, pour qu'une lettre puisse constituer un aveu de la part de l'expéditeur, il faudra généralement que celui-ci l'ait revêtue de sa signature. Il n'est pas d'ailleurs nécessaire que tout le corps de la lettre soit écrit de la main de l'expéditeur ; en signant, il a approuvé le contenu, et cette approbation suffit, la lettre fait foi contre lui. Pourtant, si le signataire n'a pas écrit lui même la missive et que celle-ci constate une obligation unilatérale de payer une somme d'argent ou une chose appréciable, la signature doit être précédée de l'approbation du montant de la dette, et cette approbation doit être écrite en toutes lettres de la main du débiteur. C'est là l'application normale de l'article 1326 du Code civil.

451. — Quelle serait la valeur probante d'une lettre qui, au lieu de porter une signature manuscrite, serait revêtue

(1) Dumoulin, *Des fiefs*, § 8, n^{os} 13 et 14.

d'une griffe ? Il est certain que cette empreinte ne peut pas être considérée comme une véritable signature. Celle-ci tire toute sa force probante de ce fait qu'elle n'a pu être apposée que par celui dont elle indique le nom ; or, n'importe qui a pu faire usage de la griffe, si c'est un tiers qui s'en est servi, son apposition sur la lettre n'indique nullement que le propriétaire de la griffe en approuve le contenu. C'est dire que pour constituer un aveu, une lettre doit porter une signature manuelle. La lettre portant à la place de la signature l'empreinte d'un cachet, doit donc être assimilée aux écrits non signés.

Et sa force probante sera même moindre que celle d'une lettre non signée, car celle-ci d'ordinaire a été écrite par l'auteur, tandis que la missive signée à l'aide d'un timbre humide sera écrite par une main étrangère ; elle n'a donc aucune valeur contre celui dont elle porte le nom ; et il en serait ainsi alors même qu'elle serait rédigée sur papier à en-tête, malgré cette circonstance, la lettre n'est pas moins étrangère à la volonté de celui dont le nom est écrit au bas.

Il nous semble cependant que si une lettre porte une griffe dont la personne contre qui on l'invoque reconnaît l'authenticité, en prétendant qu'un tiers s'en est servi à son insu, il peut y avoir lieu à dommages-intérêts. C'est ce qui arrivera lorsque cette lettre aura causé un dommage au destinataire, si elle contenait, par exemple, un ordre que celui-ci a exécuté et que l'auteur apparent refuse de prendre pour son compte. Il y aura préjudice ; d'autre

part, le propriétaire de la griffe est en faute, car il n'aurait pas dû laisser son cachet entre les mains d'un tiers ; on appliquera alors l'article 1382 du Code civil.

452. — Il est certain que si la lettre est signée par un mandataire, elle forme titre contre le mandant. Par application de cette idée, il a été jugé que le consentement des parties à une vente peut être constaté par lettres missives émanant de leurs notaires. Le tribunal a le droit d'en faire état, s'il résulte des documents de la cause que les notaires avaient agi comme mandataires de leurs clients (1).

453. — Mais que faut-il décider dans le cas où, comme il arrive souvent en matière commerciale surtout, les lettres portent la signature d'un employé de l'expéditeur ? Ces lettres engagent-elles le patron ? Dans certaines maisons importantes, il y a des employés qui « ont la signature », ils peuvent valablement signer la correspondance et même des effets de commerce ; il y a là un mandat exprès qui est signifié par circulaire aux principaux correspondants. Il est bien évident que, dans ce cas, une lettre émanée de l'employé a la même valeur à l'égard du patron que si c'était ce dernier qui l'ait signée. Mais la plupart du temps les employés signent la correspondance sans avoir reçu de mandat exprès. D'après certains auteurs, ces lettres n'engageraient nullement le patron ; il faudrait pour cela que le commis eût reçu une procuration notariée.

Nous repoussons ce système qui ne repose sur aucun

(1) Trib. Chartres, 26 décembre 1889, *La Loi*, 15 mars 1890.

fondement juridique ; aucune loi n'exige en effet que le mandat soit donné, dans cette hypothèse, par acte authentique. Pour que l'employé oblige son patron, il suffit qu'il y ait mandat, et ce mandat peut être tacite. La preuve de son existence pourra être faite par tous les moyens, elle résultera notamment de la qualité du signataire de la lettre, de l'emploi du papier à en-tête, du cachet, du contenu même de la missive. Ce sont là des indices de nature à montrer que le commis a agi sous les ordres de son patron ; le destinataire n'est pas en faute de l'avoir cru, et dans ce cas, la lettre écrite par l'employé d'un commerçant ou par le clerc d'un officier ministériel, agissant dans les limites du mandat qui lui a été tacitement donné, fera preuve contre le patron comme si lui-même l'avait signée (1).

454. — Donc, lorsqu'une lettre est signée par l'expéditeur ou par son mandataire, le contenu de cette missive pourra être opposé à l'expéditeur. Quelle est la valeur de la lettre non signée ? Si elle n'est pas écrite par celui à qui on l'oppose, elle est dénuée de toute force probante ; à peine pourrait-on admettre qu'elle puisse former une présomption de fait, dans les cas où cette preuve est recevable. Au contraire, lorsqu'elle est écrite de la main de son auteur prétendu, elle peut certainement servir de commencement de preuve par écrit, la lettre non signée dans laquelle l'auteur expose qu'il va faire telle chose,

(1) En ce sens : Cass. civ., 28 août 1872, D. 72.1.396.

indique qu'il projetait de faire ce qu'il écrivait ; dès lors, si le destinataire prétend qu'il a réalisé son projet, cette assertion est vraisemblable. D'ailleurs, en droit, la lettre satisfait, même sans signature, à la définition de l'article 1347 du Code civil, elle rendra donc la preuve testimoniale admissible.

455. — Il arrive souvent que l'auteur d'une lettre fasse suivre sa signature de quelques lignes non signées. Quelle est la valeur de ce post-scriptum au point de vue de la preuve ? Devant le silence de la loi, la plupart des auteurs ont adopté le système que proposa au xvii^e siècle le jurisconsulte Boiceau (1) : le post-scriptum non suivi de signature fera preuve contre son auteur au même titre que l'écrit principal, lorsqu'il est en relation avec cet écrit, qu'il le complète ou qu'il l'explique. Dans ce cas, l'ensemble de la lettre est en quelque sorte indivisible, et la signature, quelle que soit sa place, couvre le tout, *cum videatur unus et idem continuatus sermo, ad idem signum pariter relatus*, disait Boiceau. Si, au contraire, les énonciations du post-scriptum n'ont aucun rapport avec celles de la lettre, elles constituent une véritable lettre nouvelle, non signée, et ne saurait dès lors avoir la force d'un aveu. C'est une écriture nue et imparfaite, disait Boiceau, son auteur est présumé s'en être repenti et avoir changé d'avis ; autrement, il l'aurait signée comme la précédente.

(1) Boiceau, *Traité de la preuve par témoins*, commenté par Danty, un vol. in-4^o, Paris, 1697, p. 467 et suiv.

Un tel post-scriptum n'est pas cependant dénué de toute valeur probante, il n'est pas un aveu, mais comme toute lettre non signée, il constituera un commencement de preuve par écrit. Il faut naturellement que ce post-scriptum soit écrit par le signataire de la lettre ; émanant d'une main étrangère, il n'aurait aucune valeur (1).

456. — Remarquons enfin que, pour constituer selon les cas un aveu, un commencement de preuve par écrit ou une présomption, une lettre n'a pas besoin d'être rédigée en français, ni d'être datée.

Tout d'abord, rien ne s'oppose à ce que la correspondance soit écrite dans une langue étrangère, et c'est ce qui arrive fréquemment depuis que la poste a facilité les communications épistolaires internationales. Seulement, dans ce cas, pour être produite devant les tribunaux français, la lettre étrangère, de même que tous les écrits étrangers dont on entend se servir, devra être traduite par un traducteur juré, conformément à l'arrêté du 24 prairial an XI (2).

457. — Il n'est pas nécessaire non plus que la lettre soit datée pour faire foi de son contenu contre son auteur. La

(1) L'article 1332 du Code civil dispose que l'écriture mise par le créancier au dos, ou en marge, ou à la suite du double d'un titre ou d'une quittance, fera foi, quoique non signée, ni datée par lui, pourvu que ce double soit entre les mains du débiteur. Plusieurs auteurs en concluent que si la quittance est contenue dans une lettre, le post-scriptum non signé a la même force probante que le corps de la lettre lui-même.

(2) V. Duvergier, *Lois et décrets*, t. XIV, p. 324.

date, si elle n'est pas indiquée, sera établie par l'un des moyens que nous avons précédemment exposés.

458. *Valeur probante des télégrammes.* — Etant donné le mode actuel de transmission des télégrammes, ceux ci se caractérisent principalement par deux traits : le message remis au destinataire n'est pas écrit par l'expéditeur ; il ne porte pas non plus sa signature. Ce n'est pas à dire que l'expéditeur n'ait rien écrit, ni rien signé ; si, il a rédigé sa dépêche, mais l'original reste entre les mains de l'administration, et c'est une copie qui est remise au destinataire.

Un télégramme est donc une copie, dès lors, sa valeur juridique au point de vue de la preuve sera simplement celle d'une copie dont la rédaction n'a été accompagnée d'aucune garantie spéciale pour assurer l'identité du texte transmis avec le texte original.

Or, il résulte des articles 1334 et 1335 du Code civil que les copies d'actes ne font foi que des énonciations contenues au texte original. Le télégramme, pour avoir une valeur probante, devra donc être la reproduction exacte de l'écrit rédigé par l'expéditeur et remis par lui à la station de départ, pourvu naturellement que l'identité de l'auteur soit établie (1). En cas de contestation, la représentation de l'original peut être exigée, et c'est dans cet original qu'il faudra rechercher s'il y a un aveu, un commencement de preuve ou une présomption. En somme,

(1) En ce sens : Alger, 7 avril 1884, S. 86.2.92.

on devra appliquer à cet original toutes les règles que nous avons exposées relativement aux lettres missives proprement dites (1). Notamment, bien que tous les télégrammes soient copiés sur un registre de départ et sur un registre d'arrivée, cette formalité, pas plus que la recommandation des lettres, ne suffit pour établir la date à l'égard des tiers ; il faudra, ici encore, avoir recours à l'un des modes prévus par l'article 1328 du Code civil, qui ne souffre aucune dérogation.

De même, si le prétendu auteur du télégramme allègue que ce n'est pas lui qui l'a écrit, le tribunal ordonnera que l'original déposé au bureau du départ soit communiqué par l'administration, et c'est sur cette pièce que se fera la vérification d'écriture, dans les formes fixées par les articles 201 et suivants du Code de procédure civile.

(1) D'après l'article 103 du décret du 12 janvier 1894, l'expéditeur et le destinataire d'un télégramme ou leurs ayants droit, ont, après constatation de leur identité et moyennant une certaine redevance, le droit de se faire délivrer des copies certifiées conformes à la minute.

L'article 104, modifié par un décret du 29 juin 1897, dispose que ces mêmes personnes peuvent, dans les mêmes conditions, obtenir sans frais communication des originaux au bureau de dépôt.

Dans tous les cas, la demande doit être faite dans le délai de six mois, fixé pour la conservation des archives (art. 103).

CHAPITRE II

DE LA PRODUCTION DES LETTRES EN JUSTICE.

SOMMAIRE. — 459. Conditions générales rendant la production licite ; différents cas de production. — 460. Enregistrement. — 461. Timbre. — 462. Quand ces droits sont-ils dus. — 463-475. *Section I.* Production par le destinataire. — 476-487. *Section II.* Production par l'auteur. — 488-503. *Section III.* Production par un tiers. — 504-529. *Section IV.* Production de la correspondance des incapables.

459. — Après avoir étudié quelle est la valeur probante des lettres missives, il convient maintenant de rechercher dans quelles conditions on peut produire la correspondance en justice.

D'une façon générale, on peut dire que ces conditions sont au nombre de deux : tout d'abord la production est subordonnée à la légitime possession de la lettre : il faudra aussi, d'autre part, qu'aucun empêchement ne s'oppose à la divulgation de son contenu. Cette dernière condition dépend des réserves expresses ou tacites que l'auteur a pu faire lorsqu'il a envoyé sa lettre ; l'autre se rapporte à la personne de celui qui prétend en faire usage. Tantôt ce sera le destinataire qui opposera à son adversaire la lettre qu'il a reçue ; c'est une première hypothèse. Dans une seconde, c'est l'auteur lui-même qui prétendra

se servir d'une missive qu'il a envoyée à l'autre partie. Une troisième hypothèse peut encore se présenter : celle où une personne voudrait produire en justice une lettre n'émanant pas d'elle et qui ne lui était pas adressée ; cet usage de la correspondance par un tiers présente des difficultés particulières. Enfin, la production de la correspondance des incapables nécessite un examen spécial.

Nous étudierons donc successivement : 1° production par le destinataire ; 2° production par l'auteur ; 3° production par un tiers ; 4° production de la correspondance des incapables.

460. — Mais auparavant, nous allons examiner une question commune à ces différentes hypothèses, celle de l'enregistrement et du timbre.

En principe, les lettres missives ne sont pas assujetties aux droits d'enregistrement, mais si on les présente en justice, et quelle que soit la personne qui fasse cette production, elles doivent être préalablement enregistrées. Lorsque la lettre ne forme pas titre, et c'est la grande majorité des cas, le droit applicable est fixé à trois francs par la loi du 28 avril 1872 (art. 4).

Si au contraire la lettre forme un acte instrumentaire, on percevra les droits proportionnels applicables à la convention qu'elle constate.

461. — De ce que les lettres ne sont pas en général écrites en vue de fournir un titre juridique au destinataire, il résulte qu'elles ne sont généralement pas soumises au timbre lors de leur rédaction. Mais elles entrent dans la

catégorie des écritures privées que prévoit l'article 30 de la loi du 13 brumaire an VII et qui ne peuvent être produites en justice sans avoir été soumises au timbre extraordinaire ou au visa pour timbre, sous peine d'une amende fixée d'abord à trente francs, mais que la loi du 16 juin 1824 (art. 10) a réduit à cinq francs (1).

Il est évident que lorsque la lettre missive a été écrite pour fournir un titre au destinataire, elle constitue un acte véritable, et il y a contravention à l'article 12 de la loi de brumaire si elle n'a pas été écrite sur papier timbré. De même, lorsque l'écrit libellé dans la forme d'une lettre missive contient des dispositions expressément assujetties au timbre par les lois fiscales, cette lettre doit être timbrée lors de sa confection ; c'est ainsi que les missives contenant reconnaissance de sommes et destinées à faire titre sont soumises à des droits proportionnels.

Enfin, l'article 18 de la loi du 23 août 1871 a établi un droit de timbre de dix centimes qui frappe « tous les titres, de quelque nature qu'ils soient, qui emporteraient libération, reçu ou décharge ». La généralité de ces termes embrassent nécessairement les lettres missives qui présentent un caractère libératoire.

462. — Quant à la perception de ces droits, c'est un principe généralement admis qu'ils sont dus par cela seul qu'on a fait usage de la correspondance dans un procès. On doit également les acquitter alors que les lettres sont sim-

(1) En ce sens : Cass. civ., 22 juillet 1896, S. 97.1.465.

plement citées dans des pièces de procédure présentées à l'enregistrement, encore que les lettres elles-mêmes n'aient pas été matériellement produites (1). Remarquons enfin qu'une lettre peut présenter un caractère complexe et contenir des indications diverses, soumises à des droits différents, mais dont une seule est utile pour le débat en vue duquel la lettre est produite en justice ; malgré cela, la lettre doit être enregistrée, non seulement pour celle de ses dispositions qui concerne l'affaire actuelle, mais encore pour celles qui y sont étrangères ; la formalité doit en effet avoir lieu d'une manière indivise (2).

Arrivons maintenant aux différentes hypothèses de production des lettres missives devant la juridiction civile.

SECTION I. — Production par le destinataire.

SOMMAIRE. — § 1. Production contre l'auteur. — 463. Possession licite du destinataire. — 464. Y a-t-il un obstacle s'opposant à la production ? — 465. Lettre non confidentielle. — 466. Lettre confidentielle ; ancien droit. — 467. Examen critique. — 468. Jurisprudence. — 469 470. Limites des droits du destinataire. — 471. Lettre confidentielle ayant perdu ce caractère. — 472. Conclusion ; droit des héritiers. — § 2. Production contre un tiers. — 473. Lettre non confidentielle. — 474. Lettre confidentielle. — 475. Sanction.

§ 1. — Production contre l'auteur.

463. — Le destinataire d'une lettre missive en est propriétaire ; lorsqu'il voudra produire en justice la corres-

(1) En ce sens : Trib. Seine, 11 mai 1889, *Gaz. Pal.*, 1889.2.217.

(2) En ce sens : Cass. civ., 22 juillet 1896, précité.

pondance qu'il a reçue, on ne pourra donc pas lui opposer une fin de non-recevoir tirée de ce qu'il la détient illégalement. La première des deux conditions générales que nous avons précédemment posées se trouve donc remplie dans le cas : celui qui veut faire usage de la lettre en a la possession légitime.

464. — Mais il faut aussi respecter une seconde condition : aucun empêchement ne doit s'opposer à la divulgation du contenu de la lettre, et ceci nous conduit à examiner successivement le cas où la lettre n'est pas confidentielle et celui où elle a ce caractère confidentiel.

465. — Aucune difficulté n'est possible s'il s'agit d'une missive non confidentielle. Le destinataire pourra certainement la produire contre l'auteur, puisqu'il peut en disposer de la manière la plus absolue (art. 544, C. civ.) et qu'aucune condition ne restreint son droit.

466. — Mais si la lettre est confidentielle, l'auteur sera-t-il recevable à en opposer le secret et à demander qu'on la mette hors du débat ? Rappelons qu'une telle lettre a été donnée au destinataire sous la condition qu'elle resterait secrète ; dès lors, on pourrait être tenté de dire que ce dernier ne doit pas la produire dans un débat judiciaire, contre qui que ce soit.

C'était l'opinion de nos anciens jurisconsultes. Jousse dit qu'« il n'est pas toujours permis de faire usage de ces lettres ; et si elles renfermaient des confidences, celui à qui elles sont écrites ne pourrait les mettre au jour sans crime ; en sorte que si elles étaient produites, elles ne pour-

raient servir de preuve contre celui qui les a écrites, surtout quand il paraît qu'il ne les a écrites à son ami que pour lui ouvrir son cœur et dans la confiance qu'il ne les ferait voir à personne (1) ». De même Denisart : « Il n'est pas toujours permis de se servir des lettres missives dans les affaires ; il est des cas où celui à qui elles sont écrites ne peut les mettre au jour sans crime, surtout lorsqu'elles ont été écrites avec mystère et qu'elles renferment des confidences (2). » Merlin professait aussi cette opinion : « On n'est pas toujours autorisé, écrivait-il, à se servir des lettres missives dans les affaires ; elles ne sont surtout d'aucune considération pour établir une preuve, lorsqu'elles renferment quelque confidence et que la personne à qui on les a écrites ne peut les mettre au jour sans manquer à la bonne foi. Les juges ont coutume en pareil cas d'ordonner que les lettres seront rendues nonobstant le rapport qu'elles pourraient avoir avec l'affaire au sujet de laquelle elles ont été produites (3). »

467. — Ce système nous paraît inadmissible. Sans doute une lettre confidentielle doit rester secrète, mais ce secret a été stipulé pour la protéger contre les tiers ; or, dans notre hypothèse, le débat s'élève entre l'auteur et le destinataire, c'est-à-dire entre personnes pour lesquelles la

(1) Jousse, *Traité de la justice criminelle en France*, 4 vol. in-4°, Paris, 1771, t. I, p. 744.

(2) Denisart, *Collection de décisions nouvelles*, 4 vol. in-4°, Paris, 1771, V° *Lettres missives*.

(3) Merlin, *Répertoire*, V° *Lettres missives*, n° 6.

correspondance n'est pas secrète. L'auteur ne peut pas non plus se plaindre que la lettre soit communiquée au tribunal, puisque de toutes façons celui-ci la connaîtra ; en supposant en effet qu'une lettre confidentielle puisse être rejetée des débats, il faudra d'abord déterminer si la lettre présente vraiment ce caractère, et il n'y a que le tribunal qui puisse résoudre la question. On pourrait objecter, il est vrai, que les débats ont lieu en audience publique et que cette publicité, si on autorise le destinataire à se servir de la lettre, révélera précisément aux tiers le secret qui ne doit être connu que des correspondants. Nous répondrons que les juges pourront examiner la lettre sans qu'elle soit lue publiquement à haute voix ; ils pourront encore ordonner son dépôt en la chambre du conseil où ils en prendront connaissance. On ne peut d'ailleurs vraiment pas dire que le destinataire trahit la confiance de son correspondant lorsque, dans un procès contre ce dernier, il produit une lettre de lui ; en effet, c'est l'auteur lui-même qui, par son attitude, aura obligé le destinataire à faire cette production ; d'autre part, en plaidant, les parties ne se sont-elles pas mutuellement dégagées de l'obligation de tenir secrètes les confidences qu'elles ont pu se faire ?

Admettre le contraire serait faciliter singulièrement la fraude : une personne sans scrupules, en écrivant une lettre qu'elle craint de voir invoquée contre elle plus tard, n'aurait qu'à y ajouter quelques lignes confidentielles ; de cette façon, le destinataire serait paralysé et ne pourrait jamais faire usage de la lettre qu'il a reçue et qui établit peut-être un fait de la plus haute importance.

Toutes ces considérations nous conduisent à admettre qu'en droit, comme en équité, le destinataire d'une lettre confidentielle peut la produire contre l'auteur.

468. — C'est le système qu'admet actuellement la jurisprudence. La Cour de Caen a décidé que l'auteur des lettres missives ne peut, sous prétexte qu'elles sont confidentielles, s'opposer à ce qu'elles soient produites en justice par les personnes à qui il les a adressées, lorsque celles-ci les invoquent comme contenant soit des engagements en leur faveur, soit la reconnaissance du préjudice qui leur aurait été causé et dont elles demandent réparation (1). Un arrêt de la Cour de Lyon ayant le 9 février 1871 reconnu le droit du destinataire, l'auteur des lettres alla en cassation, mais la chambre des requêtes rejeta le pourvoi (2). Plus récemment, elle sembla mettre un tempérament au système ; elle déclara en effet que « s'il est vrai en principe que des lettres missives confidentielles ne peuvent être produites par la personne à qui elles ont été adressées, dans un procès suivi entre elle et l'auteur de ces lettres, quand il s'oppose à cette publication, cette règle ne saurait recevoir d'application au cas où les écrits sont apportés comme moyen de preuve de la simulation d'un acte passé entre les parties (3) ». La Cour a-t-elle voulu dire que c'est seulement pour faire la preuve d'une simulation que le destinataire pourra produire des lettres confiden-

(1) Caen, 3 juin 1862, S. 65.1.33.

(2) Cass. req., 3 février 1873, S. 73.1.313.

(3) Cass. req., 5 mai 1897, S. 01.1.454.

tielles de son adversaire et son intention a-t-elle été d'interdire cette production dans toute autre hypothèse ? Nous ne le croyons pas, la lettre confidentielle demeure telle, quelle que soit la nature du procès ; sa lecture publique causera toujours le même préjudice à l'auteur ; dès lors, pourquoi permettre la production lorsqu'il s'agit d'établir une simulation, et la défendre quand on veut soutenir d'autres intérêts tout aussi légitimes (1) ? A notre avis, la Cour a statué sur l'espèce qui lui était soumise, mais derrière sa décision particulière se dégage cette règle générale que le destinataire peut produire la correspondance de son adversaire toutes les fois qu'il a un intérêt sérieux à le faire et quelle que soit la nature des débats.

469. — Il convient en effet de remarquer que le droit du destinataire n'est pas absolu ; il peut opposer à son adversaire les lettres que ce dernier lui a écrites, mais encore faut-il qu'il ait un intérêt sérieux à faire cette production. S'il agissait par pure méchanceté, dans le dessein de nuire à son adversaire par la lecture publique de lettres n'ayant aucun rapport avec le litige, mais contenant des révélations scandaleuses, le tribunal pourrait apprécier si ces documents sont utiles, et sinon en interdire la lecture. « Il appartient souverainement aux juges du fond, dit la Cour

(1) Un arrêt de la Cour d'Orléans du 14 février 1894 (V. *La Loi*, 11 avril 1894, p. 354) a cependant décidé que le destinataire ne peut pas faire usage d'une lettre confidentielle de son adversaire à moins qu'elle forme titre à son profit. C'est vraiment trop restreindre les droits du destinataire ; sans former titre, la lettre peut être d'une grande utilité pour lui, lorsqu'il veut établir le bien fondé de ses prétentions.

de cassation, de déterminer, en appréciant les circonstances de la cause, la portée d'une lettre missive invoquée par l'une des parties à l'appui de ses prétentions (1). » Comme le disait aussi M. Aubry dans un rapport devant la Cour suprême : « Il appartient aux tribunaux d'examiner souverainement si, en définitive, celui qui produit une lettre use d'un droit légitime, pour un intérêt sérieux, ou s'il agit dans l'intention de nuire ou avec une imprudence répréhensible (2). » Le Code de procédure civile lui-même consacre ce pouvoir dans son article 1036 qui dispose que « les tribunaux, suivant la gravité des circonstances, pourront, dans les causes dont ils seront saisis, prononcer, même d'office, des injonctions, supprimer des écrits, les déclarer calomnieux, etc... »

470. — Rien ne s'oppose d'ailleurs à ce qu'une lettre soit divisée si l'une de ses parties seulement se rapporte à une affaire et que le reste soit confidentiel et sans intérêt pour les débats. Le tribunal devra alors décider quelles sont les énonciations qui pourront être lues à l'audience ou reproduites dans les pièces de la procédure et quelles sont celles qui ne devront pas être divulguées. Mais cette autorisation de donner lecture partielle d'une lettre n'aura pas pour résultat de faire perdre à l'ensemble de l'écrit son caractère confidentiel ; par suite, le dépôt au greffe d'une pareille correspondance devra être refusé (3).

(1) Cass. req., 7 août 1900, D. 1900.1.458.

(2) V. ce rapport dans S. 73.1.315.

(3) En ce sens : Cass. req., 7 mars 1849, D. 50.5.305.

471. — Au contraire, si une lettre confidentielle a été produite en justice et lue à l'audience au cours de la première phase d'un procès sans protestation de la part de son auteur, elle perd son caractère secret et l'auteur n'est plus désormais recevable à s'opposer à ce qu'elle soit produite contre lui (1).

472. — Nous pouvons donc conclure sur cette première question qu'un plaideur peut faire usage des lettres, confidentielles ou non confidentielles, que lui a écrites son adversaire, du moment que cette correspondance présente un intérêt sérieux pour les débats et que sa production ne soit pas uniquement faite dans le but de nuire à l'auteur des lettres.

Et cette règle doit être étendue aux héritiers du destinataire, qui ont, à ce point de vue, les mêmes droits que lui (2).

§ 2. — Production contre un tiers.

473. — Supposons maintenant que le destinataire veuille produire des lettres non plus contre leur auteur, mais contre un tiers. Le peut-il ? Il faut distinguer, comme dans le cas précédent, selon que la correspondance est confidentielle ou ne l'est pas.

Il le pourra sans aucun doute si la lettre n'est pas confidentielle, puisqu'alors, le destinataire en a la possession

(1) En ce sens : Cass. req., 28 octobre 1889, D. 90.1.12

(2) En ce sens : Cass. req., 3 février 1873, précité.

légitime et que son droit n'est restreint par aucune condition.

474. — Si la lettre est confidentielle, le destinataire en est bien propriétaire, mais il ne doit divulguer son contenu à qui que ce soit ; c'est dire qu'il ne pourra pas faire usage en justice d'une pareille lettre contre un tiers, puisque cette production aurait pour conséquence nécessaire de faire connaître la confiance à ce tiers, auquel toutes les pièces dont on prétendrait se servir devraient être communiquées (art. 188, C. proc. civ.).

La lettre confidentielle ne peut donc pas être produite parce que son auteur a interdit d'une façon générale, expressément ou tacitement, la divulgation de son contenu. Il en résulte que la production deviendra licite si l'auteur, maître de la défense, consent à l'autoriser.

475. — Si le destinataire fait usage d'une correspondance confidentielle sans avoir obtenu le consentement de l'auteur, qui a le droit de demander que la lettre soit mise hors du débat ?

L'auteur d'abord, incontestablement, puisque c'est aux termes d'un pacte intervenu entre lui et le destinataire que la lettre doit demeurer secrète ; c'est donc à lui qu'il appartient de faire respecter ce contrat.

Le tiers contre lequel la lettre est invoquée serait dépourvu de qualité pour se prévaloir d'un pacte auquel il a été étranger. Il pourra cependant demander le rejet de la correspondance pour une autre raison ; le destinataire, en faisant usage de la lettre en justice, a trahi la confiance

de son correspondant, puisque la lettre devait rester secrète. Or, la justice ne saurait se faire complice d'un acte de déloyauté en autorisant la production. C'est sur ce motif d'ordre public que le tiers attirera l'attention du tribunal. Et au besoin, celui-ci pourrait, d'office, ordonner la mise hors du débat de la correspondance confidentielle.

SECTION II. — Production par l'auteur.

SOMMAIRE. — 476. Intérêt que peut avoir l'auteur à produire sa propre lettre. — 477. Cas où la lettre est versée aux débats par le destinataire. — 478. Cas où le destinataire refuse la production : — 479. Procès entre commerçants ; — 480. Procès entre non commerçants ; — 481. Preuve de la réception de la lettre ; — 482-484. Le tribunal peut-il ordonner au destinataire de produire la lettre qu'il a reçue ? Examen critique ; — 485-487. Preuve de la teneur d'une lettre.

476. — Il arrive parfois que, dans un procès, l'un des plaideurs ait intérêt à invoquer comme preuve une lettre qu'il a écrite lui-même à son adversaire. Ainsi, en matière de contrat, c'est presque toujours le seul moyen qu'ait le pollicitant pour prouver qu'il a révoqué son offre. En matière de divorce et de séparation de corps, il arrive fréquemment aussi que l'un des époux veuille produire en justice des lettres qu'il a envoyées à son conjoint.

On voit immédiatement la difficulté qui s'élève dans ces hypothèses : il s'agit pour une personne de faire usage de lettres dont elle n'a pas la possession, et qui sont légitimement détenues par son adversaire. Comment la production pourra-t-elle se faire ?

477. — Il est d'abord un cas fort simple : c'est celui où le destinataire s'est lui-même servi de la lettre au cours du procès. L'article 188 du Code de procédure civile permettant à l'autre partie de demander communication des pièces employées contre elle, l'auteur pourra se faire communiquer la lettre écrite par lui à son adversaire et en tirer tout le parti possible.

478. — Mais pour éviter ce résultat, le destinataire se gardera souvent de verser la lettre aux débats ; il refusera de la produire si l'auteur la réclame ; il niera même parfois l'avoir reçue. La question se pose alors de savoir si le plaideur, auteur de la lettre, peut contraindre le destinataire qui est son adversaire actuel, à représenter la lettre en question, ou s'il peut tout au moins prouver que cette lettre a été envoyée et en établir la teneur.

479. — Le commerçant qui voudra user de la lettre qu'il a écrite à son adversaire, pourra d'abord avoir recours à l'article 188 du Code de procédure civile, ainsi qu'il vient d'être indiqué. D'autre part, à défaut de ce moyen, la production lui sera facilitée par ce fait que la loi oblige les commerçants à copier sur un registre les lettres qu'ils expédient et à mettre en liasse celles qu'ils reçoivent. Dès lors, le commerçant qui voudra produire la lettre qu'il a écrite, n'aura qu'à produire son livre copie de lettres ; il pourra aussi, conformément à l'article 15 du Code de commerce, obtenir du tribunal un jugement enjoignant à son adversaire de représenter la lettre originale elle-même, puisqu'aux termes de l'article 8, alinéa 2, la correspondance fait partie des livres de commerce.

Qu'arrivera-t-il si le destinataire nie avoir reçu la lettre ? Nous avons vu précédemment que, dans ce cas, et par cela seul que l'expéditeur de la lettre l'a copiée sur son registre, il existe contre le destinataire une présomption en vertu de laquelle il est réputé l'avoir reçue, à moins qu'il ne parvienne à démontrer le contraire (1).

480. — La question est plus délicate lorsque le procès a lieu entre deux particuliers non commerçants. L'auteur de la lettre n'est pas recevable à produire à l'appui de son dire ses registres, ni son brouillon, puisqu'en matière civile, nul ne peut se faire de titre à soi-même. Et il est possible que le destinataire prétende ne pas avoir reçu la lettre, ou bien que tout en reconnaissant qu'elle lui est parvenue, il refuse de la représenter.

481. — Le fait de la réception d'abord pourra se prouver par tous les moyens possibles ; il s'agit là, en effet, non d'un acte juridique, mais d'un simple fait matériel ; tous les modes de preuve seront donc à la disposition de celui qui en allègue l'existence : il pourra faire valoir des circonstances susceptibles d'appuyer ses assertions, faire entendre des témoins, déférer le serment à son adversaire (2). Cette preuve sera particulièrement facile à faire si la lettre avait été recommandée ; on n'aura alors qu'à montrer le récépissé de la poste.

(1) V. *suprà*, nos 428 et 429.

(2) Il convient de remarquer que le serment portant, en pareil cas, sur un fait personnel au destinataire, celui-ci, par application de l'article 1362 du Code civil, ne pourrait le référer.

482. — Lorsque le destinataire sera convaincu d'avoir reçu la lettre, pourra-t-on l'obliger à la produire ? D'assez nombreux auteurs répondent négativement à cette question ; ils font valoir cet argument que nul n'est tenu de fournir à son adversaire des titres contre soi-même ; c'est la vieille maxime *Nemo tenetur contra se edere*, qui tire son origine du Code Justinien (1). On ajoute que le droit moderne ne connaît plus d'action analogue à l'action *ad exhibendum* du droit romain ; la loi admet bien le compulsoire, mais parce qu'il s'agit alors d'obtenir la production d'actes confiés à la garde de dépositaires publics.

483. — Ces deux objections ne nous paraissent pas concluantes : les tribunaux ont pour mission de découvrir la vérité et de la proclamer, on ne saurait donc leur refuser le pouvoir d'ordonner toutes mesures utiles à la manifestation de la vérité, pourvu du moins que la loi soit respectée. « Or, où est la disposition législative qui interdit aux juges d'intimer à l'une des parties de produire un document, lorsque ce document est de nature à éclairer le point en contestation et à permettre d'apprécier sûrement le fond du procès ? Nulle part ; nulle part le législateur n'a édicté une pareille interdiction. Loin de là, en permettant aux tribunaux d'ordonner la représentation ou la communication des livres de commerce, le compulsoire, l'interrogatoire sur faits et articles, la délation du serment, la comparution personnelle, il les autorise formellement

(1) Code, livre IV, titre 20, *de testibus*, loi 7.

à contraindre une partie à produire contre elle-même, et il les autorise aussi à interpréter à son désavantage son silence ou son refus de produire (1). »

Il convient en effet de faire observer que la maxime *nemo tenetur contra se edere* n'a pas été sanctionnée par le législateur ; et cela se comprend, en l'érigeant en loi, on aurait favorisé la mauvaise foi. C'est ce qu'on n'a pas voulu, et plusieurs dispositions de nos lois semblent bien montrer que le législateur a écarté cette maxime ; on peut citer, par exemple, l'interrogatoire sur faits et articles et la délation du serment. La prétendue règle *nemo tenetur contra se edere* n'a donc pas la portée absolue qu'on lui prête, et puisque le tribunal a reçu de la loi le pouvoir d'intimer à l'un des plaideurs de fournir de vive voix, même contre son intérêt, des éclaircissements au sujet du litige, pourquoi ne pourrait-il pas demander à ce plaideur de représenter des lettres qu'il a en sa possession et qui peuvent être utiles à la manifestation de la vérité ?

484. — Nous admettons donc qu'un tribunal peut rendre un jugement ordonnant à l'une des parties de produire la correspondance qu'elle détient. La sanction de cette décision pourrait être une astreinte de tant par jour de retard. Une autre sanction pourrait être tirée par analogie de l'article 330 du Code de procédure civile : le refus de produire la lettre aurait pour conséquence de faire considérer comme avérées les allégations du plaideur qui en réclame la production.

(1) Valéry, *Des contrats par correspondance*, n° 365, p. 324.

485. — En admettant que le tribunal ait ordonné la représentation de la lettre, celle-ci peut n'être pas produite, et je suppose que les juges n'aient pas cru devoir tenir pour vraies les affirmations de l'autre plaideur ; celui-ci, qui est l'auteur de la missive, doit-il être autorisé à prouver la teneur de ce document ? Il peut l'être, mais dans certains cas seulement.

Deux hypothèses peuvent se présenter : d'abord, si la preuve de la réception résulte d'un fait personnel au destinataire, tel qu'un aveu fait en justice, ou une lettre dans laquelle il fait allusion à celle qu'il a reçue, ou encore le reçu qu'il a signé si la lettre était recommandée, il existe dans ces différents cas un commencement de preuve par écrit, et l'auteur sera admis, conformément à l'article 1347 du Code civil, à établir ses allégations par tous moyens, quelle que soit la nature du fait à établir. Et ce n'est que justice, autrement, l'expéditeur souffrirait de la faute ou de la mauvaise foi de son adversaire.

486. — Si, au contraire, il n'y a pas de commencement de preuve par écrit, et que la preuve de la réception résulte de documents étrangers au destinataire, l'auteur ne pourra pas toujours prouver par tous moyens la teneur de sa lettre : il ne le pourra pas si ce document contenait un acte juridique et que la valeur de la chose soit supérieure à 150 francs ; dans ce cas en effet, il y a une certaine faute de la part de l'auteur, il aurait dû, pour s'assurer un moyen de preuve, dresser un acte devant notaire ou sous signatures privées, conformément aux dispositions

de l'article 1341 du Code civil ; et, d'autre part, l'article 1348 nous paraît inapplicable, car rien ne prouve qu'il n'a pas été possible à l'expéditeur de se procurer une preuve littérale.

487. — Mais si la lettre énonçait un simple fait ou si elle contenait un acte juridique dont l'intérêt soit inférieur à 150 francs, alors les dispositions restrictives des articles 1341 et suivants ne seraient plus applicables, et l'auteur de la lettre pourrait en prouver le contenu par tous les moyens qu'il aurait à sa disposition. Le tribunal en apprécierait la valeur.

En somme, on voit qu'il est souvent possible pour un plaideur d'obtenir la production en justice d'une lettre missive qu'il a écrite à son adversaire. Nous avons vu précédemment la valeur probante d'un pareil document.

SECTION III. — Production par un tiers.

SOMMAIRE. — 488. Certains tiers sont de véritables destinataires indirects. — 489. Conditions générales que devra réunir le tiers pour que la production soit licite. — I. *Lettre non confidentielle*. — 490-491. Une lettre non confidentielle peut être produite avec le consentement du destinataire. — 492. Ce consentement peut être tacite. — 493. Un tiers ne peut jamais produire une lettre qu'il possède à la suite de manœuvres indélicates. — 494. Jurisprudence. — II. *Lettre confidentielle*. — 495. Nécessité du consentement du destinataire. — 496. Nécessité du consentement de l'auteur. — 497. Jurisprudence. — 498-500. Comment l'auteur peut-il donner son consentement. — 501. Le tiers devra prouver qu'il l'a obtenu. — 502. Sanction. — 503. Résumé.

488. — Il arrive souvent qu'une personne qui n'est ni

l'auteur, ni le destinataire d'une lettre veuille cependant produire cette lettre en justice à l'appui de sa cause. La question de savoir quels sont les droits de ce tiers à ce point de vue soulève quelques difficultés ; elle s'est posée très fréquemment et a fait l'objet de nombreuses décisions de jurisprudence.

Avant d'en aborder l'examen, il convient de faire une remarque : les règles que nous allons poser ne sont pas applicables à certaines personnes, qui ne sont ni auteurs, ni, à s'en tenir à la suscription, destinataires de la lettre qu'il s'agit de produire. C'est lorsque cette lettre peut être considérée, d'après ses termes et son objet, comme ayant été écrite dans l'intérêt du tiers qui prétend en faire usage, ou afin qu'elle lui soit communiquée par le destinataire apparent. Dans ce cas, en effet, celui que nous avons appelé tiers, n'est pas véritablement un tiers ; puisque la lettre s'adressait à lui, il est, lui aussi, destinataire ; et une telle missive a deux destinataires : celui dont le nom est inscrit sur la suscription ; et aussi celui dans l'intérêt duquel la lettre a été rédigée. Ces deux destinataires ont les mêmes droits, ils peuvent notamment produire la lettre en justice dans les mêmes conditions. La jurisprudence l'a reconnu à plusieurs reprises dans des hypothèses diverses, et entre autres, dans le cas de recherche de maternité, alors que l'enfant faisait usage de lettres écrites à des tiers, mais dans son intérêt (1).

(1) V. Besançon, 8 février 1844, D. 45.5.336 ; Cass. req., 3 juillet 1850, S. 50.1.706 ; Cass. civ., 26 juillet 1864, S. 65.1.33 ; Cass. req., 20 juillet 1880, S. 81.1.248 ; Trib. Seine, 9 janvier 1882, *Gaz. Trib.*, 40 février 1882.

489. — Après avoir écarté cette hypothèse, arrivons à celle où un plaideur veut produire une lettre dont il n'est pas l'auteur, et dont il n'est pas non plus, directement ou indirectement, le destinataire. Pour ce cas, comme pour les précédents, la production sera subordonnée à deux conditions : 1° il faudra que le tiers ait la possession légitime de la lettre dont il veut faire usage ; 2° aucun obstacle ne devra s'opposer à la divulgation de son contenu. Comme précédemment, nous ferons une distinction, et nous examinerons successivement le droit des tiers selon que la lettre est confidentielle ou selon qu'elle n'a pas un caractère secret.

I. *Lettre non confidentielle.* — 490. — Le destinataire d'une lettre non confidentielle en a la propriété sans aucune restriction ; et c'est parce qu'un tiers ne doit pas porter atteinte à cette propriété, qu'un tiers, en principe, n'a pas le droit de produire en justice la lettre qui ne lui a pas été adressée. Il n'y a pas d'autre obstacle. Conséquence : si cet empêchement disparaît, la production deviendra possible. Or, il est facile de le faire disparaître : le destinataire étant maître absolu de la lettre peut en faire l'usage qu'il veut ; n'étant pas tenu de garder le secret, il peut transmettre à autrui les droits qu'il a lui même, il peut notamment autoriser un tiers à se servir de la lettre dans un procès. Les lettres non confidentielles peuvent donc être produites en justice par un tiers et contre toutes personnes, du moment que ce tiers a obtenu le consentement préalable du destinataire. Dans ce cas, en effet, les

deux conditions générales qui dominent toute production se trouvent réunies : le plaideur détient légitimement la lettre, et aucun obstacle n'empêche sa divulgation.

491. — Il faut bien remarquer que si c'est contre l'expéditeur qu'on se prévaut de la lettre, celui-ci n'est pas maître d'en empêcher la production. Il n'a plus aucun droit sur sa missive, et c'est en vain, par exemple, qu'il alléguerait un prétendu secret que personne ne lui doit ; il y aurait là mauvaise foi de sa part. D'ailleurs, la lettre contient un aveu extrajudiciaire de son auteur, or rien ne s'oppose à ce qu'un plaideur utilise un aveu fait par son adversaire à un tiers, le destinataire en l'espèce. Mais les juges apprécieront la valeur de cet élément de preuve.

492. — Le consentement du destinataire, propriétaire de la lettre, suffira donc pour rendre la production licite, et ce consentement n'a pas besoin d'être expressément formulé ; il peut être tacite et résulter de circonstances de fait dont l'appréciation est laissée aux tribunaux. C'est ainsi, par exemple, que la production peut être autorisée lorsque la lettre avait été remise au tiers depuis longtemps, sans que le destinataire en ait jamais demandé la restitution. On a jugé avec raison que le fait par le destinataire de n'avoir jamais réclamé la remise constituait une permission tacite de faire usage de la lettre (1). Bien entendu, le tiers ne pourrait pas produire une missive qui lui aurait été remise par le destinataire sous la condition formelle qu'il ne s'en servirait jamais.

(1) En ce sens : Trib. Seine, 9 janvier 1882, précité.

Le consentement tacite résulterait encore de ce fait que le destinataire a fait usage de la lettre dans une instance à laquelle le tiers qui prétend maintenant la produire était partie (1).

D'ailleurs, il suffit que le destinataire ne s'oppose pas à la production pour que celle-ci soit possible. En effet, le tiers est détenteur de la lettre et par le seul fait qu'il en a la possession, on doit présumer que cette possession est licite, puisque les moyens dolosifs ne se présument pas (2).

493. — Au contraire, un tiers ne peut jamais produire en justice une lettre dont il a acquis la possession à la suite de manœuvres illicites telles qu'une soustraction frauduleuse, et alors même qu'il n'aurait pris aucune part directe ou indirecte à ces manœuvres. La provenance de sa possession pourrait être invoquée pour empêcher la production, puisqu'il n'est pas propriétaire et que le destinataire, qui a été violemment dépossédé de ses lettres ou qui les a perdues, n'a pas donné son autorisation. D'ailleurs, dans l'un et l'autre cas, le plaideur s'est approprié la chose d'autrui, et cela suffit pour que les lettres produites soient écartées ; la justice refusera d'appuyer ses décisions sur des documents obtenus de cette façon, car, comme l'écrit Odilon-Barrot : « S'il est un principe de droit ou de morale qui soit universellement accepté, c'est

(1) En ce sens : Bordeaux, 9 avril 1869, S. 69.2.285.

(2) En ce sens : Cass. civ., 13 juillet 1897, D. 1900.1.43 ; Cass. req., 19 juillet 1909, D. 09.1.503.

que les sources où la justice puise ses éléments de conviction doivent être pures, c'est qu'elle ne pourrait et ne voudrait jamais baser ses décisions sur une preuve qui ne lui serait fournie qu'à l'aide de la perpétration d'un délit. »

494. — Notre ancienne jurisprudence admettait déjà ce principe. Un arrêt du Parlement de Paris du 31 décembre 1593 en fait application ; au mois de mars 1666, c'est le Parlement de Toulouse qui décide que « la justice ne doit avoir aucun égard aux lettres écrites à un tiers, lorsque c'est sans son aveu et par de mauvaises voies qu'elles sont tombées dans les mains de la partie qui s'en prévaut (1) ». Denisart rapporte également plusieurs arrêts rendus dans le même sens (2), et le principe a été maintes fois sanctionné par la jurisprudence moderne, qui a toujours refusé d'appuyer ses décisions sur des lettres obtenues au moyen de procédés délictueux ou simplement indéliçats (3).

C'est ainsi qu'on a interdit à un plaideur de produire des lettres perdues et tombées par hasard entre ses mains. La Cour de Rennes a jugé spécialement qu'une personne mise, par suite d'une erreur d'adresse, en possession d'une lettre qui ne lui était pas destinée, ne pouvait pas la produire en justice, bien que cette lettre contienne la preuve d'une fraude commise à son préjudice par l'expéditeur.

(1) Merlin, *Répertoire*, V^o *Lettre*, n^o 6, p. 136.

(2) Denisart, *op. cit.*, V^o *Lettres missives*.

(3) V. entre autres : Cass. req., 9 juin 1883, S. 85.1.137 ; Cass. civ., 13 juillet 1885, S. 86.1.101 ; Cass. req., 11 mai 1887, S. 87.1.264 ; Cass. civ., 13 juillet 1893, S. 98.1.220 ; Paris, 2 décembre 1898, D. 1900.2.299.

L'auteur et le destinataire s'étaient opposés à la production ; dès lors, le tiers qui n'était pas propriétaire de la missive n'en était pas non plus détenteur légitime, il ne pouvait donc pas en faire usage en justice (1).

Il est intéressant toutefois de signaler une décision contraire, mais qui est restée isolée. Sous l'influence des circonstances exceptionnellement favorables de la cause, la Cour de Riom avait cru devoir admettre une personne qui avait soustrait des lettres à autrui à les produire en justice contre le destinataire, parce que ces lettres constataient l'existence d'actes de spoliation commis à son préjudice (2). Cette décision n'a heureusement pas été suivie d'autres semblables ; elle invoquait par analogie les règles de la production de la correspondance devant la juridiction répressive ; mais c'était à tort, car nous verrons bientôt que, même devant les tribunaux criminels, on ne peut pas faire usage de lettres volées. Les droits du propriétaire doivent toujours être respectés.

Et c'est sur cette observation que nous terminerons ce paragraphe : une lettre non confidentielle étant la propriété du destinataire, lui seul a des droits sur elle ; par suite, sa seule autorisation sera nécessaire, mais suffisante pour qu'une tierce personne puisse faire usage de cette lettre en justice.

II. *Lettre confidentielle.* — 495. — Lorsqu'une lettre est confidentielle, elle n'en est pas moins la propriété du des-

(1) Rennes, 26 juin 1874, S. 75.2.34.

(2) Riom, 8 janvier 1849, S. 49.2., 461.

tinataire, et en la produisant en justice, un tiers porte forcément atteinte à ce droit de propriété. Il en résulte qu'afin de réaliser la première condition nécessaire pour que la production soit possible, c'est-à-dire pour avoir une possession légitime, le tiers devra obtenir le consentement du destinataire, et tout ce qui vient d'être dit à propos de ce consentement s'appliquera dans le cas où la lettre est confidentielle comme dans celui où elle ne l'est pas.

496. — Mais lorsque la missive est confidentielle, ce consentement ne sera pas à lui seul suffisant. En effet, le destinataire ne peut céder que les droits qu'il a sur la lettre, or précisément, il n'a pas celui d'en faire connaître le contenu à autrui, puisque c'est sous cette condition que la lettre lui a été donnée ; il n'a donc pas le droit d'autoriser un tiers à faire usage de la lettre en justice ; il ne doit même pas montrer la lettre missive à ce tiers.

La condition de secret qui accompagne toute lettre confidentielle est un obstacle que le tiers devra vaincre. Il n'aura pour cela qu'un seul moyen : il faudra qu'il obtienne en sa faveur une exception à la condition de secret ; et cette exception, il n'y a que celui qui a mis la condition qui pourra l'accorder. C'est dire que le tiers qui veut produire en justice une lettre confidentielle devra obtenir le consentement de l'auteur.

Il faudra donc réunir deux consentements : celui du destinataire, qui, en tant que propriétaire, permettra à autrui de faire usage de la chose qui lui appartient ; et celui de l'expéditeur qui intervient pour autoriser une déroga-

tion à l'obligation qu'a le destinataire de garder le secret, obligation opposable au tiers qui tient ses droits de ce dernier. Prises isolément, ces deux autorisations sont dépourvues d'effet, mais une fois réunies, elles produisent cette conséquence : le tiers possède légitimement la lettre et rien ne s'oppose plus à la révélation de son contenu ; il aura donc le droit de produire la lettre en justice.

497. — Notre ancienne jurisprudence a plusieurs fois appliqué ces principes ; Denisart et Brillouin citent quelques arrêts en ce sens. Plus récemment, de nombreuses décisions ont adopté le système qui vient d'être exposé (1) ; mais c'est à tort, selon nous, que quelques arrêts subordonnent la nécessité du double consentement à ce fait qu'une lettre confidentielle est la propriété commune de l'auteur et du destinataire.

498. — Nous avons étudié précédemment le consentement du destinataire, examinons maintenant celui de l'auteur. Comment ce dernier donnera-t-il son adhésion à l'usage qu'on veut faire de sa lettre ? Il pourra consentir expressément ou tacitement. D'une façon expresse lorsque le tiers qui veut faire la production s'adressera à lui et obtiendra de vive voix ou par écrit une réponse favorable. Il y aura consentement tacite lorsqu'il résultera de certains faits que l'auteur a renoncé au droit qu'il avait d'exi-

(1) V. notamment : Rennes, 26 juin 1874, S. 73.2.34 ; Cass. req., 3 mai 1875, S. 73.1.197 ; Besançon, 27 mars 1889, D. 90.2.176 ; Trib. Alger, 26 juin 1896, *Gaz. Trib.*, 29 septembre 1896, p. 980 ; Douai, 28 janvier 1896, D. 96.2.521, avec note de M. Legris ; Rouen, 7 mai 1904, D. 06.2.63 ; Cass. req., 20 octobre 1908, S. 09.1.253.

ger que sa lettre demeure secrète, s'il a publié la lettre dans des mémoires, par exemple. L'auteur ne serait même pas recevable à opposer son *veto* si la lettre, confidentielle à l'origine, avait perdu ce caractère par suite d'une publicité faite sans son autorisation, mais licite néanmoins. C'est ce qui arrive lorsque cette pièce a fait partie d'un dossier de procédure criminelle, et qu'elle a été lue, autographiée et discutée à l'audience. La Cour de Rouen a jugé avec raison que, par ces faits, les lettres « ont reçu la publicité la plus large et ont manifestement perdu leur caractère confidentiel ; que vainement les intimés allèguent qu'ils n'ont pas autorisé la divulgation, et qu'après avoir un instant perdu leur caractère confidentiel, elles l'ont repris depuis que le procès criminel a été terminé ; que la raison se refuse à admettre un pareil système ; que le secret des lettres ayant été levé par une sorte d'expropriation faite dans l'intérêt supérieur de la société, ne saurait être rétabli au moyen d'une fiction qui n'est pas consacrée par la loi » (1).

499. — Si l'auteur de la lettre a lui-même communiqué sa missive au tiers qui prétend plus tard s'en servir, cette communication vaudra-t-elle autorisation tacite de produire la lettre en justice ? Il faut distinguer : si le procès met en présence Primus à qui la lettre a été montrée et un autre tiers, Secundus, Primus ne pourra pas utiliser la lettre, car c'est à lui seul qu'elle a été communiquée, et

(1) Rouen, 9 novembre 1893, S. 94.2.41. — V. aussi Cass. civ., 19 juin 1895, S. 95.1.325.

on ne l'a pas autorisé à en divulguer le secret à Secundus. Au contraire, si le débat a lieu entre Primus et l'auteur de la lettre, Primus pourra la produire, pour les mêmes raisons qui permettent au destinataire de faire usage en justice d'une missive confidentielle qu'il a reçue de son adversaire (1). Mais il faudra, bien entendu, que Primus, qui est un tiers, ait obtenu le consentement du propriétaire de la lettre.

500. — Enfin, il est un cas dans lequel un tiers peut faire usage en justice d'une lettre sans y avoir été autorisé personnellement par l'auteur. C'est lorsque son adversaire produira une missive qui lui a été adressée ; cette lettre, fût-elle confidentielle, deviendra commune aux parties qui pourront toutes deux s'en prévaloir. D'ailleurs, le destinataire a dû demander l'autorisation de l'expéditeur, et en l'accordant, celui-ci a par là même permis au tiers (l'adversaire du destinataire) de tirer parti de sa lettre, puisque permettre que la lettre soit versée aux débats, c'était permettre qu'elle devienne commune aux deux plaideurs. Et la partie qui fait la production ne saurait être admise à faire aucune réserve sur ce point. « Bien qu'en la produisant, elle ait déclaré qu'elle ne la produisait qu'autant qu'elle lui servait, néanmoins sa partie adverse peut s'en aider, s'il y a quelque chose qui lui serve, en sorte qu'elle n'est pas recevable à la retirer après l'avoir

(1) Cpr. Gand, 24 mai 1884, D. 85.2, 100.

produite ; car dès que la pièce est produite, elle est faite commune à toutes les parties (1). »

501. — Mais sous quelque forme que le tiers qui veut faire la production ait obtenu le consentement de l'auteur, il faudra qu'il prouve ce consentement devant le tribunal. En effet, la lettre étant confidentielle, il résulte de ses termes mêmes qu'elle ne peut pas être produite en justice ; c'est là une présomption qui devra être tenue pour l'expression de la vérité jusqu'à preuve contraire, et cette preuve, c'est le tiers qui devra la faire. C'est à partir du moment où il l'aura administrée qu'on considérera comme licite l'usage qu'il veut faire de la lettre, parce qu'il aura fait tomber la présomption qui s'y opposait.

502. — Quelle sera la sanction du défaut d'autorisation ? Laissons de côté le consentement du destinataire qui a été étudié précédemment, pour ne parler que de celui de l'auteur. Puisque c'est aux termes d'un pacte intervenu entre l'expéditeur et le destinataire que la lettre doit demeurer secrète, il est certain que l'expéditeur aura qualité pour faire respecter ce contrat et pour demander au besoin des dommages-intérêts au destinataire qui a failli à ses obligations.

Quant à l'adversaire du tiers qui fait la production, il ne serait pas recevable à demander l'exécution d'un contrat auquel il n'a pas été partie ; il pourra cependant, pour un autre motif, demander que les lettres qu'on lui oppose

(1) *OEuvres* d'Antoine d'Espeisses, 3 vol. in-fol., Lyon, 1750, t. II, p. 529.

soient rejetées du débat, du moment que son adversaire n'aura pas prouvé qu'il a obtenu le consentement de l'auteur. Jusque-là, en effet, les lettres sont présumées secrètes, elles ne sauraient donc être produites sans déloyauté ; et c'est un principe fondamental, nous l'avons déjà dit, que les documents sur lesquels la justice établit ses décisions doivent être purs et exempts de toute indécatesse. C'est une raison suffisante que pourra invoquer le plaideur contre lequel des lettres confidentielles sont produites ; et s'il négligeait de le faire, le tribunal pourrait écarter d'office une telle correspondance (1).

503. — En résumé, et pour conclure par une brève formule sur cette question de la production en justice des lettres missives par un tiers, nous dirons : 1° si la lettre n'est pas confidentielle, le consentement du destinataire seul suffit ; 2° si la lettre est confidentielle, au contraire, il faudra le double consentement de l'auteur et du destinataire.

Remarquons enfin avec Merlin que « ce principe n'est écrit dans aucune loi, et c'est assez pour que les tribunaux puissent s'en écarter sans donner prise à la cassation ; mais il n'en est pas moins vrai que la morale leur fait un devoir de s'y conformer ».

(1) En ce sens : Cass. civ., 5 mai 1858, S. 58.1.535 ; Trib. Alger, 26 juin 1896, précité.

SECTION IV. — Production de la correspondance des incapables.

SOMMAIRE. — 504. Position de la question. — § 1. *Mineur*. — 505-506. Droits de la personne investie de la puissance paternelle, durant la minorité. — 507. Disparition de ce droit après la majorité. — 508. Examen critique d'un arrêt. — 509. Droit du tuteur et du subrogé tuteur d'un mineur. — 510. Droit du tuteur d'un interdit. — 511. Production de la correspondance d'un aliéné. — § 2. *Femme mariée*. — 512. Position de la question. — I. Production en justice faite par la femme ou par un tiers. — 513-514. La femme ne pourra produire les lettres qu'elle a reçues qu'avec l'assentiment de son mari. — 515. Les tiers devront réunir le double consentement du mari et de la femme. — 516. Défaut d'influence du régime matrimonial. — II. Production en justice faite par le mari. — 517. Examen spécial du cas où il s'agit d'un procès en divorce. — 518. Une lettre peut motiver le divorce. — 519-521. Dans quels cas le mari aura-t-il la possession légitime des lettres de son épouse. — 522-523. Un obstacle peut-il empêcher le mari de faire la production ? — 524. Jurisprudence. — 525. Résumé. — 526-529. Droits de la femme sur la correspondance de son mari au point de vue de la production en justice.

504 — Certaines personnes n'ont qu'une capacité juridique restreinte ; elles sont placées sous l'autorité légale d'un tiers : c'est le cas du mineur, de l'interdit et de la femme mariée, et nous savons que ce tiers a le droit de surveiller la correspondance de l'incapable. Or dans quelle mesure et sous quelles conditions le père, le tuteur et le mari pourront-ils produire en justice les lettres du mineur, de l'interdit et de la femme ?

D'une façon plus générale, la question revient à rechercher quelles modifications les règles ordinaires de la pro-

duction des lettres missives en justice subissent, du fait de la faculté légale accordée à différentes personnes de s'emparer de la correspondance des incapables placés sous leur autorité.

Tel est l'objet des deux paragraphes qui vont suivre.

§ 1. — Mineur.

505. — Nous avons vu que la loi range au nombre des attributs de la puissance paternelle le droit et le devoir, pour celui qui en est investi, de prendre connaissance des lettres adressées au mineur ou écrites par lui, de les retenir et même de les supprimer (1). D'autre part, cette personne est le représentant légal du mineur, c'est-à-dire qu'elle prendra la place de ce dernier dans tous les actes de la vie juridique. Il en résulte qu'en temps de minorité, le père, la mère ou le tuteur aura sur la correspondance de l'enfant tous les droits que le mineur aurait s'il était majeur ; par exemple, c'est au père qu'on devra demander l'autorisation de produire en justice la correspondance adressée à son fils. Le père pourra également faire usage de ces lettres, mais seulement si elles ne sont pas confidentielles, car, il faut le remarquer, le père n'a pas besoin de réunir les conditions qui dépendent de son fils, mais il devra respecter celles qui sont subordonnées à la volonté de tierces personnes ; c'est ainsi que pour produire en justice une lettre confidentielle écrite au mineur, le père, la

(1) V. *suprà*, nos 362 et suiv.

mère ou le tuteur devra avoir obtenu l'autorisation de l'auteur (1).

506. — Et cette production pourra être faite, d'abord bien entendu, dans l'intérêt de l'incapable, mais aussi dans l'intérêt du père ; de même que tout plaideur peut utiliser la correspondance d'un tiers s'il a réuni les autorisations nécessaires, de même la personne investie de la puissance pourra produire la correspondance du mineur, seulement, elle sera dispensée d'obtenir l'adhésion de ce dernier.

507. — Mais dès que l'incapacité a cessé, il y a lieu de se demander si le père, la mère ou le tuteur a le droit de produire en justice les lettres interceptées durant la minorité. La négative s'impose : une fois majeur ou émancipé, l'ancien incapable devient maître de sa correspondance, il est propriétaire de ses lettres, il a le droit d'exiger la restitution de celles qui n'ont pas été détruites, à plus forte raison a-t-il le droit de s'opposer à leur production en justice. Pour qu'un tiers puisse faire usage des lettres adressées à ce majeur ou à cet émancipé, il faudra qu'il ait obtenu le consentement de celui-ci, et de même ce consentement sera nécessaire s'il s'agit de produire une lettre confidentielle que l'ancien incapable a écrite à autrui, même en temps d'incapacité. Or, le père est un tiers au point de vue de la correspondance échangée entre son fils et une personne quelconque, c'est dire que, comme tout

(1) En ce sens : Rouen, 7 mai 1904, D. 06.2.63.

tiers, il devra se munir de l'autorisation de son enfant ; il serait mal venu à invoquer son ancien pouvoir, puisque celui-ci a cessé en même temps que l'incapacité a disparu.

Et cette solution doit être appliquée à la correspondance échangée durant la minorité, comme à celle qui l'a été depuis que l'incapacité a cessé. L'individu majeur ou émancipé a les mêmes droits sur l'une et sur l'autre. Aussi, ne peut-on qu'approuver un jugement du tribunal de la Seine aux termes duquel un père de famille ne saurait s'emparer, pour les produire en justice, des lettres missives adressées à son fils majeur (1).

508. — On a cependant voulu faire une exception pour le cas où les lettres sont produites dans l'intérêt de l'incapable lui-même et dans un but de protection à son égard. C'est ainsi qu'un arrêt de la Cour de Caen a admis que, même après la majorité de l'enfant, les père et mère peuvent se prévaloir des indications fournies par les lettres qu'ils auraient retenues pendant sa minorité pour intenter contre lui une action en dation de conseil judiciaire (2). La solution que consacre cette décision, et qu'on a proposé d'étendre au cas d'interdiction, ne nous paraît pas juridiquement admissible. Le principe est absolu : après la cessation de l'incapacité, les père et mère sont sans droit pour retenir la correspondance de leur enfant ; à plus forte raison ne peuvent-ils pas la produire en justice. C'est à tort qu'on a dit que, le père ayant pris légalement con-

(1) Trib. Seine, 29 novembre 1888, *Gaz. Pal.*, 89.1.454.

(2) Caen, 11 juillet 1866, *S.* 67.2.151.

naissance de la lettre, aucun obstacle ne s'oppose plus dès lors à ce qu'il s'en serve à l'appui de sa cause. Il y a, dans cette observation, une erreur sur le fondement des droits du fils : ce n'est pas en effet pour sauvegarder le secret de sa lettre qu'il pourra s'opposer à la production ; c'est en tant que propriétaire, et pour faire respecter sa propriété.

509. — Lorsque l'incapable est en tutelle, son tuteur pourra se servir très légitimement des lettres adressées au mineur. Ses droits auront la même étendue et les mêmes limites que ceux que nous avons reconnus au père.

Un arrêt de la Cour de cassation du 18 mars 1861 a pareillement décidé qu'une lettre écrite par le tuteur à son pupille, pouvait être produite par le subrogé tuteur à l'appui d'une demande en destitution de tutelle (1).

510. — Aux termes de l'article 509 du Code civil, les règles sur la tutelle des mineurs sont applicables à la tutelle des interdits. En conséquence, le tuteur a, sur la correspondance de l'interdit, les mêmes droits que sur celle du mineur, et tout ce que nous venons de dire pour l'un s'appliquera à l'autre ; c'est ainsi qu'après le jugement de mainlevée, le tuteur ne doit pas conserver la correspondance de l'ancien interdit, et *a fortiori* ne peut-il pas la produire en justice.

511. — On doit reconnaître les mêmes droits au curateur et à l'administrateur provisoire des biens d'un aliéné interné mais non interdit. Quant au directeur de l'établis-

(1) Cass. req., 18 mars 1861, D. 61.1.432.

sement où l'aliéné est soigné, n'étant pas chargé de représenter le malade, il ne peut pas faire usage de sa correspondance durant le traitement, et nous avons précédemment montré que, ni au point de vue du droit, ni au point de vue de l'utilité pratique, il ne peut la produire après la guérison (1).

§ 2. — Femme mariée.

512. — La femme mariée est frappée d'une incapacité très étendue ; sur presque tous les actes qu'elle peut accomplir, son mari exerce un contrôle et nous savons que ce contrôle porte notamment sur la correspondance. Quelles sont donc les conséquences de l'autorité maritale sur la production en justice des lettres missives de la femme ? Celle-ci pourra-t-elle en disposer librement ? De son côté, le mari pourra-t-il s'en servir ? Mais c'est surtout en matière de séparation de corps et de divorce que la production des lettres de la femme par le mari est d'un usage fréquent ; cette question soulève des difficultés particulières et nécessite un examen spécial.

Nous verrons successivement : 1° la production en justice faite par la femme ou par un tiers ; 2° la production faite par le mari.

I. *Production en justice faite par la femme ou par un tiers.* — 513. — Pour la femme, comme pour le mineur l'incapacité est la règle, la capacité l'exception, et aucune loi exceptionnelle ne permettant à la femme de disposer libre-

(1) V. *suprà*, nos 359 et 360.

ment de sa correspondance, il en résulte que son mari aura le droit de surveiller l'usage qu'elle en fait ; seulement, tandis que le mineur était représenté par son père ou par son tuteur, c'est la femme elle-même qui agit, mais avec l'assistance de son mari. Conséquence : tandis que le père, la mère ou le tuteur disposait seul des lettres de l'incapable, la femme disposera elle-même des siennes, mais avec l'autorisation maritale.

514. — Pour pouvoir produire en justice une lettre qu'elle a reçue, une femme mariée devra donc obtenir l'assentiment de son époux. Mais, dira-t on, cette production suppose un procès dans lequel la femme est partie, et son mari a dû l'autoriser à plaider, est-ce que cette autorisation n'entraîne pas celle d'employer tous les moyens à l'appui de sa cause, et par le seul fait qu'il a permis d'estimer en justice, le mari n'a-t-il pas autorisé par là même la production de toute lettre utile aux débats ? Oui, l'autorisation de plaider fera présumer que le mari consent à ce que les lettres soient produites ; mais cette présomption est soumise à la preuve contraire, et l'époux pourrait intervenir pour demander que telle lettre, dont il juge la divulgation nuisible aux intérêts moraux du ménage, soit rejetée du débat.

515. — Quant aux tiers qui voudraient faire usage d'une lettre adressée à la femme, ils devront réunir le double consentement de cette femme et de son mari. Enfin, le mari serait encore recevable à s'opposer à la production en justice des lettres confidentielles dont sa femme est l'auteur.

Toutes ces solutions ne soulèvent pas de difficultés ; elles résultent de la combinaison des principes de l'autorité maritale et de ceux qui régissent la production en justice des lettres missives.

516. — Il convient de remarquer qu'on ne doit pas faire intervenir le régime matrimonial, lorsqu'il s'agit de la correspondance. Sans doute, les biens matériels de la femme peuvent se trouver soustraits dans une large mesure à la mainmise du mari, selon le régime adopté. Mais la valeur matérielle des lettres n'est rien à côté de leur valeur immatérielle, et en raison de l'intérêt moral qui s'y rattache, la correspondance est placée en dehors du régime matrimonial relatif aux biens ; ce qui se trouve engagé dans les lettres, ce sont uniquement les intérêts moraux de l'union conjugale. Or, le gouvernement de ces intérêts relève de l'autorité du mari, qui est le chef de l'association et qui a charge de sauvegarder son nom et celui de ses enfants. Dès lors, la femme ne pourrait pas, en adoptant tel ou tel régime, mettre obstacle à cette prérogative qui est de l'essence du mariage.

II. *Production en justice faite par le mari.* — 517. — Des questions délicates et controversées se présentent lorsque c'est le mari qui, dans un procès contre sa femme, veut faire usage de la correspondance de celle-ci. Le cas se présente dans les actions en désaveu de paternité et surtout en matière de séparation de corps et de divorce. C'est cette dernière hypothèse que nous allons étudier spécialement.

518. — Remarquons tout d'abord que cette question est

de nature à se poser très fréquemment, et en fait, les tribunaux ont dû souvent l'examiner. En effet, les divorces sont très nombreux (1)] et les lettres constituent une source précieuse d'indications à l'appui de la demande. Une lettre peut être, à elle seule, une cause suffisante de divorce, si elle contient une injure intentionnellement grave ; mais il va de soi qu'il faudra peser avec soin les termes de la missive et rechercher l'intention qui les a dictés ; ainsi, c'est avec raison qu'on a jugé qu'une plainte et des reproches, même exprimés en termes très sévères, ne constituent pas une injure grave (2). Mais si les termes sont vraiment injurieux, la lettre suffira pour faire prononcer le divorce, et alors même qu'elle serait confidentielle, car si la recommandation du secret atténue l'injure, elle ne la supprime pas, celle-ci existe néanmoins, et elle n'a pas besoin d'être publique pour motiver le divorce (3). De même, en cas d'adultère, très souvent les faits reprochés au défendeur ne pourront être établis qu'au moyen de la correspondance qu'il a échangée avec son complice.

519. — Sous quelles conditions le mari peut-il produire, à l'appui de sa cause, la correspondance de sa femme ? Il faudra ici encore appliquer la règle générale : 1° posses-

(1) Il est triste de constater que le nombre des divorces est si élevé et va toujours croissant d'année en année. A Paris seulement, en 1906, tandis qu'on célébrait 27.029 mariages, on prononçait 1.874 divorces, ce qui fait un divorce pour 14 mariages.

(2) Bourges, 4 janvier 1825, D. 26.2.139 ; Paris, 22 décembre 1906, *Le Droit*, 8 février 1907.

(3) En ce sens : Nîmes, 30 avril 1834, D. 34.2.239.

sion légitime ; 2° aucun obstacle qui ne s'oppose à la divulgation.

1° Tout d'abord, le mari doit avoir la possession légitime des lettres dont il entend se servir. Si elles lui ont été personnellement adressées par sa femme, il ne saurait y avoir de difficulté ; l'époux offensé pourra les produire. Il n'y a, dans ce cas, qu'à appliquer les règles que nous avons vues sur l'usage en justice des correspondances fait par le destinataire contre l'auteur.

Mais la question est plus délicate lorsqu'il s'agit de lettres écrites par la femme à un tiers ou réciproquement. Si ces lettres ont été remises au mari par le destinataire, on appliquera simplement le droit commun. Mais on s'est demandé si le mari n'est pas investi d'un droit plus important, et s'il ne peut pas invoquer des lettres que sa femme a adressées à un tiers, ou reçues de lui, alors que ni le tiers, ni la femme ne consentent à cette production. En d'autres termes, dans un débat judiciaire engagé entre époux, le mari peut-il être considéré comme détenteur légitime de la correspondance de sa femme et qu'il a interceptée ? A la question ainsi posée, on s'accorde d'ordinaire pour répondre affirmativement. En effet, les principes selon lesquels les lettres sont inviolables et demeurent la propriété du destinataire, fléchissent devant l'autorité maritale ; le mari a reçu de la loi le droit de surveiller la correspondance de sa femme, il peut en prendre connaissance, la retenir et la supprimer, il peut donc aussi, lorsqu'il y trouve la preuve qu'une offense lui a été faite, la produire en justice pour obtenir réparation.

Une solution contraire conduirait à des conséquences singulières : une femme pourrait entretenir avec un tiers une correspondance coupable, cette correspondance, le mari la lirait, et si la femme est assez habile pour ne pas se laisser prendre par ailleurs, elle pourrait narguer en quelque sorte son conjoint, et celui-ci assisterait à l'inconduite de sa femme, impuissant à se faire rendre justice d'une offense, dont il a cependant la preuve entre les mains.

520. — Au point de vue de la morale comme au point de vue du droit, le mari peut donc faire usage en justice de la correspondance de son épouse, mais a-t-il ce droit quel que soit le moyen qu'il ait employé pour se procurer la lettre, même si elle lui a été remise par hasard ou s'il a usé de dol ou de violence, ou encore si sa possession a sa source dans un délit ? La possession de la lettre par le mari est licite, lorsqu'il a exigé que le pli lui fût remis par sa femme, elle doit donc l'être aussi lorsque c'est fortuitement que les lettres sont arrivées entre ses mains, puisqu'il avait le droit d'en exiger la remise (1). Pareillement, si malgré l'ordre de son mari de le mettre à même d'exercer son contrôle, la femme refuse, c'est à bon droit que le mari interceptera la correspondance et emploiera la ruse au besoin pour avoir raison de la désobéissance de sa compagne.

521. — Que décider maintenant, lorsque l'époux, allant

(1) En ce sens : Alger, 12 novembre 1866, D. 67.2.126.

plus loin, a eu recours à des procédés indécents ou délicieux pour entrer en possession de la correspondance qu'il produit ? Il convient de distinguer l'hypothèse où le mari s'est procuré les lettres par des moyens qui, bien qu'indécents, ne sont pas expressément prohibés par la loi, et l'hypothèse où la possession résulte de manœuvres frauduleuses tombant sous le coup du Code pénal. Dans le premier cas, la possession du mari est licite, car son autorité maritale lui donne de larges pouvoirs d'investigation, et si on lui refusait ces pouvoirs, son droit de contrôle serait illusoire en présence d'une épouse rebelle et habile. Ainsi, la Cour de cassation a jugé qu'il peut être fait état d'une correspondance écrite par la femme adultère à son complice, et que le mari a achetée à celui-ci à prix d'argent (1). De même, il nous semble que le mari doit être autorisé à user de légères violences pour vaincre la résistance de sa femme. Mais il ne faudrait pas que, sous prétexte de surveillance, il tyrannise ou opprime une compagne irréprochable (2).

Quelques auteurs admettent la même solution pour la seconde hypothèse. Mais nous rejetons ce système : il est inadmissible qu'une personne puisse tirer parti en justice du délit qu'elle a commis. Sans doute l'autorité maritale permet au mari d'employer de larges moyens de recherches, mais cette autorité ne lui donne pas le droit de violer la loi pénale et de soustraire à un tiers, par exemple,

(1) Cass. req., 9 juin 1883, D. 84.1.89.

(2) En ce sens : Nîmes, 6 janvier 1880, S. 81.2.54.

une lettre que ce tiers a reçue et qui lui appartient. Dans ce cas le mari ne satisferait pas à la première condition nécessaire pour que la production soit possible : sa possession ne serait pas légitime. Cette solution a été plusieurs fois consacrée par la jurisprudence ; un arrêt de la chambre civile de la Cour de cassation du 15 juillet 1885 notamment décide « que le mari a incontestablement, en vertu de l'autorité domestique que la loi lui reconnaît, des droits d'investigation et de recherche pour découvrir les preuves de l'offense faite à son honneur ; qu'il appartient seulement aux tribunaux d'apprécier les conditions dans lesquelles le mari s'est procuré les lettres de sa femme, et qu'ils ne peuvent refuser d'en faire état qu'en déclarant que la détention de ces lettres est le résultat d'un procédé délictueux rentrant dans la prohibition de la loi et employé par le mari (1) ».

522. — 2° Après avoir examiné la première condition nécessaire pour que le mari puisse produire une lettre de son épouse, à savoir que sa possession soit légitime, passons à la seconde condition : aucun obstacle ne doit s'opposer à la divulgation du contenu de la lettre.

Lorsqu'il s'agit de lettres adressées au mari par sa femme, aucune difficulté ne se présente, puisque l'application du droit commun conduit à donner au mari le droit de les produire en justice, qu'elles soient confidentielles ou non.

(1) Cass. civ., 15 juillet 1885, D. 86.1.145. V. aussi Orléans, 19 mai 1900, D. 03.2.388.

Mais lorsque la lettre confidentielle a été échangée entre tiers, en principe, il ne suffit pas d'en avoir la possession légitime pour pouvoir en faire usage, il faut de plus le consentement de l'auteur, maître du secret. Tel est le droit commun ; souffre-t-il une dérogation en matière de séparation de corps et de divorce ? Si la lettre confidentielle a été écrite par la femme d'abord, le mari qui a le droit d'en prendre connaissance, aura aussi celui de la produire, fût-elle des plus confidentielle, car une femme mariée ne doit pas avoir de secrets pour son mari.

523. — Lorsque la lettre confidentielle a été écrite par un tiers, la difficulté provient de ce que c'est ce tiers qui est maître du secret et de ce que le mari n'a aucun droit de puissance sur lui. Nous estimons malgré cela que la lettre peut être produite en justice sans l'autorisation de son auteur. Et en effet, cet auteur savait qu'il s'adressait à une femme mariée dont la correspondance est soumise à la surveillance du mari, il savait donc que ce dernier pouvait prendre connaissance de la lettre et que cette lettre pouvait ne pas être secrète pour lui. Le mari est, de par la loi, un second destinataire des lettres de son épouse, c'est dire qu'il peut produire en justice une telle lettre contre sa femme, puisque ni pour l'un, ni pour l'autre plaideur, la lettre n'est secrète en droit ; et nous savons que, dans ce cas, une lettre confidentielle peut être produite.

D'ailleurs, lorsque le mari se servira contre son épouse de la lettre d'un tiers, ce sera pour établir l'adultère au

moyen de cette correspondance criminelle ; et c'est précisément à cause de ce caractère criminel que les lettres seront confidentielles, parce qu'évidemment, dans l'intention des coupables, rien n'est plus secret que l'adultère et les faits qui le prouvent. Mais il y a là, et ceci est aussi évident, un secret qui n'a pas droit à la protection de la loi puisque la loi ne s'occupe de ces faits que pour les punir. La chambre civile a fort bien dit « qu'on nesauroit induire ce caractère et cette condition (le caractère confidentiel et la condition de garder le secret) de la nature des aveux honteux que contiendrait cette correspondance ; qu'autrement la responsabilité cesserait par cela même que l'immoralité serait plus grande de la part de l'auteur des faits qui y donneraient lieu (1) ». A ce second point de vue, le mari a encore le droit de faire usage en justice contre sa femme d'une lettre confidentielle adressée à celle-ci.

Enfin, on peut faire observer qu'en matière de divorce et de séparation de corps, la loi autorise des mesures spéciales d'information, puisque l'article 245, alinéa 2, du Code civil permet l'audition des parents et des domestiques ; on autorise ces personnes à faire connaître les confidences dont elles ont eu connaissance, dès lors, pourquoi interdire de produire des lettres dans lesquelles ces confidences sont contenues ?

524. — La jurisprudence est partagée sur cette question ; certaines décisions affirment que seules les lettres non

(1) Cass. civ., 26 juillet 1864, D. 64.1.347.

confidentielles peuvent être produites ; mais les arrêts les plus nombreux et les plus récents reconnaissent au mari le droit de faire usage de la correspondance de sa femme, fût-elle confidentielle, pourvu qu'il en ait la possession légitime (1).

525. — Nous pouvons donc dire pour résumer la situation du mari que, d'une part, sa possession sera licite du moment qu'il ne se sera pas procuré la lettre par des moyens frauduleux, et que, d'autre part, rien ne viendra jamais empêcher la divulgation du contenu de la missive. Le mari aura donc presque toujours le droit de produire en justice la correspondance de sa femme pour obtenir le divorce ou la séparation de corps.

526. — Supposons maintenant que ce soit la femme qui veuille produire en justice la correspondance de son mari, et voyons quelle est sa situation à ce point de vue. Il faudra toujours : 1° qu'elle ait une possession légitime ; 2° que rien n'empêche la divulgation.

1° *Possession légitime*.— Aucune difficulté ne s'élève s'il s'agit d'une lettre adressée à la femme elle-même, ou d'une lettre qui lui a été remise par le destinataire (2) ; l'application des règles du droit commun conduit à reconnaître que la possession est licite dans ce cas. Ici la femme est donc l'égale du mari.

(1) V. notamment : Paris, 22 février 1860, S. 60.2.231 ; Dijon, 11 mai 1871, D. 71.5.238 ; Trib. Seine, 5 juin 1901 (motifs), D. 02.1.492.

(2) En ce sens : Bordeaux, 13 janvier 1879, D. 80.2.190 ; Lyon, 6 mars 1883, D. 85.2.191.

Elle ne l'est plus au contraire lorsqu'elle veut produire une missive malgré l'opposition du destinataire. Le mari pouvait le faire, car son droit dérivait de l'autorité maritale, mais puisque la femme est la subordonnée de l'homme dans le mariage, rien ne l'autorise à intercepter les lettres de son mari ; la possession dérivant de l'interception, qui était licite pour le mari, est donc illicite pour la femme. Celle-ci n'a pas le droit d'exiger de son époux la remise de la correspondance qu'il expédie ou qu'il reçoit, elle ne peut pas non plus se la procurer par ruse, ni, à plus forte raison, par des procédés indéliçables ou délictueux. Si, outrepassant son droit, la femme a eu recours à un de ces moyens et qu'elle soit parvenue, grâce à lui, à avoir en sa possession des lettres de son conjoint, cette possession sera viciée, et ce vice sera suffisant pour rendre impossible la production en justice de la correspondance ainsi obtenue (1).

Qu'on n'objecte pas que les époux ont un devoir *réci-proque* de fidélité ; sans doute, aux termes de l'article 212 du Code civil, « les époux se doivent mutuellement fidélité ». Mais de ce qu'on a un droit, il ne s'ensuit pas qu'on puisse commettre un acte illicite pour prouver les atteintes portées à ce droit : et ce n'est pas à cause du devoir de fidélité qui incombe à sa femme que le mari peut intercepter ses lettres ; le devoir de fidélité ne peut rien contre le principe de l'inviolabilité du secret de la correspon-

(1) En ce sens : Rouen, 13 novembre 1878, D. 80.2.190.

dance et contre les droits du destinataire. Si ce principe et ces droits fléchissent devant le mari, c'est parce qu'il est investi de la puissance maritale ; il tient son pouvoir non de l'article 212 qui est commun aux deux conjoints, mais de l'article 213 qui est spécial au mari. Dès lors, la femme ne peut pas se prévaloir du devoir de fidélité qui incombe à son mari pour intercepter la correspondance de celui-ci.

527. — Alors, dira-t-on, la femme est assimilée à n'importe quel tiers, et ce sont les règles du droit commun qu'on lui applique purement et simplement. Non, une telle formule serait inexacte ; il est des hypothèses dans lesquelles la femme aura le droit de faire la production, alors qu'un tiers quelconque ne le pourrait pas. Lorsqu'aucun artifice n'a été mis en œuvre, il faut reconnaître à l'épouse outragée par l'inconduite de son mari, le droit de prouver cette inconduite au moyen de lettres écrites à l'époux coupable ou par l'époux coupable (1). Ce serait en vérité trop, que de lui demander de s'en dessaisir et de les considérer comme non avenues. Faisant application de cette règle, la jurisprudence a décidé que la femme possédait licitement des lettres adressées à son mari qu'elle avait découvertes dans un meuble commun où le mari les avait laissées par inadvertance (2), ou dans un meuble ouvert aux deux époux pour l'exercice de leur commune

(1) En ce sens : Cass. req., 5 août 1902, D. 02.1.492 ; Cass. req., 19 juillet 1909, D. 09.1.503.

(2) Rouen, 13 novembre 1878, précité.

industrie (1). De même, la femme qui a trouvé dans un vêtement de son mari une lettre compromettante non cachetée, peut faire usage de cette lettre dans l'intérêt de sa demande (2). Et la jurisprudence se montre très large, puisqu'elle va jusqu'à reconnaître que la femme est recevable à produire les lettres adressées au mari et d'où résulte la preuve de son inconduite, alors que ces lettres déchirées par le destinataire et jetées par lui dans sa corbeille à papier, ont été trouvées par la femme ou par un tiers et reconstituées (3).

Dans ces différentes hypothèses, la production se fera sans le consentement du propriétaire de la lettre, mais c'est par sa faute qu'elle est parvenue aux mains de la femme, il n'aurait pas dû laisser cette lettre à sa portée. Une pareille négligence de sa part constitue une injure à l'égard de sa compagne ; n'est-ce pas un défi qu'il lui lance ? Il y a là une « sorte de bravade », dit la Cour de cassation (4) ; on ne doit pas la tolérer, et c'est pour punir le mari que les tribunaux permettent à la femme outragée de faire usage de la correspondance qu'elle s'est ainsi procurée, presque malgré elle. « Imposer le silence en pareil cas, dit un arrêt de la Chambre des requêtes du 11 juin 1888, et dans un procès de cette nature à l'un des époux, serait, de la part des tribunaux, lui commander

(1) Paris, 30 juin 1890, D. 91.2.333.

(2) Pau, 11 décembre 1888, et Cass. req., 23 mars 1890, D. 91.1.311.

(3) Paris, 20 janvier 1897, D. 97.2.429.

(4) Cass. req., 23 mars 1890, D. 91.1.311.

l'oubli des injures subies, dont les juges ont au contraire à apprécier la gravité et à régler les conséquences légales à l'égard des parties (1). »

528. — Notons que si le mari prétend que sa femme ne possède pas licitement la correspondance dont elle peut se servir, il devra l'établir. En effet, les moyens dolosifs ne se présumant pas, ils devront être prouvés par le mari qui demande le rejet de la production offerte par la femme (2).

529. — 2° *Absence d'obstacle s'opposant à la divulgation du contenu de la lettre.* — Le mari a le droit de produire la correspondance de sa femme alors même que l'expéditeur aurait mis à son envoi une condition de secret. De même, la femme peut faire usage de la correspondance confidentielle de son mari. L'égalité entre époux reparaît donc sur ce point. Et cette solution se comprend facilement : ce n'est pas seulement l'autorité maritale qui permet au mari de produire les lettres confidentielles de son épouse, ce droit résulte aussi du caractère criminel des confidences que contiennent ces missives et des franchises particulières admises par la loi dans la matière spéciale de la séparation de corps et du divorce. Or, si la femme est dans une situation dépendante, cela ne l'empêche pas de se prévaloir du caractère criminel de la correspondance secrète de son mari, pour la produire en justice, et, d'autre part, les moyens spéciaux d'investi-

(1) Cass. req., 11 juin 1888, D. 88.1.477.

(2) En ce sens : Cass. civ., 13 juillet 1897, D. 1900.1.43 ; Cass. req., 19 juillet 1909, D. 09.1.503.

gation établis par la loi, dominant toute la procédure du divorce (1).

En somme, si nous comparons la situation de la femme à celle du mari, on constate entre eux une inégalité qui peut paraître choquante. Mais il ne faut pas perdre de vue qu'elle porte sur un seul point : la possession d'une lettre peut être licite pour l'époux, alors qu'elle serait illicite pour l'épouse. En tous cas, cette inégalité est légale, puisqu'elle résulte de l'état de dépendance dans lequel la femme est placée par la loi. Et il faut reconnaître que la jurisprudence tend de jour en jour à en atténuer davantage les effets, en se montrant plus indulgente dans l'appréciation des moyens mis en œuvre par la femme pour se procurer la preuve écrite de l'inconduite de son mari.

(1) En ce sens : Trib. Seine, 5 juin 1901 (motifs), Cour de Paris, et Cass. req., 5 août 1902, D. 02.1.492.

TITRE II

DROIT CRIMINEL

530. Importance des lettres missives en droit criminel ; plan.

530. — Une lettre n'est qu'une façon d'exprimer ses idées, elle remplace la parole ; or, lorsqu'au lieu d'avoir recours à l'écriture, on se sert de la parole ou on emploie certains actes pour manifester sa pensée, il peut arriver que la justice intervienne si on a agi contrairement au droit. En est-il de même lorsqu'on s'est servi de la correspondance ?

D'autre part, la loi ne demande pas compte aux autorités pénales des moyens par lesquels elles se sont convaincues ; le ministère public et l'inculpé ont la liberté de se servir de tous documents utiles à la manifestation de la vérité, sans excepter les lettres missives.

Quelles sont les infractions à la loi pénale qui peuvent être commises par lettres ? Dans quelle mesure et sous quelles conditions peut-on produire la correspondance devant la juridiction répressive ?

Telles sont les questions qu'il nous reste à examiner.

CHAPITRE PREMIER

DES INFRACTIONS A LA LOI PÉNALE COMMISES PAR CORRESPONDANCE.

SOMMAIRE. — 531. Caractère général des infractions commises par lettres. — *Section I. Diffamation, injure, outrage.* — § 1. Diffamation ou injure envers les particuliers commise dans une lettre close. — 532. Une lettre close ne peut pas d'ordinaire constituer le délit de diffamation ou d'injure. — 533. Ancien droit. — 534. Jurisprudence actuelle. — 535. L'injure contenue dans une lettre close est une contravention. — 536. Une lettre rendue publique peut constituer le délit. — 537-538. Faits constitutifs de la publicité. — 539-540. Fiche de renseignements. — 541. Résumé. — § 2. Diffamation ou injure envers les particuliers commise dans une correspondance à découvert. — 542-543. Etat de la jurisprudence avant 1887. — 544. Différentes propositions de loi. — 545. Loi du 11 juin 1887. — 546-547. Eléments constitutifs du délit prévu par la loi. — 548. Télégrammes. — 549. Pénalité et compétence. — § 3. Outrages envers les fonctionnaires. — 550. Textes applicables. — 551. Définition de l'outrage. — 552-553. 1^o Lettre n'ayant pas reçu de publicité. — 554-557. 2^o Lettre rendue publique. — 558-559. 3^o Correspondance à découvert. — *Section II. Autres infractions.* — 560. Observation générale. — 561. 1^o Attentat aux mœurs. — 562. 2^o Outrage aux bonnes mœurs. — 563. 3^o Faux. — 564. 4^o Escroquerie. — 565. 5^o Chantage. — 566. 6^o Dénonciation calomnieuse. — 567. 7^o Menaces par écrit. — 568. 8^o Corruption de fonctionnaires. — 569. 9^o Publication de fausses nouvelles. — 570. 10^o Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat.

531. — Une lettre ne doit être connue que de son auteur et de son destinataire, et des conséquences importantes résultent de ce secret au point de vue des infractions dont

une personne peut se rendre coupable par voie épistolaire. Une lettre missive ne peut donc donner naissance à une infraction dont la publicité est l'un des éléments constitutifs, alors du moins que cette lettre n'a pas été communiquée à des tiers ; il en est ainsi de l'injure publique et de la diffamation. Au contraire, on peut commettre par lettre un crime ou un délit pour l'existence duquel la loi n'exige pas l'élément de publicité.

Nous allons examiner successivement ces différentes infractions.

SECTION I. — Diffamation, injure, outrage.

§ 1. — Diffamation ou injure envers les particuliers commise dans une lettre close.

532. — Une lettre missive circulant sous enveloppe cachetée ne peut donner naissance au délit de diffamation ou d'injure réprimé par les articles 32 et 33 de la loi du 29 juillet 1881. La publicité est en effet un des éléments essentiels de ces délits ; or, tant que la lettre n'a pas été communiquée à des tiers, la condition de publicité exigée par la loi n'est pas remplie, et il ne saurait y avoir de poursuites en vertu des textes précités.

533. — Cette solution était celle de nos anciens auteurs ; c'est ainsi que Denisart fait observer que « le ministère public ne peut pas rendre plainte de faits écrits dans des lettres privées, adressées à un ami, envoyées par la poste

et non divulguées ». Et il ajoute qu'il n'y a que la distribution dans le public qui peut « les faire passer pour libelles, et nullement les choses secrètes confiées à la poste, que tous les peuples sont convenus de ne pas violer et par le moyen desquelles l'union et la correspondance s'entre-tiennent entre toutes les nations » (1).

C'était aussi le système que consacrait la jurisprudence de nos anciens Parlements, ainsi qu'il résulte d'un arrêt rendu le 3 août 1735 en la Tournelle criminelle. « Dans l'espèce de cet arrêt, dit Denisart, un intendant du marquis de Nesle avait écrit à un de ses amis en des termes peu honorables pour ce marquis. Celui-ci avait fait rendre plainte par le procureur fiscal de sa terre. Les officiers des lieux s'étaient transportés de nuit chez l'ami auquel les lettres avaient été adressées, les avaient enlevées et décrété l'écrivain. Sur l'appel, le marquis de Nesle intervint ; et par l'arrêt, on a mis hors de cour sur l'intervention ; à l'égard des officiers, leur procédure a été infirmée avec défense de récidiver et ils ont été condamnés aux dépens (2). » De même Jousse, rapportant un arrêt du Parlement de Paris du 3 août 1745, dit que « le ministère public ne peut pareillement rendre plainte de faits écrits dans des lettres privées adressées à un ami, comme de faits diffamatoires, quand bien même ces faits seraient préjudiciables à la réputation de quelqu'un, parce qu'on ne peut faire passer des faits consignés dans une lettre pour diffamatoires ».

(1) Denisart, *op. cit.*, t. III, p. 137.

(2) Denisart, *loc. cit.*

mation, et qu'il n'y a que la distribution qui en est faite dans le public, qui puisse les faire passer pour des libelles de la part de ceux qui avaient écrit ces lettres » (1).

534. — De nos jours, la jurisprudence est obligée d'adopter la même solution, étant donné les termes formels de la loi de 1881. C'est ainsi qu'il a été jugé que l'envoi d'une lettre contenant, à l'encontre du destinataire, des allégations de nature à porter atteinte à son honneur et à sa considération, ne constituent pas le délit de diffamation si cette lettre était sous une enveloppe close (2). Et le même jugement ajoute avec raison qu'en pareil cas, la publicité, élément essentiel de la diffamation, ne peut être donnée aux allégations incriminées, que par le destinataire lui-même seul détenteur de la lettre ; en la communiquant, il devient par ce fait le propre artisan de la diffamation qui rejaillira sur lui, et par voie de conséquence, il n'est pas fondé à imputer cette diffamation et à en demander la réparation à la personne qui lui a fait parvenir la lettre. C'est ce qu'avait déjà décidé la Cour de cassation dans un arrêt du 8 mai 1856 (3). Et cette solution est très juste, l'auteur de la lettre a volontairement écarté tout élément de publicité, le destinataire était donc seul à pouvoir la montrer à des tiers, et s'il l'a fait, il n'a qu'à s'en prendre à lui-même.

535. — L'injure contenue dans une lettre close ne res-

(1) Jousse, *op. cit.*, t. I, p. 745.

(2) Trib. Tarbes, 23 décembre 1901, *Le Droit*, 17 janvier 1902, p. 54.

(3) Cass. crim., 8 mai 1856, D. 56.1.272.

tera pas cependant impunie ; elle ne peut pas constituer un délit correctionnel, mais c'est uniquement parce que la publicité fait défaut. Or l'injure, même non publique, est réprimée par l'article 33, § 3, de la loi du 29 juillet 1881 qui en fait une contravention ; aux termes de cette disposition, la peine applicable est celle que prévoit l'article 411 du Code pénal, c'est-à-dire une simple amende de un à cinq francs (1). Pour que la contravention existe, une seule condition est nécessaire : il faut qu'il y ait injure, et l'article 29 de la loi de 1881 définit l'injure : « toute expression outrageante, terme de mépris ou invective qui ne renferme l'imputation d'aucun fait. » La circonstance constitutive de la contravention est la lecture de la lettre où l'injure est écrite ; il résulte notamment de ce fait que le tribunal compétent pour connaître d'une injure non publique contenue dans une lettre missive, est celui du lieu où cette lettre a été remise et lue et non pas celui du lieu où elle a été jetée à la poste (2). On peut également remarquer que c'est presque uniquement dans le cas où l'injure non publique est écrite dans une lettre, que la contravention pourra être punie ; autrement, en effet, la victime sera dans la presque impossibilité d'en faire la preuve.

536. — Lorsque l'auteur d'une lettre injurieuse ou diffamatoire est poursuivi, il doit être tenu de prouver que la lettre a été lue par lui-même ou par un tiers, et que la lecture a eu lieu dans le lieu où la lettre a été remise et lue.

(1) En ce sens : Cass. crim., 12 décembre 1890, S. 91.1.89 ; Cass. crim., 21 juillet 1894, D. 97.1.337.

(2) En ce sens : Trib. paix Avallon, 6 septembre 1890, *Gaz. Pal.*, 90.2.418.

matoire, au lieu de l'envoyer au destinataire immédiatement après sa rédaction, de façon à ce que les deux correspondants soient seuls à en avoir connaissance, a donné une certaine publicité à son écrit, commet-il le délit de diffamation ou d'injure, tel qu'il est prévu par les articles 32 et 33, § 2, de la loi de 1881 ? Certainement oui ; le délit se compose de deux éléments constitutifs : d'une part la diffamation ou l'injure, et d'autre part la publicité.

Nous avons vu qu'une lettre peut contenir une injure ; de même une diffamation est « toute allégation ou imputation d'un fait qui porte atteinte à l'honneur ou à la considération de la personne ou du corps auquel le fait est imputé ». On peut donc diffamer quelqu'un aussi bien par écrit que verbalement.

537. — Mais une difficulté s'élève lorsqu'il s'agit de savoir quelles sont les conditions nécessaires pour qu'il y ait publicité dans le sens de la loi. Ce sont les articles 23 et 28 de la loi de 1881 qui, reproduisant l'article 1^{er} de la loi du 17 mai 1819, indiquent limitativement les modes de publication ; les seuls qui puissent s'appliquer aux lettres missives sont la distribution et l'exposition. Toutes les fois qu'une lettre aura été distribuée à d'autres que le destinataire ou exposée aux regards du public, on pourra donc la considérer comme ayant reçu la publication telle qu'elle est prévue par la loi de 1881.

Ceci arrive quand la lettre contenant la diffamation ou l'injure a été reproduite à plusieurs exemplaires que l'auteur a envoyés à des personnes différentes ; il est évident,

dans ce cas, qu'il a voulu ôter à cette correspondance tout caractère secret, et les peines prévues par les articles 32 et 33, § 2, de la loi du 29 juillet 1881 seront applicables.

La loi n'a d'ailleurs pas déterminé le nombre des personnes à qui la distribution doit être faite ; ce sont là des questions laissées à l'appréciation des tribunaux qui décident en fait, d'après les circonstances. Il a été jugé que la diffamation commise envers les particuliers par voie de lettres confiées à la poste tombe sous le coup de la loi, même lorsque ces missives ont été distribuées à un nombre restreint de personnes (1), à plus forte raison si l'auteur recommande aux divers destinataires de les communiquer le plus possible (2). La Cour d'Alger a décidé que des lettres anonymes diffamant des particuliers et envoyées en grand nombre, rendent leur auteur coupable du délit de diffamation prévu et puni par l'article 32 de la loi du 29 juillet 1836 (3). De même encore, tombe sous le coup de cet article, la lettre diffamatoire adressée à un tiers par le diffamateur, si cette lettre n'a pas un caractère absolument confidentiel et a été publiée par un journal, sans que, pour échapper à cette action, celui qui a écrit la lettre puisse prétendre qu'il a été étranger à la publicité donnée (4).

538. — Si la lettre diffamant un tiers a été stipulée confidentielle et envoyée à une seule personne, cet envoi

(1) Trib. Avallon, 20 février 1900, *La Loi*, 26 avril 1900, p. 379.

(2) Cass. crim., 29 juillet 1858, D. 58.5.284.

(3) Alger, 1^{er} juillet 1897, *Journ. jurispr. Alger*, 1898, p. 30.

(4) Rouen, 16 juillet 1888, *Rec. arrêts Caen et Rouen*, 88.2.150.

ne constitue pas un fait de publication, mais dans le cas où le destinataire l'aurait rendue publique, l'action serait ouverte contre ce destinataire, s'il a agi en connaissance de cause, et aussi contre l'auteur de la lettre ; on peut en effet reprocher à celui-ci sa trop grande légèreté ou sa trop grande confiance ; et s'il n'est pas auteur principal, il est tout au moins complice, puisque par sa faute il a facilité la consommation du délit.

539. — Il arrive fréquemment qu'une lettre contienne, sous forme de renseignements fournis par l'auteur au destinataire, « l'imputation d'un fait qui porte atteinte à la considération de la personne à laquelle le fait est imputé ». Généralement ce sont des agences commerciales qui fournissent à leurs clients, moyennant rétribution, les renseignements dont ceux-ci peuvent avoir besoin sur la solvabilité des commerçants avec lesquels ils se proposent d'entrer en relation d'affaires. Le fait, par une telle agence, de fournir à ses clients, sur leur demande et sous enveloppe close, des renseignements défavorables sur un tiers, ne constitue-t-il pas le délit de diffamation ?

Pour que le délit existe, il faudra qu'il y ait publicité, et la fiche aura dû être répandue à plusieurs exemplaires. C'est ainsi qu'on a jugé qu'il y avait diffamation de la part de l'agence qui remet à ses abonnés, moyennant une rétribution annuelle, un registre sur lequel sont inscrits, en regard des noms d'un certain nombre de personnes, des chiffres conventionnels représentant le crédit dont jouit chacune d'elles et par conséquent le défaut de solva-

bilité de quelques-unes (1). De même encore, celui-là commet le délit qui envoie périodiquement, à prix d'argent, la liste des personnes qui ont subi des protêts (2).

540. — Les agences pourraient-elles se mettre à l'abri des poursuites, en inscrivant sur leurs fiches le mot « confidentiel » ? Nous ne le croyons pas, du moment que la fiche a été répandue à plusieurs exemplaires et a été adressée à quiconque l'a demandée. Sans doute, chaque destinataire ne devra pas la divulguer, mais ces destinataires sont peut-être plusieurs centaines, dès lors la publicité prévue par la loi de 1881 est réalisée. La situation est la même que si, dans une réunion publique, ouverte à tout venant, un orateur avait diffamé ou injurié un tiers en recommandant à ses auditeurs de garder pour eux ce qu'ils ont entendu. Le délit existerait ; il existe de même lorsque la diffamation a été commise par des écrits confidentiels répandus dans le public.

Au contraire, si la fiche a été envoyée à une seule personne et sous enveloppe close, on doit l'assimiler à toute lettre confidentielle ; elle est et doit rester secrète, l'élément de publicité nécessaire pour que le délit existe fait donc défaut. C'est à tort, selon nous, que sous l'empire de la loi du 17 mai 1819, qui établissait le même régime que la loi de 1881 en ce qui concerne les modes de publication, la Cour de cassation a décidé que la remise d'un

(1) Aix, 19 février 1869, S. 69.2.81.

(2) Trib. Seine, 10 décembre 1885, *Pand. fr.*, 86.2.67.

seul exemplaire à une seule personne suffisait pour qu'il y ait distribution, et partant publicité (1).

541. — En résumé, la diffamation ou l'injure envers les particuliers et contenue dans une lettre close est punie différemment selon que l'auteur l'a gardée secrète ou l'a divulguée. Dans un cas, simple contravention, tribunal de simple police, amende de un à cinq francs. Dans l'autre, délit, tribunal correctionnel, emprisonnement pouvant aller jusqu'à six mois et amende pouvant atteindre 2.000 francs.

§ 2. — Diffamation ou injure envers les particuliers commise dans une correspondance à découvert.

542. — Jusqu'en 1887, ces solutions s'appliquaient aux cartes postales et aux télégrammes ouverts comme aux lettres cachetées. C'est ainsi qu'on avait plusieurs fois jugé que l'envoi d'une carte postale adressée directement au domicile du destinataire et dont le contenu était injurieux pour lui, ne constituait que la contravention d'injure simple et non le délit correctionnel de diffamation ou d'injure publique (2). Et en effet, l'élément de publicité faisait défaut : il ne pouvait pas résulter du simple dépôt à la poste d'une carte postale, puisque, d'après les instructions ministérielles, ces cartes sont, au point de vue du secret, assimilées aux lettres closes et qu'il est expressément interdit aux employés, facteurs et autres agents de l'admi-

(1) Cass. crim., 15 septembre 1837, S. 38.1.802.

(2) V. notamment : Rouen, 24 juillet 1873, D. 74.2.28 ; Cass. crim., 4 mai 1883, D. 83.1.482.

nistration de prendre connaissance de leur contenu, sous peine de manquer au serment professionnel qui leur est imposé par la loi. D'autre part, la Cour de cassation faisait observer que la loge du concierge n'est pas un lieu public, dans le sens de la loi de 1881, puisque cette loge dépend d'une habitation privée et n'est pas, par sa nature ou par sa destination, un endroit dans lequel le public ait le droit de pénétrer et de stationner. Et bien que de nombreuses personnes puissent prendre connaissance d'une carte postale déposée chez un concierge, le délit de diffamation ou d'injure publique n'existait pas ; il fallait pour cela que la carte fût adressée dans un lieu ouvert à tout venant, tel qu'un café où le destinataire se rend habituellement (1).

Toutes ces décisions pouvaient paraître rigoureuses pour les victimes de la diffamation, ou de l'injure ; elles étaient juridiquement irréprochables, étant donné qu'en matière pénale, on ne doit pas étendre la loi et que son respect est, pour tous les intérêts, la meilleure des garanties.

543. — Il en résulta que la correspondance circulant à découvert ne tarda pas à devenir un véhicule de diffamation très fréquemment employé. Certaines personnes, tantôt sous le voile de l'anonymat, tantôt sous des noms d'emprunt, parfois même sous leur nom véritable, mues par des sentiments de cupidité ou de haine, avaient recours aux cartes postales pour donner libre carrière à

(1) En ce sens : Trib. Seine, 2 juillet 1873, D. 74.3.79.

leurs mauvais instincts, pour satisfaire leurs passions intéressées ou accomplir une œuvre de basse vengeance. L'auteur d'un acte si répréhensible ne risquait, la plupart du temps, que des peines de simple police, absolument insuffisantes, lorsqu'on songe au dommage causé au destinataire : car si la publicité n'existait pas en droit, en fait nombreux étaient ceux qui pouvaient lire une telle carte.

544. — C'est pour remédier à ce fâcheux état de choses que M. Raqué (de Fillol) déposa sur le bureau de la Chambre des députés, le 29 octobre 1884, une proposition de loi dont l'article unique était ainsi conçu : « Les peines édictées contre les délits de diffamation ou d'injure seront applicables à tout individu qui, au moyen de cartes postales, se sera rendu coupable des mêmes délits (1). » Elle fut prise en considération et allait être discutée lorsqu'arriva la fin de la législature. Le 30 novembre 1885, elle fut présentée à la législature suivante par son auteur, qui, avec raison, en changea la forme, et la prise en considération était prononcée le 28 janvier 1886.

Deux autres députés, animés du même sentiment que leur collègue, MM. Steenacker et Dutailly, saisissaient alors la Chambre d'un projet qui, pour supprimer l'infraction, supprimait l'instrument à l'aide duquel elle se commettait : ils demandaient le remplacement de la carte postale ouverte par une carte fermée dont le prix serait réduit à dix centimes.

(1) V. *Journal officiel, Doc. parlam.*, Chambre, 1884, 2180.

Ces deux propositions furent examinées par la même commission qui, rejetant la seconde, soumit la première à la Chambre où elle fut déclarée d'urgence et adoptée sans discussion le 5 juillet 1886.

Trois jours après, elle était transmise à la commission du Sénat, qui fut unanime à en adopter le principe. « Comme la Chambre des députés, disait le rapporteur, M. Mazeau, elle a pensé qu'il y avait lieu de chercher à prévenir et à réprimer l'expédition des correspondances à découvert, injurieuses ou diffamatoires, par une pénalité en rapport avec la gravité d'une infraction qui caractérise l'intention de l'agent, et la nature de l'acte auquel il se livre. Cette intention est évidemment mauvaise... le danger de l'acte est manifeste (1). » La commission du Sénat apporta cependant quelques modifications au texte voté par la Chambre ; M. Mazeau en indiquait ainsi la portée : « Le délit d'injure ou de diffamation commis à l'aide d'une correspondance à découvert, remise à l'administration des postes et télégraphes, est un délit *sui generis*, ayant des éléments constitutifs qui lui sont propres. Il existe dès qu'avec une intention coupable, cette correspondance a été expédiée, c'est-à-dire déposée dans les boîtes ou les bureaux de la poste pour être envoyée à son destinataire. Il faut donc le distinguer des délits de diffamation et d'injure publiques, prévus et punis par la loi de 1881 ; c'est ce que n'avait pas fait la formule initiale de la proposition, ni

(1) *Journal officiel, Doc. parlam.*, Sénat, 1887, p. 515, annexe n° 81.

même la rédaction adoptée par la Chambre des députés (1). »

545. — C'est ainsi qu'on en est arrivé au texte de la loi du 11 juin 1887 qui est ainsi conçu :

ART. 1^{er}. — Quiconque aura expédié, par l'administration des postes et des télégraphes, une correspondance à découvert contenant une diffamation, soit envers les particuliers, soit envers les corps ou les personnes désignés par les articles 26, 30, 31, 36 et 37 de la loi du 29 juillet 1881, sera puni d'un emprisonnement de cinq jours à six mois et d'une amende de 25 francs à 3.000 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement. — Si la correspondance contient une injure, cette expédition sera punie d'un emprisonnement de cinq jours à deux mois, et d'une amende de 16 francs à 300 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement.

ART. 2. — Les délits prévus par la présente loi sont de la compétence des tribunaux correctionnels. Les dispositions des articles 35, 46, 47, 60, 61, 62, 63, 64, 65 et 69 de la loi du 29 juillet 1881 leur sont applicables.

546. — D'après ce texte, le délit spécial prévu par la loi se compose, outre le caractère diffamatoire ou injurieux, de deux éléments constitutifs :

1° L'expédition doit avoir été faite par l'intermédiaire de l'administration des postes et télégraphes. « Employer, dit le rapport de M. Mazeau, à l'exécution de desseins

(1) *Journal officiel*, loc. cit.

détestables, les facilités que donne une utile institution de l'Etat... c'est causer un préjudice non seulement à la victime de cette machination, mais encore à la société tout entière. » La correspondance ouverte, injurieuse ou diffamatoire remise au destinataire sans le concours de la poste, reste régie par la loi de 1881, et à moins qu'elle ne se trouve exceptionnellement dans les conditions de publicité spéciale de cette loi, leur auteur n'encourt que des peines de simple police (1).

Par contre, le délit existe alors même que la poste n'aurait pas remis l'écrit au destinataire. « Le texte de la Chambre, dit M. Mazeau, exigeait ou semblait exiger deux conditions pour qu'il y eût délit, à savoir que la correspondance eût été expédiée et qu'elle eût été transmise. Nous avons retranché ce dernier mot. Le fait délictueux existe dès que la correspondance à découvert, injurieuse ou diffamatoire, a été expédiée avec l'intention de nuire. » Il en résulte une conséquence au point de vue de la compétence *ratione loci* ; puisque le délit existe dès que la correspondance est déposée au bureau de la poste, le juge d'instruction du lieu de cette expédition est compétent pour instruire sur ce délit (2). Il est évident toutefois qu'il n'y aura plainte ou demande de poursuites, qu'autant que

(1) En ce sens : Trib. paix Mondoubleau, 13 mars 1893, D. 95.2.55.

(2) En ce sens : Limoges, 12 février 1898, D. 98.2.231. — La jurisprudence décide cependant que cette compétence n'est pas exclusive et que le tribunal du lieu de destination peut aussi être saisi valablement de la poursuite. — V. en ce sens : Grenoble, 19 mars 1891, S. 92.2.8 ; Dijon, 5 décembre 1888, D. 90.2.280.

cette correspondance aura été connue de celui qui en était l'objet, soit qu'elle lui ait été directement transmise par la poste, soit qu'elle ait été remise à un tiers qui lui en aura donné connaissance.

547. — 2° Il faut en second lieu qu'il s'agisse de correspondance circulant à découvert, quelle que soit sa nature, carte postale, carte-télégramme ou toute autre. La loi ne s'applique pas à des circulaires diffamatoires envoyées sous enveloppe non collée (1), ni lorsque l'injure est contenue dans une lettre close, mais non cachetée écrite sur le recto d'une feuille simple qui a été pliée pour recevoir au verso l'adresse du destinataire (2).

Mais la loi de 1887 ne distingue pas entre la carte postale recommandée et la carte postale non recommandée (3) ; et peu importe que la correspondance incriminée soit écrite en français ou en langue étrangère (4).

Remarquons que la publicité n'est pas un élément du délit spécial de la loi de 1887. Le rapporteur au Sénat a déclaré qu'il ne contenait sur ce point aucune assimilation, même éloignée, avec la loi du 29 juillet 1881 ; par suite, alors même qu'il serait démontré que la correspondance n'a été lue par personne autre que le destinataire, l'auteur n'en serait pas moins punissable si le texte était à découvert.

(1) En ce sens : Cass. crim., 3 juin 1892, *Bull. Cass. cr.*, n° 174.

(2) En ce sens : Pau, 1^{er} août 1891, S. 91.2.205.

(3) En ce sens : Cass. crim., 23 juillet 1891, D. 91.1.489.

(4) En ce sens : Trib. corr. Seine, 17 juin 1889, *Gaz. Trib.*, 28 juin 1889, p. 621.

548. — Quant aux télégrammes, nous ne pensons pas qu'ils tombent sous le coup de la loi : sans doute les employés de l'administration en ont connaissance, mais ce fait n'est pas de nature à causer un grand préjudice au destinataire, d'autant plus que ces employés sont soumis au secret professionnel ; et il résulte des travaux préparatoires que le législateur a voulu surtout éviter l'effet que produit la diffamation dans l'entourage immédiat du diffamé. Son intention a été, selon la parole du rapporteur, d'empêcher qu'on puisse « atteindre l'honneur d'un homme en allant le chercher jusque dans son intérieur pour y introduire le trouble et le scandale ». Or ce danger disparaît avec le télégramme, puisqu'il est remis fermé au destinataire. D'ailleurs il suffit de remarquer que la loi du 11 juin 1887 est une loi pénale et que les lois pénales doivent s'interpréter restrictivement ; or, un télégramme n'est pas à proprement parler une correspondance à découvert, il ne doit donc pas être compris dans les prévisions de la loi de 1887 (1).

549. — La juridiction compétente pour réprimer l'expédition d'une correspondance à découvert, injurieuse ou diffamatoire, est le tribunal de police correctionnelle ; d'autre part, comme les effets du délit ne dépassent pas un cercle relativement étroit, on a pensé qu'une pénalité dont le maximum est fixé à six mois de prison et à trois mille

(1) En ce sens : Trib. corr. Alger, 19 janvier 1900, *Journ. Trib. Alger*, 14 février 1900 — V. *contrà* : Limoges, 12 février 1898, D. 98.2.231.

francs d'amende, constituait pour toutes les hypothèses une répression suffisante.

§ 3. — Outrages envers les fonctionnaires.

550. — Des outrages peuvent être formulés dans une lettre missive contre des fonctionnaires dans l'exercice de leurs fonctions ou à l'occasion de cet exercice. Ces infractions sont prévues et réprimées par l'article 22 du Code pénal, les articles 30, 31, 33 de la loi du 29 juillet 1881 et par l'article 1^{er} de la loi du 11 juin 1887.

551. — Un outrage, c'est tout fait portant atteinte à l'honneur ou à la délicatesse de l'offensé, et la jurisprudence admet que tout ce qui peut déprimer la fonction qu'exerce l'offensé, tend nécessairement à blesser son honneur ou sa délicatesse. La notion d'outrage est donc très large, et il est bien évident qu'on peut outrager un fonctionnaire dans une lettre. L'expédition de cette correspondance sera punie différemment selon qu'il s'agira d'une lettre close non rendue publique, d'une lettre close rendue publique, ou enfin d'une carte postale.

552. — 1^o Si la lettre n'a pas reçu de publicité ou, ce qui revient au même pour l'expéditeur, si la publicité n'est pas le fait direct et volontaire de l'auteur de l'écrit injurieux, le seul texte applicable sera l'article 222 du Code pénal.

Cet article, qui fut modifié par la loi du 13 mai 1863, est ainsi conçu : « Lorsqu'un ou plusieurs magistrats de l'ordre administratif ou judiciaire, lorsqu'un ou plusieurs jurés auront reçu, dans l'exercice de leurs fonctions ou à l'occa-

sion de cet exercice, quelque outrage par parole, par écrit ou dessin non rendus publics, tendant, dans ces divers cas, à inculper leur honneur ou leur délicatesse, celui qui leur aura adressé cet outrage sera puni d'un emprisonnement de quinze jours à deux ans. » Cette disposition s'applique notamment aux lettres outrageantes que leur auteur a expédiées au destinataire sans les divulguer à des tiers (1) ; si quelques doutes pouvaient subsister sur ce point, les paroles prononcées par M. Picard au Corps législatif viendraient les dissiper : « Il est bien entendu, a-t-il dit, que ces mots *par écrit non rendu public adressé*, sont limités par le Conseil d'Etat à ce qui est lettre ou l'équivalent d'une lettre missive, et que jamais, quand l'écrit privé n'aurait pas été adressé directement et volontairement au magistrat, la loi pénale ne pourra l'atteindre. »

Mais il faut que la lettre ait été adressée volontairement et directement à l'offensé. Volontairement d'abord ; c'est ainsi que si la lettre était parvenue au magistrat par suite d'une perte, d'un vol, d'une indiscrétion ou autre événement, l'outrage ne serait pas punissable (2). Directement, c'est-à-dire que l'enveloppe doit porter le nom de l'offensé, et le délit de l'article 222 n'existerait pas si l'écrit avait été adressé à un tiers alors même que par sa situation à l'égard

(1) En ce sens : Poitiers, 24 juin 1904, D. 05 2.161.

(2) En ce sens : Douai, 3 fév. et 14 juin 1864, *Journ. minist. pub.*, 1864, p. 188, et 1865, p. 202 ; Rennes, 3 mai 1865, *ibid.*, 1865, p. 115.

du magistrat, ce tiers apparaîtrait comme un intermédiaire (1).

553. — Quant au contenu de la lettre, il doit répondre à la définition de l'outrage que nous avons précédemment donnée. Si la lettre malveillante ne tendait pas à inculper l'honneur ou la délicatesse du magistrat, si elle contenait, par exemple, des expressions grossières ou ordurières, en principe, il y aurait simple contravention, prévue par l'article 33, § 3, de la loi de 1881 ; mais la jurisprudence se montre très large, et un arrêt solennel de la Cour de cassation a jugé que les paroles proférées contre un magistrat (et nous ajouterons : les écrits adressés à un magistrat), lorsqu'elles présentent l'expression du mépris pour son caractère, pour son autorité, pour les actes qui en émanent, tendent, par cela même, à inculper l'honneur du magistrat et constituent ainsi le délit d'outrage (2).

554. — 2° Lorsque la lettre a été rendue publique, c'est la loi du 29 juillet 1881 qu'on appliquera. Si l'écrit contient une diffamation, les articles 30 et 31 punissent son auteur d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de 100 à 3.000 francs, ou de l'une des deux peines seulement. Si c'est une simple injure qu'on a adressée aux personnes ou aux corps désignés par les articles 30 et 31, la peine est moins forte : six jours à trois mois de prison et de 18 à 500 francs d'amende, ou l'une de ces deux peines seulement (art. 43, § 1) (3).

(1) *Contra* : Garraud, *Droit pénal*, t. III, p. 418.

(2) Cass., Chambres réunies, 25 juin 1855, S. 55.1.853.

(3) La simple offense commise par lettre rendue publique envers

555. — En cas d'outrage public, la juridiction compétente est la Cour d'assises.

556. — Qu'il s'agisse d'outrage envers les particuliers ou d'outrage envers les fonctionnaires, la seule question présentant quelque difficulté, est celle de savoir s'il y a publicité dans le sens de la loi de 1881. Elle se résout de la même façon dans l'un et l'autre cas. Mais lorsqu'il s'agit d'outrage à un fonctionnaire, il faut remarquer que si on n'a pas appliqué à l'écrit un des modes de publication limitativement énumérés par la loi sur la presse, cela n'empêche pas l'article 222 du Code pénal d'être applicable. En d'autres termes, ce texte entend par écrits non publics tous ceux qui n'ont pas reçu cette publicité spéciale ; et, en effet, on ne saurait admettre que l'outrage reste impuni lorsqu'il a reçu une publicité restreinte, puisque la loi le frappe lorsqu'il n'a pas été publié du tout.

557. — On peut se demander quelle loi est applicable dans l'hypothèse où une lettre outrageante ayant été adressée à un magistrat, est publiée par la voie de la presse ; la lettre elle-même n'étant pas publique, semble tomber

le Président de la République ou les chefs d'Etat étrangers, est punie d'un emprisonnement dont le maximum est fixé à un an et d'une amende pouvant atteindre 3.000 francs (art. 26 et 36, loi de 1881). Lorsque la victime est un agent diplomatique étranger, l'offense n'est pas suffisante pour constituer le délit, il faut un outrage ; la peine d'emprisonnement est la même, mais l'amende est réduite à 2.000 francs au maximum (art. 37). Dans tous les cas la poursuite a lieu devant les tribunaux correctionnels (art. 60).

sous le coup de l'article 222, mais la publication qui lui est donnée constitue, d'un autre côté, la diffamation ou l'injure publique punie par les articles 30, 31 et 33 de la loi de 1881. Ce dernier délit n'absorbe-t-il pas l'outrage ? Le coupable sera-t-il justiciable de la Cour d'assises ou du tribunal correctionnel ?

La Cour de cassation fait une distinction qui paraît équitable : si la publication ne se produit qu'après que le destinataire a reçu la lettre outrageante, l'article 222 seul est applicable. On fait observer avec raison, qu'en ce cas la publicité donnée à la lettre ne peut modifier les caractères d'un délit accompli à une autre date et dans un autre lieu. Si, au contraire, la publication de la lettre a été accomplie à une époque antérieure ou concomitante à celle de la réception par le fonctionnaire offensé, on appliquera la loi de 1881, et la Cour d'assises sera compétente (1).

558. — 3° Enfin, un fonctionnaire peut être outragé par une correspondance circulant à découvert. Cette question est réglée par l'article 1^{er} de la loi du 11 juin 1887 qui a spécialement incriminé la diffamation et l'injure commises dans une correspondance à découvert, expédiée par la poste, envers un des corps ou fonctionnaires énumérés par les articles 30 et 31 de la loi sur la presse. L'article 222 du Code pénal prévoyait bien ces outrages, puisqu'ils ne sont pas publics au sens de la loi de 1881 ; mais le texte

(1) En ce sens : Cass. crim., 31 octobre 1890, D. 91.1.45, avec rapport du conseiller Tanon. — *Contrà* : Paris, 20 février 1890, *J. des Parq.*, 90.2.95.

nouveau, postérieur en date à l'article 222, le prévoit aussi, c'est donc qu'il a tacitement abrogé cet article pour le fait spécial qu'il réprime, c'est-à-dire pour l'outrage contenu dans une correspondance à découvert.

559. — Dans tous les cas, le délit est de la compétence des tribunaux correctionnels, comme le disait M. Mazeau au Sénat, « il serait véritablement excessif, quelle que fût la qualité du plaignant, de mettre en mouvement l'appareil judiciaire de la Cour d'assises, pour le jugement de délits dont les effets ne dépassent pas un cercle relativement étroit, dont l'opinion n'est le plus souvent, ni saisie, ni émue, et qui n'acquièrent jamais une publicité, de telle sorte qu'ils réclament une aussi solennelle répression » (1).

SECTION II. — Autres infractions.

560. — On a vu que tout délit ou tout crime qui exige comme condition constitutive l'existence de la publicité ne peut être commis qu'exceptionnellement par voie de lettre missive.

À l'inverse, une lettre peut donner naissance à toute infraction qui n'a pas besoin d'être publique pour exister. Nous allons examiner rapidement ces différents crimes et délits.

1° *Attentats aux mœurs.* — 561. — L'article 334 du Code pénal modifié par la loi du 3 avril 1903, punit d'un em-

(1) *Journal officiel, loc. cit.*

prisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de 50 à 5.000 francs « quiconque aura attenté aux mœurs, en excitant, favorisant ou facilitant habituellement la débauche ou la corruption de la jeunesse de l'un ou de l'autre sexe au-dessous de l'âge de 21 ans ». Or, on doit admettre que des lettres envoyées à un mineur dans le but de le corrompre, constituent le délit prévu par cet article. Le législateur n'a pas, en effet, déterminé limitativement les faits qui constituent le délit, il a laissé au juge tout pouvoir d'appréciation. La loi n'exige qu'une seule condition : l'habitude ; or cet élément existe certainement lorsque l'inculpé a entretenu une correspondance suivie avec sa victime. Et quel moyen plus commode et aussi plus dangereux pour corrompre des mineurs que l'envoi répété de lettres dans lesquelles on éveille leurs passions et leurs mauvais penchants !

2° *Outrage aux bonnes mœurs.* — 562. — Aux termes de l'article 1^{er}, § 4, de la loi du 16 mars 1898, modifiant celle du 2 août 1882, la remise à la poste ou à un distributeur quelconque, d'écrits obscènes ou contraires aux bonnes mœurs, indépendamment de toute distribution ultérieure, est délictueuse quand l'écrit est sous bande ou dans une enveloppe non fermée. Mais elle n'est point un délit quand elle est faite sous enveloppe close ; c'est ainsi qu'une lettre cachetée adressée poste restante ne peut jamais constituer le délit de la loi de 1898 (1). D'autre part, la distribution

(1) En ce sens : Trib. Seine, 10 décembre 1903, *Gaz. Trib.*, 12 décembre 1903.

à domicile de ces écrits constitue toujours un délit ; qu'elle ait été faite par la poste ou par un distributeur privé, alors même qu'il s'agirait d'une lettre cachetée (1). En somme la loi de 1898 prévoit deux délits bien distincts, mais l'un et l'autre sont punis de la même peine : emprisonnement d'un mois à deux ans et amende de 100 à 5.000 francs. Remarquons enfin que l'article 13 de l'instruction télégraphique, permet aux receveurs des bureaux principaux, de refuser ou d'arrêter les télégrammes dont le contenu serait contraire aux bonnes mœurs.

3° *Faux*. — 563. — Une lettre est un écrit privé, c'est parfois un écrit commercial ; on pourra donc se rendre coupable par lettre missive du faux en écriture privée que prévoit l'article 150 du Code pénal, ou du crime de faux en écriture de commerce ou de banque, puni par l'article 147.

L'article 147 indique quels sont les faits qui constituent le faux, et il en est deux qui s'appliquent à la correspondance. L'auteur d'une lettre commet donc le crime de faux : 1° soit par la contrefaçon ou l'altération d'écritures ou de signatures ; 2° soit par la fabrication de conventions, dispositions, obligations ou décharges, ou par leur insertion après coup dans des actes.

La jurisprudence a eu très fréquemment l'occasion d'appliquer ces principes. C'est ainsi qu'il a été jugé que celui-là commet un faux criminel, qui signe une lettre d'un

(1) En ce sens : Trib. corr. Seine, 8 octobre 1901, *Gaz. Trib.*, 1901.2.395 ; Cass. crim., 10 mars 1900, *Gaz. Trib.*, 18 mars 1900.

faux nom, alors même que la signature serait celle d'une personne imaginaire (1) ; ou celui qui expédie un télégramme sous le nom d'un tiers (2). Il faudra dans tous les cas que l'auteur du faux ait eu une intention criminelle et que la fausse lettre puisse causer à autrui un préjudice pécuniaire ou moral, fût-il éventuel (3). Mais ce préjudice existera toujours, et c'est lui qui aura déterminé le coupable à agir. La peine applicable au faussaire variera selon qu'il s'agit d'une lettre commerciale ou d'une lettre privée. Pour qu'une lettre prenne le caractère commercial, il ne suffit pas qu'elle soit signée du nom d'un commerçant. Une lettre prend le caractère commercial, toutes les fois qu'elle se rattache à la profession du commerçant, c'est-à-dire à un acte ou à une opération de commerce ou de banque. L'auteur d'une telle lettre, lorsqu'elle est fausse, sera puni de la peine des travaux forcés à temps (art. 147). S'il s'agit d'une lettre privée, il encourt la réclusion.

4° *Escroquerie*. — 564. — Le délit d'escroquerie que prévoit et réprime l'article 405 du Code pénal, n'exigeant aucun élément de publicité, peut être commis à l'aide de lettres missives. C'est ainsi qu'il a été jugé que le fils d'un commerçant qui signe les lettres de son père, avec le consentement de ce dernier, commet une escroquerie, s'il vient à écrire et à signer une lettre pour son père, mais à son

(1) En ce sens : Cass. crim., 12 septembre 1839, S. 40.1.251 ; Cass. crim., 2 avril 1896, D. 96.1.440.

(2) Cass. crim., 6 juillet 1883, S. 85.1.333.

(3) En ce sens : Cass. crim., 3 décembre 1859, S. 61.1.208.

insu, dans le but de se procurer du crédit, et, s'il frustre ainsi de la garantie de son père les tiers qui ont traité avec lui (1). De même encore il y a escroquerie de la part de celui qui emploie des mensonges pour se faire prêter de l'argent et produit à l'appui de son dire des lettres ou des télégrammes faux ; par exemple, une lettre annonçant l'envoi d'une caisse contenant des documents importants en échange de laquelle il touchera une somme considérable (2).

On trouve de même les manœuvres prévues par l'article 405 du Code pénal, dans le fait de se faire remettre des marchandises, en produisant une lettre supposée de l'expéditeur autorisant la remise de ces marchandises au porteur de cette lettre fictive (3).

Dans ces différentes hypothèses, le coupable est puni d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de 50 à 3.000 francs.

5° *Chantage*. — 565. — Aux termes de l'article 400, § 2, du Code pénal, « quiconque à l'aide de menaces écrites ou verbales de révélations ou d'imputations diffamatoires, aura extorqué ou tenté d'extorquer soit la remise de fonds ou valeurs, soit la signature ou remise des écrits énumérés ci-dessus (il s'agit d'un acte, titre ou pièce quelconque, contenant ou opérant obligation, disposition ou décharge) sera puni d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de 50 à 3.000 francs.

(1) Cass. crim., 26 mars 1813, S. chr.

(2) Cass. crim., 11 octobre 1872, D. 73.1.391.

(3) Cass. crim., 14 août 1847, D. 47.4.235.

La menace écrite dont parle cet article, sera toujours une lettre missive. Et la jurisprudence a décidé qu'il y avait chantage, dans le fait pour une personne d'envoyer à autrui une lettre tendant, sous la menace de révélations ou d'imputations diffamatoires, à extorquer des fonds (1).

6° *Dénonciation calomnieuse*. — 566. — La lettre missive anonyme ou signée est le moyen le plus fréquemment employé pour commettre le délit de dénonciation calomnieuse, que l'article 373 du Code pénal punit d'un mois à un an de prison et de 100 à 3.000 francs d'amende (2).

Peu importe que la lettre soit confidentielle ; ainsi une lettre conserve le caractère d'une dénonciation, bien qu'elle eût été adressée non à l'autorité préfectorale, mais au préfet personnellement pour être ouverte par lui seul, alors qu'il avait qualité pour prendre des mesures contre le fonctionnaire dénoncé (3). Peu importe également que l'écrit ait été imprimé ou publié, la clandestinité n'étant pas une condition essentielle de ce délit (4). Au contraire, il a été jugé qu'une dénonciation contenue dans une lettre anonyme et classée sans suite, ne constitue pas une dénonciation calomnieuse (5).

7° *Menaces par écrit*. — 567. — C'est presque uniquement par correspondance que se commet le délit de menaces

(1) Cass. crim., 16 juillet 1873, D. 76.1.238. — V. aussi Cass. crim., juillet 1874, S. 73.1.435 ; Cass. crim., 24 février 1866, S. 66.1.309.

(2) Poitiers, 24 juin 1904, D. 05.2.161.

(3) Cass. crim., 15 mars 1902, S. 02.1.380.

(4) Cass. crim., 9 novembre 1860, S. 61.1.296.

(5) Chambéry, 7 juin 1899, D. 02.2.233.

par écrit contre les personnes, pour lequel les articles 305 et 306 du Code pénal édictent une pénalité pouvant atteindre cinq ans de prison et 1.000 francs d'amende.

Bien que la lettre soit anonyme, les menaces sont punissables, le texte le dit expressément ; il appartient aux juges du fait de décider quel est l'auteur de l'écrit non signé. Cette preuve, souvent difficile, peut résulter de simples présomptions.

Le délit de menaces est constitué, bien que la lettre n'ait pas été directement adressée à la personne menacée (1) ; il existe également, malgré l'intervention spontanée d'un tiers qui aurait averti le destinataire de la lettre qu'on lui adressait, car il ne saurait dépendre de ce tiers d'effacer le caractère du fait accompli (2).

8° *Corruption de fonctionnaires.* — 568. — On peut commettre par lettre le délit de corruption de fonctionnaires, prévu par les articles 177 et suivants du Code pénal. La correspondance est un moyen particulièrement commode pour faire les offres ou promesses dont parle cet article.

9° *Publications de fausses nouvelles.* — 569. — Pour qu'une lettre puisse constituer le délit de publication de fausses nouvelles, prévu et puni d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 50 à 1.000 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement, par l'article 27 de la loi du 29 juillet 1881, il faudra que cette lettre ait été publiée.

(1) Toulouse, 5 avril 1873, S. 73.2.293.

(2) Paris, 13 décembre 1883, *Gaz. Pal.*, 84.1.23.

Cette publicité pourra résulter du fait que la lettre a été adressée à plusieurs destinataires ; dès lors, si l'auteur a été de mauvaise foi et que le fait ait troublé la paix publique, l'auteur encourra la peine fixée par la loi.

10° *Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat.* — 570. — Les lettres pourront encore servir à commettre les crimes et délits contre la sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat que prévoient et répriment les articles 75 et suivants du Code pénal. C'est notamment par correspondance qu'on pratique avec les puissances étrangères des machinations ou qu'on entretient avec elles les intelligences dont parlent les articles 76 et 77 ; l'article 78 est explicite à ce point de vue, puisqu'il emploie le mot même de « correspondance ».

CHAPITRE II

DE LA PRODUCTION DES LETTRES MISSIVES DEVANT LA JURIDICTION RÉPRESSIVE.

SOMMAIRE. — 571. Position de la question. — 572. Droit romain. — 573. Ancien droit français. — 574. Conditions générales pour que la production soit licite en droit actuel. — 575. 1^o Possession légitime. — 576. Correspondance régulièrement saisie. — 577. Lettres remises au ministère public par un particulier ; examen critique du système d'un auteur. — 578-579. Production faite directement par un particulier. — 580. Jurisprudence. — 581. 2^o Absence d'obstacle s'opposant à la divulgation du contenu de la lettre ; défaut d'influence du caractère confidentiel. — 582. Résumé.

571. — Dans toutes les hypothèses qui viennent d'être examinées, la correspondance constitue le corps même du délit : d'autre part, il arrive bien plus souvent encore que des lettres, sans contenir l'infraction, soient d'une grande utilité pour établir cette infraction. Sous quelles conditions ces lettres pourront-elles être produites devant la juridiction répressive ? Telle est la question que nous allons examiner pour finir.

572. — A Rome, en matière criminelle, la correspondance pouvait être produite en justice à l'appui d'une accusation. L'accusateur nanti d'un mandat du préteur avait le droit de saisir chez l'inculpé toutes les pièces et

papiers pouvant être utiles à l'action en justice (1)²; et on recourait souvent à ce mode de preuve. C'est après avoir lu les lettres que les fils de Brutus avaient adressées aux Tarquins, qu'ils furent condamnés à mort (2). De même c'est en s'appuyant sur les lettres et papiers domestiques de Verrès que Cicéron soutint l'accusation dirigée contre lui (3).

573. — Au contraire, dans notre ancien droit, c'était un principe ayant l'autorité d'une loi, qu'on ne pouvait jamais fonder une accusation sur des lettres privées. « Les écrits d'un accusé qui servent à constater le crime, écrit Jousse, ... peuvent servir, comme les autres, de pièces à conviction contre cet accusé... Mais il n'en est pas de même des lettres missives qu'un accusé aurait écrites à son ami ; car il n'est pas toujours permis de faire usage de ces lettres, et si elles renfermaient des confidences, celui auquel elles sont écrites ne pourrait les mettre au jour sans crime ; en sorte que, si elles étaient produites, elles ne pourraient servir de preuve contre celui qui les a écrites, surtout quand il paraît qu'il ne les a écrites à son ami que pour lui ouvrir son cœur et dans la confiance qu'il ne les ferait voir à personne. En effet, on a toujours jugé, dans ce cas, que les lettres seraient rendues, quelques preuves qu'elles puissent apporter dans l'affaire soumise à la décision du

(1) Sigonius, *De judiciis*, II, 16.

(2) Denys d'Halicarnasse, I. V.

(3) Cicéron, *In Verrem*, II, 65 et 66.

juge ; ce qui est fondé sur ce motif que le dépôt du secret ayant été violé, on ne devait y avoir aucun égard (1). »

Notre ancienne jurisprudence fit plusieurs fois application de ce principe ; on peut citer entre autres décisions un arrêt notable rendu par la Cour des Aides le 9 mars 1645 (2).

574. — La législation actuelle n'ayant ni admis ni repoussé cette ancienne règle, il y a lieu de faire appel aux principes généraux. D'une façon très générale, pour qu'une lettre missive puisse être produite en justice, au civil comme au criminel, deux conditions doivent être réunies : 1° possession légitime ; 2° absence d'obstacle s'opposant à la divulgation du contenu de la correspondance.

Nous allons examiner successivement ces deux points.

575. — 1° *Possession légitime*. — Devant la juridiction répressive, la correspondance peut être produite par le ministère public ou par un particulier. Quand c'est le ministère public qui fait la production, tantôt les lettres dont il faut faire usage ont été saisies par le juge d'instruction, tantôt elles lui ont été remises par un particulier.

576. — Les magistrats instructeurs ont de larges pouvoirs d'investigation ; nous avons vu qu'ils peuvent saisir au domicile de l'accusé toutes les lettres et papiers qui s'y trouvent ; ils ont aussi le droit d'opérer à la poste la saisie des lettres écrites par l'accusé ou de celles qui lui sont

(1) Jousse, *op. cit.*, t. I, p. 744.

(2) V. du Fresne, *Journal des audiences*, 7 vol. in-fol., Paris, 1757, t. I, liv. IV, chap. 21, p. 347.

adressées. Lorsque c'est grâce à ce procédé que le ministère public est en possession des lettres, il est bien évident que cette possession est licite, puisqu'elle dérive de mesures d'instruction établies par la loi. La correspondance régulièrement saisie constitue donc un élément de preuve toujours recevable.

577. — D'autres fois, et le cas est fréquent, c'est un particulier qui remet des lettres au ministère public, en lui demandant d'exercer des poursuites. Dans ce cas, un auteur a proposé la distinction suivante: Si l'infraction révélée par la lettre intéresse au premier chef l'ordre public le ministère public doit poursuivre sans hésitation ; si, au contraire, elle lèse particulièrement un intérêt privé et n'apporte qu'un trouble inappréciable à l'ordre public, le ministère public doit s'interdire l'exercice de son action et laisser à la personne le soin d'agir à son gré, en exerçant le droit de citation directe (1).

Ce système conduit à admettre que le ministère public a la possession légitime de toute lettre qui lui est remise par un particulier, et quelle que soit la manière dont ce particulier s'est procuré la lettre. Pour cette raison, un tel système nous paraît difficilement acceptable. La personne qui remet cette lettre au procureur a pu s'en emparer au moyen d'un délit, d'un crime peut-être, et nous ne pouvons pas admettre que le ministère public fonde son accusation sur des preuves obtenues de cette manière, quelle

(1) Legris, *op. cit.*, n° 41.

que soit d'ailleurs la gravité du fait qu'il s'agit de réprimer. Autrement, il profiterait d'un délit commis par un tiers pour réprimer un autre délit. Il n'est pas admissible que les tribunaux de répression, qui ont pour mission de punir les infractions à la loi pénale, puissent fonder un jugement de condamnation sur des preuves obtenues au moyen de procédés que le législateur réprime.

Non, que l'infraction révélée par la lettre intéresse l'ordre public ou qu'elle ne l'affecte que très légèrement ; pour que le ministère public puisse faire état de cette lettre, il faudra qu'il la possède légitimement, et il n'aura cette possession licite qu'autant que la personne qui lui a remis la lettre la détiendra elle-même licitement. La question se ramène donc à rechercher sous quelles conditions un particulier doit être considéré comme ayant la possession licite d'une correspondance, au point de vue de la production de cette correspondance devant la juridiction répressive.

578. — Cette observation nous permet de passer à l'examen de l'hypothèse où c'est un particulier qui produit lui-même cette lettre au criminel.

C'est ce qui arrive lorsqu'un délit a été commis au préjudice d'une personne et que celle-ci se porte partie civile, ou encore lorsqu'elle intente l'action publique par voie de citation directe.

Quand donc un particulier a-t-il de la lettre une possession telle qu'elle lui permette d'en faire usage devant les tribunaux répressifs ? On peut d'abord poser en prin-

cipe que toutes les fois qu'une personne aura le droit de produire une lettre devant la juridiction civile, elle pourra également la produire devant la juridiction criminelle. Mais, il y a lieu de se demander s'il n'est pas des cas où la production ne devrait pas être admise au civil, alors qu'elle doit l'être au criminel ; et en effet, lorsqu'il s'agit d'intérêts purement privés, on comprend qu'on puisse se montrer strict sur l'admission des preuves, mais lorsqu'il s'agit d'un intérêt social, comme la répression des crimes et des délits, ne doit-on pas, dans l'intérêt même de la société, se montrer un peu plus large ?

579. — Toutes les fois que la possession a été obtenue par des moyens qui, pour être indélégats, ne sont pas cependant prévus par la loi pénale, cette possession sera suffisante pour permettre la production de la lettre devant le tribunal correctionnel ou devant la Cour d'assises ; et cette solution est équitable : sans doute une indélégatesse a été commise, mais on doit se montrer indulgent pour elle, puisqu'elle a permis de réprimer un crime ou un délit.

Au contraire, la possession est toujours illicite lorsqu'elle dérive d'un fait prévu et réprimé par la loi pénale, tel que le vol. On ne doit pas commettre un délit sous le prétexte de faire punir un autre délit ; dans ce cas, la fin ne justifie pas les moyens. Cette solution est de nature, semble-t-il, à satisfaire les esprits juridiques, car sans aller à l'encontre d'aucun principe de droit, elle augmente sensiblement le nombre des cas dans lesquels le juge pourra

sévir, sans étayer ses arrêts sur des preuves fournies par des procédés réprimés par la loi.

580. — La jurisprudence du début du xix^e siècle était aussi rigoureuse que celle des anciens parlements ; elle déclarait que la teneur d'une lettre ne pouvait servir de base à une action criminelle, sauf dans les cas déterminés par la loi (1).

Mais elle a abandonné un système aussi strict, et elle se prononce maintenant dans le sens de la théorie qui vient d'être exposée. « L'inviolabilité du secret des lettres, dit un arrêt de la chambre criminelle du 9 juin 1883, est un principe de haute moralité qui intéresse essentiellement l'ordre public ; mais le respect qu'il commande n'est pas si absolu qu'il ne doive exceptionnellement fléchir dans une certaine mesure dans l'intérêt de la vérité en matière de justice criminelle. Sans doute, même en cette matière, aucune atteinte ne saurait être portée au principe de l'inviolabilité au moyen de procédés délictueux, rentrant dans les prohibitions mêmes de la loi ; mais il ne suffit pas, pour faire repousser par la justice criminelle la preuve d'un délit ou d'un crime, résultant d'une correspondance produite devant elle, que la possession de cette correspondance ait été obtenue par des moyens qui, n'étant pas coupables aux yeux de la loi, peuvent blesser certains scrupules (2). » Et quelques années plus tard, la chambre des requêtes, examinant à son tour la question, disait : « qu'en

(1) Cass. crim., 6 décembre 1816, *Bull. Cass. crim.*, n° 85.

(2) Cass. crim., 9 juin 1883, D. 84.1.89.

aucune matière il ne peut être porté atteinte au principe de l'inviolabilité du secret des lettres... » ; mais elle avait soin d'ajouter : « au moyen de procédés délictueux » (1).

581. — 2° *Absence d'obstacles s'opposant à la divulgation du contenu de la lettre.* — Lorsqu'une lettre a été déclarée confidentielle par son auteur, cette condition de secret rendra-t-elle irrecevable la production de cette lettre devant la juridiction répressive par une personne qui en a cependant la possession légitime ?

Si on admet l'affirmative, jamais la correspondance ne pourra servir à faire la preuve d'une infraction ; en effet, une lettre est confidentielle toutes les fois qu'en raison de ses termes on peut présumer que l'auteur a voulu qu'elle demeure secrète ; or, il est bien évident que l'intention de l'auteur d'une lettre qui établit à sa charge un crime ou un délit, a été que cette lettre ne fût jamais divulguée.

Mais le pacte de secret produit ses conséquences seulement lorsque les relations des parties en cause sont régies par le droit civil : au contraire, lorsqu'il s'agit de lettres criminelles, le secret qu'elles contiennent n'a pas droit à la protection de la loi, autrement on arriverait à cette conséquence immorale que, plus l'écrit serait criminel, plus il serait confidentiel.

D'ailleurs, au point de vue strictement juridique, il est une raison qui permet de ne pas tenir compte du caractère confidentiel d'une lettre contenant la preuve d'une infrac-

(1) Cass. req., 14 mai 1887, D. 87.1.332.

tion : la condition du secret dérive d'un pacte tacite intervenu entre l'expéditeur et le destinataire ; or, quand la lettre est criminelle, l'objet de ce contrat est de ne pas divulguer le crime ou le délit ; mais, toute personne est tenue de dénoncer les infractions dont elle a connaissance ; convenir qu'elle ne le fera pas, c'est faire une convention dont l'objet est illicite ou tout au moins immoral ; et une telle convention n'est pas valable (art. 6, C. civ.).

Nous pouvons donc dire que les considérations de morale et de délicatesse qui ont décidé le principe de l'inviolabilité des correspondances privées se retournent contre les auteurs d'une correspondance criminelle et que la loi elle-même (art. 6) ne permet pas à un tribunal répressif de se refuser à l'examen d'une telle correspondance.

582. — En résumé, la seule question à résoudre, quand une lettre est produite devant la juridiction répressive, est de savoir si elle n'a pas été obtenue directement ou indirectement par des moyens que défend la loi pénale.

CONCLUSION

Nous avons terminé la tâche que nous nous étions proposé d'accomplir. Si on jette un coup d'œil en arrière, que penser, au point de vue du droit, de cette vaste matière des lettres missives ? Un fait surtout est frappant : c'est le petit nombre de textes législatifs qui régissent la correspondance. Conviendrait-il alors d' « attirer l'attention du législateur » sur ce sujet et de lui demander une loi spéciale réglementant l'ensemble des questions qui se rapportent aux lettres ? C'est le vœu que de nombreux auteurs ont formé. Nous ne les suivrons pas sans réserves dans cette voie.

En droit civil d'abord, la simple application des principes généraux nous a conduit à des solutions équitables. Qu'on n'objecte pas que les principes généraux peuvent être interprétés différemment par les tribunaux, ce qui amène parfois une certaine diversité dans les décisions de justice. Nous répondrions que, puisqu'il s'agit d'un point de droit, le pourvoi en cassation sera toujours ouvert aux parties et que la Cour suprême assurera l'uniformité dans la jurisprudence. Une loi spéciale serait donc inutile si elle se bornait à reproduire des solutions auxquelles on parvient sans elle. Cette loi modifierait-elle ces solutions ? Nous demanderons alors pourquoi soustraire la corres-

pondance au droit commun, qui constitue pour elle un régime satisfaisant. Les lois d'exception produisent souvent de fâcheux effets, et il en est ainsi notamment de celles qui s'appliquent aux lettres ; témoin cet article 14 de la loi du 5 nivôse an V, que nous voudrions ne pas rencontrer dans notre législation, parce qu'il semble n'attacher aucune valeur à toute lettre non chargée ou non recommandée. Défions-nous donc des lois d'exception.

Au point de vue du droit pénal, nous ne demanderons pas que le législateur français formule en termes exprès le principe de l'inviolabilité du secret de la correspondance, puisqu'il en reconnaît implicitement l'existence en le sanctionnant. Mais c'est cette sanction que nous voudrions voir compléter : l'article 187 du Code pénal s'applique à tous les fonctionnaires et agents du gouvernement, du plus petit au plus haut, mais il ne punit qu'eux seuls. Il serait à désirer que le législateur l'étendît aux particuliers. Lamartine disait bien à la Chambre des députés, le 13 mars 1841 : « Les correspondances sont défendues par les lois non écrites de la morale, de la délicatesse et de l'honneur ; le déshonneur en est la pénalité. » Mais c'est là une sanction insuffisante, et il est regrettable de ne plus rencontrer dans le Code de 1810 les deux degrés d'incrimination qui existaient dans ceux de 1791 et de l'an IV. Nous voudrions voir adopter le plus tôt possible par le Sénat la proposition de loi votée en 1896 par la Chambre et réprimant la violation de la correspondance par un particulier.

En ce qui concerne la saisie des lettres, nous avons

désapprouvé cette pratique que la jurisprudence a reconnue régulière, et qui permet au juge d'instruction de saisir à la poste n'importe quelle correspondance. Souhaitons de voir reprendre le projet de réforme du Code d'instruction criminelle de 1882, dont l'article 53 autorisait seulement la saisie de la correspondance se rattachant à un inculpé sous le coup d'un mandat.

Enfin, demandons l'abrogation de l'article 10 du Code d'instruction criminelle, qui est inutile, et qui, appliqué aux lettres, pourrait donner lieu aux plus scandaleux abus.

Lu :

Le Président de la thèse,
CH. LYON CAEN.

Vu :

Le Doyen,
P. CAUWÈS.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD

BIBLIOGRAPHIE

Cette bibliographie ne donne pas la liste de tous les ouvrages qui traitent des lettres missives, mais simplement l'énumération de ceux qui nous ont été le plus utiles. Quelques-uns, auxquels nous n'avons eu recours qu'accidentellement ont été indiqués en note avec le nom de leur auteur et leur titre, leur format, le lieu et la date de leur publication. La correspondance a également fait l'objet d'un certain nombre d'études écrites en langues étrangères ; on en trouvera la liste dans le traité de M. Valéry, mentionné ci-après.

La jurisprudence a été presque toujours citée d'après le *Recueil périodique* de Dalloz et celui de Sirey, que, par abréviation, nous avons désignés par les lettres D ou S : « Caen, 11 juillet 1866, S. 1867.2.151 », signifie : arrêt de la Cour d'appel de Caen du 11 juillet 1866, qu'on trouvera rapporté dans le *Recueil de Sirey*, année 1867, 2^e partie, p. 151.

§ 1. — Ouvrages généraux

Alauzet. — Commentaire du Code de commerce et de la législation commerciale, 6 vol. in-8°, Paris, 1866-1871, t. II, n° 1054.

Aubry et Rau. — Cours de droit civil français, 4^e éd., Paris, 1869-78, t. V, § 491, p. 180 ; t. VI, § 550, p. 78 ; t. VIII, § 760 *ter*, p. 289 et suiv.

Batbie. — Traité théorique et pratique de droit public et administratif, 2^e éd., 8 vol. in-8°, Paris, 1885-1886, t. II p. 100 et suiv.

Blanche. — Études pratiques sur le Code pénal, 2^e éd., 7 vol. in-8°, Paris, 1888-1889, t. III, n° 470 et suiv.

Boitard et Villey. — Leçons de droit criminel, 13^e éd., un vol. in-8°, Paris 1889, n° 264.

Bonnier et Larnaud. — Traité théorique et pratique des preuves en droit civil et en droit commercial, un vol. in-8°, Paris, 1888, n° 694 et 765.

- Brillon.** — Dictionnaire des arrêts, 6 vol. in-fol^e, Paris, 1727, t. IV, p. 91, V^e *Lettres missives*.
- Carpentier.** — Traité théorique et pratique du divorce, 2 vol. in-8^o, Paris, 1885-1888, t. I, p. 80, 92, 236 ; t. II, p. 21, 28, 129.
- Casati.** — Code pénal commenté par la jurisprudence, un vol. in-8^o, Paris, 1890-1891, sous l'art. 187.
- Chauveau, Faustin Hélie et Villey.** — Théorie du Code pénal, 6^e éd., 6 vol. in-8^o, Paris, 1887-88, t. III, n^{os} 885 et suiv.
- De Dalmas.** — Des frais de justice en matière criminelle, correctionnelle et de simple police (*Supplément au Commentaire du décret du 18 juin 1811*), un vol. in 8^o, Paris, 1847, p. 112 et suiv.
- Demolombe.** — Cours de Code civil, 31 vol. in-8^o, Paris, 1845-1882, t. IV, n^{os} 393 et 394, p. 496.
- Denisart.** — Collection de décisions nouvelles, 4 vol. in-8^o, Paris, 1771, V^{is} *Lettres missives* et *Postes*.
- Devilleneuve, Massé et Dutruc.** — Dictionnaire du contentieux commercial et industriel, 6^e éd., 2 vol. in-8^o, Paris, 1875, V^o *Correspondance*.
- Duverger.** — Manuel des juges d'instruction, 3 vol. in-8^o, Paris, 1862, t. I, p. 440 et 441.
- Favard de Langlade.** — Répertoire de la nouvelle législation civile, commerciale et administrative, 5 vol. in 4^o, Paris, 1823, V^{is} *Lettres* et *Postes*.
- Garçon.** — Code pénal annoté, 1 vol. in-4^o paru, Paris, 1901-1906, art. 187.
- Garraud.** — Traité théorique et pratique de droit pénal français, 2^e éd., 6 vol. in-8^o, Paris, 1898-1902, t. IV, n^o 1218 et suiv.
- Hallays.** — Le secret professionnel, 1 vol. in-8^o, Paris, 1890, p. 162 et suiv.
- Hélie (Faustin).** — Traité de l'instruction criminelle, 2^e éd., 8 vol. in-8^o, Paris, 1866-1867, t. III, n^{os} 1214 et 1215 ; t. IV, n^{os} 1819 et 1820.
- Jousse.** — Traité de la justice criminelle en France, 4 vol. in-4^o, Paris, 1771, t. I, p. 744 et suiv. ; t. II, p. 72.
- Laurent.** — Principes du droit civil français, 3^e éd., 33 vol. in-8^o, Bruxelles et Paris, 1869-1878, t. III, n^o 201 et suiv., n^o 417 ; t. XIX, n^o 488.
- Le Poittevin.** — Dictionnaire formulaire des parquets, 2^e éd., 3 vol. in-8^o, Paris, 1884-1886, V^o *Postes*, § 2.
- Lyon-Caen et Delalain.** — Lois françaises et étrangères sur la propriété littéraire et artistique, 3 vol. in-8^o, Paris, 1889-1896.
- Lyon-Caen et Renault.** — Traité de droit commercial, 8 vol. in-

- 8° parus, Paris, 1899-1906, t. III, n° 64 et suiv.; n° 808; t. VII, n° 499.
- Manuel de droit commercial, 8° éd., 1 vol. in-8^c, Paris, 1906, n° 1132.
- Maugin.** — De l'instruction écrite et du règlement de la compétence en matière criminelle, 2 vol. in-8°, Paris, 1847, t. I, p. 156 et suiv.
- Massé.** — Le droit commercial dans ses rapports avec le droit des gens et le droit civil, 3° éd., 4 vol. in-8°, Paris, 1874, t. IV, n° 2452.
- Merlin.** — Répertoire universel et raisonné de jurisprudence, 18 vol. in-4°, Paris, 1827-1828, V° *Lettre*.
- Morin.** — Répertoire général et raisonné du droit criminel, 2 vol. in-4°, Paris, 1851, V° *Poste aux lettres*, nos 15 et suiv.
- Muteau.** — Du secret professionnel, 1 vol. in-8°, Paris, 1870, p. 532 et suiv.
- Muyart de Vouglans.** — Les lois criminelles de France dans leur ordre naturel, 1 vol. in-fol., Paris, 1780, p. 259.
- Planiol.** — Traité de droit civil, 4° éd., 3 vol. in-8°, Paris, 1906 1908, t. I, nos 920-4°, 1214, 1663-2°, 2551 et suiv.; t. II, nos 107 et suiv., 169, 1124, t. III, n° 2693-3°.
- Pouillet.** — Traité de la propriété littéraire et artistique, 3° éd., 1 vol. in-8°, Paris, 1908, nos 386 et suiv.
- Renouard.** — Traité des droits d'auteur, 2 vol. in-8°, Paris, 1838-1839, t. II, n° 169.
- Rolland de Villargues.** — Répertoire de la jurisprudence du notariat, 2° éd., 9 vol. in-8°, Paris, 1840-1845, V° *Lettre missive*.
- Serpillon.** — Code criminel, 2 vol. in-4°, Lyon, 1767, t. I, p. 141.
- Trébutien, Laisné-Deshayes et Guillaud.** — Cours élémentaire de droit criminel, 2° éd., 2 vol. in-8°, Paris, 1884, t. II, p. 331 et suiv.

§ 2. — Ouvrages spéciaux.

- Abadie.** — De la propriété des lettres missives et de leur utilité au point de vue juridique, 1 vol. in-8°, Toulouse, 1882.
- Albrech.** — Du secret des lettres, 1 vol. in-8°, Paris, 1895.
- Barrot (Odilon).** — Consultation sur l'inviolabilité du secret des lettres, une brochure in-4°, Paris, 1853.
- Baudoin.** — Discours de rentrée à la Cour de Lyon, sur les lettres missives (2 nov. 1883), une brochure in-8°, Lyon, 1883.

- Bédarride.** — Etudes de législation sur les lettres (Extrait de la *Revue judiciaire du Midi*), une br. in-8°, Montpellier, 1868.
- Belloe.** — Les postes françaises, 1 vol. in-8°, Paris, 1886.
- Béraldi.** — La correspondance au point de vue du droit pénal, 1 vol. in-8°, Paris, 1906.
- Breton.** — De l'inviolabilité et de la propriété des lettres, 1 vol. in-8°, Bordeaux, 1889.
- Cara-Costea.** — De la correspondance privée, 1 vol. in-8°, Paris, 1908.
- Chauvet.** — Le secret et la propriété de la correspondance, 1 vol. in-8°, Grenoble 1891.
- Cosson.** — De la publication des lettres missives (Extrait de la *France judiciaire*), une brochure in-8°, Paris, 1889.
- Delamont.** — Notice historique sur la poste aux lettres dans l'antiquité et en France, 1 vol. in-8°, Paris, 1871.
- François.** — De la violation du secret des lettres, 1 vol. in-8°, Nancy, 1891.
- Frault.** — Manuel postal théorique et pratique, 1 vol. in-8°, Paris, 1881.
- Gallois.** — La poste et les moyens de communication des peuples à travers les siècles, 1 vol. in-8°, Paris, 1894.
- Hanssens.** — Du secret des lettres, 1 vol. in-8°, Bruxelles, 1890.
- Hayes.** — Traité des infractions postales, 1 vol. in-8°, Paris, 1899.
- Hepp.** — De la correspondance privée, postale ou télégraphique, dans ses rapports avec le droit civil et le droit commercial, 1 vol. in-8°, Strasbourg, 1864.
- Jaccottey.** — Traité de législation et d'exploitation postale, 1 vol. gr. in-8°, Paris, 1891.
- Laroze.** — Les lettres missives ; question de propriété littéraire, une brochure in-8°, Paris, 1883.
- Legris.** — Du secret des lettres missives, de leur propriété, de leur production en justice, 2^e éd., 1 vol. in-8°, Paris, 1894.
- Lequien de la Neufville.** — Usage des postes chez les anciens et les modernes, 2^e éd., 1 vol. in-12, Paris, 1730.
- Magistry.** — Des lettres missives, considérées au point de vue de leur inviolabilité, de leur propriété et de leur production en justice, 1 vol. in-8°, Aix, 1898.
- Montagnier.** — De la lettre missive considérée au point de vue des droits des parties et des tiers et de son rôle dans la formation des contrats, 1 vol. in-8°, Montpellier, 1906.
- Paret.** — Des lettres missives, droits dont elles sont susceptibles, 1 vol. in-8°, Lyon, 1902.

- Paris.** — Le secret de la correspondance privée, 1 vol. in-8°, Lille, 1903.
- Péret.** — L'inviolabilité et le secret des lettres, un vol. in-8°, Paris, 1895.
- Poutas-Larue.** — De la propriété et de l'usage des lettres missives, 1 vol. in-8°, Caen, 1898.
- Rombau.** — Lois postales, compétence des tribunaux civils et des justices de paix, une brochure in-8°, Paris et Bourg, 1907.
- Rousseau.** — Traité théorique et pratique de la correspondance par lettre missive et télégramme, 2^e éd., 1 vol. in-8°, Paris, 1877.
- Sanlaville.** — De la responsabilité de l'Etat en matière de postes et de télégraphes, une brochure in-8°, Paris, 1887.
- Stoffel.** — Des lettres missives, 1 vol. in-8°, Nancy, 1886.
- Teullé.** — De la propriété des lettres missives, une brochure in-8°, Toulouse, 1880.
- Tissier.** — La propriété et l'inviolabilité du secret des lettres missives, 1 vol. in-8°, Paris, 1885.
- Valéry.** — Des contrats par correspondance, un vol. in-8°, Paris, 1895.
- Voillaume.** — Le respect dû à la correspondance, 1 vol. in-8°, Dijon, 1888.
- Wurth.** — Des principes de droit qui régissent les lettres missives et les télégrammes (Discours de rentrée à la Cour de Gand, 16 octobre 1862), une brochure in-8°, Gand, 1862.

§ 3. — Articles de revues.

- Annales de la propriété industrielle, littéraire et artistique*, t. XXXVIII, 1892, p. 265 et suiv. : **Maillard**, De la propriété des lettres missives, du droit de les produire en justice et de les publier.
- Annales de la propriété littéraire*, t. XVI, p. 97 et suiv. article de **M. Deffis**.
- Correspondance des justices de paix*, 1878, 2^e série, t. XXV, p. 141 et suiv. : Une partie étant en justice, a-t-elle le droit de se servir d'une lettre confidentielle adressée à un tiers, malgré l'opposition formelle tant du souscripteur que du destinataire ?
- Le Droit*, 19 février 1851 : **Cormenin**, De la publication des lettres confidentielles.
- Le Droit*, 11-12 janvier 1861 : **Reverchon**, Quelle est l'étendue des pouvoirs conférés aux préfets par l'art. 10, C. inst. crim. ?

- France judiciaire*, 1889, p. 101 et suiv. : **Cosson**, De la publication des lettres missives.
- Gazette des Tribunaux*, 7 décembre 1887 : De la propriété des lettres missives (anonyme).
- Journal des Parquets*, 1888, p. 400 et suiv. : **Valabrègue**, Des lettres missives au point de vue du droit pénal.
- Journal des Parquets*, 1888, p. 189 et suiv. : **Grave**, La soustraction des lettres missives.
- La Loi*, 12-13 septembre 1884 : De la propriété des lettres missives et des papiers domestiques (anonyme).
- Revue critique*, t. I, p. 104 et suiv. : **Cormenin**, De la publication des lettres confidentielles.
- Revue de droit belge*, t. I, p. 321 et suiv. : **A. K.** De la production des lettres confidentielles.
- Revue de droit belge*, t. I, p. 792 et suiv. : **A. F.** De la saisie-arrêt des lettres recommandées ou assurées.
- Revue de droit international et de législation comparée*, t. XIV, 1882, p. 616 et suiv. : **Kirchenheim**, La question de la propriété des lettres en cours de transport.
- Revue du notariat et de l'enregistrement*, t. XXV, 1884, p. 94 et suiv. : **Perriquet**, Inviolabilité des correspondances et preuve de l'adultère en matière de séparation de corps.
- Revue pénitentiaire*, 1904, p. 1206 et suiv. : **Bougon**, Le droit de saisie de la correspondance postale.
- Revue pénitentiaire*, 1905, p. 93 et suiv. : **Jolly**, La saisie des lettres à la poste et la correspondance de l'avocat.
- Revue pratique*, t. XXI, 1866, p. 80 et suiv. : **Vanier**, Des lettres missives.
- Revue pratique*, t. XXVI, 1868, p. 133 et suiv., 408 et suiv. ; t. XXVII, 1869, p. 541 et suiv. ; t. XXVIII, 1869, p. 469 et suiv. : **Derouet**, Du secret des lettres confiées à la poste.
-

TABLE DES MATIÈRES

Pages

INTRODUCTION :

1-4. Définition de la lettre missive. — 5-6. La carte postale ; comparaison avec la lettre. — 7-8. Son histoire. — 9-12. Le télégramme ; comparaison avec la lettre. — 13-15. Son histoire. — 16-35. Histoire de la lettre missive proprement dite. — 36-37. Statistique. — 38-44. L'instruction générale des Postes, sa nature juridique et sa valeur à l'égard des particuliers. — 45-46. Objet de la présente étude. — 47. Plan.	1
---	---

PREMIÈRE PARTIE

PROPRIÉTÉ DES LETTRES MISSIVES

48. Place logique de l'étude de la propriété. — 49. Distinction entre l'élément matériel et l'élément intellectuel d'une lettre.	39
--	----

TITRE PREMIER

Elément matériel.

CHAPITRE PREMIER

Du propriétaire de l'élément matériel.

50-52. Intérêt qui s'attache à l'élément matériel d'une lettre.	42
SECTION I. — <i>L'auteur demeure-t-il propriétaire ?</i> — 53-54. Examen doctrinal. — 55. Jurisprudence. — 56-57. Examen critique de quelques opinions d'auteurs. — 58. Réfutation d'une objection. — 59. Résumé	44
SECTION II. — <i>L'auteur et le destinataire sont-ils propriétaires en commun ?</i> — 60-63. Examen doctrinal. — 64. Examen critique de l'opinion d'un auteur. — 65. Jurisprudence. — 66. Résumé. — 67. Droit allemand.	50

SECTION III. — <i>Le destinataire devient propriétaire.</i> — 68-69.	
Existence d'un don manuel. — 70. Système adopté par le droit romain. — 71. Argument tiré de l'article 8 du Code de commerce. — 72. Le destinataire a le <i>jus abutendi</i> . — 73. Jurisprudence. — 74. Droit comparé.	55
<i>Preuve à fournir par le destinataire</i> : 75-80. Le destinataire, en tant que possesseur de la lettre, ne peut pas se prévaloir contre l'auteur de l'article 2279 du Code civil. — 81. Conséquences de sa qualité de possesseur.	
	61

CHAPITRE II

Du moment où s'opère la transmission de propriété.

SECTION I. — <i>Le principe.</i> — 82. Position de la question. — 83-84. L'auteur est propriétaire de la lettre tant qu'il l'a par devers lui. — 85-86. Curieuses solutions des <i>Institutes</i> de Justinien. — 87. Sort de la lettre en cours de transport. — 88. Situation juridique de la poste. — 89. Contrat de transport à l'égard de l'expéditeur. — 90. Stipulation pour autrui à l'égard du destinataire. — 91-92. L'auteur est, en général, propriétaire de la lettre en cours de transport. — 93. Jurisprudence. — 94. Exception à ce principe. — 95. Solution romaine. — 96. Conclusion. 67	
SECTION II. — <i>Conséquences du principe.</i> — 97. L'expéditeur peut réclamer le retrait de la lettre tant qu'elle n'est pas remise au destinataire. — 98-99. Différents systèmes adoptés par l'administration des Postes. — 100. Hypothèse spéciale. — 101. La lettre voyage d'ordinaire aux risques de l'expéditeur. — 102. Elle est aux risques du destinataire lorsque le transporteur est son représentant. 77	

CHAPITRE III

Des droits du destinataire en tant que propriétaire de l'élément matériel.

DES LETTRES CONFIDENTIELLES.

SECTION I. — <i>Droits du propriétaire.</i> — 103. Droit d'être mis en possession de la lettre. — 104. Responsabilité du messager particulier. — 105-106. Irresponsabilité de la poste ; critique. — 107. Responsabilité de l'agent des postes ; compétence. — 108-110. Similitude de noms. — 111. Droits du destinataire une fois en possession de la lettre.	
	83

SECTION II. — *Restrictions apportées aux droits du destinataire.*

Lettres confidentielles. — 112. Quand l'auteur a exigé la destruction de sa lettre, le destinataire n'en devient pas propriétaire. — 113, § 1. Qu'est-ce qu'une lettre confidentielle? — 114. Définition. — 115. Le caractère confidentiel ne se présume pas. — 116. Caractère doublement relatif de la confiance. — 117. Déterminer si une lettre est confidentielle est une question de fait. — 118. Examen de quelques hypothèses spéciales. — 119-120. Jurisprudence. — 121. Procédure de vérification du caractère confidentiel. — § 2. Conséquences du caractère confidentiel. — 122-123. Objet et fondement de l'obligation du destinataire d'une lettre confidentielle. — 124-126. Situation juridique de ce destinataire. — 127-130. Sanction de la divulgation du secret — 131-133. Limites de l'obligation au secret. — 134. Renvoi. 91

CHAPITRE IV

Des droits des héritiers et des créanciers du propriétaire.

SECTION I. — *Droits des héritiers.* — 135. Les héritiers du destinataire recueillent sa correspondance ordinaire, sauf volonté contraire de l'auteur. — 136. Lettres confidentielles. — 137-138. Examen critique d'un système proposé. — 139. Les héritiers recueillent sous condition, la correspondance confidentielle. — 140. Solution de l'Instruction générale des Postes. — 141-142. Partage de la correspondance entre co-héritiers. — 143. Concours entre héritiers et légataires. 110

SECTION II. — *Droits des créanciers.* — 144. Position de la question. — 145. Insaisissabilité des lettres confidentielles. — 146. Saisissabilité des lettres non confidentielles. — 147. Collection d'autographes. 118

CHAPITRE V

De quelques cas particuliers où le destinataire ne devient pas propriétaire de l'élément matériel.

148. Existence d'hypothèses où c'est une autre personne que le destinataire qui devient propriétaire. — 149. Les lettres administratives adressées à un fonctionnaire sont la
P. — 30

propriété de l'Etat. — 150. Sanction. — 151-152. Les lettres adressées à un employé à raison de son emploi sont la propriété du patron ; jurisprudence. — 153. Lettres personnelles adressées à un fonctionnaire ou à un employé. — 154. Correspondance d'affaires adressées à un ancien commerçant ou à un ancien officier ministériel ; jurisprudence. — 155. Détermination du caractère des lettres.	120
---	-----

TITRE II

Elément intellectuel.

CHAPITRE PREMIER

Du propriétaire de l'élément intellectuel.

156-157. Une lettre missive fait naître des droits d'auteur. — 158-159. Exposé d'opinions diverses. — 160. L'élément intellectuel n'est pas indissolublement lié à l'élément corporel. — 161-162. Obstacle juridique à ce que le destinataire acquière la propriété littéraire par don manuel. — 163-168. — Examen critique de la jurisprudence. — 169. Conclusion.	125
---	-----

CHAPITRE II

Des droits respectifs de l'auteur et du destinataire sur l'élément intellectuel.

SECTION I. — <i>Droits de l'auteur.</i> — 170-172. Lettres n'ayant d'épistolaire que la forme. — 173. Les droits de l'auteur sur sa lettre sont ceux de tout écrivain sur son œuvre. — 174. Limite des droits de l'auteur. — 175. Obstacle matériel pouvant empêcher l'auteur d'exercer ses droits. — 176. Jurisprudence.	133
SECTION II. — <i>Droits du destinataire.</i> — 177. Le destinataire peut dans certains cas empêcher la publication de la lettre par l'auteur. — 178. Dans des hypothèses exceptionnelles, le destinataire peut avoir acquis la propriété littéraire. — 179-180. Distinction entre la cession des droits d'auteur et la simple autorisation de publier. — 181-182. Le destinataire a-t-il cette autorisation ? Examen doctrinal. — 183-184. Lettres confidentielles. — 185. Lettres non confidentielles. — 186. Conclusion	137

CHAPITRE III

Des droits des héritiers et des créanciers de l'auteur.

SECTION I. — <i>Droits des héritiers.</i> — 187-188. Les héritiers de l'auteur recueillent ses droits de propriété littéraire. — 189. Caractère temporaire de leurs droits. — 190. Situation du destinataire, cinquante ans après le décès de l'auteur ; lettres ordinaires. — 191. Lettres confidentielles. — 192-193. Examen critique des vœux formulés par le Congrès des éditeurs de 1908.	145
SECTION II. — <i>Droits des créanciers.</i> — 194-195. Les créanciers ne peuvent pas exercer les droits d'auteur de leur débiteur. — 196 Jurisprudence.	150

CHAPITRE IV

Droit comparé.

197-199, § 1. Autriche et Allemagne. — 200, § 2. Angleterre. — 201, § 3. Italie. — 202, § 4. Portugal. — 203, § 5. Russie. — 204, § 6. Bolivie, Colombie, Equateur. — 208-210, § 7. Mexique et Guatémala	153
--	-----

DEUXIÈME PARTIE

INVOLABILITÉ DU SECRET DES LETTRES MISSIVES

CHAPITRE PREMIER

Fondement juridique et histoire du principe de l'inviolabilité.

SECTION I. — <i>Fondement du principe en droit public.</i> — 211-212. Définition et utilité de l'inviolabilité. — 213. Fondement tiré d'une raison de haute morale. — 214. Fondement tiré de la liberté de penser. — 215. Fondement tiré de l'inviolabilité de la propriété. — 216. Conclusion.	161
SECTION II. — <i>Son histoire.</i> — 218. L'inviolabilité de la correspondance à Rome. — 219. En France, aux ^{xiv} ^e et ^{xv} ^e siècles. — 220-221. Aux ^{xvi} ^e et ^{xvii} ^e siècles. — 222. Le cabinet noir sous le règne de Louis XIV. — 223. Sous Louis XV. — 224. Sous Louis XVI. — 225. L'inviolabilité de la correspondance et les cahiers des Etats généraux	

de 1789. — 226-228. Le secret des lettres et la Constituante. — 229. Le secret des lettres et l'Assemblée législative. — 230. La première Instruction générale des Postes. — 231. Le cabinet noir sous la Convention. — 232. Le Directoire. — 233. Le premier Empire. — 234. Le secret de la correspondance pendant les Cent jours. — 235. Le cabinet noir sous les Bourbons. — 236. Le second Empire. — 237. L'inviolabilité de la correspondance de nos jours.	168
SECTION III. — <i>Fondement du principe en droit privé.</i> — 238. Définition et portée du principe de l'inviolabilité en droit privé. — 239. Fondement d'ordre moral. — 240. Fondement d'ordre juridique. — 241-242. Distinction entre l'inviolabilité de la correspondance en droit privé et le secret des lettres confidentielles.	187

CHAPITRE II

Des sanctions du principe de l'inviolabilité.

SECTION I. — <i>Sanctions pénales.</i> — § 1. Violation par un fonctionnaire. — I. Ancien droit : 244-246. Ancien droit proprement dit. — 247-249. Droit intermédiaire. — 250-251. Code pénal. — II. 252. Droit actuel : A) Sanction commune à tous les fonctionnaires et agents des postes. — 253. Analyse juridique de l'article 187 du Code pénal. — 254-257. 1 ^o Qualité de l'agent — 258-262. 2 ^o Fait intentionnel de suppression ou d'ouverture. — 263-269. Lettres confiées à la poste ; objets de correspondance prévus par la loi. — 270-272. Pénalités. — B) Sanctions spéciales aux agents des postes : 273. Serment professionnel. — 274-281. Secret professionnel. — 282. Autres sanctions. — 283-284. Détournement ou suppression d'actes ou de titres. — 285. Soustraction de pièces contenues dans un dépôt public. — 286-287. Vol. — § 2. Violation par un particulier. — 288. I. Ancien droit. — II. Droit actuel : 289. L'article 187 du Code pénal n'est pas applicable aux particuliers. — 290. Projet d'extension de cet article. — 291. Complicité. — 292. Corruption d'un agent des postes. — 293. Vol et abus de confiance. — 294. Conclusion.	192
SECTION II. — <i>Sanction civile.</i> — 295. But de la sanction civile. — 396. Application de l'article 1382 du Code civil à la vio-	

lation de la correspondance. — 297. Domage causé. —	
298. Faits constitutifs de la faute. — 299-302. Particulari-	
tés qui se présentent lors de l'exercice de l'action civile	
quand il y a délit pénal. — 303. La sanction civile peut	
être encourue indépendamment de toute intention fraudu-	
leuse. — 304. Personnes ayant droit aux dommages-inté-	
rêts. — 305. Personnes responsables; responsabilité de	
l'administration des postes.	232

CHAPITRE III

Des exceptions au principe de l'inviolabilité.

306. — Différentes exceptions au principe.	239
SECTION I. — <i>Saisie des lettres en cas d'instruction criminelle.</i>	
— 307. Position de la question. — 308. Lettres trouvées au	
domicile du prévenu. — 309. Lettres se trouvant à la	
poste. — 310. Les articles 187 et 378 du Code pénal ne	
sont pas des obstacles à la saisie à la poste. — 311. Droits	
du magistrat instructeur. — 312. 1° Sur les lettres adres-	
sées au prévenu. — 313. 2° Sur les lettres écrites par le	
prévenu. — 314-316. 3° Sur la correspondance des tiers. —	
173. Jurisprudence. — 318-320. Système adopté par l'ad-	
ministration des postes. — 321. Projet de réforme de 1882.	
— 322. Correspondance échangée entre un prévenu et son	
défenseur. — 323. Autorités compétentes pour requérir	
la remise des lettres. — 324-328. Droits des préfets. . .	240
SECTION II. — <i>Ouverture de la correspondance des détenus.</i> —	
329. Individus détenus dans les prisons départementales.	
— 330. Lettres soumises à la surveillance. — 331. Consé-	
quences du contrôle. — 332. Condamnés aux travaux for-	
cés. — 333. Récidivistes relégués. — 334. Prisonniers	
militaires. — 335. Colonies pénitentiaires.	260
SECTION III. — <i>Ouverture des lettres mises au rebut.</i> — 336.	
Fondement. — 337. Cas dans lesquels il y a lieu à mise	
au rebut. — 338-339. Traitement des correspondances	
mises au rebut. — 340. Appréciation critique. — 341.	
Statistique	266
SECTION IV. — <i>Ouverture de la correspondance du failli.</i> —	
342. Fondement. — 343-344. Correspondances sur lesquel-	
les porte le contrôle. — 345. Sort des lettres après l'ou-	
verture par le syndic. — 346. Droits du failli. — 347 Li-	

mite des droits du syndic. — 348. Cessation des droits du syndic. — 349-350. Liquidation judiciaire.	271
SECTION V. — <i>Ouverture de la correspondance des personnes placées dans les maisons d'aliénés.</i> — 351. Controverse. — 352-353. Justification du droit de surveillance par des raisons de fait. — 354-355. Justification par des raisons de droit. — 356-358. Différents sorts de la correspondance. — 359-361. Le Directeur de l'établissement n'a pas le droit de conserver la correspondance; examen critique de la jurisprudence.	276
SECTION VI. — <i>Ouverture de la correspondance des mineurs.</i> — 362. Fondement. — 363-366. Etendue du contrôle. — 367-368. Personnes investies du droit de surveillance. — 369. Cessation du contrôle. — 370. Sort des lettres après le contrôle. — 371. Interdit et prodigue pourvus d'un conseil judiciaire.	284
SECTION VII. — <i>Ouverture de la correspondance des femmes mariées.</i> — 372. Fondement moral. — 373. Fondement juridique. — 374. Mode d'exercice du contrôle. — 375. Droits du mari sur la correspondance soumise au secret professionnel. — 376. Etendue du pouvoir du mari. — 377-378. Ses limites. — 379. Moment où s'exerce le contrôle. — 380. Sort de la correspondance interceptée. — 381. La femme est dépourvue de tout droit sur la correspondance du mari. — 382. Appréciation critique.	293

CHAPITRE IV

L'inviolabilité du secret des lettres en droit comparé.

383-385. § 1 ^{er} . Allemagne. — 386-388. § 2. Angleterre. — 389-391. § 3. Autriche. — 392-394. § 4. Belgique. — 395-397. § 5. Espagne. — 398-400. § 6. Etats-Unis. — 401-403. § 7. Italie. — 404-406. § 8. Russie. — 407. § 9. Autres nations. — 408. Brésil. — 409. Danemark. — 410. Equateur. 411. Japon. — 412. Luxembourg. — 413. Mexique. — 414. Pays-Bas. — 415. Portugal. — 416. Roumanie. — 417. République Argentine. — 418. Suède. — 419. Suisse.	304
---	-----

TROISIÈME PARTIE

PREUVES PAR LETTRES MISSIVES

420. Objet et plan de cette troisième partie.	327
---	-----

TITRE PREMIER

Droit civil et droit commercial.

CHAPITRE PREMIER

De la force probante des lettres missives.

421. Particularité de la preuve par lettre en droit commercial.	330
---	-----

SECTION I. — <i>Droit commercial</i> . — 422. Preuve des actes unilatéraux. — 423. Acceptation d'une lettre de change. — 424. Aval. — 425. Preuve des actes synallagmatiques. — 426. Un commerçant peut utiliser comme moyen de preuve les lettres qu'il a écrites. — 427-429. Examen de quelques difficultés. — 430. Inutilité de la formalité des doubles. — 431. Télégrammes. — 432. Résumé.	330
---	-----

SECTION II. — <i>Droit civil</i> . — 433. Cas où la preuve par lettre est admissible. — 434. Une lettre n'est pas un acte sous seings privés. — 435. Une lettre peut contenir un aveu extrajudiciaire. — 436. Elle peut constituer un commencement de preuve par écrit. — 437. Elle peut constituer une présomption de fait. — 438. Pouvoir des tribunaux. — 439. Preuve des actes unilatéraux. — 440. Reconnaissance ou vérification d'écriture. — 441-442. Preuve des actes bilatéraux ; examen critique d'une objection tirée de la formalité des doubles. — 443. On ne peut pas faire une preuve au moyen de la lettre qu'on a écrite. — 444-445. Valeur probante des lettres à l'égard des tiers. — 446-448. Preuve de la date. — 449. Forme des lettres missives. — 450. Signature. — 451. Lettres signées au moyen d'une griffe. — 452. Lettres signées par un mandataire. — 453. Lettres signées par un employé. — 454. Lettres non signées. — 455. Post-scriptum. — 456. Lettres rédigées dans une langue étrangère. — 457. Absence de date. — 458. Valeur probante des télégrammes.	337
---	-----

CHAPITRE II

De la production des lettres en justice.

459. Conditions générales rendant la production licite : différents cas de production. — 460. Enregistrement. — 461. Timbre. — 462. Quand ces droits sont-ils dus. 360
- SECTION I. — *Production pour le destinataire.* — § 1. Production contre l'auteur. — 463. Possession licite du destinataire. — 464. Y a-t-il un obstacle s'opposant à la production ? — 465. Lettre non confidentielle. — 466. Lettre confidentielle ; ancien droit. — 467. Examen critique. — 468. Jurisprudence. — 469-470. Limites des droits du destinataire. — 471. Lettre confidentielle ayant perdu ce caractère. — 472. Conclusion. Droit des héritiers. — § 2. Production contre un tiers. — 473. Lettre non confidentielle. — 474. Lettre confidentielle. — 475. Sanction. . . 363
- SECTION II. — *Production par l'auteur.* — 476. Intérêt que peut avoir l'auteur à produire sa propre lettre. — 477. Cas où la lettre est versée aux débats par le destinataire. — 478. Cas où le destinataire refuse la production. — 479. Procès entre commerçants. — 480. Procès entre non-commerçants. — 481. Preuve de la réception de la lettre. — 482-484. Le tribunal peut-il ordonner au destinataire de produire la lettre qu'il a reçue ? Examen critique. — 485-487. Preuve de la teneur d'une lettre. 372
- SECTION III. — *Production par un tiers.* — 488. Certains tiers sont de véritables destinataires indirects. — 489. Conditions générales que devra réunir le tiers, pour que la production soit licite. — I. Lettre non confidentielle. — 490-491. — Une lettre non confidentielle peut être produite avec le consentement du destinataire. — 492. Ce consentement peut être tacite. — 493. Un tiers ne peut jamais produire une lettre qu'il possède à la suite de manœuvres indélicates. — 494. Jurisprudence. — II. Lettre confidentielle. — 495. Nécessité du consentement du destinataire. — 496. Nécessité du consentement de l'auteur. — 497. Jurisprudence. — 498-500. Comment l'auteur peut-il donner son consentement. — 501. Le tiers devra prouver qu'il l'a obtenu. — 502. Sanction. — 503. Résumé. 378
- SECTION IV. — *Production de la correspondance des incapables.* — 504. Position de la question. — § 1. Mineur. — 505-506.

Droit de la personne investie de la puissance paternelle, durant la minorité. — 507. Disparition de ce droit après la majorité. — 508. Examen critique d'un arrêt. — 509. Droit du tuteur et du subrogé tuteur d'un mineur. — 510. Droit du tuteur d'un interdit. — 511. Production de la correspondance d'un aliéné. — § 2. Femme mariée. — 512. Position de la question. — I. Production en justice faite par la femme ou par un tiers. — 513-514. La femme ne pourra produire les lettres qu'elle a reçues, qu'avec l'assentiment de son mari. — 515. Les tiers devront réunir le double consentement du mari et de la femme. — 516. Défaut d'influence du régime matrimonial. — II. Production en justice faite par le mari. — 517. Examen spécial du cas où il s'agit d'un procès en divorce. — 518. Une lettre peut motiver le divorce. — 519-521. Dans quel cas le mari aura-t-il la possession légitime des lettres de son épouse. — 522-523. Un obstacle peut-il empêcher le mari de faire la production? — 524. Jurisprudence. — 525. Résumé. — 526-529. Droits de la femme sur la correspondance de son mari, au point de vue de la production en justice 391

TITRE II

Droit criminel.

530. Importance des lettres missives en droit criminel ; plau. 412

CHAPITRE PREMIER

Des infractions à la loi pénale commises par correspondance.

531. Caractère général des infractions commises par lettres. . 413

SECTION I. — *Diffamation, injure, outrage.* — § 1. Diffamation ou injure envers les particuliers, commise dans une lettre close : 532. Une lettre close ne peut pas d'ordinaire constituer le délit de diffamation ou d'injure. — 533. Ancien droit. — 534. Jurisprudence actuelle. — 535. L'injure contenue dans une lettre close est une contravention. — 536. Une lettre rendue publique peut constituer le délit. — 537-538. Faits constitutifs de la publicité. — 539 540. Fiche de renseignements. — 541. Résumé. § 2. Diffamation ou injure envers les particuliers, commise dans une correspondance à découvert. — 542-543. Etat de la jurispru-

dence avant 1887. — 544. Différentes proposition de Loi	
545. Loi du 11 juin 1887. — 546-547. Eléments constitutifs	
du délit prévu par la loi. — 548. Télégrammes. — 549.	
Pénalité et compétence. — § 3. Outrages envers les fonc-	
tionnaires : 550. Textes applicables. — 551. Définition	
de l'outrage. — 552-553. 1 ^o Lettre n'ayant pas reçu de pu-	
blicité. — 554-557. 2 ^o Lettre rendue publique. — 558-559.	
3 ^o Correspondance à découvert.	414
SECTION II. — <i>Autres infractions.</i> — 560. Observation générale.	
— 561. 1 ^o Attentat aux mœurs. — 562. 2 ^o Outrages aux	
bonnes mœurs. — 563. 3 ^o Faux. — 564. 4 ^o Escroquerie.	
— 565. 5 ^o Chantage. — 566. 6 ^o Dénonciation calomnieuse.	
— 567. 7 ^o Menaces par écrit. — 568. 8 ^o Corruption de	
fonctionnaires. — 569. 9 ^o Publications de fausses nouvel-	
les. — 570. 10 ^o Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat.	435

CHAPITRE II

**De la production des lettres missives
devant la juridiction répressive.**

571. Position de la question. — 572. Droit romain. — 573. An-	
cien droit français. — 574. Conditions générales pour que	
la production soit licite en droit actuel. — 575. 1 ^o Posses-	
sion légitime. — 576. Correspondance régulièrement saisie.	
— 577. Lettres remises au ministère public par un parti-	
culier. Examen critique du système d'un auteur. — 578-	
579. Production faite directement par un particulier. —	
580. Jurisprudence. — 581. 2 ^o Absence d'obstacle s'oppo-	
sant à la divulgation du contenu de la lettre, défaut d'in-	
fluence du caractère confidentiel. — 582. Résumé.	443
CONCLUSION.	453
BIBLIOGRAPHIE.	457
§ 1. Ouvrages généraux.	457
§ 2. Ouvrages spéciaux.	459
§ 3. Articles de revues.	461
TABLE DES MATIÈRES.	463
TABLE ALPHABÉTIQUE.	475

TABLE ALPHABÉTIQUE DES MATIÈRES

N. B. — Les chiffres renvoient aux *numéros* de l'ouvrage. Consulter également la table méthodique qui précède et qui est reproduite sous forme de sommaire en tête de chaque chapitre.

A

Abus de confiance, 293.
Acceptation d'une lettre de change, 423.
Action civile, 295 à 305.
Administrateur provisoire d'un aliéné.
 Production par l'—, 511.
Adultère, 518.
Affranchissement.
 Carte postale, 8 (note).
 Lettre, 34.
Agents des postes.
 Responsabilité, 107.
 Secret professionnel, 274.
 Serment professionnel, 273.
 Témoignage en justice, 281.
 Violation du secret, 246, 254 à 257.
Aliénés.
 Surveillance de la correspondance des —, 351 à 361.
Allemagne.
 Droits d'auteur, 199.
 Inviolabilité, 383 à 385.
 Propriété, 67.
 Rebut, 338.

Angleterre.

 Droits d'auteur, 200.
 Inviolabilité, 386 à 388.
Ansaldus de Ansaldis, 440.
Arrêts du Conseil.
 19 juin 1464, 219.
 15 août 1775, 224.
Arrêtés.
 11 floréal an IV, 232.
 27 nivôse an IV, 232, 249.
 3 frimaire an V, 232.
 7 nivôse an X, 338.
 24 prairial an XI, 456.
Assistance publique.
 Surveillance, 367.
Attentats aux mœurs, 561.
Aubry et Rau, 377.
Autographes, 147.
Autriche.
 Droits d'auteur, 198.
 Inviolabilité, 389 à 391.
 Rebut, 338.
Aval, 424.
Aveu extra-judiciaire, 435.
Avis du Conseil d'Etat.
 4 février, 1829, 317.

Avocat.Correspondance des détenus
avec leur —, 329 à 334.Correspondance des prévenus
avec leur —, 322.**Avoué.**Correspondance des détenus
avec leur —, 329 à 334.Correspondance des prévenus
avec leur —, 322.**Ayrault**, 307.**B****Barbé-Marbois**, 294.**Barrot (Odilon)**, 493.**Barthélemy (de)**, 334.**Bartole**, 1.**Baudoin**, 57, 213.**Bazire**, 229.**Belgique.**

Inviolabilité, 392 à 394.

Bibliographie, p. 457.**Boiceau**, 455.**Bolivie.**

Droits d'auteur, 204.

Boufflers (Chev. de), 227.**Bouhier (Président)**, 373.**Brésil.**

Inviolabilité. 408.

Brillon, 497.**C****Cabinet noir.** — V. *Histoire de
l'inviolabilité.***Cambacérès (de)**, 423.**Cara-Costea**, 64.**Carnot**, 234.**Carte postale.**

Affranchissement, 8 (note).

Diffamation, 547.

Généralités, 6.

Histoire, 7, 8.

Secret professionnel, 276.

Suppression, 266

Caumarin (de), 251.**César**, 28.**Chantage**, 565.**Chine.**

Saisie des lettres, 323.

Cicéron, 24, 218, 241.**Circulaire.**

8 mai 1815, 234.

18 février 1816, 119.

27 décembre 1822, 339.

1^{er} septembre 1836, 331.

12 novembre 1844, 323.

24 janvier 1867, 236.

24 mai 1867, 319.

6 juillet 1868, 319.

15 février 1873. 266, 276.

13 octobre et 6 novembre 1875,
323.

25 février 1895, 280 (note).

22 mai 1897, 280 (note).

17 mai 1900, 280 (note).

Clarke (Mal), 233.**Code civil.**

articles	nos du volume
6	581.
212	526.
213	526, 373, 376, 381.
231	377.
245	523.
372	362.
373	363, 367.
394	367.
450	367.
509	371, 510.
544	49, 465.
815	62.
834	142.
842	142.

900	123.
931	162, 178.
953	129.
1108	442.
1145	128.
1166	195.
1322	440.
1325	430, 441.
1326	450.
1328	448, 458.
1334	458.
1335	458.
1341	486.
1347	436, 454, 485, 486.
1353	437, 445.
1355	435.
1356	435.
1382	104, 111, 193, 262, 295 à 305, 451.
1384	305.
1388	375.
1915	54.
1921	53.
1931	215.
1985	441.
2004	152.
2093	144.
2181	444.
2262	302.
2279	76, 161, 188.

Code de commerce.

articles	n ^{os} du volume
8	71, 118, 426, 431, 479.
12	426.
13	427.
15	479.
109	425, 431, 441.
122	423.
142	424.
174	423.
471	342 à 350.

Code d'instruction criminelle.

articles	n ^{os} du volume
10	325 à 328.
35	307, 323, 331.
36	307, 308, 314, 323.
37	307, 308, 323.
48	323.
49	323.
50	323.
87	307, 308, 314.
88	307, 311, 314.
89	307.
235	323.
236	323.
330	323.
365	284.
479	323.
480	323.
613	331.
637	302.
638	302.

Code de justice militaire (armée de mer).

Art. 113, 115, 132, 137, —
n^o 323.

Code de justice militaire (armée de terre).

Art. 83, 85, 102, 107, — n^o 323.

Code pénal de 1791.

Art. 23 (2^o p., t. 1^{er}, s. 3), —
229, 248, 288.

Code pénal de l'an IV.

Art. 638, — n^{os} 231, 249, 288.

Code pénal de 1810.

articles	n ^{os} du volume
59	291.
60	291.
75 à 78	570.
147	563.
150	563.

- 173 150, 283.
 177 292, 568.
 179 298.
 187 (ancien) 233, 250, 289.
 187 253 à 271, 289, 290,
 (révisé en 1832) 291, 309 à 311.
 196 273.
 222 552, 556, 557.
 254-255 285.
 305-306 567.
 334 561.
 373 566.
 378 274 à 281, 309, 310, 338,
 345, 375.
 379 150, 287, 293.
 400 565.
 405 564.
 408 286.
 471 535.
- Code de procédure civile.**
 articles nos du volume.
 93 121.
 188 474, 477.
 201 458.
 330 484.
 417 345.
- Colombie.**
 Droits d'auteurs, 204.
 Propriété, 74.
- Colonies pénitenciaires, 335.**
- Commencement de preuve
 par écrit, 436.**
- Commission de la propriété
 littéraire de 1825, 56, 182,
 188.**
- Compétence.**
 Responsabilité de la poste,
 106 (note).
 Responsabilité des agents des
 postes, 107.
- Complicité.**
 Violation de la correspon-
 dance, 291.

- Conclusion, p. 453.**
- Confidentielles (Lettres).**
 V. *Lettres confidentielles*.
- Congrès.**
 — des éditeurs (1908), 192,
 193.
 — de l'Union postale (1885),
 99.
- Connaissance, 432.**
- Contenu (Preuve du), 485 à 487.**
- Contrats.**
 Preuve des — civils, 441.
 Preuve des — commerciaux,
 426.
- Copie de lettres (Livre), 427,
 430.**
- Corruption de fonctionnaire,
 292, 568.**
- Créanciers.**
 Publication par les —, 194,
 196.
 Saisie par les — 144, 147.
- Curateur.**
 Production par le —, 511.

D

- Danemark.**
 Inviolabilité, 409.
- Date des lettres, 446 à 448,
 457.**
- Dauphin, 321.**
- Déclaration.**
 25 septembre 1742, 246.
- Déclaration des droits de
 l'homme.**
 Art. 11, 214.
- Décrets.**
 5 décembre 1789, 214, 228.
 18 juin 1790, 228, 307
 10 août 1790, 228.
 26-29 août 1790, 273.

19 octobre 1790, 338.
 23 novembre 1790, 338.
 10 juillet 1791, 228.
 10 décembre 1791, 229.
 9 mai 1793, 231, 249.
 23-24-30 juillet 1793, 338.
 2 messidor an VII, 232.
 7 fructidor an VII, 232.
 1^{er} germinal an XIII, 173, 188.
 7 avril 1873, 334.
 26 novembre 1885, 332.
 4 septembre 1891, 332.
 7 février 1894, 97.
 31 juillet 1903, 332.
Définition, 1 à 4.
Delcassé, 237.
Demolombe, 142, 382.
Denisart, 466, 494, 497, 533.
Dénonciation calomnieuse, 566.
Dépôt, 53, 54, 112, 135.
Destinataire.
 Autorisation de publier, 179, 185.
 Droits du —, 103 à 111.
 Production en justice, 463 à 475.
 Propriété littéraire, 171, 174, 177 à 186, 190.
 Propriété du manuscrit, 68 à 74, 94.
Destruction.
 — prescrite par l'auteur, 112.
Destruction de pièces ou procédures, 285.
Détenus.
 Ouvertures des lettres des —, 329 à 335.
Détournement d'acte ou de titre, 283, 284.
Diffamation.
 — dans une correspondance

circulant à découvert, 542 à 549.
 — dans une lettre close, 532 à 541.
Digeste.
 Liv. XII, t. 1^{er}, fr. 65 : 70,95.
 Liv. XLVII, t. 2, fr. 14 : 70,95.
Diodore de Sicile, 19.
Divorce.
 Abus de surveillance, 377, 378.
 Cessation de la surveillance, 379.
 Production en justice, 518.
Don manuel, 69.
Doubles (Formalité des).
 — en droit civil, 441.
 — en droit commercial, 430.
Droits d'auteur.
 Autorisation de publier, 179, 185.
 Cession des —, 178, 189.
 Créanciers, 194, 196.
 Droits de l'auteur, 170 à 176.
 Droits du destinataire, 171, 174, 177 à 186, 190.
 Héritiers, 187, 193.
 Lettres confidentielles, 183, 184.
 Titulaires des —, 156 à 169.
Du Camp (Maxime), 234, 235.
Dumas (Alexandre), 372.
Dumoulin, 450.
Duport, 226.
Dutailly, 544.

E

Echelles du Levant,
 Saisie des lettres, 323.
Edits.
 19 juin 1464, 32.
 10 octobre 1546, 220.
 novembre 1576, 32.

Employé.

Lettres commerciales, 451 à 455.

Signature, 453.

Enfants assistés.

Surveillance de la correspondance des —, 367.

Enlèvement de pièces ou de procédures, 285.**Enregistrement, 460, 462.****Equateur (République de l').**

Droits d'auteur, 204.

Inviolabilité, 410.

Propriété, 74.

Escroquerie, 564.**Espagne,**

Inviolabilité, 395 à 397.

Etats-Unis,

Inviolabilité, 398 à 400.

F**Failli,**

Ouverture des lettres du —, 342 à 348.

Faux, 563.**Favre (Jules), 195.****Femme mariée,**

Production de la correspondance des —, 512 à 529.

Surveillance de la correspondance des —, 372 à 382.

Fiche de renseignements, 539, 540.**Fonctionnaire,**

Violations de lettres par un —, 250, 254 à 257.

Fondement de l'inviolabilité,

Droit privé, 238 à 242.

Droit public, 211 à 216.

Force probante,

Droit civil, 433 à 458.

Droit commercial, 422 à 432.

Forme des lettres,

Force probante, 438, 449 à 457.

Fouquet (Surintendant), 222.

G**Garçon, 254.**

Genlis (Mme de), 223.

Gouy d'Arcy, 227.

Grégoire de Tours, 29.

Griffe.

Force probante, 451.

Grosse (Contrat à la), 432.

Guatémala,

Droits d'auteur, 210.

H**Hadrien, 218.****Héritiers,**

Droits d'auteurs, 187, 193.

Partage, 141 à 143.

Preuve, 444.

Propriété, 135 à 140.

Hérodote, 20.**Histoire de l'inviolabilité.**

Bourbons, 235.

Cahiers de 1789, 225.

Cent jours, 234.

Constituante, 226 à 228.

Contemporaine (époque), 237.

Convention, 231.

Directoire, 232.

1^{er} Empire, 233.

2^e Empire, 235.

Législation (Ass.), 229.

Louis XIII, 221.

Louis XIV, 222.

Louis XV, 223.

Louis XVI, 224.

Moyen-âge, 219. 220.

Rome, 218.

Histoire de la lettre, 16 et s.

Austrasie, 29.

Codex, 25.	Historique, 39.
Diptyque, 25.	articles n ^o de l'ouvrage.
Egyptiens, 49.	2 106 (note).
Gaulois, 28.	12 267, 280.
Grecs, 21.	13 280, 282.
Hiéroglyphes, 19.	21 105.
Moyen-âge, 30 à 32.	107, 305.
Objets symboliques, 18.	146 99.
Papyrus, 26, 27.	251 4 (note).
Perses, 20.	504 97.
Pugillares, 25.	802 337.
Romains, 22 à 24.	807 366, 374.
Stylus, 25.	808 140.
Triptyque, 25.	810 343, 348, 350.
	811 43.
	813 318.
Imprimés.	816-817 320.
Secret professionnel, 279.	885-886 337.
Violation, 268.	890 338.
Indivision, 62, 63.	898 338.
Injure grave.	907 339.
Divorce. 518.	908 93 (note).
Injures envers les particuliers.	910 339.
— dans une correspondance à découvert, 542 à 549.	912 339.
— dans une lettre close, 532 à 541.	Interdit.
Institutes de Justinien.	Ouverture des lettres d'un —.
liv. II, t. I ^{er} , fr. 33 : 85.	371.
I. II, t. I ^{er} , fr. 34 : 86.	Italie.
Instruction criminelle.	Droits d'auteur, 201.
Ouverture des lettres, 307 à 328.	Inviolabilité, 401 à 403.
Instruction générale des Postes de 1792, 230.	J
Instruction générale des Postes de 1832,	Japon.
Art. 529, 318.	Inviolabilité, 411.
Instruction générale des Postes de 1899.	Saisie des lettres, 323.
Force probante, 40 à 44	Jousse, 466, 533, 573.
	Juge d'instruction, 323.
	L
	Labbé, 353.
	Labéon, 70, 95.

Langue étrangère, 456.
Laurent, 463.
Légataire, 441, 443.
Legris, 577.
Lettres administratives, 449, 450.
Lettres anonymes, 419, 433.
Lettres d'affaires, 57, 118.
Lettres commerciales, 451, 455.
Lettres confidentielles.
 Conséquences, 422.
 Définition, 444.
 Détermination, 415 à 421.
 Diffamation, 538.
 Héritiers, 436 à 441.
 Production en justice, 466 à 472, 474, 475, 495 à 502, 581.
 Publication, 483, 484, 491.
Libération, 422.
Liquidation judiciaire, 349, 350.
Lois.
 19-24 juillet 1793, 156, 173.
 7 septembre 1793, 231, 249.
 25 prairial an III, 173.
 3 nivôse an V, 105, 305.
 13 brumaire an VII, 361.
 15 pluviôse an XIII, 367.
 28 avril 1816, 460.
 17 mai 1819, 537, 540.
 16 juin 1824, 461.
 28 mai 1836, 323.
 30 juin 1838, 351 à 361.
 24 août 1848, 34.
 18 mai 1850, 34.
 3 juillet 1850, 15.
 9 novembre 1850, 267, 277, 278, 305 (note).
 18-29 novembre 1850, 15.
 8 juillet 1852, 323.
 8 avril 1854, 473.
 20 mai 1854, 34.

23 mars 1855, 444.
 18 mai 1858, 323.
 4 juin 1859, 106 (note).
 18 juin 1861, 34.
 3 juillet 1861, 10 (note).
 14 juillet 1866, 173, 189.
 24 août 1871, 34.
 28 février 1872, 460.
 23 août 1872, 461.
 20 décembre 1872, 8.
 3 août 1875, 34.
 6 avril 1878, 8 (note), 34.
 29 juillet 1881, 474, 532 à 541, 553 à 557, 569.
 2 août 1882, 562.
 11 novembre 1885, 329 à 332.
 11 juin 1887, 542 à 549, 558, 559.
 22 août 1887, 333.
 4 mars 1889, 350.
 24 juillet 1889, 365, 367.
 16 mars 1898, 562.
 30 octobre 1901, 273.
 3 avril 1903, 561.
 6 mars 1906, 34.
 8 avril 1910, 34.

Luxembourg.

Inviolabilité, 412.

M

Maire.

Violation des lettres, 254.

Maître de pension.

Surveillance de la correspondance, 368.

Mandataire.

Signature, 452.

Mari.

Production en justice, 513 à 529.

Surveillance de la correspondance de la femme par le
 — . 372 à 382.

Mascate.

Saisie des lettres, 323.

Mazeau, 544, 546, 559.**Menaces par écrit, 567.****Mère.**

Production de la correspondance des mineurs par la —, 505 à 508.

Surveillance de la correspondance des mineurs par la —, 367.

Merlin, 423, 466, 503.**Messenger particulier.**

Remise des lettres, 108.

Responsabilité du —, 104.

Mexique.

Droits d'auteur, 209.

Inviolabilité, 413.

Mineurs.

Ouverture des lettres des —, 362 à 370.

Production des lettres des —, 505 à 509.

Ministre.

Violation des lettres, 254.

Mirabeau, 226.**Monopole de la poste, 213, 232.****N****Napoléon I^{er}, 233, 373.****O****Officier ministériel.**

Correspondance d'un ancien —, 154, 155.

Ordonnances.

28 juillet 1603, 219.

mars 1673, 71, 423.

12 janvier 1771, 338.

20 janvier 1819, 338.

Ordonnance judiciaire, 310.**Outrage aux bonnes mœurs,** 562.**Outrage envers les fonctionnaires.**

Correspondances circulant à découvert, 558, 559.

Lettre non rendue publique, 552, 553.

Lettre rendue publique, 554, à 557.

Ouverture des lettres, 260 à 262.**P****Pardessus, 423.****Partage, 141 à 143.****Particulier.**

Abus de confiance, 293.

Action civile, 295 à 305.

Complicité, 291.

Corruption de fonctionnaire, 292.

Violation des lettres, 288 à 294.

Vol, 293.

Patron, 151 à 153, 368.**Pays-Bas.**

Inviolabilité, 414.

Pelletan (Eug.), 213, 236.**Père.**

Production de la correspondance des mineurs par le —, 505 à 508.

Surveillance de la correspondance des mineurs par le —, 362 à 370.

Picard, 552.**Plan de l'ouvrage, 45 à 47.****Portalis, 373.****Portugal.**

Droits d'auteur, 202.

Inviolabilité, 415.

Poste.

Correspondance des femmes mariées, 374.

Correspondance des mineurs, 366.

Remise des lettres, 108 à 110.

Responsabilité, 105, 305.

Retrait des lettres, 97 à 99.

Situation juridique, 88.

Post-scriptum, 455.

Pothier, 435, 436, 437 (note).

Pouillet, 185.

Préfet.

Saisie des lettres, 324 à 328.

Présomption de fait, 437, 445.

Prévenu.

Saisie des lettres, 308 à 322.

Prisons départementales.

Surveillance de la correspondance, 329 à 332.

Prisons maritimes.

Surveillance de la correspondance, 334.

Prisons militaires.

Surveillance de la correspondance, 334.

Procédure.

Saisie à la poste, 319, 320.

Vérification du caractère confidentiel, 121.

Procureur de la République.

Saisie des lettres, 323.

Prodigue, 371.**Production en justice,**

Auteur (— par l'), 476 à 487.

Destinataire (— par l'), 463 à 475.

Droit criminel, 571 à 582.

Femme mariée, 512 à 529.

Généralités, 459.

Mineurs, 505 à 511.

Tiers (— par un), 488 à 503.

Propriétaire de la lettre, 50 et s.

Auteur, 53 à 59, 83, 92, 93, 101.

Destinataire, 68 à 74, 94.

Preuve, 75 à 81.

Propriété commune de l'aut. et du dest., 60 à 67.

V. *Droits d'auteur*.

Publication des lettres.

V. *Droits d'auteur*.

Publicité, 537, 538.**R**

Rambaud, 222.

Rebut, 336 à 341.

Réception.

Preuve de la —, 481.

Recherche de la maternité, 488.

Règlements.

20 juin 1863, 334.

10 avril 1869, 335.

Relégués.

Surveillance des lettres des —, 333.

Remise des lettres, 108 à 110.

Renvoi.

— prescrit par l'auteur, 112.

République argentine.

Inviolabilité, 417.

Responsabilité,

Messenger particulier, 104.

Poste, 105, 305.

Revendication, 103.

Richelieu, 221.

Risques, 101, 102.

Roque (de Fillol), 544.

Rote de Gênes, 432.

Roumanie.

Inviolabilité, 416.

Rousseau, 174, 185, 232.

Russie.

Droits d'auteur, 203.

Inviolabilité, 404 à 406.

S**Saint-Amant**, 1.**Saint Jean Chrysostôme**, 35.**Saint-Simon**, 222.**Saisie des lettres**, 307 à 328.**Sand** (George), 181.**Secret professionnel.**

Agent des postes, 274 à 281.

Correspondance de la femme mariée, 375.

Sénèque, 24, 26.**Séparation de corps,**

Surveillance de la correspondance, 379.

Serment professionnel, 273.**Serpillon**, 245.**Siam.**

Saisie des lettres, 323.

Signature, 450, 454.**Soustraction d'acte ou de titre**, 283, 284.**Soustraction de pièces ou de procédures**, 285.**Statistique**, 36, 37.**Steenacker**, 544.**Stipulation pour autrui**, 90.**Straccha**, 448.**Subrogé tuteur.**

Production en justice, 509.

Substitut.

Saisie de lettres, 323.

Successeur, 154.**Suède.**

Inviolabilité, 418.

Suisse.

Inviolabilité, 419.

Rebut, 338.

Suppression d'acte ou de titre, 283, 284.**Suppression de lettres**, 259 à 262.**Sûreté de l'Etat** (Crimes ou délits contre la —), 570.**Surnuméraire**, 257.**T****Table alphabétique**, p. 475.**Table méthodique**, p. 463.**Télégramme.**

Diffamation par —, 548.

Force probante, 431, 458.

Généralités, 9 à 12.

Histoire, 13, 14.

Violation, 267.

Témoignage en justice.

Agents des postes, 281.

Testament, 84, 439.**Timbre**, 461, 462.**Transcription des lettres**, 444.**Transfert de propriété**, 444.**Transmission de la propriété d'une lettre**, 82.**Transport des lettres**, 89. —V. aussi : *Messenger particulier.*
*Poste.***Travaux forcés.**

Surveillance de la correspondance des condamnés aux —, 332.

Treilhard, 308.**Tuteur,**

Production en justice, 509, 510.

Surveillance des lettres, 367, 371.

Tuteur officieux,

Surveillance des lettres, 367.

U	Violation de la correspon- dance, 244 et s.
Ulpien, 70, 95.	Vol de lettres, Particuliers, 293.
V	Fonctionnaires, 286, 287.
Vanier, 364, 374.	Voltaire, 32, 33.
Vergniaud, 229.	X
Vérification d'écritures, 440.	Xénophon, 20.

Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Haute-Marne)
